

TENIR LA RUE

MATTHIAS BOUCHENOT

TENIR LA RUE

L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE

1929-1938



LIBERTALIA

LIVRES PARUS AUX ÉDITIONS LIBERTALIA
(EXTRAITS DU CATALOGUE)

JEAN-PIERRE BIONDI, *Clio et les Grands-Blancs*
ÉRIC FOURNIER, *La Commune n'est pas morte*
ÉRIC FOURNIER, *La Cité du sang*
DANIEL GUÉRIN, *Bourgeois et bras-mus*
JOSÉ PEIRATS, *Une révolution pour horizon*
MARCUS REDIKER, *Les Forçats de la mer*
MARCUS REDIKER, *Pirates de tous les pays*
ROBERT TOMBS, *Paris, bivouac des révolutions*

Actualité & catalogue complet : editionslibertalia.com

Matthias BOUCHENOT remercie
Eugène BOUCHERIE (1919-2014), Frank GEORGI, Charles JACQUIER,
Gilles MORIN, Michel PIGENET, Philippe RYGIEL et Pierre THORET.
Ainsi que les archivistes de la BDIC, du CERMTRI,
du CHS, de l'OURS, des Archives nationales
et des Archives de la préfecture de police de Paris.

PRÉFACE

Y a-t-il encore quelque chose à dire sur le socialisme français de l'entre-deux-guerres ? Les historiens français et étrangers semblent avoir labouré le terrain en tous sens, du traumatisme de Tours à celui de juin 40, en passant par la genèse, l'apogée et le déclin du Front populaire, l'idéologie de la SFIO, son rapport au marxisme et au pouvoir, son implantation, ses grandes figures, ses « tendances » et leurs affrontements, ses relations avec les frères ennemis communistes, l'organisation des femmes, des jeunes, le renouveau de ses pratiques politiques... Matthias Bouchenot a pourtant choisi de réinvestir cette dernière question, sous un angle différent, celui des groupes d'« autodéfense » mis en place par les socialistes parisiens. Certes, bien des travaux ont mentionné les fameux « TPPS » (« Toujours prêts pour servir ») de Marceau Pivert ou, dans la perspective plus récente d'une histoire culturelle du politique, se sont interrogés sur le sens des affrontements symboliques des années 1930, le rite « soldatique » du poing levé ou ces étonnants défilés de Jeunes Gardes socialistes en uniforme. Mais aucune étude d'ensemble n'a pris pour objet l'autodéfense socialiste en elle-même. Cela peut se comprendre. D'une part, ce n'est pas au parti de Léon Blum que l'on pense spontanément lorsqu'on évoque la

violence politique dans la France des années 1930. Le phénomène peut, non sans raison, apparaître marginal. Ensuite, les sources disponibles sont minces et disparates.

En choisissant son sujet et en tenant bon malgré les difficultés, Matthias Bouchenot a relevé ce double défi : montrer au lecteur l'importance réelle de la question dans la théorie et la pratique des socialistes français, ou d'une partie d'entre eux, et, pour cela, débusquer la moindre référence à l'autodéfense à travers la presse et les congrès, les archives militantes dispersées dans divers dépôts, les archives policières, les photographies, les livres de souvenirs. Il a pu s'entretenir avec l'un des tout derniers témoins de cette aventure, l'ancien « Jeune Garde » Eugène Boucherie, disparu en janvier 2014, à l'âge de 95 ans. La quête des archives réserve parfois d'heureuses surprises. Dans les papiers de Marceau Pivert, outre le précieux registre des adhérents de sa 15e section SFIO de Paris, il a déniché un document mystérieux : une liste de noms, sans titre ni date, qu'il examine avec soin et à propos de laquelle il conclut, par déduction et par élimination, qu'il pourrait bien s'agir du fichier des TTPS de ladite section. Ce n'est là qu'une hypothèse, mais que le faisceau d'indices avancés suffit à rendre crédible.

Quant à l'intérêt de l'étude rendue possible par cette traque obstinée des sources, le lecteur pourra juger sur

pièces. La démarche de Matthias Bouchenot a le grand mérite de réintroduire constamment le contexte et la comparaison, d'éviter de considérer l'autodéfense socialiste comme un objet clos sur lui-même. Les adversaires ou les ennemis, communistes ou ligues « fascistes », et même les groupes de défense « amis », comme ceux de Front commun, sont régulièrement convoqués. S'il se limite judicieusement à un territoire donné, la région parisienne, et à une décennie, les années 1930, l'auteur n'oublie pas de mentionner, à défaut de pouvoir les analyser, les réalisations provinciales et les modèles étrangers, ni de rappeler l'importance de l'héritage de la séquence 1909-1914. La chronologie se dégage nettement. Au sortir des années 1920, où les socialistes subissaient la violence politique sans se donner les moyens d'une riposte collective, commencent les premiers essais d'organisation de groupes de défense. Mais c'est bien au lendemain du 6 février 1934 que la question est perçue comme un enjeu majeur dans la course de vitesse que se livrent désormais, aux yeux de bien des militants, socialisme et fascisme, dans une atmosphère de tension extrême. La « vieille maison » assume alors la mise en place, le financement et le développement de groupes de combat d'inspiration indiscutablement militaire, tant par leur organisation hiérarchisée, leur entraînement et leur discipline interne, que par la mise en scène de jeunes gens en uniforme, défilant poing dressé ou massés, bras croisés, au pied des tribunes. La dimension symbolique de ces pratiques, caractéristique

d'une conception nouvelle de la propagande, est évidente, mais Matthias Bouchenot rappelle justement qu'il ne faut pas sous-estimer la violence réelle des affrontements survenus, même si celle-ci n'a pas grand-chose à voir avec celle des combats de rue qui ensanglantèrent la brève histoire de la République de Weimar.

On est loin, dans les faits rapportés, de la version socialiste d'une « brutalisation » généralisée de la société française, qui serait le prolongement de la Grande Guerre dans la paix retrouvée. Mais cette militarisation, incontestable bien que très circonscrite, d'un parti parlementaire, donne à réfléchir sur la radicalité et l'ampleur des remises en question provoquées par la crise multiforme des années 1930. L'auteur nous fournit d'utiles matériaux en ce sens, dans un travail qui combine une approche classique – indispensable dans le cas présent – de l'historiographie du socialisme français, celle des tendances internes du parti et de leurs luttes, une interrogation sur la sociologie de ces groupes et une problématique plus neuve, celle des représentations et des cultures politiques, intégrant notamment une réflexion sur les générations et le genre. Cette pluralité des angles d'attaque constitue l'une des richesses de l'ouvrage.

Au total, le premier travail de ce jeune historien restitue dans une langue limpide une facette largement méconnue du socialisme français. Si toutes les questions

posées ne sont pas résolues, des pistes stimulantes ont été ouvertes et il faudra désormais y faire référence. On ne peut donc que se réjouir de la publication de ce livre. Les « réflexions sur la violence », philosophiques ou politiques, qu'il suscitera peut-être chez le lecteur ou la lectrice d'aujourd'hui, pourront s'appuyer sur une connaissance historique solide.

Frank GEORGI
Centre d'histoire sociale du xx^e siècle
Université Paris-I Panthéon Sorbonne

INTRODUCTION

« Jamais les Croix-de-Feu n'ont poussé aussi loin leurs mécanismes de mobilisations clandestines. Certaines alertes ont eu lieu devant des permanences ouvrières, au coup de sifflet. Mais il ne faut pas bouger ! N'excitez pas l'animal ! Prudence ! Pourtant les TPPS restent vigilants. Les Camelots du roi du XVIII^e qui ont laissé vingt des leurs sur le pavé (50 % des effectifs engagés) dimanche dernier, boulevard Barbès, doivent se rendre compte qu'il y a des becs de gaz inattendus sur certains trottoirs parisiens. Le dimanche précédent, ils avaient assommé trois ouvriers communistes ; les dimanches se suivent mais ne se ressemblent pas* . »

Le ton employé par Marceau Pivert** dans *La Gauche révolutionnaire* en 1936 est lourd de menace contre les ligues nationalistes, mais traduit aussi une certaine irritation contre ses camarades socialistes qui hésitent à suivre la voie de l'affrontement direct. Dès 1929, pourtant, la fédération de la Seine de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), confrontée à la violence du Parti communiste français (PCF), renoue avec des pratiques

* *La Gauche révolutionnaire*, « Jeux dangereux », n° 5, janvier 1936.

** Pour en savoir davantage sur Marceau Pivert, comme sur la plupart des militants présents au long de cette étude, se reporter au glossaire de fin d'ouvrage.

d'autodéfense délaissées depuis le congrès de Tours. En 1936, les organismes d'autodéfense se sont structurés, et, alors que les émeutiers du 6 février 1934 ont réussi à créer l'unité dans les rangs antifascistes, ils sont exclusivement consacrés à la lutte contre les ligues nationalistes.

Georges Vidal compare la vie politique française des années 1930 à une « guerre civile froide* » où s'opposent communistes et nationalistes s'accusant tour à tour de fomenter ici un putsch, là un coup d'État. Ils se préparent, ou du moins le prétendent-ils, à sauver la nation pour les uns, la République pour les autres**. Certains socialistes s'apprêtent, eux aussi, à l'affrontement; la crise économique semble avoir précipité l'avènement. Le triomphe du nazisme en Allemagne; l'écrasement de la révolte des Asturies, dans laquelle le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a pris une part active en 1934; l'échec de la résistance sociale-démocrate viennoise au coup d'État de Dollfuss, en février 1934; la démonstration de force des ligues nationalistes françaises le 6 février 1934 : autant d'éléments qui persuadent ces militants de la SFIO qu'entre socialisme et fascisme il n'y a plus d'autre issue à la crise de la III^e République.

Les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise***, confrontées aux mêmes difficultés, développent ainsi ensemble leurs groupes d'autodéfense, entre 1929

* VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *Revue historique*, 2006/04, n° 640, Presses universitaires de France.

** *Ibid.*

*** Département disparu en 1968.

et 1938. La première période, de 1929 à 1934, est celle des Groupes de défense (GD) qui ont pour vocation la protection des orateurs socialistes et se cantonnent alors aux salles de meeting. Entre 1934 et 1935, ils sont incorporés aux « Toujours prêts pour servir » (TPPS), actifs jusqu'en 1938. Tout au long de cette période, entre auto-défense et parade, les Jeunes Gardes socialistes (JGS) se développent, à partir des sections des Jeunesses socialistes (JS). Pour Éric Nadaud, ces militants d'un genre nouveau se distinguent par leur impatience, leur jeunesse et leur esprit de « soldats du socialisme* ». Sous leur impulsion, la SFIO revient à une pratique manifestante qu'elle avait délaissée au lendemain du congrès de Tours**, imprégnant le Parti socialiste (PS) d'une culture plus urbaine.

Le cadre urbain est d'ailleurs celui de notre étude, avec bien sûr Paris, la métropole, où se concentrent les instances dirigeantes de la République et donc les risques de coups de force ; mais aussi les directions des organisations politiques de gauche et de droite, amplifiant les phénomènes de concurrence et d'opposition entre elles. Ce cadre s'étend aux villes et cités ouvrières de banlieue. Elles sont, tout autant que Paris, le terrain d'action des groupes d'autodéfense socialistes, parce qu'elles sont moins surveillées que la capitale et parfois dotées de mairies amies. Les cités

* NADAUD Éric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire (1934-1936) », *Le Mouvement social*, n° 153, octobre-décembre 1990, Les Éditions ouvrières, pp. 9-32.

** À ce sujet, voir CARDON Dominique et HEURTIN Jean-Philippe, « Tenir les rangs, les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936) », in *La Manifestation*, Pierre Favre (dir.), Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1990.

ouvrières de banlieue, comme certains arrondissements populaires parisiens, sont considérées comme des fiefs antifascistes, et l'autodéfense doit, à ce titre, y être toujours présente*. Encore rurales parfois, ces banlieues sont enfin un espace de rassemblement et de démonstration pour les forces de gauche comme pour l'extrême droite.

L'«autodéfense», terme apparu en 1836**, n'a pas de signification précise, si ce n'est qu'elle renvoie à l'idée d'autonomie dans la prise en charge de la sécurité. L'autodéfense socialiste se définit selon les objectifs qu'on lui assigne et les moyens mis en œuvre pour l'assurer. Selon les courants politiques de la SFIO et selon les années, l'autodéfense recouvre diverses réalités. Les différentes conceptions attribuées à l'autodéfense socialiste de la région parisienne représentent une base minimale reconnue par la majorité des socialistes de l'époque : les structures sont chargées d'assurer la protection des manifestations – là, leur rôle se confond avec celui du service d'ordre –, la défense des locaux, des réunions, des orateurs et des vendeurs de journaux socialistes***. La définition de l'autodéfense des TPPS est, nous le verrons, beaucoup plus large, puisqu'elle leur attribue un rôle offensif. Pour certains, dans la fédération de la Seine, les TPPS doivent même fournir les cadres d'une milice prolétarienne, dans une perspective révolutionnaire.

* La thématique de l'interdiction aux fascistes des quartiers ouvriers est récurrente dans la presse de gauche des années 1930.

** REY Alain, *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert, tome 1, 2006.

*** Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskistes et révolutionnaires internationaux (CERMTRI), « Pourquoi ces cours ? Rôle TP. Organisation défense socialiste », document de formation des TPPS, carton « 1935 ».

S'il s'agit, dans les premières années, d'assurer le calme dans les réunions publiques socialistes face aux perturbateurs communistes, l'activité des groupes d'autodéfense socialistes se concentre ensuite exclusivement contre les troupes d'extrême droite : les Jeunesses patriotes (JP), les Camelots du roi de l'Action française (AF), ou encore les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque. La gauche des années 1930, profondément marquée par les expériences italienne et allemande, n'hésite pas à les qualifier de « fascistes* ».

Étudier l'autodéfense socialiste, c'est approcher les relations des militants socialistes à la violence politique. Un concept que H. L. Nieburg définit ainsi : « Des actes de désorganisation, destruction, blessures tels que leur objet, le choix de la cible ou de leurs victimes, leurs circonstances et/ou leurs effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social** . » Une définition souple de la violence politique préférée par Isabelle Sommier*** aux deux autres,

* Le caractère fasciste de ces groupes fait encore débat entre les historiens. Pour Zeev Sternhell, la France est la terre d'origine du fascisme et l'Action française, l'un de ses trois visages. Mais pour la majorité des historiens français, dont Serge Berstein et Antoine Prost, le fascisme est une importation étrangère n'ayant jamais eu de véritable audience en France. Ils considèrent que la plupart des ligues nationalistes s'inscrivent dans une tradition réactionnaire de type bonapartiste ou royaliste. Pour ce débat, nous nous référons à l'essai bibliographique de Robert. O. Paxton, *Le Fascisme en action*, Le Seuil, 2004, pp. 412-417, et à la préface d'Antoine Prost au livre de Soucy Robert, *Fascismes français 1933-1939, mouvements antidémocratiques*, Autrement, 2004.

** NIEBURG H. L., *La Violenza politica (1969)*, Guida, Napoli, 1974, p. 19.

*** SOMMIER Isabelle, *La Violence politique et son deuil, l'après-68 en France et en Italie*, Presses universitaires de Rennes, 2008, p 15. Nous nous appuyons sur l'introduction de ce livre pour choisir une définition de la violence politique.

classiques, proposées par Ted Gurr* et Ted Honderich**. Pour le premier, celle-ci se définit par sa cible : « le régime politique » ou ses représentants. Pour le second, c'est l'intentionnalité stratégique – obtenir un changement politique – qui la qualifie. Deux définitions trop étroites pour analyser l'action concrète des groupes d'autodéfense socialistes, dont les cibles ne sont que rarement des représentants de la République et dont les objectifs ne sont pas toujours d'obtenir un changement politique. La violence politique, quand elle est théorisée, organisée et encadrée est aussi une violence militante, se distinguant des différentes violences politiques spontanées.

Alors qu'il existe une importante historiographie sur la SFIO dans l'entre-deux-guerres***, la question des groupes d'autodéfense et celle du rapport des militants socialistes à la violence politique n'ont cependant été étudiées que de manière anecdotique. Dans les années 1930, la SFIO, davantage portée sur les combats parlementaires, n'en reste pas moins un parti marxiste réunissant nombre de révolutionnaires antistaliniens. Dans « l'affrontement simulé » des années 1930, alors que la République semble chanceler sous les coups, il est intéressant de connaître les préparatifs du plus grand parti de gauche au choc qui paraît inéluctable et proche... Étudier les organisations d'autodéfense socialistes permet de mesurer la réalité

* GURR Ted, *Why Men Rebel*, Princeton University Press, 1970, p. 3-4.

** HONDERICH Ted, *Political violence*, London, Institute of Commonwealth Studies, 1982, p. 1.

*** Voir bibliographie.

d'un état d'esprit, mais aussi les pratiques partagées par des milliers de militants, acteurs et témoins de leur temps.

L'autodéfense socialiste n'a fait l'objet d'aucune étude spécifique, véritable « angle mort de l'histoire* ». En France, à l'inverse de l'Italie, la violence militante reste en effet une thématique peu étudiée, car considérée comme une « marge obscure du politique** ». Quand l'autodéfense socialiste n'est pas simplement évoquée par les historiens ou les politologues de la manifestation, tels Danielle Tartakowsky*** ou Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin****, elle n'est abordée qu'à travers l'histoire sociale et politique de la gauche de la SFIO. Éric Nadaud traite ainsi de la création des TPPS en 1934 comme de l'un des trois aspects d'un « plan méthodique » mis en place par un « état-major » composé de Jean Zyromski, Marceau Pivert et Serge Tchakhotine, dont l'objectif est la reconquête du prolétariat. Dans sa biographie de Marceau Pivert, Jacques Kergoat consacre un chapitre aux TPPS***** ; mais ces derniers ne sont étudiés que sous

* OLLIVIER Anne-Laure, « Combattre le communisme et le fascisme : violences socialistes à Marseille. Entre guerre froide et décolonisation », communication lors de la journée d'études « La violence militante en France des années 1920 aux années 1960 », Nancy, 8 juin 2010.

** AUDIGIER François, communication lors de la journée d'études « La violence militante en France des années 1920 aux années 1960 », *op. cit.*

*** TARTAKOWSKY Danielle, *Les Manifestations de rue en France : 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1997.

**** CARDON Dominique et HEURTIN Jean-Philippe, « Tenir les rangs, les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936) », in *La Manifestation*, Pierre Favre (dir.), *op. cit.*, pp 123-155.

***** NADAUD Éric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire (1934-1936) », *Le Mouvement social*, *op. cit.* ; KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert « socialiste de gauche »*, Les éditions de l'Atelier, 1994.

le prisme de son activité et négligent la période 1929-1934. Quant à Jean Rabaut*, il évoque en deux pages l'expérience des TPPS comme un champ d'intervention de la gauche de la SFIO. Si les « gauchistes » de la SFIO y consacrent en effet une grande partie de leur activité militante, la question concerne l'ensemble du Parti. Le procès-verbal des réunions d'information des secrétaires fédéraux tenues le 15 avril 1934, en présence de Marx Dormoy, Léon Blum et de la plupart des secrétaires fédéraux l'atteste**.

Si la Gauche révolutionnaire (GR) et le Groupe bolchevik-léniniste (GBL) en appellent à la création de milices ouvrières armées, dans les faits, avec la création du Front populaire, les partisans socialistes de l'action directe doivent composer : il n'est pas question de militariser la classe ouvrière. Il faut pourtant faire face à la violence des ligues nationalistes***. Il s'agit donc pour la SFIO de trouver une troisième voie, un nouveau rapport à la violence politique, entre révolution et réformisme légaliste. Nous devons comprendre par quel renouvellement des pratiques et de la culture socialistes, les GD et les TPPS, ainsi que, dans une moindre mesure, les JGS de la région parisienne, ont initié dans la SFIO un nouveau rapport à la violence politique.

* RABAUT Jean, *Tout est possible! Les « gauchistes » français 1929-1944*, Denoël, 1974, [réédition Libertalia, premier semestre 2015].

** CHS, fonds Jean-Zyromsky, Carton 35-39, dossier « Fédération de la Seine ».

*** Si les morts restent assez rares, les Camelots du roi ou les Jeunesses patriotes ne se contentent pas des défilés paramilitaires. Ils n'hésitent pas à passer à l'action, comme lorsqu'ils attaquent le local de la fédération socialiste de la Seine, le 15 avril 1935 ou qu'ils agressent Léon Blum, le 13 février 1936. Ils prétendent même contrôler certains quartiers de Paris.

La chronologie de la construction de l'autodéfense socialiste dans ses aspects politiques est à mettre en relation avec le développement de la SFIO, ainsi qu'avec les grands événements français et européens. Il faut alors cerner les enjeux politiques qui divisent les tendances de la SFIO, au sein même des fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise, pour combattre les débats sur l'autodéfense. L'autodéfense socialiste doit également être replacée dans le cadre du Front populaire et de ses alliances.

Pour cerner les réalités des organismes d'autodéfense, il faut aussi s'intéresser au profil social et parfois ethno-culturel de leurs membres, et même à certains aspects de leur mentalité. À travers l'étude des agissements de ces militants de terrain, nous nous intéresserons pour finir aux nouvelles pratiques propagandistes ou violentes, associées à l'autodéfense.

PREMIÈRE PARTIE

1929-1938

DE LA PROTECTION DES RÉUNIONS PUBLIQUES
À LA DÉFENSE DES LIBERTÉS OUVRIÈRES
ET DU FRONT POPULAIRE

Lorsqu'en 1929, les fédérations socialistes de la région parisienne constituent leurs premiers groupes d'autodéfense, elles opèrent une véritable innovation, annonciatrice du renouveau des pratiques militantes des années 1930. Elles renouent également avec les expériences des différentes tendances de la SFIO, dans les années 1911-1913.

L'autodéfense socialiste suit en conséquence les évolutions des rapports de force entre les tendances du parti ainsi que les tribulations des alliances politiques des fédérations. En 1934, celles de la région parisienne mêlent ainsi leurs services d'encadrement aux services d'ordre communistes dans les grandes manifestations du Front populaire alors que cinq ans auparavant, c'est acculées par les attaques des partisans de la III^e Internationale qu'elles prennent les premières mesures de protection de leurs réunions publiques. On les retrouve également, au cours de ces mêmes occasions, au côté des services d'ordre radicaux. Les communistes et les radicaux ne sont cependant pas, durant cette période, les seuls alliés de la SFIO, qui, au sein de l'extrême gauche, noue d'autres solidarités.

Ce large panel d'alliances est à l'image du grand mouvement d'unité créé par la réaction antifasciste du 12 février 1934, mais aussi de la synthèse des différentes orientations exprimées au sein du parti. Si, pour la majorité réformiste, les groupes de combat doivent se limiter à un strict mandat défensif, pour la Gauche

révolutionnaire du parti, ils doivent chasser des rues les organisations d'extrême droite et accompagner le Front populaire dans son accession au pouvoir. C'est ce compromis qui confère à l'autodéfense socialiste ce visage hybride, à mi-chemin entre les services d'ordre légalistes de la SFIO de l'année 1909 et les groupes de combat spécialisés des Jeunes Gardes de Gustave Hervé. Cet équilibre précaire ne survit pas aux tensions entre tendances, amplifiées par l'ascension des révolutionnaires au sein de la fédération de la Seine. En 1938, en la dissolvant après son passage au pivertisme*, la SFIO met fin à cette expérience originale. Les TPPS, dernière forme d'organisation des groupes de combat socialistes de la région parisienne, sont en effet tout au long de leur courte histoire étroitement liés à la tendance Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert.

Deux grandes périodes rythment l'histoire de l'autodéfense socialiste, celle des affrontements avec les communistes, au cours des meetings électoraux, puis celle du tournant antifasciste.

* Marceau Pivert (1895-1958), après avoir été membre de la tendance Bataille socialiste, fonde en 1935 la Gauche révolutionnaire qui structure l'aile gauche de la SFIO. Voir glossaire.

1921-1933 : RENOUER AVEC LES TRADITIONS
SOCIALISTES D'AUTODÉFENSE D'AVANT-GUERRE

À la fin des années 1920, alors que la SFIO a perdu sa base ouvrière au profit du Parti communiste*, la fédération socialiste de la Seine, emmenée par Jean Zyromski, se lance dans la reconquête du prolétariat parisien. Il s'agit de se confronter au PCF qui, bien que ses effectifs ne dépassent pas 45 000 adhérents en 1929**, s'illustre par un activisme militant sans concession pour les « social-fascistes*** » de la SFIO. Les socialistes de la Seine reconstruisent leur fédération car ils sont confrontés à l'intransigeance de la stratégie « classe contre classe » du PCF, dont les militants s'invitent régulièrement dans leurs meetings pour porter la contradiction.

Il n'est alors pas surprenant de voir apparaître les premières interrogations quant à la protection des initiatives du Parti socialiste, à la fin de l'année 1929. Émile Farinet, secrétaire à la propagande de la fédération de la Seine, affirme à l'occasion de son 51^e congrès que « la preuve est

* Selon Annie Kriegel, les deux tiers des 178 372 adhérents officiellement annoncés de la SFIO ont rejoint le parti de la III^e Internationale au lendemain du congrès de Tours de décembre 1920. KRIEDEL Annie, « Le Parti communiste français sous la III^e République (1920-1939). Évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique*, n° 16, 1966, p. 18.

** *Ibid.*, p. 31.

*** C'est un terme que l'on retrouve régulièrement dans les colonnes de *L'Humanité* jusqu'en 1934.

faite maintenant que lorsque nous voudrons, nous pourrions maintenir l'ordre dans nos réunions et permettre à nos orateurs de s'exprimer* ».

Si, en 1929, il faut encore faire la preuve de l'efficacité des groupes de défense, la SFIO n'en a pas moins un riche héritage en la matière. Le parti peut puiser ses références dans la tradition des groupes de combat d'avant-guerre. Au regard des pratiques socialistes du lendemain de la Grande Guerre, on pourrait penser que ce legs a été définitivement enterré dans la boue des tranchées**. Pourtant, il y a suffisamment de similitudes dans les débats, les acteurs et les lieux, entre l'autodéfense socialiste des années 1909-1914 et celle de l'entre-deux-guerres, pour ne pas prendre en compte cet héritage.

I.

1909-1911 : ENTRE « HOMMES DE CONFIANCE »

ET JEUNES GARDES RÉVOLUTIONNAIRES, DEUX ORIENTATIONS DIVERGENTES SUR LA VIOLENCE POLITIQUE AU SEIN DE LA SFIO

En 1909, à l'occasion des manifestations de soutien à l'intellectuel espagnol Francisco Ferrer***, le premier service d'ordre socialiste est créé, alors que se constituent

* Congrès fédéral de la Seine, 51^e congrès administratif du 22 décembre 1929, p. 46.

** Dans « Tenir les rangs », Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin rappellent que les causes de la crise de « l'encadrement ouvrier » sont d'abord « la guerre et la disparition de centaines de milliers d'ouvriers ».

*** Voir CHAMBAT Grégory, *Pédagogie et Révolution*, Libertalia, 2011 et *L'École des barricades*, Libertalia, 2014 [NDE.]

la même année les Jeunes Gardes révolutionnaires. Le premier, composé « d'hommes de confiance », découle d'une tactique légale de concertation et de collaboration avec la préfecture de police de Paris. Les seconds, sous l'influence de Gustave Hervé, suivent à l'inverse une voie insurrectionnelle. Au Quartier latin, les étudiants socialistes révolutionnaires se forment aux affrontements de rue avec l'Action française.

*Les étudiants socialistes révolutionnaires
contre les Camelots du roi*

« Au premier plan des tâches des étudiants socialistes révolutionnaires se plaçait la lutte contre les Camelots du roi. Trois ou quatre fois plus nombreux que nous dans l'université, surtout en médecine et en droit, et beaucoup mieux encadrés, ils s'imposaient pratiquement quand ils le voulaient dans les rues du Quartier latin », écrit Marcel Prenant* dans ses Mémoires. Mener la lutte physique contre les Camelots signifie parfois assurer la protection de professeurs du lycée Louis-le-Grand, victimes de la vindicte des royalistes, en les escortant du lycée à leur domicile**. À d'autres moments, il faut préparer des embuscades et, quelquefois, participer à de véritables batailles rangées. Marcel Prenant se souvient avoir été blessé à la tête, alors qu'il faisait front avec ses camarades à une centaine de Camelots, chargeant par colonnes

* PRENANT Marcel, *Toute une vie à gauche*, Encre éditions, 1980, p. 41.

** *Ibid.*

de quatre. Les troupes socialistes, excédées par la domination des meneurs royalistes, se structurent pour le combat et forment des services d'ordre, afin de protéger leurs meetings*. Par un phénomène de violence innervée, ils empruntent les pratiques de leurs ennemis politiques. Exaspérés par l'Action française, les étudiants socialistes perturbent une réunion royaliste présidée par Georges Valois**. Aux alentours de 1910, les événements se corsent cependant pour les étudiants socialistes révolutionnaires, largement dépassés par les Camelots, en termes d'effectifs et d'organisation, voire même d'audace. Les royalistes se débarrassent de leurs principaux opposants, les étudiants républicains, dont le meneur est disqualifié par une importante campagne de presse***, et font rapidement des étudiants socialistes leurs cibles privilégiées. C'est alors qu'entrent dans la mêlée les Jeunes Gardes****.

*1911 : l'entrée en scène
des Jeunes Gardes révolutionnaires*

Le 12 avril 1911, *La Guerre sociale* annonce officiellement la création des Jeunes Gardes révolutionnaires

* *Ibid.*, p. 42.

** *Ibid.*, p. 33. Alfred-Georges Gressent, dit Georges Valois, incarne à ce moment-là la tendance sociale de l'Action française, en animant notamment le cercle Proudhon. D'abord syndicaliste révolutionnaire, il rejoint en 1906 l'organisation maurrassienne, avant de la quitter en 1925. Il fonde alors le Faisceau, première organisation française de type fasciste. Dans les années 1930, il se rapproche à nouveau de la gauche. Il meurt en 1944, déporté pour faits de Résistance.

*** MÉRIC Victor, *Coulisses et tréteaux : à travers la jungle politique et littéraire*, éditions Valois, 1931, p. 170. Victor Méric fait état d'une campagne de diffamation orchestrée par l'Action française contre ce meneur républicain mais ne cite pas son nom, pour épargner son père, homme politique.

**** *Ibid.*, p. 166.

(JGR)*. C'est la gauche insurrectionnelle du Parti socialiste, nouvellement unifié, qui initie en effet la création des JGR, autour de *La Guerre sociale*. Son directeur, Gustave Hervé, tenant de la ligne insurrectionnelle du mouvement socialiste français, théorise son rôle, alors que Jean-Baptiste Vigo, dit Almereyda, prend la direction des opérations.

Les Jeunes Gardes révolutionnaires se conçoivent comme un « équivalent de gauche des Camelots** », c'est-à-dire comme des troupes de choc fortement structurées et hiérarchisées. À leur tête se trouve un état-major composé d'Almereyda, qui n'adhère à la SFIO qu'en 1912, de ses deux lieutenants les journalistes Émile Tissier et Jean Goldsky, ainsi que du poète Louis Perceau et d'Eugène Merle***. Les troupes sont constituées essentiellement de jeunes travailleurs, ouvriers et employés, ainsi que de quelques intellectuels****. La Sûreté précise que les Jeunes Gardes comptent aussi des « étudiants parisiens, esthètes aux longs cheveux, aux mines prétentieuses ou déguenillées***** ». Les Jeunes Gardes ont vocation à recruter au-delà des jeunesses socialistes, parmi les jeunesses syndicalistes et anarchistes. Almereyda précise à ce propos : « Nous voulons constituer une jeunesse où se concentreront toutes les ardeurs juvéniles, sans opinions philosophiques

* Pour sa part, Victor Méric considère que l'existence des JGR date de 1909. Voir DAVRANCHE Guillaume, *Trop jeunes pour mourir*, L'Insomniaque/Libertalia, automne 2014.

** *Ibid.*

*** MÉRIC Victor, *Coulisses et tréteaux : à travers la jungle politique et littéraire*, *op. cit.*, p. 165.

**** *Ibid.*

***** AN F7 15968/2, dossier Gustave Hervé, cité dans DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Perrin, 2010, p. 62.

déterminées*. » Selon Victor Méric, ils sont quelques centaines. La police les estime à 600, avec un noyau dur de 25 militants. Guillaume Davranche, s'appuyant sur le compte rendu que fait *Le Matin* du 1^{er} juin 1911 des affrontements à la gare Saint-Lazare, entre JGR et policiers**, juge que les premiers chiffres peuvent être divisés par deux. Ils ne sont en effet que 250, selon le quotidien, à affronter les forces de l'ordre le 31 mai.

Organisés par dizaines, les Jeunes Gardes sont faiblement armés. Outre les traditionnels coups de poing américains et les gourdins, ils possèdent quelques pistolets 9 mm Browning M. 1903, appelés « camarade browning » par les hervéistes***. Selon Almereyda, ils sont censés respecter une discipline militaire. « Chaque dizaine de membres du nouveau groupe, appelé “Jeune Garde”, devra à son tour obéir aveuglément à un chef d'équipe placé à sa tête, sans avoir à rechercher les causes qui déterminent les ordres. Le chef étant bien connu de nous, nous pourrions en toute confiance former des plans secrets, nous organiser avec méthode, batailler avec ensemble [...]****. »

Les missions des Jeunes Gardes sont, outre « d'affronter les charges des brigades centrales », d'assurer le bon ordre dans les réunions publiques et les manifestations de rue*****. Marcel Prenant décrit ainsi comment, lors

* DAVRANCHE Guillaume, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit.

** *Ibid.*

*** DUCOULOMBIER Romain, *Camarades! La naissance du Parti communiste en France*, op. cit., p. 67.

**** DAVRANCHE Guillaume, *Trop jeunes pour mourir*, op. cit.

***** MÉRIC Victor, *Coulisses et tréteaux : à travers la jungle politique et littéraire*, op. cit., p. 165.

d'un meeting des étudiants socialistes révolutionnaires organisé au manège du Panthéon, les Jeunes Gardes révolutionnaires empêchent les Camelots de disperser la réunion publique : les 300 militants royalistes, qui se glissent parmi les 2000 auditeurs, sont reconnus par une dizaine de Jeunes Gardes postés en observation à l'entrée. Alors que la tribune est protégée, quand les Camelots se décident à perturber la réunion, ils sont maîtrisés puis évacués avec une rapidité qui impressionne Marcel Prenant*. Cependant c'est au cours de « la petite guerre au Quartier latin », qui dure d'avril à juillet 1911, que les Jeunes Gardes s'illustrent le mieux. C'est ainsi que Victor Méric nomme avec nostalgie les trois mois d'affrontements entre Jeunes Gardes et Camelots, en référence à la Grande Guerre qu'elle précède. En 1931, année où il publie son témoignage, les combats dans les cafés et les brasseries du Quartier latin semblent de « joyeux événements** » aux yeux du vétéran, après les massacres de masse de 1914-1918. Les affrontements du printemps 1911 n'en atteignent pas moins un sérieux niveau de violence. Dès la création des JGR, en avril, les Jeunes Gardes ont pour mission d'aider les étudiants socialistes à mettre à bas la domination royaliste. C'est donc au rythme de deux à trois soirs par semaine qu'ils gagnent le Quartier latin. Ils s'installent par dizaines sur les terrasses et dans les salles des cafés, où ils attendent l'arrivée

* PRENANT Marcel, *Toute une vie à gauche*, op. cit., p. 42.

** MÉRIC Victor, *Couloises et tréteaux : à travers la jungle politique et littéraire*, op. cit., p. 179.

des royalistes. Aux premiers chants royalistes, les Jeunes Gardes passent à l'action et, de la Sorbonne au pont Saint-Michel, le quartier devient un champ de bataille. Le chant, prélude aux affrontements, est aussi le meilleur moyen de célébrer – parfois en cortège – les victoires des Camelots comme des socialistes*. Quand les révolutionnaires n'entonnent pas *L'Internationale*, ils font retentir les vers que le chansonnier Montéhus leur dédie, empreints de l'esprit de conquête de la rue qui anime les hervéistes :

Prenez garde, prenez garde!
Vous les sabreurs, les bourgeois, les gavés et les curés
V'là la Jeune Garde, v'là la Jeune Garde
Qui descend sur le pavé.
C'est la lutte finale qui commence
C'est la revanche de tous les meurt-de-faim
C'est la révolution qui s'avance
C'est la bataille contre les coquins
Prenez garde, prenez garde!
V'là la Jeune Garde!**

À la fin du mois de juillet, les Camelots se faisant plus discrets et la lassitude gagnant les socialistes, les Jeunes Gardes se retirent progressivement du Quartier latin car ils opèrent aussi sur d'autres fronts. Spécialistes de l'action directe, ils apportent naturellement leur concours

* *Ibid.*, p. 177.

** *La Jeune Garde* : voir annexes.

aux syndicalistes révolutionnaires. D'après Guillaume Davranche, ils soutiennent activement, en avril 1911, la grève des employés parisiens en lutte pour la fermeture à 19 heures des magasins. Ils participent aux commandos chargés de détruire étalages et vitrines des magasins qui outrepassent cet horaire*.

Qu'ils assistent les étudiants socialistes ou les luttes syndicales, les JGR ne sont jamais que le bras armé de la tendance de Gustave Hervé. Ils évoluent en effet à la marge de la gauche de la SFIO, que ce dernier menace de quitter dès 1909. Tenant de l'action directe, il accuse les majoritaires de mièvreries et rejette leur stratégie parlementaire. Il y oppose, à partir de 1911, le « militarisme révolutionnaire », doctrine dans la tradition blanquiste – majoritairement rejetée par les socialistes français – qui prône une préparation militaire de la révolution par la formation de cadres**. Tout comme l'Organisation révolutionnaire, un réseau de sabotage initié par *La Guerre sociale****, les JGR participent de cette entreprise de constitution d'une armée révolutionnaire disciplinée. L'orientation majoritaire de la SFIO indique, quant à elle, une direction radicalement opposée.

* DAVRANCHE Guillaume, « Charles Gogumus », dans le *Dictionnaire biographique des anarchistes*.

** HEURÉ Gilles, « Itinéraire d'un propagandiste : Gustave Hervé, de l'antipatriotisme au pétainisme (1871-1944) », *Vingtième Siècle*, n° 55, juillet-septembre 1997, pp. 16-28.

*** Selon Gilles Heuré, l'organisation de combat serait à l'origine de 3 000 actes de sabotage entre octobre 1910 et juin 1911, dans HEURÉ Gilles, « Itinéraire d'un propagandiste : Gustave Hervé, de l'antipatriotisme au pétainisme (1871-1944) », *op. cit.*, p. 20

*Les « hommes de confiance » de la SFIO,
au service de la pacification des manifestations*

À l'inverse des hervéistes, la majorité du Parti socialiste ne cherche pas à concurrencer la radicalité des jeunesses anarchistes et opte pour l'intégration dans le cadre républicain et pour la pacification des manifestations. Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin, qui étudient les services d'encadrement des manifestations socialistes de 1909 à 1936*, retracent le processus de normalisation des manifestations socialistes, à l'occasion du mouvement de soutien à Francisco Ferrer, en octobre 1909. Si, pour *La Guerre sociale*, la manifestation se suffit à elle-même, selon les jaurésiens, elle doit être un moyen légal de revendiquer. Dès 1907, Jean Jaurès milite ainsi pour le droit à la manifestation. Le 13 octobre 1909 au soir, la première manifestation de soutien à Francisco Ferrer tourne à l'émeute et l'on dénombre de nombreux blessés dans les deux camps. Un agent des forces de l'ordre est même assassiné à coup de Browning**. Pour la fédération socialiste de la Seine, la seconde manifestation doit apporter la preuve de sa capacité à mobiliser ses troupes pacifiquement et dans la discipline. Les responsables socialistes initient donc la première forme de manifestation concertée, en rencontrant au préalable Aristide Briand, le président du Conseil, et le préfet de police Louis Lépine. En contrepartie d'une tolérance de la manifestation, les socialistes doivent assurer le bon déroulement du

* CARDON Dominique et HEURTIN Jean-Philippe, « Tenir les rangs », *op.cit.*

** *L'Humanité*, 14 octobre 1909 et 16 octobre 1909.

défilé. C'est donc dans cette optique qu'ils mettent en place, avec le concours des élus*, un service d'ordre d'« hommes de confiance ». Cette « dernière innovation technique** », faisant ses preuves le 18 octobre, s'ancre par la suite dans les pratiques, jusqu'à la guerre.

Quand la fédération socialiste de la Seine fonde, à partir de 1929, les principes de son autodéfense, elle est donc l'héritière d'un riche legs en la matière. Celui-ci est cependant contradictoire, avec, d'un côté, les JGR qui se mettent au service de l'action directe contre l'extrême droite étudiante, la police, le patronat, et, de l'autre, des « hommes de confiance » dont le rôle est de pacifier les manifestations, en collaboration avec la préfecture. Ces contradictions, reflet d'une opposition entre révolutionnaires et réformistes, augurent les débats qui animent la fédération de la Seine autour des TPPS, à partir de 1935.

Après guerre, les Jeunes Gardes disparaissent avec leurs fondateurs, Miguel Almereyda, mort en 1917 dans des circonstances troubles, et Gustave Hervé, qui bascule dès août 1914 dans le camp nationaliste. Les années 1920 sont celles du recul de l'autodéfense socialiste, privée de groupes de combat et même de service d'ordre, mais elles offrent aussi les conditions de sa réapparition à l'aube de la décennie suivante.

* CARDON Dominique et HEURTIN Jean-Philippe, « Tenir les rangs », *op.cit.*, p. 133. Les auteurs soulignent le rôle important des élus et des responsables politiques ou syndicaux dans les rangs des « hommes de confiance ». L'investissement personnel des élus, facilement reconnu par les manifestants, permet de légitimer le service d'ordre.

** *Ibid.*, p. 130.

2.

DANS LE QUARTIER LATIN DES ANNÉES 1920,
LES ÉTUDIANTS SOCIALISTES À L'ÉPREUVE DE LA VIOLENCE
DES LIGUES NATIONALISTES

La rue délaissée par la fédération socialiste de la Seine

Dans les années qui suivent le congrès de Tours, il n'est plus question, ni dans la presse ni dans les textes de congrès, de groupes de combat ou simplement de service d'ordre. Il faut dire que la « vieille maison » ne pratique plus guère les activités militantes susceptibles d'entraîner des affrontements avec les forces de police ou les partis adverses. Les socialistes ont en effet délaissé la pratique manifestante pour se concentrer sur les luttes électorales. La primauté de ces dernières s'explique par les résultats de la scission : la majorité des militants a rejoint la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) tandis que les élus restent fidèles à la SFIO.

En 1930, pour Daniel Guérin, le Parti socialiste n'est plus « qu'une fédération de comités électoraux* ». Ce jugement rétrospectif peut être suspecté d'une trop grande sévérité, mais les rapports de congrès traduisent bien une prépondérance des moments électoraux dans la vie du parti. En 1928-1929 par exemple, la SFIO organise

* GUÉRIN Daniel, *Front populaire révolution manquée, témoignage militant*, Maspero, 1970, pp. 16 et 17. Réédition Agone, 2013.

deux tournées de masse, comprenant 112 réunions, en vue des élections législatives d'avril 1929, des cantonales d'octobre et des municipales de mai 1929 *; alors qu'en 1927, une année sans grands enjeux électoraux, le nombre de réunions est moindre**. La place importante, dans les rapports de congrès nationaux, des comptes rendus électoraux et de l'activité du groupe parlementaire va aussi dans ce sens. La fédération de la Seine ne fait pas exception, conservant dans certaines sections des aspects de « comités électoraux » jusqu'en 1935. Selon Yvan Craipeau, « dans les sections fortes de quelque 500 membres dans certains arrondissements, les réunions mensuelles ne regroupaient que 40 à 50 participants, mais à l'approche d'élections, l'affluence était bien plus grande*** ».

*Les étudiants socialistes sous la menace
des cannes plombées nationalistes*

Cette orientation électoraliste du Parti socialiste le tient à l'écart des questions d'autodéfense que posent les manifestations de rue, mais il n'en est pas de même pour les étudiants socialistes confrontés à l'hégémonie de l'Action française au Quartier latin. Comme avant-guerre, les Camelots du roi y sont en effet les maîtres du pavé. Les facultés de droit et de médecine sont leurs places fortes.

* Rapport du 26^e congrès national de la SFIO des 9-12 juin 1929, pp. 27-28.

** Rapport du 25^e congrès national de la SFIO des 26-30 mai 1928, p. 18.

*** CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste : secrétaire de Trotski en 1933*, L'Harmattan, 1999, p. 119.

Leur importance y est telle et préoccupe tant les étudiants socialistes que Maurice Deixonne en vient à dresser un portrait de « l'étudiant royaliste » dans les colonnes de l'organe des étudiants socialistes :

« Une canne grosse comme le bras, fréquemment plombée à l'intérieur [...], il est le respectueux héritier du muscadin* d'antan. Pourtant, tout en lui n'est pas frelaté. Ardemment dévoué à son parti, il en exécute les moindres consignes avec une abnégation passionnée. Il déjeune volontiers d'un croissant pour ne pas interrompre la vente de son journal**. »

Ce n'est pas un hasard si Maurice Deixonne commence son portrait par la canne de combat du Camelot : aux cours des années 1920, elle tient éloignés du Quartier latin tous les vendeurs de la presse ouvrière et réduit au silence les militants socialistes. À tel point que, selon Christine Bouneau, les étudiants socialistes n'osent pas vendre *Le Populaire* aux abords de la Sorbonne avant 1928. La première vente du quotidien socialiste est alors « un défi » qu'ils relèvent, sous la direction de Pierre Boivin***. Les étudiants socialistes ne désertent cependant

* Les muscadins, jeunes gens issus des milieux royalistes, formaient à Paris des bandes violentes, agissant sous la réaction thermidorienne.

** *L'Étudiant socialiste*, 3^e année, n^o 9, juin 1928. Écrit sur un ton ironique, cet article laisse transparaître une certaine admiration pour le dévouement sacrificiel du militant royaliste. Nous verrons d'ailleurs plus tard que les TPPS développent une conception semblable de l'implication militante.

*** BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969. Acteurs, discours, moments et lieux*, MSHA, 2009, p. 470.

pas complètement le Quartier latin et savent par moments adapter leur militantisme au niveau de violence imposé par les Camelots. Ils prennent ainsi une part active dans « l'affaire Scelle » qui agite la faculté de droit en 1925.

Alliances et ripostes antifascistes au Quartier latin

En février 1925, les cours de droit international public sont attribués à Georges Scelle au détriment de Louis Le Fur, pourtant favori auprès du conseil de la faculté de droit. Georges Scelle est par ailleurs chef de cabinet du ministre du Travail du cartel des gauches, Justin Godart. Pour l'Action française, c'est bien la preuve que l'attribution de ces cours à Georges Scelle relève du favoritisme politique ; une grave atteinte « aux libertés universitaires » aux yeux des royalistes. Dès le 1^{er} mars 1925, les Camelots du roi se lancent dans une intense campagne d'agitation et de grèves qui ne prend fin que le 20 avril, avec la démission de Georges Scelle. Les étudiants socialistes tentent vainement de conduire une riposte antifasciste, aux côtés des étudiants républicains, ce qui n'est pas sans rappeler les alliances contractées par les étudiants collectivistes et les JGS des années 1909-1914.

Le samedi 28 mars*, alors que Georges Scelle n'a toujours pas pu faire cours, la préfecture décide de mettre en

* Sur les événements de ce jour-là, voir les éditions du dimanche 29 mars de *L'Action française*, du *Petit Journal* et de *L'Humanité*. Nous avons aussi consulté *L'Étudiant français*, organe royaliste, du 25 avril 1925, qui fournit une chronologie détaillée de la contestation.

place des mesures drastiques de contrôle des étudiants à l'entrée de l'amphithéâtre où il doit intervenir; mais les étudiants royalistes sont informés et anticipent. C'est l'acmé de l'action royaliste. Ils prennent d'assaut dès le matin l'amphithéâtre pour l'occuper. Aux abords de la Sorbonne, une manifestation de royalistes et de Jeunes Patriotes prend forme à partir de 13 heures. Vers 14 h 30, une contre-manifestation de 200 à un millier d'antifascistes – selon *Le Petit Journal* ou *L'Humanité* – se forme rue Cujas. Les étudiants socialistes se trouvent dans les rangs des contre-manifestants, aux côtés des étudiants républicains. Ils sont renforcés par une importante délégation d'ouvriers communistes. Le choc avec les royalistes ne tarde pas. Cannes en l'air, ils chargent les lignes antifascistes dès l'apparition des premières pancartes sur lesquelles on peut lire « À bas la réaction ». Tous les journaux du lendemain relèvent la grande violence des bagarres*.

Dans la presse royaliste et *Le Petit Journal* on ne cite que la présence spécifique des communistes. Il faut lire *L'Humanité* pour apprendre que les socialistes étaient partie prenante de l'initiative. Cela prouve la faible visibilité des étudiants socialistes au Quartier latin. Ces derniers ne peuvent en effet agir en dehors d'un cadre unitaire large, souvent en association avec les étudiants républicains**. En mars 1928, c'est

* *Le Petit Parisien* du 29 mars 1925 a aussi relevé la complaisance du doyen Berthélemy et du directeur de la police municipale qui, pour mettre fin à l'assaut du poste de police du Panthéon, propose aux émeutiers de « remettre la suite à un autre jour ».

** BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969. Acteurs, discours, moments et lieux*, op. cit., p. 447.

donc aux côtés de la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste ainsi qu'aux côtés de l'Union fédérale des étudiants que le groupe des étudiants socialistes organise la protection du professeur Christian Champy de la faculté de médecine. Nouvellement nommé, celui-ci est connu pour ses opinions de gauche et les socialistes craignent une nouvelle « affaire Scelle ». Le 13 mars 1928, étudiants socialistes et républicains sont plusieurs centaines à se masser dans l'amphithéâtre du professeur ou aux abords de la faculté, ce qui n'empêche pas les Jeunes Patriotes de déclencher des bagarres, matraques aux poings*. Les Camelots du roi, récemment supplantés dans les facultés parisiennes par les Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger, se tiennent en retrait, considérant qu'il n'y a aucune irrégularité à la nomination du professeur Champy**.

Hormis ces quelques moments particuliers, la faiblesse numérique des étudiants socialistes ne leur permet pas de riposte collective face aux Camelots ou aux Jeunes Patriotes. Les heurts entre étudiants socialistes et militants d'extrême droite sont le plus souvent le fait d'individus***. Cette période de violence subie est cependant un moment important dans le processus de contagion des jeunes socialistes qui les entraîne, dès 1929, à développer des organes d'autodéfense. Au sein du Parti socialiste, certaines fédérations prennent aussi, parallèlement à la

* *Le Populaire*, « Les prouesses fascistes : des scènes de sauvagerie à la faculté de médecine », 14 mars 1928.

** *L'Action française*, 14 mars 1928.

*** BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969. Acteurs, discours, moments et lieux*, op. cit., p. 447.

fédération de la Seine, la voie des groupes de défense à la même époque. C'est le cas, par exemple, de la fédération du Nord, dont la proximité avec la Belgique la place au contact du modèle des Jeunes Gardes socialistes belges. Danielle Tartakowsky mentionne ainsi la présence de deux bataillons de la Garde ouvrière du Borinage*, à l'occasion de l'inauguration de la Bourse du travail de Lille, le 21 août 1927.

*1929-1933 : premiers temps
de l'autodéfense socialiste parisienne*

LE RÉVEIL DE L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE

Durant les années 1920, les sections socialistes adultes de la région parisienne ne sont pas entièrement épargnées par la violence politique. Il leur arrive même de subir de brutales attaques des communistes. C'est par exemple le cas lors des deux soirées de meetings du 5 et 6 mars 1925 organisées dans la région parisienne en vue des élections régionales. Les « bolchevistes » réussissent à perturber 26 des 30 réunions publiques tenues par les socialistes. De violents affrontements éclatent dans les réunions de la rue d'Avron, du boulevard Blanqui et du boulevard de La Villette. Léon Blum est blessé au visage et deux de ses proches sont conduits à l'hôpital. Seule la section ouvrière du XX^e arrondissement réussit à déjouer

* TARTAKOWSKY Danielle, *Le Pouvoir est dans la rue, crises politiques et manifestations en France*, Aubier, 1998, p. 63.

l'attaque communiste et à ramener le calme dans son meeting*. Il faut pourtant attendre décembre 1929 pour que, lors de son congrès, la fédération de la Seine décide de constituer des groupes de défense.

La réaction vient de la gauche du parti : Émile Farinet, secrétaire à la propagande de la fédération de la Seine et membre de la tendance Bataille socialiste**, désigne « la police des réunions » comme l'« une des principales pré-occupations des organisateurs*** ». La commission exécutive de la Seine crée alors une sous-commission chargée « d'assurer la liberté de parole » et placée sous la responsabilité de Jardel, assisté par Audubert****. Le congrès donne en conséquence la consigne de créer des Groupes de défense (GD) dans chaque section et de les placer à la disposition de la fédération. Ils sont conçus comme des « noyaux durs » de militants sélectionnés pour « leur discipline et leur sang-froid***** ». Dès lors, quand une section organise une réunion publique, elle peut compter sur les GD des sections voisines. Les Groupes de défense empruntent probablement leur nom aux Groupes de défense antifascistes (GDA) organisés par le PCF ; une référence singulière pour un service d'ordre orienté « contre le bolchevisme et le fascisme ».

* *Le Populaire*, « Nos bolcheviks à l'œuvre », 15 mars 1935.

** La Bataille socialiste est, dans l'entre-deux-guerres, une tendance de la SFIO. Située à gauche du parti, elle revendique l'héritage guesdiste et l'unité d'action avec les communistes. Ses principaux leaders sont Jean Zyromski et Marceau Pivert. Ce dernier la quitte en 1935 pour fonder la Gauche révolutionnaire.

*** Fonds Zyromski, carton 35-39, dossier « Fédération de la Seine ».

**** Congrès fédéral de la Seine, 51^e congrès administratif du 22 décembre 1929, p. 46.

***** *Ibid.*

Un an après, Jardel quitte la tête des GD – pour la retrouver quelques mois plus tard – sur un bilan qui semble positif aux yeux d'Émile Farinet. Il l'écrit dans le rapport moral pour le congrès de décembre 1930*. Deux mois auparavant, le 18 octobre, les Groupes de défense ont en effet fait grande impression à l'occasion du meeting organisé salle Japy par les socialistes. Dans *L'Humanité* du lendemain, les rédacteurs sont obligés de reconnaître : « Le service d'ordre veille. Il faut la fermer ou sortir!** » Les communistes présents au meeting ont été incapables de perturber l'intervention de Levillain. Dans un autre article, un journaliste communiste relève l'importance des forces de police disposées du boulevard Voltaire au gymnase Japy, afin de justifier l'inaction des bolcheviks. Il se permet même d'ironiser, à propos des prétentions défensives socialistes et du déploiement policier : « C'est ainsi que M. Paul Faure fait respecter, dans Paris, la parole socialiste. »

Pour l'année 1931, la commission exécutive confie les Groupes de défense à Horwiller. Il n'y a pas, par ailleurs, de bouleversement dans leur structuration. Elle repose toujours sur les sections et les secrétaires, chargés de s'assurer de la résolution et de la disponibilité des militants engagés dans les GD***. La tâche devient rapidement essentielle pour la fédération de la Seine, qui compte sur les réunions publiques pour se reconstruire et pour gagner en audience auprès des travailleurs. Le service d'ordre devient une

* Congrès fédéral de la Seine du 22 décembre 1930.

** *L'Humanité*, 19 octobre 1930.

*** Congrès fédéral de la Seine du 22 décembre 1930.

Pierre angulaire de la réédification de la « vieille maison » dans la région parisienne. Émile Farinet en vient ainsi à affirmer, dans le rapport moral de 1931 : « Nous sommes persuadés que c'est pour beaucoup à eux [les Groupes de défense] que nous devons la reprise de notre influence dans la région parisienne. J'en vois la preuve dans le fait que, là où ils existent et agissent, la propagande socialiste porte ses fruits et les résultats s'accroissent. Là où ils ne sont pas, les orateurs du parti s'épuisent en vain, les militants se découragent, les résultats sont médiocres* . »

DANS LES FACULTÉS LES ÉTUDIANTS SOCIALISTES
RELÈVENT LA TÊTE FACE AUX JEUNES PATRIOTES

Dans les facultés parisiennes les lignes bougent peu à l'aube des années 1930. Les royalistes sont supplantés par les Jeunes Patriotes, mais le rapport de force reste inchangé entre les blocs antifasciste et nationaliste. Les Étudiants socialistes, gagnés par la dynamique de la fédération de la Seine, se construisent contre l'extrême droite. Dans un article de *L'Étudiant socialiste* consacré à la rentrée universitaire de 1929, René Gouttenoire va jusqu'à comparer la présence des nationalistes à « un de ces inconvénients normaux, comme la nécessité de prendre ses repas** ». Face à ces attaques, le fatalisme n'est cependant plus de mise quelques mois plus tard : après avoir vu l'une de leurs réunions dispersée à coups de matraques

* Congrès fédéral de la Seine, 52^e congrès administratif du 21 et 22 février 1931.

** *L'Étudiant socialiste*, « La rentrée du groupe Paris », 5^e année, n^o 3, décembre 1929.

par les JP, les socialistes promettent « une revanche éclatante* ». Assurément, les Étudiants socialistes sont encore du côté douloureux du gourdin, mais, fait nouveau, ils promettent à leur tour de se montrer offensifs. Ils acceptent en conséquence de relever le défi que leur imposent les nationalistes. Une nouvelle époque s'ouvre à eux.

Leur implication dans les services d'ordre adultes n'est probablement pas pour rien dans ces changements. À l'occasion du meeting socialiste « Pour la paix et le désarmement » organisé au gymnase Japy le 18 octobre 1930, les Étudiants socialistes se tiennent aux côtés de leurs aînés des Groupes de défense**. Leur participation aux services d'ordre du parti sont un signe de la maturation des questions d'autodéfense au Quartier latin.

Signe de l'acclimatation des socialistes au militantisme violent : les attaques des Jeunes Patriotes deviennent un sujet de plaisanterie pour l'Entente des étudiants. En décembre 1931, leur groupe parisien présente son nouveau secrétaire : « Un véritable paratonnerre [...] qui récolte les plus glorieux horions. » L'auteur de l'article précise que « le groupe n'a qu'à se grouper sous son ombre tutélaire et laisser pleuvoir les coups, le secrétaire encaissera, le sourire aux lèvres*** ». En janvier 1932, *L'Étudiant socialiste* change de ton. Le groupe de Paris doit dresser le bilan d'une activité intense. Les Étudiants

* *L'Étudiant socialiste*, 5^e année, n° 8, mai 1930.

** *L'Étudiant socialiste*, 6^e année, n° 2, novembre 1930.

*** *L'Étudiant socialiste*, 7^e année, n° 3, décembre 1931.

socialistes représentent la force de gauche la plus importante du Quartier latin et doivent s'affirmer face aux JP. Ainsi n'hésitent-ils pas à prétendre qu'« on ne se frotte plus, à Paris, aux organisations socialistes* ».

1932-1933 : AFFIRMATION DE L'AUTODÉFENSE
SOCIALISTE FACE AUX COMMUNISTES ET INQUIÉTUDES
DEVANT LA MONTÉE DU FASCISME EUROPÉEN

En 1932, l'heure est à l'affirmation pour l'ensemble de la fédération.

« À ce travail de reconstruction indispensable fit suite la période de recrutement; tâche qui rencontrait d'énormes difficultés, nos effectifs étant réduits, nos propagandistes se heurtaient à la meute bolcheviste qui sabotait nos réunions, empêchant ainsi l'expression de la parole socialiste. Ces temps sont révolus! », affirme le secrétaire à la propagande de la fédération**. Quand il faut s'imposer, les socialistes sont même prêts à sortir les armes. Maurice Lebrun accuse, dans *L'Humanité*, les Groupes de défense d'avoir ouvert le feu à quatre reprises sur des militants communistes à la fin d'une réunion socialiste mouvementée à Bagnolet***.

Le mandat politique confié à Jardel, le responsable des GD, par la commission exécutive reste inchangé en

* *L'Étudiant socialiste*, 7^e année, n° 4, janvier 1932.

** Congrès fédéral de la fédération de la Seine, 53^e congrès administratif, 20 mars 1932.

*** *L'Humanité*, « L'attentat des nervis socialistes à Bagnolet », 19 décembre 1931.

1932. On songe simplement à réorganiser les GD en secteurs*, mais leur rôle se limite, comme en 1929, à assurer le calme dans les réunions publiques qui sont les seules expressions militantes du Parti socialiste. En outre, si les GD assurent la propagande du parti, ils n'en sont pas l'expression, ne paradant pas ni ne faisant l'objet d'articles du *Populaire*, à l'inverse des GDA communistes ou des troupes de choc nationalistes. Ils n'ont pas non plus pour vocation d'interdire la rue aux ligues d'extrême droite ; la conception de l'autodéfense développée par les socialistes de la Seine relève de la défense légitime de leur liberté d'expression. Les GD s'inscrivent dans un cadre légaliste qui semble faire consensus dans la fédération.

À la tête de la fédération de la Seine, on se rend assez rapidement compte, pourtant, que les GD ne sont pas à la hauteur des enjeux. Le rapport moral du congrès d'avril 1933, le souligne avec force : « Un des organismes auxquels le secrétariat général attache le plus d'importance, les Groupes de défense, est loin de nous avoir donnés jusqu'à ce jour toutes les satisfactions désirables** . » Pour remédier à la faible implication des sections dans la constitution des GD, à l'origine de leurs déficiences, les responsables de l'autodéfense se constituent en commission administrative, le 15 février 1933*** . Leur objectif est de rédiger leurs statuts.

* Congrès fédéral de la fédération de la Seine, 53^e congrès administratif, 20 mars 1932.

** Congrès fédéral de la Seine, 54^e congrès administratif du 30 avril 1933.

*** *Ibid.*

C'est « l'ombre du fascisme [qui] s'étend sur l'Europe », avec l'accession d'Hitler au pouvoir, qui préoccupe la commission exécutive. Elle craint que « le fascisme tente [...], à Paris surtout, des manifestations isolées mais de plus en plus audacieuses, montrant sa volonté de prendre pied et de s'imposer* ». Un sentiment renforcé par les événements du 11 novembre 1932, sur le boulevard Saint-Michel, et du 18 février 1933, à Charenton, où les socialistes dénombrent des dizaines de blessés dans leurs rangs, à la suite d'attaques des Camelots du roi**.

Les jeunes socialistes de la Seine, plus tôt confrontés aux forces nationalistes que leurs aînés, semblent avoir pris de l'avance dans leur réflexion sur l'autodéfense : Florimond Dusart appelle dès le 15 janvier 1932, dans les colonnes du *Cri des jeunes*, à la formation de milices ouvrières. Il appuie son propos en mettant en relief les conditions socio-économiques d'une période d'affrontement de classes. Il désigne aussi comme exemples les mesures prises, « en vue d'une action générale du fascisme », par les partis frères belge, allemand et surtout autrichien. Les délégués français de l'Internationale ouvrière socialiste, réunie à Vienne en août 1931, assistent en effet aux impressionnants défilés des *Schutzbund*, la milice sociale-démocrate autrichienne.

Il semblerait cependant qu'il y ait d'autres sources d'inspiration, en France, pour ces jeunes partisans des

* *Ibid.*

** *Ibid.*

milices ouvrières. Florimond Dusart introduit effectivement son article par un long préambule consacré à une confrontation avec des Jeunes Patriotes à l'occasion d'une réunion électorale de Pierre Bloch, dans le IX^e arrondissement. Il décrit sa surprise face à ces escouades de JP « rangées par quatre » telle une compagnie de « chasseurs à pied ». On peut imaginer l'effet produit par cette démonstration militaire des Jeunes Patriotes sur leurs ennemis socialistes qui, en matière d'autodéfense, doivent tout réinventer.

En 1933, la victoire du nazisme en Allemagne et l'activité croissante des ligues nationalistes ouvrent une ère nouvelle pour l'autodéfense socialiste parisienne. La fédération de la Seine, qui concentrait ses efforts pour se protéger des attaques communistes dans ses réunions, doit repenser ses organisations de combat. Pour ce faire, elle se tourne vers les exemples des partis socialistes européens qui ont déjà formé leurs milices, en Belgique et en Autriche. Les jeunes socialistes, notamment les étudiants, qui, depuis les années 1920, sont au contact des formations paramilitaires d'extrême droite sont, comme en 1909, à l'avant-garde de la rénovation de l'autodéfense socialiste. Comme dans les années 1909-1914, la période qui suit voit les différentes tendances s'opposer sur la question de la violence politique.

1934-1938 : L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE
À LA CROISÉE DES CHEMINS ENTRE MILICES
POPULAIRES ET LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

Les émeutes nationalistes du 6 février 1934* entraînent un immense mouvement de réaction anti-fasciste qui voit renaître, pour la première fois depuis 1920, l'unité d'action entre communistes et socialistes, tant souhaitée par la Bataille socialiste. Celle-ci est réalisée dès le 16 novembre 1934 dans la région parisienne, et le 22 mars 1935 au plan national. La formation du Front populaire et la crainte d'un coup d'État fasciste poussent des centaines de milliers de Français à adhérer aux organisations de gauche. Les rangs du Parti socialiste augmentent de plus de 150 % entre 1934 et 1937, ses adhérents passant de 110 000 à 280 000**. Face à ces bouleversements, les socialistes doivent rapidement adapter leur stratégie d'autodéfense. Au lendemain des manifestations du 12 février 1934, il n'est plus question d'affrontement entre frères ennemis. L'assaillant n'a

* Dans le contexte du scandale de l'affaire Stavisky, les Croix-de-Feu organisent une grande manifestation au soir du 6 février 1934. Les ligues d'extrême droite en profitent pour tenter de déstabiliser le gouvernement Daladier qui vient de limoger le nationaliste Chiappe de son poste de préfet de Paris. L'émeute éclate place de la Concorde et fait 15 morts. Elle est interprétée par les contemporains comme une tentative de coup d'État.

** NADAUD Éric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire (1934-1936), *op. cit.*, p. 9.

plus qu'un visage aux abords des meetings socialistes : celui du nationalisme et du fascisme.

Les historiens contemporains estiment que les émeutiers du 6 février 1934 n'avaient pas planifié une prise de pouvoir ce soir-là, mais les socialistes n'en ont pas la même perception. L'autodéfense socialiste ne peut plus se cantonner à la protection des réunions, elle doit aussi s'opposer, aux côtés des autres forces de gauche, à un hypothétique putsch fasciste.

Les organes d'autodéfense doivent assurer l'accompagnement du renouveau manifestant socialiste. Initié le 12 février 1934, ce retour des socialistes dans les rues de la capitale n'est pas seulement visible dans les cortèges du Front populaire. Il se traduit aussi par les ventes à la criée du *Populaire* ou du *Cri des jeunes*, les campagnes d'affichage et de tractage, les attaques de rassemblements fascistes. Autant de nouvelles pratiques et de nouvelles implications des groupes de combat socialistes, dont les effectifs se multiplient et nourrissent les débats entre les différentes tendances du Parti. Le sujet ne fait pas consensus et les questions d'autodéfense, associées à celles de la prise du pouvoir, cristallisent les oppositions entre révolutionnaires et réformistes.

I.

1934 : FACE AU SPECTRE DU FASCISME,

LE PARTI SOCIALISTE

« EN ÉTAT DE MOBILISATION PERMANENTE »

Au lendemain du 6 février 1934 : organiser l'autodéfense dans toutes les fédérations pour faire barrage à « un plan d'ensemble du fascisme »

Le 7 février 1934, la Commission administrative permanente (CAP) du parti socialiste réunie en urgence acte la création du Comité permanent de vigilance, investi des pleins pouvoirs*. Ce comité est constitué de neuf responsables socialistes nationaux ou de la Seine et de la Seine-et-Oise : Léon Blum, Vincent Auriol, Just (ou Raoul) Évrard, Émile Farinet, Paul Faure, Jean-Baptiste Lebas, Jean Zyromski, Eugène Descourtieux et Marceau Pivert. Il a notamment pour mission de poursuivre la réorganisation des Groupes de défense, initiée dès le printemps 1933. L'objectif est de coordonner nationalement les efforts de développement de l'autodéfense des fédérations, afin d'agir dans l'hypothèse d'un « mouvement général du fascisme en France ».

La tâche n'est cependant pas aisée. Outre l'absence d'investissement de certaines structures, la forme fédérative du parti rend difficile la constitution d'un état-major

* CHS, fonds Marceau-Pivert, carton 559 AP 3, dossier « 1934 ».

socialiste. Pourtant Léon Blum rappelle qu'« il est nécessaire de faire aboutir les fils de toutes les organisations défensives entre les mains de quelques personnes seulement, de qui dépendraient les ordres en période critique* ». C'est donc pour pallier cette difficulté que le « comité des neuf » convoque une réunion d'information des secrétaires fédéraux, le 15 avril 1934, dont Jean Zyromski a conservé un compte rendu**. Ce document permet de saisir l'état d'avancement de l'autodéfense socialiste, en avril 1934, dans chaque fédération, et les orientations fixées par le comité de vigilance.

En introduction à la réunion, Léon Blum pose les nouvelles problématiques de l'autodéfense socialiste : le parti doit-il constituer une organisation similaire à celle des Jeunesses patriotes et peut-il s'en tenir à la forme fédérative? La réponse du comité de vigilance, que Léon Blum présente, est d'organiser les groupes de combat par secteurs régionaux, avec chacun à leur tête un responsable, puisque « ce qu'on attend des secrétaires fédéraux, ce n'est pas la défense de nos réunions telle qu'elle est assurée depuis des années, mais une organisation beaucoup plus sérieuse et nouvelle ». Cette mesure, d'inspiration militaire, vise à réduire le nombre de cadres régionaux, afin de perfectionner leur communication avec les responsables nationaux de l'autodéfense, « de qui dépendraient les ordres en période critique ». Le plan établi « par régions » annexé

* CHS, fonds Jean-Zyromski, carton 35-39, dossier « Fédération de la Seine ».

** *Ibid.*

au procès-verbal n'a pas été conservé, mais sa mention témoigne du travail accompli. Le schéma de cette nouvelle organisation est de type pyramidal, le comité de vigilance souhaitant une structure « à plusieurs étages de façon à ce que le centre n'ait à faire qu'à huit ou dix personnes, avec lesquelles les contacts personnels seraient plus aisés ».

Léon Blum fixe aussi les limites de la nouvelle organisation de défense : ce n'est en aucun cas une structure secrète. Il est appuyé en ce sens par Émile Farinet, le responsable des GD de la Seine, qui ajoute à propos de l'armement que « chacun se débrouillera à sa manière ». Bien que le « comité des neuf » propose un redécoupage géographique militaire du parti, un plan d'action d'ensemble et que les termes de « discipline » et d'« autorité » soient prononcés lors de cette réunion, nous constatons que la direction du Parti socialiste se garde de verser dans l'action armée clandestine ou paramilitaire, tout en se donnant une certaine marge de manœuvre.

La réorganisation nationale des groupes de combat se fait sur la base réalisée par les fédérations et, deux mois après les événements du 6 février, certaines d'entre elles en sont déjà à un stade avancé. C'est le cas dans la Drôme, où la fédération a déjà constitué, avec les autres fédérations du Sud-Est, une organisation régionale. Ces fédérations ont également conçu un plan d'action défensive, en lien avec les organisations syndicales, « en cas d'attaques de [leurs] organisations [et] de l'armature démocratique du pays ». Dans la puissante fédération du Nord, les Groupes de défense

« sont depuis longtemps organisés ». Faisant appel à tous les hommes valides du parti, la fédération du Nord confère une dimension de « milice ouvrière » à ses formations de combat, dont l'organisation « sans être secrète est discrète ». Dans les Bouches-du-Rhône, dans l'Aisne ou encore dans le Doubs – où les GD sont organisés par dizaines et cloisonnés afin d'éviter les « moucharrages » –, des mesures sont prises pour la défense du Parti. C'est donc au sein de tout le Parti socialiste, et non seulement dans les fédérations de la région parisienne, que se développent les mesures d'autodéfense.

La jeunesse n'est sur ce point pas en reste. Elle renoue avec la tradition socialiste des Jeunes Gardes, via l'exemple des Jeunesses du Parti ouvrier belge. En janvier 1934, *Le Cri des jeunes* appelle à suivre le modèle belge. Les Jeunes Gardes socialistes belges réunis en congrès à Frameries font en effet la démonstration de leurs uniformes (chemises bleues et cravates rouges) et de leurs mots d'ordre scandant les harangues de leurs chefs*. Dans les rangs des socialistes du Pas-de-Calais apparaissent les premiers groupes de Jeunes Gardes. Dans le numéro de février 1934 du *Cri des jeunes*, on peut ainsi voir une photographie de plus de 150 JGS du Pas-de-Calais défilant en uniforme et en colonnes**. Dans le numéro suivant, on apprend qu'à Caudry, petite ville du département du Nord, la section des JGS a défilé pour la première fois sous le même uniforme que les JGS belges.

* *Le Cri des jeunes*, 2 janvier 1934, n° 94.

** *Le Cri des jeunes*, 20 février 1934, n° 97.

En mai 1934, le congrès national de Toulouse permet de prendre la mesure du développement des JGS du sud de la France. *Le Midi socialiste* rapporte leur démonstration de force lors du banquet des congressistes :

« Et voici que juste au dessert une offensive brusquée met tout le monde en émoi. Sous les accents enflammés de leurs escortes, une vingtaine d'étendards rouges brusquement surgissent, pendant que 450 poings les entourent et barrent les issues. Ce sont nos Jeunes Gardes qui défilent [...] et donnent aux délégués saisis et admiratifs l'idée de la force, de l'élan, de l'espérance que le parti pourrait tirer d'une pareille organisation nationale. De nombreux délégués ruraux nous l'ont dit "c'est vraiment réconfortant". [...] Les Jeunes Gardes tarnais, de Graulhet, de Carmaux, d'Albi (dont la section féminine fit particulièrement sensation) ; les Garonnais de Pelleport, de Thil étaient venus, tous avec leurs drapeaux, renforcer l'organisation locale, laquelle était tout naturellement au complet sous les ordres de Duban, Coll, Desbals, Descours, etc. »

La fédération socialiste en poste avancé dans la lutte contre le fascisme

Le 6 février, les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise sont, autant que les formations d'extrême droite

et communistes, sur le pied de guerre. Des consignes sont transmises aux militants par le biais du *Populaire*, détaillant les dispositions prises pour la défense du parti : chaque militant doit se rendre « à la sortie des ateliers, magasins et bureaux » au siège de sa section. Les sections ont ensuite pour mission d'établir les liaisons entre elles et avec le siège fédéral. Les quatre premiers secteurs des Groupes de défense, ainsi que la neuvième section, sont chargés de protéger le siège national du parti au 9 de la rue Victor-Massé. Les quatre secteurs de GD suivants, la deuxième section et les Jeunes Gardes cyclistes ou motocyclistes sont, quant à eux, appelés à se rassembler au 12 de la rue Feydeau, l'immeuble qui accueille la fédération de la Seine. Cette mobilisation prouve par son ampleur une certaine maturité de l'autodéfense socialiste francilienne*. Nous y reviendrons.

Le rapport moral du 55^e congrès fédéral de la Seine le confirme : « Nous avons également réorganisé et perfectionné nos GD sur des bases nouvelles**. » Farinet, l'auteur du rapport, indique que c'est un certain Chabrier, responsable de la propagande, qui en a pris les commandes. L'implication de toutes les sections dans la constitution d'un organe d'autodéfense semble cependant faire défaut et Émile Farinet doit réitérer, dans son bilan moral, « l'appel vibrant aux militants » à venir le renforcer. Marceau Pivert, farouche partisan de l'autodéfense socialiste, additionne les réunions de secrétaires de section ainsi que des GD,

* CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP 3, dossier « 1934 ».

** Congrès fédéral de la fédération de la Seine, 55^e congrès administratif, 24 juin 1934.

dans la Seine et la Seine-et-Oise, afin de les sensibiliser aux enjeux du moment*.

Cette structuration régionale, découpée en secteurs, peut aussi s'appuyer sur l'Entente des Jeunesses socialistes qui compte plus d'un millier d'adhérents. Sous l'impulsion de Tchakhotine**, les jeunes socialistes ont en effet créé leurs Jeunes Gardes socialistes. Teurlai et Lemaître en sont les responsables devant la commission exécutive de la fédération. Lemaître est aussi présenté comme le « chef des JGS », ce qui suggère une certaine hiérarchie de type militaire. Dans leur rapport d'activité, Mireille Osmin, la responsable de l'Entente, assure que « les adultes n'ont jamais fait appel en vain aux jeunes. Pour toutes les tâches ils ont répondu présents d'enthousiasme », notamment « pour assurer le service d'ordre dans les manifestations dans la rue*** ».

Des « groupes de sécurité » apparaissent pour la première fois dans le bilan financier de l'année passée. Ils réalisent en effet 3 946 francs de recettes, notamment grâce à la vente d'insignes « GD » au prix de 14 francs, et participent à hauteur de 2 174 francs aux dépenses. Si l'autodéfense représente moins de 1 % des dépenses de la fédération de la Seine****, la mise à disposition de fonds particuliers démontre cependant l'importance croissante des

* *Ibid.*

** Sur l'action de Tchakhotine (glossaire) dans la fédération de la Seine, lire infra, chapitre VII.

*** Congrès fédéral de la fédération de la Seine, 55^e congrès administratif, 24 juin 1934, p. 80.

**** Le total des dépenses de la fédération de la Seine pour l'année 1933 s'élève en effet à 248 812 francs.

GD. Quelle est l'utilisation de cet argent par les groupes de combat? On peut supposer qu'il sert à l'achat de matériel défensif, à l'inscription dans des clubs de tir, voire même au versement de salaires. Il ne serait pas surprenant que certains militants mis à disposition du parti pour la protection des responsables, des locaux fédéraux ou nationaux, soient dédommagés. Il semblerait que les GD possèdent aussi des fonds propres en liquide, qui s'élèvent à hauteur de 1672 francs au premier janvier 1934*. Ces réserves d'argent liquide peuvent laisser supposer une utilisation moins légale, comme l'achat d'armes de poing.

Définir le mandat politique de l'autodéfense

Lors de la réunion des secrétaires fédéraux du 15 avril 1934, les différences de points de vue quant au rôle politique de l'autodéfense sont parfaitement palpables : Augustin Laurent, délégué de la fédération du Nord, affirme que les socialistes ne peuvent « matériellement jouer qu'un rôle défensif contre le fascisme ». À l'inverse, Léon Blum soutient – pour peu de temps encore – que « si une menace fasciste se reproduisait et que la résistance s'organisait autour du parti, ce mouvement se ferait uniquement sur la base de la défense des libertés civiques et politiques », mais qu'en cas de victoire sur le fascisme, il « suppose que le parti ne s'en tiendrait pas là, et qu'il sortirait de la défense pour passer à

* Congrès fédéral de la fédération de la Seine, 55^e congrès administratif, 24 juin 1934, p. 105.

l'action révolutionnaire ». Il en conclut donc que la SFIO ne doit pas « désigner comme seul objectif la consolidation des libertés républicaines* ».

C'est cependant Marceau Pivert qui donne le ton des débats du congrès grâce à une série d'articles. Le 15 février 1934, il proclame en effet qu'entre fascistes et socialistes « sur tout le front international de classe, la lutte finale, la lutte à mort est engagée » et que ceux qui « voudraient emprisonner l'effort prolétarien dans le cadre vermoulu de la légalité bourgeoise » ne seraient que des « auxiliaires du fascisme ». Marceau Pivert va même plus loin en annonçant que la priorité est « à la préparation méthodique, hardie et minutieuse de la prise de pouvoir par la classe ouvrière ». Il en conclut que l'heure n'est plus à l'action électorale, mais à l'action de masse, que le parti doit attirer à lui les éléments les plus combattifs du prolétariat et entraîner par son enthousiasme de « larges couches sociales ». Il insiste sur la nécessité de développer une réelle autodéfense prolétarienne, afin de parer d'éventuelles « offensives brusquées des formations fascistes** ». Dans le numéro suivant de *La Bataille socialiste*, il définit les tâches à accomplir par l'autodéfense socialiste comme « un travail symétrique à celui des Croix-de-Feu*** ».

En faisant le lien entre prise de pouvoir par la classe ouvrière et autodéfense prolétarienne, Marceau Pivert s'attire les foudres de la direction du parti. Louis Levy est ainsi le premier à sonner la charge contre les « révolutionnaires

* CHS, fonds Jean-Zyromski, carton 35-39, dossier « fédération de la Seine ».

** « Vers la décision », *La Bataille socialiste*, n° 76, 15 février 1934.

*** « La guerre sociale », *La Bataille socialiste*, n° 77, 15 mars 1934.

romantiques » au congrès de Toulouse : « Nous voulons nous défendre... Mais laissez-moi vous dire que nous ne croyons pas du tout que c'est par vos Jeunes Gardes que nous pouvons conquérir le pouvoir!* » Accusé de putschisme et d'aventurisme, Marceau Pivert, tout en continuant d'affirmer que le parti doit « former les milices ouvrières aussi bien pour se défendre contre les attaques du fascisme que pour soutenir l'offensive du prolétariat », doit donner des gages de modération aux congressistes. Il assure que les groupes de combat, qu'il appelle de ses vœux, n'ont pas pour rôle d'affronter l'armée et la police**. Il dénonce une déformation de ses propos, mais Paul Faure et la direction du parti, « se défiant des nouveautés*** », tiennent à se prémunir d'une « agitation artificielle et pleine de périls**** ».

La résolution du congrès de Toulouse entérine finalement la constitution d'une structure d'autodéfense, mais la place sous le contrôle de la CAP et fixe des garde-fous contre toutes dérives putschistes ou militaristes :

« Le congrès entend placer le parti en présence des devoirs que les circonstances présentes lui imposent. Depuis l'émeute fasciste du 6 février, devant les perspectives d'attentats nouveaux, le parti doit se considérer comme en état de mobilisation

* 31^e congrès socialiste, Toulouse, 20, 21, 22 et 23 mai 1934, compte rendu sténographique, Librairie populaire, deuxième séance, p. 229.

** *Ibid.*, p. 263.

*** Fonds Marceau-Pivert, carton 559 AP 3, dossier janvier-février-mars 1935.

**** LEFRANC Georges, *Le Mouvement socialiste sous la III^e République*, tome 2, Payot, 1977, p. 310. Il confirme dans cet ouvrage l'analyse de Marceau Pivert.

permanente. Toute activité doit se concentrer publiquement vers ce double objet : préserver contre les agressions fascistes sa propre existence ; organiser la défense de tout ce que le fascisme menace : libertés civiques, libertés personnelles, libertés ouvrières et la paix. Le parti charge donc ses fédérations de développer leurs groupes de défense et de jeunesse qui ne sont pas la contrefaçon des organisations paramilitaires armées du fascisme, qui ne sont pas davantage une troupe de choc contre la citadelle capitaliste, qui sont le moyen de protéger sa propagande, ses organisations et ses hommes. »

2.

1935-1936 : « TOUJOURS PRÊTS POUR... SERVIR! »

La CAP issue du congrès de Toulouse nomme, dès sa première réunion, une commission spéciale chargée de la coordination des groupes de défense. Elle se compose de Vincent Auriol, Léon Blum, Paul Faure, Marceau Pivert, et des deux secrétaires des fédérations de la région parisienne, Jean Zyromski et René Descourtieux*. Marceau Pivert y siège en tant que responsable des GR de la Seine depuis le 8 octobre 1934. À leur tête, il impulse une large réorganisation des organes d'autodéfense, qui aboutit à la création des

* Compte rendu du 32^e congrès national (Mulhouse), 9-12 juin 1935 : rapport, p. 86.

« Toujours prêts pour servir », « l'organe officiel de l'autodéfense active du parti dans la région parisienne* ».

Une nouvelle structure

1934 est une année riche d'expériences pour les groupes de combat socialistes de la région parisienne. Marceau Pivert indique dans ses notes qu'il s'agit du « point culminant » de leur activité**. C'est donc dans l'action que les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise poursuivent leur travail de réorganisation de l'autodéfense. Le 13 novembre 1934, les deux fédérations franchissent un palier qualitatif en travaillant à « l'organisation minutieuse des TPPS » sous la présidence du responsable de la Seine, René Descourtieux, et en présence des secrétaires de section***. Les TPPS sont conçus comme un dépassement des GD et une adaptation de l'autodéfense aux nouveaux enjeux posés par l'activité nationaliste. « Rien de commun, en effet, entre nos anciens Groupes de défense, sans effectifs précis, destinés au service d'ordre des réunions publiques et les TPPS, qui, à une unité près, doivent être prêts à faire face très rapidement, avec une mobilité et un sacrifice absolu, à des missions multiples d'autodéfense active rendues nécessaires par l'audace croissante de l'ennemi fasciste », écrit Marceau Pivert dans le bilan pour

* 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine, 26-27 octobre 1935, rapport du secrétaire à l'autodéfense, pp. 100-110.

** CHS, fonds Marceau-Pivert, carton 559 AP 3, dossier « 1934 ».

*** CHS, fonds Marceau-Pivert, carton 559 AP 3, « À propos du Front populaire (suite) point de repère pour aide-mémoire ».

le congrès fédéral de 1935*. Les TPPS sont en effet mieux organisés et mieux armés que les anciens GD.

Après une période de « tâtonnements », de l'aveu même de Marceau Pivert**, les principes régissant l'organisation des TPPS sont posés à l'occasion du 56^e congrès de la fédération de la Seine, en octobre 1935, sous la forme d'une constitution de 12 amendements***. Les TPPS sont tous des militants volontaires du Parti socialiste. Ils peuvent néanmoins encadrer des « inorganisés » de manière circonstancielle. Ils ne forment pas une organisation clandestine et n'ont ni uniforme ni caractère militaire distinct. Les TPPS sont cependant, pour les besoins de l'action, organisés selon un système de discipline stricte et des moyens de reconnaissance. Ils sont placés « sous l'autorité de la commission spéciale du Parti », mais ce sont les deux bureaux fédéraux et le comité directeur des TPPS qui commandent.

Les Jeunes Gardes socialistes, section de réserve des TPPS

Les JGS deviennent ainsi la section de réserve des TPPS, selon leur « constitution ». À l'inverse de leurs aînés, ils ont un « caractère décoratif ». Ils doivent en effet porter, lors des manifestations ou autres événements, une tenue inspirée des uniformes des JGS belges : chemise bleue et cravate rouge. Jean Rabaut ajoute que l'uniforme des JGS se complète d'un béret et

* 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine, 26-27 octobre 1935, *op. cit.*

** *Ibid.*

*** Voir annexes.

que cette tenue est inspirée de celle des Faucons rouges, « les scouts socialistes* ».

Si le développement des JGS est visible dans les manifestations du Front populaire, il n'est cependant pas immédiatement suivi d'effet sur le terrain. Les Étudiants socialistes de la Seine sont certainement les plus en retard dans la constitution de leurs groupes de choc. André Essel raconte qu'en décembre 1935, entre 150 et 200 Étudiants socialistes sont défaits en un instant par une attaque conjointe des Camelots du roi, des francistes et des militants de la Solidarité française. La bataille se déroule au Quartier latin, où les étudiants socialistes ont décidé d'organiser une vente « massive » de *Révolution*, le journal de l'Entente. Divisés en deux groupes, afin d'occuper les trottoirs, les socialistes parcourent le quartier en formant une boucle passant par le boulevard Saint-Michel, la rue des Écoles, la rue Saint-Jacques et la rue Soufflot. Ils ont à peine le temps d'engager la deuxième boucle, que les bataillons nationalistes, armés de cannes et de barres de fer, surgissent des cafés et les dispersent violemment. Les Étudiants socialistes dépourvus d'armes et de formation militaire, ne peuvent faire face à leurs adversaires**.

Si les JGS peinent à s'imposer dans l'Entente des étudiants socialistes de la Seine, avant décembre 1935, il n'en est pas de même dans les sections des Jeunesses socialistes. Eugène Boucherie, jeune militant socialiste

* RABAUT Jean, *Tout est possible!*, op.cit., p. 142.

** ESSEL André, *Je voulais changer le monde*, Mémoires, Mémoire du livre, 2001, pp. 39-40.

du X^e arrondissement, témoigne en effet de l'état d'avancement des JGS*. Lors de son entrée à la SFIO, vraisemblablement au milieu de l'année 1934, on ne distingue plus les Jeunesses socialistes des JGS. Il est immédiatement intégré aux JGS, qui conservent la structuration des Jeunesses, par section d'arrondissement.

L'autodéfense active

La majorité zyromskiste de la commission exécutive de la Seine de 1935 et le secrétaire à l'autodéfense s'entendent sur la qualification de l'organe d'autodéfense : les TPPS n'ont qu'une tâche technique. « Ils ne sont que les exécutants d'une direction politique définie par la fédération », écrit Marceau Pivert dans son rapport d'octobre 1935, alors que Jean Zyromski ajoute qu'ils n'ont « aucune fonction politique », « dans l'intérêt de la vitalité régulière de ces groupes** ». La ligne politique de l'« autodéfense active » (Marceau Pivert) fait, à l'inverse, débat. Le premier fondement de « l'autodéfense active » est : « Pas de défensive sans contre-offensive. » Ce qui signifie que des mesures de représailles doivent être prises systématiquement après une attaque nationaliste. Un principe que la commission exécutive de la Seine, majoritairement zyromskiste, rejette pour affirmer : « Toute contre-offensive ne peut être exécutée qu'après décision des organes politiques fédéraux qui

* Entretien de l'auteur avec Eugène Boucherie en mars 2011.

** CHS, fonds Jean-Zyromski 21-24, dossier « PS-SFIO, congrès administratif et d'information des 25-26 octobre, commission des résolutions.

doivent juger en examinant les conditions politiques générales et les circonstances du moment ». Dans *Le Travailleur*, le journal de la fédération de la Seine-et-Oise – dont le secrétaire René Descourtieux est membre de la Bataille socialiste –, le compte rendu du congrès de 1935 insiste sur le caractère « purement défensif » des TPPS*. Une première ligne de fracture se dessine entre zyromskistes et pivertistes.

Au sein de la fédération de la Seine, et dans les rangs des TPPS, la tactique d'« autodéfense active » finit par s'imposer. Le 13 juillet 1935, Marceau Pivert ordonne ainsi à ses troupes de disperser le rassemblement de la Solidarité française, place de la République**. Il prend cette décision contre l'avis des directions fédérales***. Il est pourtant réélu à l'unanimité à la tête des TPPS par la commission exécutive de la fédération de la Seine, le 23 décembre 1935****. Pivertistes et zyromskistes s'entendent en effet, par-dessus les querelles de tendances, sur « la nécessité de l'organisation d'autodéfense contre le fascisme ». Deux mois après sa réélection, alors que Léon Blum est violemment agressé par des Camelots du roi, le 13 février 1936, les TPPS lancent une réplique sanglante contre une permanence de l'Action française ; signe que les principes de l'autodéfense active sont adoptés en région parisienne. Les TPPS n'ont donc pas qu'un rôle purement défensif ; ils se donnent même

* OURS, fonds Germaine-Degrand.

** « Qu'il est brave le commandant Jean Renaud ! », *Le Populaire*, 14 juillet 1935.

*** KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert, « socialiste de gauche »*, op. cit., p. 82.

**** CHS, fonds Marceau-Pivert, carton AP 559 AP1.

pour mission « le nettoyage des quartiers ouvriers de la vermine fasciste* ».

L'activité des TPPS ne fait alors pas consensus au sein de la fédération de la Seine et de l'ensemble du parti. Il faut attendre la mise à sac du local de la fédération, rue Feydeau, le 15 avril 1935, par un commando des Croix-de-Feu, pour que la direction du parti accepte d'officialiser la création des TPPS**. L'autodéfense devient un point de cristallisation des oppositions de tendances qui conduisent à l'exclusion des bolcheviks-léninistes***, puis des pivertistes, les tenants de la ligne la plus radicale.

3.

1937-1938 : LA CRISTALLISATION DU CONFLIT DE TENDANCES SUR LES QUESTIONS D'AUTODÉFENSE

L'autodéfense dans les conflits de tendances en 1935

« Les TPPS ne peuvent pas intervenir en tant que tels dans les discussions politiques, ni au service d'une fraction contre une autre**** », proclame leur constitution. Il s'avère pourtant que l'organe d'autodéfense est fortement appuyé dans les fédérations de la Seine et défendu

* 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine, 26-27 octobre 1935, *op. cit.*

** KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert, « socialiste de gauche », op. cit.*, p. 82.

*** En 1934, Trotski demande à ses partisans français de rejoindre la SFIO, où ils s'organisent dans la tendance bolchevik-léniniste.

**** 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine, 26-27 octobre 1935, *op. cit.*

avec véhémence devant le parti par les partisans de la Gauche révolutionnaire. Il arrive même que les TPPS et les JGS de la Seine mettent leurs capacités d'action au service de la minorité révolutionnaire contre la direction du parti.

En septembre 1935, Marceau Pivert et ses amis quittent la Bataille socialiste, avec laquelle ils sont en désaccord sur les questions de défense nationale et de politique internationale. Ils forment alors la tendance Gauche révolutionnaire. S'ils ont aussi des vues différentes sur la direction de l'autodéfense, pivertistes et zyromskistes s'entendent cependant sur l'importance des groupes de défense. Zyromski craint, comme la Gauche révolutionnaire, un « danger fasciste » amplifié par « l'évolution du capitalisme » et « la carence d'un pouvoir sans volonté* ». Les deux leaders de la gauche socialiste s'accordent aussi pour lier la construction concrète d'un organe d'autodéfense à l'entreprise d'unité d'action. En mars 1935, Marceau Pivert répond, dans *La Bataille socialiste*, aux attaques de Jean-Baptiste Severac l'accusant de vouloir créer « des troupes d'assaut contre l'appareil militaire de la bourgeoisie** ». Ils se retrouvent également à l'occasion du congrès de Mulhouse pour dénoncer l'inaction de la direction « paul-fauriste*** » sur le chantier de l'autodéfense.

Le vote de l'exclusion de 13 dirigeants des Jeunesses de la Seine par Zyromski accentue les désaccords avec

* CHS, fonds Jean-Zyromski, carton 21-24.

** « Mise au point », *La Bataille socialiste*, n° 86, 18 mars 1935.

*** Élu secrétaire général de la SFIO au lendemain du congrès de Tours, Paul Faure reste à la direction du parti aux côtés des blumistes jusqu'en 1938.

Marceau Pivert. Ce dernier soutient les militants accusés d'appartenance à la IV^e Internationale et rompt avec la Bataille socialiste, en septembre 1935. Ces trotskistes étaient entrés un an plus tôt à la SFIO pour y fonder le Groupe bolchevik-léniniste, selon la stratégie du « drapeau déployé* ». Pour gagner le parti, les « Béhèls** » misent sur leur engagement dans les structures de l'autodéfense parisienne : « Notre influence grandissait au sein de la SFIO et notre témérité reconnue dans l'organisation des TPPS nous donnait un poids conséquent dans nos interventions au congrès***. » L'investissement des trotskistes dans les groupes de combat permet à Raymond Molinier et Balay d'intégrer le comité directeur des TPPS pour leur tendance. Ils s'y montrent de fervents partisans de la stratégie de l'« autodéfense active » proposée par Marceau Pivert. Ils n'hésitent pas à polémiquer avec la majorité du bureau fédéral de la Seine. Pour le congrès d'octobre ils présentent une motion condamnant la politique de la commission exécutive, qu'ils caractérisent notamment « par des entraves constantes à l'action des TPPS en place d'un encouragement et d'un appui effectif**** ».

Si les trotskistes s'investissent avec succès dans les TPPS et les JGS de la Seine, ces organes sont avant tout associés à la Gauche révolutionnaire. Marceau Pivert est

* Bien que membres d'un parti de la II^e Internationale, les bolcheviks-léninistes se revendiquent publiquement de la IV^e Internationale.

** Nous avons trouvé cette dénomination orthographiée ainsi dans CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste : secrétaire de Trotski en 1933, op. cit.*, p. 119.

*** NICK Christophe, *Les Trotskistes*, Fayard, 2002, p. 204.

**** *La Vérité*, 25 octobre 1935.

non seulement élu à la tête des TPPS, mais la Gauche révolutionnaire est en effet majoritaire dans le comité directeur, puisque avec ses partisans René Ruhl, André Weil-Curiel et René Cazanave*, la tendance occupe quatre des six places. On trouve dans les pages de la *Gauche révolutionnaire*, ou dans *Le Populaire*, sous la plume de Marceau Pivert, le plus vif soutien à l'action des groupes de combat. Face à la défiance de la direction du parti, qui craint une dérive gauchiste des TPPS, Marceau Pivert fait la mise au point suivante :

« Les TPPS sont destinés à assurer la protection de nos libertés (motion de Toulouse). Cela signifie que les TPPS sont directement opposés aux formations fascistes. [...] Mais que la règle absolue est d'éviter tout contact avec les forces de coercition de la bourgeoisie. Du point de vue même de la stratégie révolutionnaire que nous défendons dans le parti, nous considérons comme une nécessité de faire de la police et de l'armée, non pas des ennemis, mais des neutres, ou même, si possible, des amis**. »

Puis Marceau Pivert contre-attaque dans le même article en demandant si « oui ou non le parti aura [...] le courage de désavouer, de condamner l'utilisation de moyens d'action que le prolétariat retrouve toujours

* KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert, « socialiste de gauche », op. cit.*, p. 82.

** « Faut-il lutter contre le fascisme? », *La Gauche révolutionnaire*, n°2, novembre 1935.

spontanément, en dépit des endormeurs, pour s'opposer à la violence des fascistes ».

Malgré la forte implication de la GR sur le front de l'autodéfense, Marceau Pivert se défend d'utiliser les TPPS « pour des besoins de tendance ou de polémique* ». Les révolutionnaires de la SFIO recourent cependant à plusieurs reprises aux groupes de combat de la Seine contre les majoritaires du parti. En juillet 1935, au congrès national des Jeunesses socialistes, à Lille, les dirigeants révolutionnaires de l'Entente de la Seine sont exclus. Les débats houleux entre la délégation de la Seine et les membres de la majorité dégénèrent en affrontements physiques entre les Parisiens et le service d'ordre organisé par les JGS de Lille, bastion du socialisme réformiste. Fred Zeller, le secrétaire exclu de la fédération de la Seine des Jeunesses socialistes, raconte que les délégués franciliens, excédés, cèdent aux provocations des majoritaires, mais sont frappés « à tours de bras et à plusieurs reprises » par les JGS de Lille**. Dans le numéro d'octobre 1935 de *La Gauche révolutionnaire*, on accuse le Lillois Lagorette d'être le responsable des incidents par son refus d'organiser le service d'ordre en accord avec les TPPS***.

Dès leur retour du congrès, la délégation parisienne retrouve son local barricadé, rue Feydeau, alors qu'elle

* *Le Drapeau rouge, journal du socialisme révolutionnaire*, « Pour défendre les trusts, les ligues fascistes se préparent », n° 2, 20 avril 1936.

** « La gauche révolutionnaire des Jeunesses socialistes est exclue au congrès de Lille : à bas la scission ! », *La Révolution prolétarienne*, n° 204, 10 août 1935.

*** « Dans les jeunesses une séance d'information », *La Gauche révolutionnaire*, n° 1, 20 octobre 1935.

apprend l'exclusion de ses 13 dirigeants. Les jeunes socialistes révolutionnaires croient au coup de force et mobilisent les JGS, qui, en une heure, sont une centaine, selon Yvan Craipeau, pour ouvrir la porte du local et occuper les escaliers de l'immeuble*.

Si la Gauche révolutionnaire a une nouvelle fois recours aux TPPS contre le parti, au moment de l'exclusion de la fédération de la Seine en 1938, la direction des groupes de combat montre le plus souvent un réel respect des décisions du parti, même lorsque son projet de milice ouvrière est mis en minorité.

1936 : milices ouvrières ou légalité républicaine ?

Dès 1935, la Gauche révolutionnaire et les bolcheviks-léninistes revendiquent la constitution d'une milice appelée « Garde populaire ». « À la violence réactionnaire il faut opposer la puissance prolétarienne », proclame la motion de la Gauche révolutionnaire pour le conseil national de la SFIO**. Elle désigne comme « tâche du parti » la constitution de milices populaires encadrées par les TPPS et dont les objectifs seraient de « contrer les tentatives de putsch » des « bandes armées du grand capital », ainsi que de « répliquer aux attaques fascistes ». La Gauche révolutionnaire réclame à nouveau, pour le conseil national du 10 mai 1936, la constitution « d'une garde populaire » appuyée par

* CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste : secrétaire de Trotski en 1933*, *op. cit.*, p. 120.

** « Motion pour le conseil national », *La Gauche révolutionnaire*, n° 2, novembre 1935.

le gouvernement de Front populaire. En novembre 1936, les rédacteurs de *La Gauche révolutionnaire* prennent l'exemple barcelonais des milices antifascistes de la Confédération nationale du travail (CNT). Dans le témoignage de Jean Trontin, la réaction victorieuse de la centrale anarcho-syndicaliste à la tentative de coup d'État nationaliste de juillet 1936 est citée en exemple*. La majorité de la SFIO n'a pas l'intention de créer des milices populaires, ne considérant plus le fascisme comme un danger en France. Elle s'y refuse aussi parce que cela pose la question du respect de la légalité et de l'exercice légal du pouvoir.

Après la victoire du Front populaire, le débat entre Léon Blum et Marceau Pivert s'articule autour de la conquête ou de l'exercice légal du pouvoir. Alors que Léon Blum tient à respecter le délai d'un mois entre les élections et son accession au pouvoir, Marceau Pivert insiste pour devancer toute tentative de réaction de la bourgeoisie capitaliste**. C'est dans la perspective d'une tentative de coup d'État que Marceau Pivert conçoit ces milices populaires, craignant un scénario autrichien. La GR impute d'ailleurs la responsabilité de l'échec des antifascistes au légalisme sclérosant de la social-démocratie viennoise***.

À la suite de l'agression de Léon Blum, Marceau Pivert exhorte à la dissolution de l'Action française par « l'action autonome de classe », mettant en garde contre l'illusion de

* « Les milices sont indispensables », *La Gauche révolutionnaire*, n° 12, 20 novembre 1936.

** LEFRANC Georges, *Le Mouvement socialiste sous la III^e République*, op. cit., p. 310.

*** GOLDSCHILD Gaston, « Autriche, opportunisme et lutte des classes », *La Gauche révolutionnaire*, 20 novembre 1935.

la seule action gouvernementale*, mais le secrétariat du parti la refuse. Une fois au pouvoir, la SFIO interdit pourtant par décrets les ligues nationalistes et les Croix-de-Feu, les 18 et 23 juin 1936. Marceau Pivert considère ces mesures comme insuffisantes face à la réorganisation des Croix-de-Feu en Parti social français (PSF). Il demande au gouvernement d'aller plus loin dans la lutte antifasciste, en se libérant de la « légalité bourgeoise » et « en s'appuyant sur les masses** ».

Le problème du rapport de l'autodéfense à la légalité oppose également réformistes et révolutionnaires sur la question de l'armement. Les TPPS possèdent au mieux une arme à feu par chef de sixaine, même s'il existe quelques stocks d'armes plus importants***, mais l'armement des groupes de défense ne fait pas consensus, ni dans la fédération de la Seine ni dans le parti. Alors que Marceau Pivert fait voter une « motion d'alarme » au conseil fédéral de janvier 1935, appelant à l'armement du prolétariat, Jean-Baptiste Séverac**** et Henri Dollet*****, un militant de la Bataille socialiste, montent au créneau pour en dénoncer l'aventurisme. Marceau Pivert est obligé de préciser que, par « armement du prolétariat », il entend la création de « l'organisation qui établira les moyens de s'emparer des stocks d'armes de l'ennemi ». Il s'insurge néanmoins, lors du congrès de la Seine du

* « Après l'attentat contre Léon Blum », *La Gauche révolutionnaire*, n° 6, 25 février 1936.

** « Le gouvernement et l'agitation fasciste », *La Gauche révolutionnaire*, n° 14, 20 janvier 1937.

*** KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert, « socialiste de gauche », op. cit.*, p. 80.

**** *La Bataille socialiste*, n° 87, 15 avril 1935.

***** *La Bataille socialiste*, n° 86, 18 mars 1935.

20 janvier 1936, à propos de la loi sur la dissolution des ligues du 10 janvier 1936 : « Nos TPPS ont le droit de se décourager quand ils voient voter des lois qui permettront d'infliger 55 000 francs d'amende à un ouvrier surpris avec un révolver* . »

Les tenants de la ligne « paul-fauriste » n'hésitent pas à taxer les appels à l'armement du prolétariat des piver-tistes de « blanquisme », c'est-à-dire une stratégie de conquête du pouvoir par la seule technique de l'insurrec-tion, au détriment de la conquête politique des masses. L'accusation est grave parce qu'elle met en cause le res-pect des principes fondamentaux du marxisme par la Gauche révolutionnaire. Cette dernière ne peut laisser dire sans réagir et B. Gilbert riposte avec un article inti-tulé « Blanquisme, marxisme et réformite** ». L'auteur définit le marxisme comme la conjonction du travail insurrectionnel « et sa préparation à la politique révolu-tionnaire dirigée vers le soulèvement des masses popu-laires », citation d'Engels à l'appui. À l'inverse, il accuse le camp de la « réformite » de « ne pas vouloir l'insurrection ». Il conclut en accusant les réformistes d'avoir combattu Lénine puis Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht au nom de « l'antiblanquisme ». Cet article, témoin de la violence des débats, préfigure l'inéluctable déchirement au sein de la SFIO dans lequel les oppositions sur les orientations de l'autodéfense prennent une part non négligeable.

* *La Gauche révolutionnaire*, n° 5, janvier 1936.

** *La Gauche révolutionnaire*, n° 1, 20 octobre 1935.

*1937-1938 : de l'exclusion de la Gauche révolutionnaire
à celle de la fédération de la Seine*

Le 17 mars 1937 au soir, à l'appel du comité antifasciste de Clichy, des milliers de manifestants se regroupent devant la place de la mairie. Ils s'opposent à la tenue d'une réunion du Parti social français dans un cinéma de cette ville de la banlieue rouge. Comme nous le verrons au chapitre VII, la manifestation tourne à l'émeute et cinq militants meurent sous les balles de la police. Parmi les manifestants se trouvent des groupes de TPPS de la fédération de la Seine. Cet événement aggrave le conflit entre la Gauche révolutionnaire et la majorité du parti. La GR n'accepte pas la pause décrétée par le gouvernement, en février 1937 et l'embargo français imposé aux antifascistes espagnols. Marceau Pivert quitte donc son poste de responsable du contrôle de l'information auprès de Léon Blum.

Le lendemain de la nuit d'émeute de Clichy, les JS de la Seine, dénonçant la politique d'ordre menée par le gouvernement de Front populaire, placardent sur les murs de Paris une affiche : « Huit milliards pour l'emprunt – Cinq morts à Clichy – L'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers. » La majorité ne peut tolérer cette indiscipline et veut mettre au pas la minorité révolutionnaire. Le 18 avril 1937, le conseil national de Puteaux vote une motion de résolution actant la dissolution de la Gauche révolutionnaire et de son journal. Les membres de la GR se regroupent néanmoins dans la « minorité de la CAP ».

Bien que minoritaires dans cet organisme, lors du congrès de la fédération, le 23 janvier 1938, ils remportent la majorité absolue des postes au bureau fédéral de la Seine, avec 14 titulaires, contre sept pour la Bataille socialiste et deux pour la majorité du parti*.

La fédération de la Seine étant gagnée à l'opposition, la CAP décide d'en finir avec elle dès le mois de février 1938. Ainsi, la commission nationale des conflits suspend de délégation pour deux ans Marceau Pivert et ses proches. Cette fois-ci, soutenu par le bureau fédéral de la Seine, il refuse de s'incliner, ce qui amène la CAP à prononcer la dissolution de la fédération de la Seine. Elle en reconstitue une autre, dite « orthodoxe », avec les militants ayant déclaré par écrit leur fidélité au parti. Si l'Entente des Jeunesses de la Seine maintient ses JGS dans le nouveau bureau fédéral, le poste de secrétaire à l'autodéfense a disparu. Le départ des pivertistes signe aussi la fin des TPPS, puisque le 1^{er} décembre 1938, les JGS assurent seuls le service d'ordre du meeting de la fédération orthodoxe de la Seine, au Vélodrome d'Hiver**.

Selon les rapports de police, la nouvelle fédération de la Seine ne peut compter en 1938 que sur la moitié des effectifs de l'ancienne fédération. Bon nombre de militants socialistes parisiens ont en effet suivi Marceau Pivert pour constituer le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP). Il est difficile d'estimer la part des membres des groupes de

* Archives de la préfecture de police de Paris (APP), BA 1956.

** APP, BA 1956.

combat ayant quitté la fédération de la Seine pour suivre l'état-major des TPPS dans la création du PSOP. On trouve néanmoins des indices d'une fidélité des troupes de choc à leur chef, lorsque le 15 mars, Marceau Pivert entreprend d'occuper l'immeuble de la fédération, rue Feydeau. La presse annonce ainsi l'intention de « Marceau Pivert et de ses amis » d'engager le bras de fer avec le parti*. Dans *L'Humanité*, on peut voir en photo un groupe compact d'hommes montant la garde devant le siège de la SFIO. On peut imaginer qu'il s'agit là d'anciens membres des TPPS**. Le congrès national de Royan, début juin, est la dernière occasion pour les pivertistes « d'embêter Paul Faure et les autres chefs socialistes*** ». Pour les services de renseignements, il serait en effet surprenant de ne pas voir quelques accrochages****. Il s'en produit un entre Marx Dormoy, l'ancien ministre de l'Intérieur, et des socialistes révolutionnaires de la 18^e section, restés « fidèles au souvenir de Solange Demangel***** », la militante socialiste et TPPS morte à la suite des événements de Clichy. C'est probablement l'une des dernières actions des TPPS.

Les émeutes du 6 février 1934 se révèlent être un puissant facteur d'accélération du mouvement de réorganisation de l'autodéfense socialiste engagé en 1933. Tant au plan national que fédéral, jusqu'en 1935, l'autodéfense devient un

* « Conflit aigu chez les SFIO », *Le Matin*, 15 mars 1938.

** *L'Humanité*, 16 mars 1938.

*** Renseignements généraux, note de BP 67.

**** APP, BA 1956.

***** « Encore Royan », *Juin 1936*, n° 13, 17 novembre 1938.

sujet central pour le parti. Dans les fédérations de la région parisienne, l'activité antifasciste débouche sur la création des TPPS. Élaborés, investis et dirigés par la Gauche révolutionnaire, les TPPS se veulent non seulement l'organe de protection des fédérations franciliennes, mais aussi le cadre de milices antifascistes. Ces groupements de combat sont un moyen d'expression politique pour les socialistes révolutionnaires et les trotskistes de la SFIO. Alors que le Parti socialiste scelle l'unité d'action avec les radicaux, la stratégie antifasciste d'action directe portée par les socialistes révolutionnaires dérange au sein de la CAP. Les TPPS, ainsi que les JGS de la Seine, font donc l'objet d'une opposition croissante entre la direction du parti et les pivertistes. Bien que le conflit dépasse le cadre de l'autodéfense, le sujet cristallise les débats sur l'exercice ou la conquête du pouvoir et le rapport à la légalité républicaine. Cette opposition entraîne la dissolution de la fédération de la Seine en février 1938, qui se reconstitue sans secrétariat à l'autodéfense.

En 1934, les organes d'autodéfense s'imposent au sein du parti comme une réponse au « péril fasciste », au même titre que « l'unité d'action » portée par la Bataille socialiste. C'est donc tout naturellement que l'autodéfense socialiste parisienne se construit dans ce cadre, en collaboration avec le PCF. Les organes de combat socialistes nouent également des liens plus informels avec les activistes d'extrême gauche et les anarchistes de la capitale.

CHAPITRE III
L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE
ET LE FRONT POPULAIRE EN RÉGION PARISIENNE

« Les TPPS doivent rechercher les liaisons avec toutes les formations similaires des syndicats ou des autres organisations antifascistes », est-il écrit dans le rapport présenté par Marceau Pivert pour le congrès fédéral de 1935*. Dans l'effervescence de la signature du pacte d'unité d'action, la fédération de la Seine ne peut en effet envisager la réorganisation de ses groupes de combat en dehors du Front populaire, d'autant plus qu'elle est dirigée par les plus farouches partisans de l'unité. Alors que, dans un premier temps, la CAP du parti constitue un centre de liaison des forces antifascistes de la région parisienne, en réponse au comité Amsterdam-Pleyel du PCF**, communistes et socialistes se retrouvent ensemble en 1935, dans le Comité d'unité d'action antifasciste de la région parisienne (CUAA), dont l'objectif est de planifier la défense antifasciste de la capitale. Dans les villes de la banlieue rouge, ce sont souvent les comités de Front populaire, s'appuyant sur les municipalités de gauche, qui organisent la riposte aux rassemblements et aux réunions nationalistes.

La région parisienne ne se distingue pas de ce point de vue des autres régions françaises. À Ronchin, toutes les

* 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine, 26-27 octobre 1935, *op. cit.*

** APP, BA 1650.

municipalités de la banlieue sud de Lille sont réunies le 20 octobre 1935, pour une mobilisation des cadres. Les organisations du Front populaire, mais aussi les services municipaux, sont présents pour organiser la défense sud de Lille en cas d'offensive fasciste*. À Bayonne, le comité départemental du Front populaire prend en charge la défense de la ville basque et organise des exercices de mobilisation générale nocturne. Dans l'Aube, le comité départemental de Front populaire annonce avoir organisé 1 500 « volontaires de la liberté** ».

Ces dispositions correspondent au projet des socialistes de la région parisienne de constituer « une autodéfense de masse » prenant pour appui les mairies antifascistes***. Les TPPS, eux, ne se cantonnent pas à l'action de masse. Ils se livrent aussi à l'action minoritaire violente ; un domaine où l'on retrouve les forces politiques du « Front populaire de combat » que tentent de constituer les socialistes révolutionnaires. Les TPPS ont donc des accords bilatéraux, plus ou moins officiels, avec les courants d'extrême gauche : le Front commun de Gaston Bergery, l'Union anarchiste et les différents partis trotskistes. Ces organisations ont en réalité bien plus d'alliances avec la direction Gauche révolutionnaire des TPPS qu'avec la SFIO.

L'ensemble des forces du Front populaire possède ses services d'ordre. Lors de la grande manifestation du 14 juillet

* CHS, fonds Jean-Zyromski, 32-34, « La Bataille socialiste dans le Nord », « Révolution dirigée et défense prolétarienne ».

** « Et le Front populaire? », *Vii*, numéro hors série, novembre 1935, p. 14.

***TARTAKOWSKY Danielle, *Les Manifestations de rue en France : 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, « Histoire de la France au XIX^e et XX^e siècle », n° 42, 1997, p. 356.

1935, le Parti radical-socialiste participe à cinq groupes du service d'ordre unitaire sur 15, dont un qu'il dirige; le Parti socialiste a la responsabilité d'un groupe; les anciens combattants forment le service d'ordre de leur groupe; la Ligue internationale contre l'antisémitisme a la responsabilité d'un carrefour et les Jeunesses laïques et républicaines sont à la direction du service d'ordre du 13^e groupe*. La CGT et la CGT-U alignent des forces imposantes dans les serre-files des manifestations du Front populaire. La revue *Vu* rappelle ainsi qu'au lendemain du 6 février 1934, un millier de terrassiers et de métallurgistes de la CGT se mettent au service de la confédération, à l'appel de l'union régionale de la Seine**.

C'est cependant avec le Parti communiste, le Front commun, les trotskistes et les anarchistes que la collaboration des groupes de combat socialistes est poussée le plus loin dans la région parisienne.

I.

UNE ALLIANCE MINIMALE
ENTRE SOCIALISTES ET COMMUNISTES

En 1934, le Parti communiste possède déjà une longue expérience des groupes d'autodéfense, forgée dans les combats de rue des années 1920. Il se révèle un partenaire indispensable de la SFIO dans son entreprise de reconquête de la

* *L'Humanité*, « Les instructions pour le rassemblement de la Bastille », 14 juillet 1935.

** « Et le Front populaire? », *Vu*, *op.cit.*, p. 13.

rué et de protection des libertés démocratiques. En rompant avec la stratégie « classe contre classe » pour opérer un tournant républicain, à l'été 1934, le PCF donne une direction nouvelle à son autodéfense, en contradiction avec les thèses prônées par Marceau Pivert.

Milices, front rouge et autodéfense prolétarienne de masse : les expériences communistes

Au congrès de janvier 1925, alors que des communistes sont impliqués dans une série d'affrontements violents et que se développent les milices nationalistes, le PCF envisage pour la première fois de constituer des Groupes de défense antifascistes, ainsi que des Jeunes Gardes antifascistes (JGA)*. Les communistes dirigent aussi l'Association républicaine des anciens combattants (Arac). Il en découle, en 1926, la formation d'une structure fortement militarisée, regroupant entre 350 et 400 militants, dans la région parisienne**. À gauche, ils sont les premiers à prendre de telles dispositions. Cette expérience est cependant un échec. Elle se heurte non

* Georges Vidal nous rappelle un certain nombre d'affrontements mortels dans lesquels est impliqué le Parti communiste : « Le 11 janvier 1924, lors d'un meeting à la Grange-aux-Belles, le service d'ordre ouvre le feu sur des militants anarchistes, faisant deux morts. Le 9 février 1925, deux membres de la Fédération nationale catholique sont tués à Marseille à la suite d'affrontements avec les communistes venus perturber une réunion publique présidée par le général de Castelnau. Le 23 avril de la même année, rue Dammrémont à Paris, quatre membres des Jeunesses patriotes sont tués par armes à feu lors d'affrontements avec le service d'ordre des Jeunesses communistes. » Dans VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », Presse universitaire de France, *Revue historique*, 2006/4 n° 640, p 901-922, p. 905.

** CARDON Dominique et HEURTIN Jean-Philippe, « Tenir les rangs », *op. cit.*

seulement à une implacable répression policière, mais aussi à l'antimilitarisme de la grande majorité des militants du parti et notamment des membres du service d'ordre, qui refusent de porter l'uniforme kaki des GDA*. Malgré tout, la direction du Parti communiste persiste et tente de créer en 1927 un Front rouge sur le modèle allemand du *Rot Front*. Le Front rouge réunit les JGA, les GDA, mais aussi les Jeunesses communistes et les services d'ordre du parti.

En 1928, alors qu'il adopte la stratégie « classe contre classe », le Komintern fixe les nouvelles règles régissant l'organisation de l'autodéfense communiste qui fait de la reconquête de la rue face aux forces de police un objectif immédiat. L'autodéfense communiste se dit maintenant « prolétarienne de masse ». Elle est ouverte aux militants non encartés et s'appuie sur la cellule d'entreprise. Elle doit être étroitement contrôlée par les instances politiques du Parti, le Komintern craignant une autonomisation des groupes de combat, qui ne possèdent d'ailleurs pas leur propre structure centralisée**. La direction de l'Internationale communiste tranche donc le débat entre partisans de milices paramilitaires et réfractaires. Les milices sont ainsi définitivement abandonnées, mais cette nouvelle orientation n'entraîne pas une massification de l'autodéfense, qui n'a jamais été une priorité pour les dirigeants français, selon Georges Vidal. L'autodéfense reste l'affaire d'une minorité de cadres et de militants***.

* VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *op. cit.*, p. 906.

** *Ibid.*, p. 909.

*** *Ibid.*, p. 910.

L'autodéfense républicaine contre les milices populaires

Le débat sur l'autodéfense refait surface en février 1933, à l'occasion de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, en Allemagne. Dans *Les Cahiers du bolchevisme* sont ainsi publiés deux articles sur « les problèmes de l'autodéfense* ». En appelant à la constitution d'une véritable organisation et même à la mise en place de milices antifascistes, ces articles traduisent à la fois la peur d'un coup de force fasciste en France et la volonté des militants de s'y opposer. La direction du parti met néanmoins un terme au débat en rejetant l'idée des milices antifascistes, comme l'avait fait cinq ans auparavant le Komintern. Elle affirme à nouveau les principes d'une autodéfense fondée sur la cellule et dirigée par les instances politiques du parti. La direction communiste ordonne cependant la création de services d'ordre dans chaque structure proche du parti : la CGT-U, le Secours rouge international, l'Arac, et dans les comités Amsterdam-Pleyel**.

L'autodéfense communiste, élargie aux organisations satellites du PCF, repose presque exclusivement sur les cellules et les rayons du parti, mais ceux de la région parisienne ont pris du retard, au début de l'année 1935***. Dès le mois de mars, la conférence régionale de Paris-ville mentionne toutefois des progrès : des responsables sont nommés dans

* DARBORI Claude, « Nécessité d'une organisation d'autodéfense », *Les Cahiers du bolchevisme*, p. 841 ; STÉPHANE, « Pour les milices antifascistes », p. 843, 15 février 1933.

** VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *op. cit.*, p. 911.

*** CHS, fonds André-Marty, CHSAM 5, dossier « Diverses activités du PCF 13^e, 1935-1939 », bulletin n° 1 du XIII^e arrondissement (probablement début 1935).

la plupart des cellules et des rayons, des formations sont même organisées pour eux. Des groupes de services d'ordre sont aussi formés dans de nombreuses cellules*. Ce travail de réorganisation de l'autodéfense communiste, bien que partiel, semble porter ses fruits. Sur le plan du renseignement, le PCF réussit même à se procurer la liste des militants Croix-de-Feu et de la Solidarité française de Paris**. Il enregistre également des avancées dans la constitution d'une autodéfense de masse, dite « défense populaire », dans les municipalités qu'il dirige. Ce deuxième niveau d'autodéfense, prévu pour mobiliser « l'ensemble des masses laborieuses », se structure en effet principalement autour des moyens municipaux : sirènes, police, pompiers, camions communaux. Dans les cités de la région parisienne où les communistes ne sont pas aux responsabilités, ils ne sont donc pas en mesure de constituer l'autodéfense de masse***.

En janvier 1936, une troisième dimension de l'autodéfense, portée par Maurice Thorez, vient s'ajouter aux autres : la défense républicaine. Pensée comme une association non clandestine des forces progressistes, elle a vocation à disparaître dès lors que les ligues nationalistes seraient dissoutes****. Ce projet est conçu par la direction du parti comme un contre-feu aux propositions de milices populaires des socialistes révolutionnaires et des trotskistes. En janvier 1936,

* CHS, fonds André Marty, CHS AM5, « Conférence régionale du 23 et 24 mars 1935, Paris-ville ».

** APP, BA 1862, dossier « Bruits alarmistes, septembre 1936 », lettre du directeur des Renseignements généraux au préfet de police.

*** CHS, fonds André-Marty, CHS AM5, « 4^e conférence régionale du 11 et 12 janvier 1936, Paris-Sud ».

**** *Ibid.*

à l'occasion de la 4^e conférence régionale Paris-ville, il est ainsi dit « qu'il faut ici dès le début souligner qu'il ne s'agit pas d'une organisation, qui s'apparente à celles des milices ouvrières préconisées par les socialistes de "gauche" et par les trotskistes » et « que sur tous les aspects du problème de la défense, notre conception s'oppose à celle des socialistes, et qu'il est nécessaire de renforcer la lutte contre les conceptions aventurières de la défense* ».

Le projet de milices populaires de Marceau Pivert semble donc avoir un écho suffisant au sein du PCF pour que la direction pense nécessaire de le combattre au sein même des rayons communistes. Elle craint une contamination aventuriste dans les rangs de son service d'ordre, qui « ne comprend pas toujours les camarades les plus disciplinés et les plus sérieux** ». Soucieux de ne pas effrayer les radicaux, les dirigeants du Parti communiste s'emploient à lutter contre toute tentative de constitution de stocks d'armes par les militants. C'est ainsi qu'à la fin de 1934, André Marty, apprenant que des militants communistes ont entreposé des armes dans les locaux de la mairie de Villejuif, fait démanteler la cache et prononcer des sanctions contre ses responsables***. Dans *Le Document* de juillet 1935, Georges Suarez, reprenant les propos de Paul Vaillant-Couturier dans *L'Humanité*, met en garde contre la « confusion entre la protection individuelle, l'autodéfense de masse, le dépôt d'armes et l'armement du

* *Ibid.*

** *Ibid.*

*** VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *op. cit.*, p. 913.

prolétariat ». Il voit là « les survivances de conceptions anarchistes, touchant les minorités agissantes » apparentées au « trotskisme contre-révolutionnaire », qui favoriseraient une intervention d'envergure de la police*.

La direction du Parti communiste doit combattre les tentatives de création de dépôts d'armes, les volontés de constituer des milices et s'opposer à la formation d'un service d'ordre commun avec les socialistes.

Les accords socialo-communistes d'autodéfense

Le 13 mars 1934, le bureau régional communiste Paris-ville envoie au secrétaire de la fédération socialiste de Seine-et-Oise, René Descourtieux, une lettre dans laquelle il propose une coordination des deux partis sur le plan de l'autodéfense dans la région parisienne. Il fait suite à une première demande d'entretien émanant des socialistes. Ce projet propose de créer des groupes dans les localités et les entreprises. Ces groupes ou comités seraient élus sur les bases de la « démocratie prolétarienne ». Le tournant unitaire de juin 1934 n'étant pas encore à l'ordre du jour, les communistes garderaient le droit de critiquer l'action de la II^e Internationale, soulignant sa responsabilité dans les défaites précédentes du « prolétariat ».

Le 17 mars, les fédérations franciliennes de la SFIO donnent leur accord pour constituer des groupes locaux et d'entreprises, mais sous la direction exclusive des quatre

* « L'autodéfense et l'armement du prolétariat », *Le Document*, numéro spécial, juillet 1935, p. 23.

organisations CGT, CGT-U, PCF et SFIO. Les socialistes craignent une autonomisation de ces groupes d'autodéfense si ces derniers ne sont pas dirigés par des délégués mandatés par ces organisations. Ce premier échange entre communistes et socialistes ne connaît aucune suite et il faut attendre le mois de septembre 1935 pour qu'ait lieu une première réunion de coordination*.

Début septembre a lieu la première réunion de la commission de coordination et d'autodéfense, après qu'elle a été « maintes fois proposée au PCF », selon Marceau Pivert**. Le mandat du secrétaire à l'autodéfense de la fédération de la Seine implique qu'il entretienne des alliances multilatérales au sein du comité d'action antifasciste de la région parisienne, mais aussi un contact particulier avec le PCF, dans le cadre du comité de coordination des partis socialiste et communiste. Ce comité est à l'origine de la contre-manifestation du 6 février 1935, qui réunit des milliers d'antifascistes contre la commémoration des émeutes à la Concorde***. Le 14 février 1935, dans l'élan produit par ce succès, le bureau fédéral de la Seine, s'exprimant aussi au nom de la fédération de la Seine-et-Oise, propose à la direction régionale communiste d'intégrer deux nouvelles observations aux dispositions prises dans le pacte d'unité. Il demande que les manifestations communes ne soient pas l'occasion de critiques « sur le rôle de l'un ou l'autre

* Nous nous appuyons ici sur un échange épistolaire reproduit dans *La Bataille socialiste* sous le titre : « La marche à l'unité d'action antifasciste », 15 novembre 1934, n° 82.

** 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine, 26-27 octobre 1935, *op. cit.*

*** *Ibid.*

parti depuis le 6 février 1934 ni de tentative d'hégémonie » et qu'elles ne soient pas « l'occasion d'attaques contre les organisations ou personnalités adhérentes aux CUAAs* ». Dans la même lettre, le bureau fédéral de la Seine sollicite les communistes pour « examiner régionalement la défense en commun des vendeurs de la presse ouvrière ainsi que la mise au point de dispositions à prendre en cas d'alerte contre le fascisme ». Maurice Lampe, pour le Parti communiste, répond favorablement aux requêtes socialistes.

La composition des services d'ordre des manifestations parisiennes des années 1935 et 1936 témoigne de la réalité de la concorde entre les deux partis qui joignent leurs forces. En fait, si les Jeunesses socialistes sont gagnées dans un premier temps à la stratégie d'unité d'action de Jean Zyromski, elles se positionnent dès juillet 1935 pour un désengagement à l'égard des communistes. Elles veulent ainsi condamner la « droitisation » du parti. Elles ne défilent donc pas avec les Jeunes Communistes lors de la manifestation du 14 juillet 1935 et sont un obstacle à l'unité d'action dans certains secteurs, comme à Saint-Denis**.

L'autodéfense est un sujet d'unité entre socialistes et communistes, qui se retrouvent en « accord total et renouvelé sur l'importance stratégique primordiale de la région parisienne dans la lutte contre le fascisme*** », mais c'est aussi un terrain qui permet aux socialistes révolutionnaires de déborder le PCF sur sa gauche, suivant la stratégie initiale

* *Ibid.*

** *Ibid.*

*** *Ibid.*

de la Bataille socialiste. Ils s’y retrouvent notamment aux côtés des équipes du Front commun.

2.

À GAUCHE DE LA SFIO : LE FRONT COMMUN,
UN PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ AU SEIN DU FRONT POPULAIRE

En 1933, l’ancien député radical Gaston Bergery, un temps compagnon de route du PCF, fonde le « Front commun contre le fascisme », qui se veut un rassemblement du bloc anticapitaliste dans la lutte antifasciste*. Les années suivantes, il transforme ce rassemblement en un véritable parti, qui s’inscrit tout naturellement dans le Front populaire en 1935. Cette formation de quelques milliers d’adhérents fournit les principaux alliés non bolcheviques des TPPS. Si l’histoire retient principalement le glissement du leader du Front commun dans la collaboration avec l’occupant nazi, il ne faut pas oublier que la lutte physique contre les liges nationalistes est, dans les années 1930, une préoccupation centrale pour les militants frontistes.

Le « Front commun » dans le Front populaire

À l’origine, le « Front commun contre le fascisme » réunit largement dans les milieux marxistes et syndicalistes. On retrouve au sein de son premier comité directeur, en

* RABAUT Jean, *Tout est possible!*, op.cit., p. 134.

juillet 1933, le professeur Paul Langevin, compagnon de route du PCF, le député socialiste Georges Monnet, ainsi que Henri Boville et Robert Lefèvre de la gauche de la CGT. On compte aussi, parmi ses secrétaires, des responsables confédérés modérés, comme Raymond Froideval, secrétaire régional des syndicats du bâtiment et Robert Lacoste de la fédération des fonctionnaires*. Marceau Pivert adhère également à ce rassemblement** avant de se retirer à la demande du Parti socialiste.

Le 5 novembre 1933, le conseil national du Parti socialiste vote en effet une motion caractérisant le Front commun comme une organisation politique. Les militants de la SFIO ne pouvant adhérer à une autre organisation politique, Marceau Pivert, Georges Monnet, Maurice Paz et Magdeleine Paz quittent l'exécutif du Front commun. Alors que le PCF, qui souhaite ardemment la disparition de ce rassemblement concurrent du comité Amsterdam-Pleyel***, croit à la fin du Front commun, Gaston Bergery réussit la transformation du rassemblement en parti. Il peut, il est vrai, compter sur son réseau dans les milieux d'affaires pour financer son projet : selon la police il recevrait des fonds importants de Braunstein frères, numéro un dans la fabrication du papier à cigarettes. L'entreprise

* APP, BA 1909, note des Renseignements généraux : « Correspondance du 8 juillet 1933 ».

** RABAUT Jean, *Tout est possible!*, *op. cit.*, p.134.

*** APP, BA 1909, note des Renseignements généraux : « Correspondance du 6 décembre 1933 ». Selon un autre rapport de police, datant du 9 août 1933, Racamond, le secrétaire de la CGT-U, aurait pour mission de décourager Gaston Bergery dans son entreprise. En cas d'échec des négociations, il serait même prévu une campagne pour dénoncer les objectifs « contre-révolutionnaires » du Front commun.

ne semble pas avoir d'intérêts politiques à financer la nouvelle formation de Gaston Bergery; il s'agirait probablement d'un geste en retour de l'aide que l'ancien député de Mantes lui a apporté par le passé pour obtenir des avantages en France, en Russie et en Perse*.

Ces financements permettent au nouveau parti de s'installer au 12 de la place de la Bastille et de publier le journal *La Flèche*, qui, par le symbole même – une flèche pointée vers le haut –, rappelle la proximité avec la gauche socialiste de la SFIO, dont l'emblème est formé de trois flèches obliques. C'est paradoxalement avec les équipes chrétiennes du Mouvement de la troisième force, de Georges Izard, que le Front commun se transforme en Parti frontiste. Georges Izard définit la ligne politique du parti comme un réformisme radical en rupture avec tous les autres courants politiques**. Ce ne sont cependant pas les positions politiques du Front commun, puis du Parti frontiste, qui leur valent une certaine audience, mais leur activité dans l'autodéfense.

Le Front commun appelle dès ses débuts à la création de groupes d'autodéfense, « sans distinction de parti ou de syndicat*** ». Il explique cette position dans un tract non daté : « Debout : contre les bandes armées du fascisme naissant, une seule formation possible : l'union de tous ceux qui veulent se défendre en commun contre l'ennemi commun. » Il précise que « ceux qui le jour où ils n'auraient le choix qu'entre le

* APP, BA 1909, note des Renseignements généraux : « Confidentiel, 4 juillet 1934. »

** IZARD Georges, « Le Parti frontiste », *Sciences politiques*, mars 1937, pp. 18-31.

*** RABAUT Jean, *Tout est possible!*, op. cit., p.134.

fascisme et le socialisme ne seraient pas du côté du socialisme n'ont pas le droit de se réclamer de la République », avant de conclure par leur mot d'ordre : « Coude à coude contre l'ennemi commun* . » Selon Frédéric Charpier, cette position mène les militants frontistes à se retrouver régulièrement aux côtés des groupes d'autodéfense de la fédération socialiste de la Seine**. Le 25 juin 1934, les JGS participent en effet au service d'ordre du meeting organisé par le Front commun, salle Wagram***. *L'Étudiant socialiste* affirme également la bonne entente entre JS et étudiants du Front social pour la lutte antifasciste****.

L'autodéfense du « Front commun »

« M. Edmond Adam, qui était devant sa porte, rue Michel-Lecomte, avec deux camarades, membres comme lui de la Solidarité française, a été attaqué hier soir par un groupe d'antifascistes qui sortaient d'une réunion du Front commun », lit-on dans *L'Action française*****. Cette agression imputée aux frères Joseph et David Rodetsky, militants du Front commun, est un exemple des multiples affrontements impliquant des membres de la formation antifasciste. Constituée exclusivement pour faire barrage aux ligues, il n'est pas surprenant qu'elle attire les éléments

* APP, BA 1909, « Debout ».

** CHARPIER Frédéric, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*, Éditions 1, 2002.

*** « Le meeting du "front commun" salle Wagram », *Le Populaire*, 26 juin 1934.

**** « Vie universitaire », *L'Étudiant socialiste*, 10^e année, n° 4, janvier 1935.

***** « Une agression du Front commun », *L'Action française*, 7 juillet 1934.

les plus déterminés à passer à l'action. *La Victoire*, le journal de Gustave Hervé, accuse ainsi le Front commun d'avoir attaqué la veille un meeting royaliste au palais des fêtes rue Saint-Martin, à Paris*.

Si selon la presse d'extrême droite et les rapports de police les frontistes jouent un rôle non négligeable dans les affrontements politiques de rue, à Paris, ce sont les événements de province qui poussent les équipes parisiennes à renforcer leurs mesures d'autodéfense. Dans la nuit du 22 au 23 juin, alors que des militants royalistes tentent de cambrioler les locaux lyonnais de *La Flèche*, un militant du Front commun, de garde ouvre le feu et abat Alfred Treille, l'un des assaillants**. Cette réaction implacable retentit jusqu'au congrès socialiste de Mulhouse*** et sonne comme un signal d'alarme pour le Front commun. C'est pourquoi ses équipes parisiennes prévoient un service d'ordre « considérable » pour leur meeting parisien du 25 juin 1934, faisant notamment appel aux « milices socialistes**** ». En octobre, selon un rapport des Renseignements généraux, de nouvelles dispositions de sécurité sont prises à la suite du « drame de Marseille », sans que le policier précise de quoi il retourne. Les frontistes, craignant une attaque des Jeunesses patriotes, organisent la protection de leurs locaux parisiens et de leur chef : quatre activistes,

* « Les bandes du Front commun installent l'émeute en permanence », *La Victoire*, 15 juin 1934. Il est intéressant de noter que dans cet article il est mentionné l'attaque de gendarmes et de nationalistes, à Cannes, par le Front commun avec des « flacons de pétrole enflammés », des sortes de cocktail Molotov.

** « À Lyon, la bagarre du Front commun », *L'Action française*, 27 juin 1934.

*** 22^e congrès national, Mulhouse, 9, 10, 11 et 12 juin 1935, compte rendu sténographique, p. 28.

**** « Le meeting du "Front commun" », *L'Œuvre*, 26 juin 1934.

« choisis parmi les militants les plus audacieux », occupent en permanence l'antichambre du bureau de Gaston Bergery. Les locaux sont également éclairés toute la nuit pour déjouer d'éventuelles attaques*.

Le Front commun semble disposer de groupes de combat suffisamment importants pour prendre toutes ces mesures. *Le Journal* publie une circulaire interne rappelant aux militants que la « question des groupes de défense et de combat » est centrale. Il fait d'ailleurs suivre une fiche d'inscription au service d'ordre, demandant des renseignements très détaillés, comme la situation familiale, la situation militaire – arme, grade, spécialité – ou encore le sport pratiqué et les moyens de locomotion à disposition**. Ces mesures prouvent l'importance que la direction du Front commun attache à l'autodéfense. C'est pour les frontistes un réel outil de propagande, qui se révèle être à double tranchant : si elle permet d'attirer une partie de la jeunesse antifasciste radicalisée en quête d'action, elle expose aussi la formation aux attaques de la presse d'extrême droite.

Les Groupes d'autodéfense (GAD) frontistes, une concurrence pour les socialistes ?

La Liberté profite ainsi de la publication de la circulaire frontiste pour dénoncer les préparatifs à la « guerre civile*** »

* APP, BA 1909, rapport des Renseignements généraux, « Correspondances du 16 octobre 1934 ».

** « Oui ou non prépare-t-on la guerre civile? », *Le Journal*, 11 avril 1934.

*** « Front commun prépare la guerre civile », *La Liberté*, 12 avril 1934.

du parti de Gaston Bergery, de la même manière que les journaux de gauche peuvent le faire à l'occasion des concentrations des Croix-de-Feu*. Gaston Bergery assume cependant cette image militariste, qu'il cultive à l'occasion de ses apparitions dans la presse. Dans *Le Document*** , il pose ainsi aux côtés d'un vendeur de *La Flèche* et de son groupe de protection, ou encore entouré de membres des Groupes d'autodéfense frontistes.

Le Parti socialiste doit également compter en région parisienne sur les différents groupes trotskistes, marxistes antistaliniens et anarchistes. Ils sont moins nombreux que les militants socialistes, à l'instar des frontistes, mais leur activisme en fait des partenaires privilégiés.

3.

L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE ET LE FRONT POPULAIRE DE COMBAT

Les organisations de jeunes marxistes non staliniennes

À la faveur de l'essor que connaît l'extrême gauche dans les années 1930, des dissidences des deux grands partis marxistes apparaissent et s'organisent. Deux d'entre elles

* Le Front commun fait également l'objet de nombreuses accusations mensongères de préparation d'attentats (rapport de police du 2 novembre 1934) ou, de manière plus cocasse, d'enlèvements. Il s'agit pour cette dernière affaire d'un quiproquo entre étudiants des Jeunesses patriotes, qui à la suite d'une bagarre croient à l'enlèvement de l'un des leurs, alors que ce dernier avait quitté les lieux sans prévenir ses camarades. APP, BA 1909.

** *Le Document*, numéro spécial, juillet 1935. Voir annexe I.

évoluent dans le giron de la SFIO et de la fédération de la Seine, dont elles partagent les orientations socialistes révolutionnaires. Il s'agit des Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale (Jeunes) et des Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR). Leur rôle dans l'autodéfense antifasciste est certainement plus marginal que celui des communistes ou des frontistes, mais il n'est pas négligeable.

La première de ces organisations, «Jeunes», est créée au lendemain du 6 février par le philosophe Jean Nocher. Cet ancien militant de la CGT-U et du comité Amsterdam-Pleyel n'hésite pas à dénoncer le stalinisme et apporte un soutien critique au gouvernement de Léon Blum. En mars 1937, après les émeutes de Clichy, les Jeunes dénoncent l'attitude légaliste du gouvernement de Front populaire, consistant selon eux à maintenir l'ordre à gauche comme à droite. Ils appellent alors à la constitution d'un « Front de la révolution », débarrassé des « chefs timorés du Front populaire* ». Cette position les amène à rejoindre les jeunesses du PSOP en août 1938**. À leur apogée, les Jeunes peuvent compter jusqu'à 10 000 adhérents en région parisienne***. Bien qu'ils ne semblent pas développer une grande activité sur le terrain de l'autodéfense – ils font ainsi appel au service d'ordre du PCF pour l'une de leurs réunions publiques en décembre 1937**** –, ils participent,

* APP, BA 1909, rapport des Renseignements généraux, « Correspondances du 7 avril 1937 ».

** APP, BA 1909, rapport des Renseignements généraux, « Information, 30 août 1938 ».

*** *Ibid.*

**** APP, BA 1909, compte rendu de police de la réunion publique du 17 décembre 1937.

en juin 1934, à la défense du meeting du Front commun, aux côtés des JGS*.

La seconde de ces formations est issue des Jeunesses socialistes de la Seine. Constituées par la direction exclue des JS de la Seine en 1935, les Jeunesses socialistes révolutionnaires sont les héritières directes des JGS. Elles profitent ainsi des manifestations du Front populaire pour défiler selon la scénographie des JGS, à la seule différence que leur uniforme comprend une chemise grise pour les différencier**. Sur le modèle des TPPS également, les JSR appellent à la formation d'une garde rouge***, sans que des résultats soient attestés. Leurs deux principaux leaders, Fred Zeller et Yvan Craipeau, sont d'ailleurs deux anciens cadres des TPPS. L'influence des groupes de combat socialistes sur les JSR est donc évidente.

Gagnés au trotskisme, les JSR rejoignent le Parti ouvrier internationaliste (POI), qui réunifie – provisoirement – les différentes tendances trotskistes en 1936.

Les trotskistes

Revenons un peu en arrière. Exclus de la SFIO au congrès de Mulhouse (1935), les bolcheviks-léninistes se divisent et multiplient les groupuscules. En mai 1936, ces derniers ne possèdent ni groupes de combat ni même

* « Le meeting du Front commun », *L'Œuvre*, 26 juin 1934.

** RABAUT Jean, *Tout est possible!*, op. cit., p. 143.

*** OURS, fonds de Moscou, inventaire 1, dossier 119, proclamation du mouvement JSR.

un service d'ordre. Le 24, alors qu'ils sont un millier* à manifester dans le gigantesque défilé au mur des Fédérés, célébrant la victoire électorale du Front populaire, ils sont éjectés du cortège en quelques minutes par le service d'ordre du PCF qui leur refuse l'entrée au cimetière**. Selon André Essel, les formations trotskistes ne sont pas prêtes au choc violent avec les membres du service d'encadrement communiste armés de barres de fer***. Bien que les trotskistes conservent nombre de partisans dans la fédération de la Seine, ils ne peuvent pas compter, ce jour-là, sur son soutien, alors qu'elle les précède dans la manifestation.

Les trotskistes forment alors leurs propres groupes de défense. Ils ont acquis expérience et réseaux au sein des structures d'autodéfense socialistes. Le 1^{er} juin 1936, lors du congrès du Parti ouvrier international, Marc Laurent présente une motion appelant à la formation de milices ouvrières pour soutenir un tournant insurrectionnel des grèves et assure être en mesure de se procurer « des fonds considérables, ainsi que des armes et des munitions**** ». On peut penser que cet ancien dirigeant des TPPS compte sur le réseau socialiste, dont il est resté proche, et sur les rares stocks d'armes des TPPS.

Si le POI axe sa propagande sur les milices ouvrières*****, les réalisations de l'autodéfense trotskistes sont rares. Dans

* CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste : secrétaire de Trotski en 1933*, *op. cit.*, p. 131.

** ESSEL André, *Je voulais changer le monde, mémoires, op. cit.*, p. 80.

*** *Ibid.*

**** APP, BA 1944, rapport de police du 10 juin 1936.

***** Dans un tract non daté adressé aux « travailleurs des hôtels, cafés, restaurants et bouillons (HCRB) », le POI multiplie les appels à la constitution de milices ouvrières. APP, BA 1944, tract « Travailleurs des HCRB ».

le XV^e arrondissement, Fausse-Cave, du Parti communiste internationaliste, organise à l'automne 1936 une « section de milice ouvrière », mais il ne s'agit en réalité que d'une dizaine de militants se réunissant occasionnellement sur un terrain vague. Leur activité se limite, selon la police, à se rendre, les dimanches, aux abords de l'église Vaugirard où ils se tiennent prêts en cas de bagarre*.

Les trotskistes ne représentent qu'une faible force d'autodéfense. Restés proches de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, ils se retrouvent parfois unis dans la rue, face aux ligues et partis d'extrême droite, comme durant la nuit du 16 mars 1937 à Clichy. C'est aussi à la Gauche révolutionnaire, et non à la SFIO, que les anarchistes se joignent dans l'action directe contre le fascisme.

*Le soutien de l'Union anarchiste
à la Gauche révolutionnaire*

L'Union anarchiste (UA) est la principale organisation anarchiste française. Ouverte aux autres courants de l'extrême gauche, elle participe avec enthousiasme à la riposte antifasciste unitaire de février 1934. À ce moment-là, elle se nomme Union anarchiste communiste révolutionnaire, avant de fusionner avec l'Association des fédéralistes anarchistes au mois de mai suivant. L'Union anarchiste compte alors un groupe par arrondissement de la capitale et par commune de banlieue, soit au moins 2000 militants pour

* APP, BA 1944, rapport des Renseignements généraux du 6 novembre 1936.

la région parisienne*. Si, dans un premier temps, elle considère avec intérêt le mouvement d'unité d'action engagé en février 1934, dès le mois d'octobre elle condamne l'appel communiste aux radicaux. Sans jamais rompre réellement avec les structures de base du Front populaire, elle opte en avril 1936 pour une stratégie de Front révolutionnaire s'adressant notamment aux pivertistes.

Ceux-ci entretiennent une certaine proximité avec l'UA, au-delà de la stratégie de dépassement du Front populaire, tant d'un point de vue organisationnel que politique. Bruno David évoque un « legs » qui situe ce courant « dans la continuité des sensibilités libertaires qui ne conçoivent pas le socialisme sans émancipation individuelle** », constituante d'une « matrice libertaire*** » à l'origine de la Gauche révolutionnaire. Socialistes révolutionnaires et militants de l'UA se retrouvent donc en novembre 1937 dans Solidarité internationale antifasciste (SIA). Marceau Pivert adhère lui-même à cette nouvelle structure chargée du soutien aux miliciens espagnols et aux réfugiés, dont le secrétaire, Louis Lecoin, est une figure de l'UA****.

L'Union anarchiste propose son assistance à la fédération socialiste de la Seine, bien qu'elle ne semble pas avoir, à proprement parler, de service d'ordre ni de groupe

* Déclaration faite par un détenu auprès de la direction générale de la Sûreté nationale, à Angers, le 20 mars 1941. Les chiffres semblent crédibles au regard d'une organisation qui, au cœur des années 1930, ne dépasse pas 4 000 militants. APP BA 1899.

** DAVID Bruno, *Récurrences et figures de l'autonomie ouvrière, histoire sociale du pivertisme (1935-1940)* thèse de doctorat sous la direction de Jacques Julliard, 1996, EHESS, p. 546.

*** *Ibid.*, p. 74.

**** APP 1899, rapport des Renseignements généraux, non daté, sur la SIA.

d'autodéfense. Nous n'avons pas trouvé de preuve de l'existence d'une telle organisation, mais un rapport des Renseignements généraux. Il relève que le comité d'initiative de la fédération parisienne de l'Union anarchiste prévoyait un « contrôle sévère » pour la tenue de son congrès le 2 février afin d'empêcher des dissidents de l'Union de le perturber*. L'absence de structure formelle permanente ne signifie pas que l'Union anarchiste ne recourt pas à l'action violente contre l'extrême droite dans la tradition révolutionnaire d'action directe dont se réclament les militants anarchistes. Selon les Renseignements généraux, « des éléments » du mouvement anarchiste sont « d'accord pour participer à une action de représailles » à la suite de l'agression de Léon Blum par des militants de l'Action française. Le rapport de police précise que, pour ces anarchistes, il ne s'agit pas « de défendre le leader socialiste, mais de protester contre les attentats fascistes** ». S'il n'existe pas d'accord officiel entre l'Union anarchiste et les fédérations socialistes franciliennes, Marceau Pivert sait qu'il peut compter sur le soutien des militants libertaires. Lorsque ces derniers apprennent sa suspension, en avril 1938, ils proposent ainsi spontanément de « prendre à partie assez violemment la CAP » du Parti socialiste***.

L'Union anarchiste semble jouer un rôle d'auxiliaire, aux côtés des militants socialistes révolutionnaires, avec lesquels ils partagent une réelle proximité.

* APP 1899, rapport des Renseignements généraux du 25 janvier 1936.

** APP, BA 1862, rapport du 15 février 1936.

*** APP, BA 1956, rapport de police du 16 avril 1938.

Devenue incontournable dans la région parisienne, l'autodéfense socialiste s'impose aux communistes dès 1935. Malgré leur expérience, ils ne peuvent faire l'économie de se positionner par rapport aux socialistes. Si les directions communistes s'en distinguent, certains signes prouvent cependant la perméabilité de leurs troupes aux thèses socialistes sur l'autodéfense. En cinq ans, ces derniers ont réussi à se rendre incontournables sur ce terrain-là et peuvent passer des accords défensifs avec le PCF. Bien que limités, ces accords permettent des réalisations concrètes, notamment les services d'ordre communs des grandes manifestations des années 1935-1936.

Les groupes de combat socialistes servent également de lieu de formation pour les trotskistes, qui pratiquent l'entrisme au sein de la fédération de la Seine. À leur sortie du parti, les TPPS et les JGS restent des exemples pour ces trotskistes, dont le mot d'ordre est la constitution de milices populaires. Milieux ouverts à l'extrême gauche et foyers favorables à l'unité d'action, les troupes d'autodéfense socialistes reçoivent le soutien avéré des formations révolutionnaires de la capitale.

DEUXIÈME PARTIE

LES MEMBRES DE L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE
– CARACTÉRISTIQUES SOCIOLOGIQUES
ET RAPPORTS À LA MILITANCE

Dans l'imaginaire contemporain, les services d'ordre de gauche sont associés à l'ouvrier du livre ou au « métallo » encadrant les cortèges de la CGT. À ce propos, Isabelle Sommier écrit que « sur le plan du profil sociologique la composition du service d'ordre [est] quasiment exclusivement [faite] d'hommes issus des fédérations historiques, ouvriers du bâtiment, du livre, cheminots, etc.* ».

Si le recrutement ouvrier du service d'ordre de la CGT ne fait aucun doute, qu'en est-il des groupes d'autodéfense socialistes des années 1930? C'est un enjeu politique pour la très ouvriériste Gauche révolutionnaire, investie dans les TPPS. Marceau Pivert prétend ainsi que le « recrutement purement ouvrier des sections de Paris est facile à prouver », parce qu'elles « sont moins préoccupées par les questions électorales que par l'action** ». Le recrutement prolétarien des sections parisiennes et la présence massive d'ouvriers dans les TPPS justifieraient le recours à l'action directe prônée par les pivertistes. Il serait alors prouvé que la SFIO doit se construire dans la rue et non dans les urnes. Au-delà, ce serait démontrer les possibilités d'une prise de pouvoir révolutionnaire. Marceau Pivert souligne à ce sujet :

« Pour nous l'existence de nos JGS et de nos TPPS est mille fois plus efficace qu'un ordre du jour de conseil

* SOMMIER Isabelle, « La CGT, du service d'ordre au service d'accueil », *Revue canadienne de science politique*, volume XVII, 2, juin 1984, p. 325-349. La citation se trouve p. 335.

** CERMTRI, carton « Marceau Pivert – Gauche révolutionnaire – Journaux et articles 1936 à 1940 ».

d'arrondissement pour désarmer les ligues fascistes. Que des éléments démocrates ne l'aient pas encore compris c'est possible, mais quant au prolétariat, de la place du Combat* jusqu'à la porte de Vincennes, il a suffisamment manifesté son sentiment joyeux en acclamant celles de nos formations miliciennes qui protégeaient la fin de l'immense cortège**.

Quel est le profil de ces hommes et de ces femmes, qui, à contre-courant de la SFIO, réaffirment des pratiques militantes violentes? Il faut d'abord savoir dans quelle mesure les activistes socialistes recrutent dans les milieux ouvriers, sans négliger les autres composantes sociales du recrutement de l'autodéfense socialiste, qui peut compter, par exemple, sur les étudiants du Quartier latin. Pour cela, il faut analyser la composition sociale de la 15^e section de la fédération de la Seine, qui est le premier foyer de recrutement des TPPS. À défaut de pouvoir étudier un fichier des membres des Groupes de défense ou des TPPS, cela permettra de valider les hypothèses construites à partir des témoignages que nous avons recueillis. Enfin, il faut cerner le rapport particulier des membres de l'autodéfense au militantisme. Il se distingue en effet par un intérêt central pour l'action, dont ils trouvent le sens et la justification dans le sentiment d'une seule alternative entre socialisme et fascisme.

* Devenue place du Colonel-Fabien en 1945 [NDE].

** « Parlons clairement », *Le Populaire*, 23 juillet 1935.

CHAPITRE IV
LE RECRUTEMENT DES MEMBRES
DE L'AUTODÉFENSE PARISIENNE
ET SES CARACTÉRISTIQUES SOCIALES

La rareté des archives ne permet de disposer que de rares informations sur ces militants : quelques témoignages, dont celui d'Eugène Boucherie, des fiches des Renseignements généraux et des notices du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* consultées pour les dirigeants des TPPS, des GD et des services d'ordre socialistes. L'état-major des TPPS est connu grâce aux ouvrages de Jacques Kergoat* et de Jean Rabaut** ; pour les responsables des GD, il faut consulter les textes des congrès administratifs de la Seine. Les archives de la préfecture de police*** et la presse ouvrière permettent d'identifier certains responsables socialistes des services d'ordre des grandes manifestations du Front populaire. L'étude du recrutement de l'autodéfense socialiste permet d'affirmer que cette minorité de militants se distingue du reste du parti non seulement par son engagement, mais aussi par ses origines sociales et parfois même ethniques.

* KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert « socialiste de gauche »*, *op.cit.*

** RABAUT Jean, *Tout est possible!*, *op.cit.*

*** APP BA 1862, carton « SFIO », dossier « Léon Blum ».

I.
UNE MINORITÉ D'ACTIVISTES

Des premiers et frêles GD aux puissants TPPS, les organes de défense socialistes ne regroupent qu'une minorité d'activistes, à l'exception, peut-être, de la soirée du 6 février 1934.

Les effectifs des Groupes de défense

Il est difficile de quantifier exactement le nombre des membres des Groupes de défense, en l'absence de registre ou de rapport précis. On peut estimer que leur effectif est faible jusqu'en 1934. En 1929, les GD n'en sont qu'à un stade embryonnaire. Robert Jardel et Pierre Audubert, les deux responsables, écrivent dans leur rapport pour le 51^e congrès administratif du 22 décembre 1929 :

« La preuve est faite maintenant que lorsque nous voudrions nous pourrions maintenir l'ordre dans nos réunions et permettre à nos orateurs de s'exprimer. Mais pour cela il faut que dans chaque section soit constitué un noyau de militants décidés à faire respecter la liberté d'opinion et de réunion* . »

* Congrès fédéral de la Seine, 51^e congrès administratif du 22 décembre 1929, p. 46.

Au bout d'un an d'activité d'autodéfense, la fédération de la Seine n'a pas réussi à créer des GD dans toutes ses sections. Les fédérations n'ont pas pu mettre en place tout le dispositif en une période relativement courte, mais, en 1933, René Horviller, leur nouveau responsable, estime que cet organe est loin d'avoir donné satisfaction aux responsables de la fédération de la Seine. Il met en cause le trop faible nombre de militants socialistes qui acceptent la discipline des groupes de combat*. Plus d'un an après, à l'occasion du 55^e congrès fédéral de la Seine, Émile Farinet continue de lancer des appels vibrants aux militants socialistes, afin qu'ils rejoignent les GD. À l'été 1934, les effectifs des GD sont encore insuffisants. Cependant, les communistes estiment le service d'ordre socialiste, avec lequel ils s'affrontent en décembre 1931, à plus de 150 personnes**.

La levée en masse de février 1934

Dans des notes personnelles, Marceau Pivert prétend qu'au soir du 6 février 1934, « 10 000 militants des deux fédérations [sont] concentrés aux points immédiats de la périphérie de Paris ou dans quelques arrondissements ouvriers*** », défendant les locaux du Parti et du *Populaire*. Un chiffre surestimé au regard des effectifs de la SFIO : ces 10 000 militants représenteraient en effet près de 10 %

* Congrès fédéral de la Seine, 54^e congrès administratif du 30 avril 1934.

** « L'attentat des nervis socialistes à Bagnolet », *L'Humanité*, 19 décembre 1931.

*** CHS, fonds Marceau-Pivert, carton 559 AP 3, dossier « 1934 ».

des adhérents de la SFIO* et la quasi-totalité des deux fédérations de la région parisienne. Même si les GD se préparent effectivement dès le 4 février, après avoir intercepté des circulaires de mobilisation des Croix-de-Feu, et qu'ils organisent de nombreux militants pour l'occasion, tout en recevant l'appui des JGS, les chiffres avancés par Marceau Pivert semblent peu réalistes. De même pour *L'Humanité*, qui, en 1954, à l'occasion de la commémoration de la manifestation du 9 février 1934, avance le chiffre de 2000 « travailleurs socialistes sortis des permanences "d'alerte" pour rejoindre les communistes** ».

Il est en tout cas probable qu'en prévision de la manifestation « fasciste », les socialistes mobilisent bien au-delà des effectifs habituels des GD, mettant à la disposition de la protection des locaux plusieurs milliers de militants. En l'absence d'autres sources, il est difficile d'estimer le nombre de militants mobilisés, mais il est certain que cette soirée représente une véritable « levée en masse » pour l'autodéfense socialiste, en regard des effectifs de la région parisienne. Événement exceptionnel, les suites du 6 février donnent une idée de la capacité de mobilisation des socialistes. Au mieux, les GD doivent compter un demi-millier de militants, comme indiqué au congrès de Toulouse : « Nous avons créé des organisations de combat dans la banlieue parisienne comme à Paris et

* Dans « Le renouvellement des pratiques militantes », *op. cit.*, p. 9, Éric Nadaud estime qu'en 1934 la SFIO compte 110 000 militants.

** *L'Humanité dimanche* du 9 février 1954. Article conservé dans les archives de Marceau Pivert.

nous espérons pouvoir disposer de 500 à 1 000 combattants dans notre région parisienne* . »

L'évaluation du nombre des militants TPPS donne un autre ordre de grandeur. Les effectifs de l'autodéfense socialiste profitent en effet de la réorganisation des groupes de combat, ainsi que d'une importante implication des Jeunesses, et surtout de l'arrivée de milliers de nouveaux militants dans les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise.

Les effectifs des TPPS

Fondés au lendemain des événements de février 1934, les TPPS n'ont plus un rôle strictement défensif. Ils ne sont plus cantonnés aux seules réunions publiques du parti; ils ont pour mission d'assurer l'ordre antifasciste dans la région parisienne : chasser les vendeurs de la presse d'extrême droite, faire annuler leurs réunions, disperser leurs manifestations, etc. L'autodéfense se fait plus offensive. Les TPPS, sans jamais prendre les dimensions de milices populaires, sont également considérés comme un embryon de ces milices. Avec eux, nous changeons donc d'échelle.

La structuration par «centaines» des TPPS laisse penser que l'organisme compte plusieurs centaines de membres. Si une «centaine» peut en effet compter moins de combattants que le titre ne l'annonce, à l'image des centuries romaines, il n'en reste pas moins que cet ordre

* 31^e congrès socialiste de Toulouse, 20-23 mai 1934, compte rendu sténographique, Librairie populaire, p. 327.

de grandeur est confirmé par les témoins des manifestations parisiennes. Le 14 juillet 1935, ils sont, selon Jacques Kergoat, « plusieurs centaines » de TPPS, suivis de « 500 » JGS, à défilé dans le cortège parisien du Front populaire*. Un an après, les socialistes participent à cinq groupes de service d'ordre, en collaboration avec le PCF et constituent seuls un sixième groupe, selon les Renseignements généraux**. D'après ce rapport, le service d'ordre de tête est constitué de 300 militants communistes et socialistes. Le service d'ordre socialiste pourrait ainsi compter 900 membres, réunis en six groupes de 150 militants***, alors que les JGS sont plus de 1 200 à défilé, selon *Le Populaire*****. Cinq mois plus tôt, le 16 février 1936, les socialistes organisaient dans l'urgence une manifestation unitaire pour répondre à l'agression contre Léon Blum trois jours avant. D'après *Le Populaire*****, les socialistes participent à sept groupes de service d'ordre. Cette manifestation, l'une des plus importantes du Front populaire, permet d'évaluer ces groupes à plusieurs centaines de personnes.

Au regard de ces trois manifestations, on peut estimer que les organes d'autodéfense organisent plus d'un millier de militants; un nombre conséquent dans l'absolu, mais qui correspond à une minorité d'activistes, quand on le compare aux effectifs de la seule section du XV^e arrondissement

* KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert « socialiste de gauche », op.cit.*, p. 81.

** APP, BA 1862, dossier « Manifestation du Front populaire du 14 juillet 1936 ».

*** « Le service d'ordre socialiste », *Le Populaire*, 14 juillet 1936.

**** « La grandiose manifestation », *Le Populaire*, 15 juillet 1936.

***** *Le Populaire*, description du service d'ordre ouvrier, 16 février 1936.

qui regroupe plus de 2000 adhérents dans les années 1930. Tous les participants socialistes aux services d'ordre des manifestations sont-ils organisés dans les TPPS ou les JGS? Difficile de le savoir. On peut douter que tous ces militants disponibles pour une action pacifique – l'encadrement d'une manifestation de masse tolérée – soient volontaires pour les missions de l'autodéfense impliquant d'affronter violemment l'extrême droite.

Les activistes du poing et de la matraque forment une importante minorité dans les fédérations de la région parisienne. Quels sont les déterminants sociaux particuliers qui dessinent les contours de ce groupe?

2.

MILICES OUVRIÈRES ; MILICES D'OUVRIERS ?

Prétendant former des milices ouvrières, les TPPS devraient recruter dans les effectifs ouvriers des fédérations. C'est le cas, mais, à l'image de la SFIO, ils se composent d'une diversité de catégories socioprofessionnelles (CSP). Parfois, ce n'est pas l'identité sociale, mais ethnique, qui caractérise ces militants.

Une dominante ouvrière chez les militants de base

Eugène Boucherie, ancien membre des JGS de la 10^e section, se souvient des TPPS croisés à l'occasion

des grandes manifestations, il évoque « des travailleurs » et précise : « Le parti socialiste était un parti ouvrier... Les TPPS étaient surtout des ouvriers, des gros bras, comme le service d'ordre de la CGT. » Yvan Craipeau souligne lui aussi « la proportion d'ouvriers » dans les groupes de combat socialistes, « beaucoup plus forte que dans le parti* ». Il semblerait donc que les TPPS se distinguent du reste de la SFIO en raison d'une part importante d'ouvriers, ou du moins par la mise en avant de ses ouvriers, dans les grandes occasions. Les deux militants TPPS clairement cités, en dehors de la direction, s'avèrent être ouvriers ou employés. Étienne Duchemin** est contremaître dans une entreprise de plomberie, information confirmée par le registre des militants de la 15^e section***. Le second est un militant de Sartrouville, évoqué dans son rapport par le « centainier » Greiss. Ce dernier dénonce les menaces de licenciement proférées par le maire socialiste de Sartrouville à l'encontre d'un TPPS qui travaille dans le garage municipal, il s'agit d'un employé de la mairie, peut-être un mécanicien.

Afin de pallier l'absence d'informations sur ces membres, on peut s'appuyer sur l'analyse de la composition sociale des sections et des arrondissements où ils sont majoritairement recrutés. Marcel Livian rapporte que la

* CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste*, op. cit., p. 119.

** CHAUMEREUIL Annie-France, *Marceau Pivert, biographie politique*, thèse de 3^e cycle, Paris, 1994.

*** CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP 1.

section du XX^e arrondissement, dont il est membre, était celle des « gros bras », ajoutant que « lorsqu'on prévoyait une bagarre avec des communistes ou des Jeunesses patriotes, c'était la 20^e section qu'on mobilisait* ». Il précise aussi que sa section était « l'une des sections de Paris où 90 % des 500 membres environ étaient des ouvriers ». Autre indice d'un recrutement ouvrier privilégié, Jean Rabaut définit la section du XVIII^e arrondissement comme l'une des trois sections privilégiées dans le recrutement des TPPS**. Selon Jacques Kergoat, la section d'André Weil-Curiel, l'un des membres de l'état-major des TPPS est celle du XVIII^e arrondissement de Paris. C'est justement l'un des plus populaires de la capitale, malgré sa mixité sociale***. Le recrutement de la 18^e section et des TPPS touche avant tout une population composée d'ouvriers ou de petits employés. Le troisième grand centre de recrutement des TPPS – et certainement le principal – est la 15^e section dirigée par Marceau Pivert et son étude valide notre hypothèse.

L'ouvrier est donc la figure de proue de l'autodéfense socialiste, mais d'autres groupes sociaux se distinguent au sein des groupes de combat, comme les étudiants du Quartier latin.

* LIVIAN Marcel, *Le Parti socialiste et l'immigration, le gouvernement Léon Blum, la main-d'œuvre immigrée et les réfugiés politiques (1920-1940)*, Anthropos, 1982, p. 33.

** RABAUT Jean, *Tout est possible!*, *op. cit.*, p. 142.

*** PROST Antoine, « Les peuples du XVIII^e arrondissement en 1936 », dans *Paris le peuple, xviii^e-xx^e siècle*, ROBERT Jean-Louis, TARTAKOWSKY Danielle (dir.), pp. 59-76, publication de la Sorbonne, 1999. Antoine Prost travaille à partir des registres des mariages contractés en 1936.

Les étudiants du Quartier latin

Avant de nous intéresser au recrutement des étudiants, il convient de faire le point sur les JGS qui posent des problèmes de définition pour notre sujet. Les JGS, s'ils jouent un rôle indéniable dans l'autodéfense socialiste jusqu'en 1934, en sont ensuite écartés pour être cantonnés dans un rôle purement propagandiste. Leur appartenance à l'autodéfense est donc interrogeable, d'autant plus que dès avant 1935, ils ne font plus l'objet d'un recrutement spécifique. Quand on demande à Eugène Boucherie s'il lui est rapidement proposé d'intégrer les JGS, il répond : « On ne nous [le] proposait même pas, c'était automatique* . » Il faudrait donc s'intéresser à la composition sociale des Jeunesses du parti.

Nous pouvons relever le caractère étudiantin du recrutement des JGS. Eugène Boucherie affirme que dans sa section – la 10^e – ce sont les étudiants qui composent l'essentiel des JGS, même s'il précise que ce n'est pas toujours le cas dans les autres sections. Les nombreux affrontements entre étudiants antifascistes et nationalistes au Quartier latin inclinent à penser que les étudiants socialistes jouent un rôle important dans la structuration des JGS. Lors de la manifestation du 16 février 1936, un rapport de police mentionne ainsi que « dans le cinquième groupe [...] on remarque un certain nombre de militants des Jeunesses socialistes vêtus d'une

* Entretien de l'auteur avec Eugène Boucherie, mars 2011.

chemise bleue » et qu'« en passant devant la Sorbonne, ces derniers ont crié la “Sorbonne à nous” » – une preuve de plus que dans les rangs des Jeunes Gardes socialistes se trouvent de nombreux étudiants.

Les Juifs d'Europe de l'Est et d'Afrique du Nord

Eugène Boucherie se souvient également que, dans les rangs des JGS des X^e et XI^e arrondissements, « il y avait beaucoup de Juifs », dont les « parents étaient au Bund ». Bruno David confirme qu'une partie des bundistes polonais, en exil en France, ont rejoint la SFIO. Selon lui, nombre des Juifs de la Gauche révolutionnaire seraient passés par les organisations de jeunesse du Bund, le SKIF et le Tsukumft**. Jean Rabaut relève l'importance d'une minorité juive dans les TPPS, notamment d'Afrique du Nord***, installés dans le IV^e arrondissement.

Bruno David remarque aussi qu'« il n'est pas étonnant de rencontrer au sein d'une organisation composée d'une mosaïque de courants et de sensibilités laminés par l'histoire une forte minorité de militants juifs dont l'existence a souvent été marquée par la persécution, la dissidence politique et l'exil**** ». Dans une lettre

* APP, BA 1862, dossier « Léon Blum ».

** DAVID Bruno, *Récurrences et figures de l'autonomie ouvrière, histoire sociale du pivertisme*, op. cit., p. 418.

*** RABAUT Jean, *Tout est possible !*, op. cit., p. 143.

****DAVID Bruno, *Récurrences et figures de l'autonomie ouvrière, histoire sociale du pivertisme*, op. cit., p. 414.

de l'Union des maires de Paris au préfet, il est en effet souligné que les étrangers, particulièrement les « Israélites allemands » s'installant à Paris, sont « presque toujours au parti marxiste* ». Visés par la propagande nationaliste comme « métèques » et comme Juifs, certains d'entre eux se sentent particulièrement concernés par le combat antifasciste de la SFIO.

Eugène Boucherie se souvient des Juifs immigrés des JGS comme des « gars solides », et Jean Rabaut souligne que les Juifs des TPPS sont de « redoutables bagarreurs ». Si l'on retrouve en effet un nombre significatif de ces Juifs socialistes dans les groupes de combat des fédérations franciliennes, c'est parce qu'ils ont une expérience de la violence, acquise en Pologne, au sein du Bund, ou simplement dans les quartiers populaires de Paris.

À grands traits se dessinent les contours de trois caractéristiques du portrait social des membres des groupes d'autodéfense : majoritairement ouvriers et étudiants, ce sont souvent des immigrés juifs d'Europe de l'Est et d'Afrique du Nord. Si l'on compare les cadres et les militants de base au sein des groupes d'autodéfense, la hiérarchie politique correspond souvent à une hiérarchie sociale et du savoir.

* Cité dans NOIRIEL Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècles), discours publics, humiliations privées*, Fayard, 2007, p. 389.

HIÉRARCHIE SOCIALE ET HIÉRARCHIE POLITIQUE :
ORIGINE SOCIALE DES RESPONSABLES DE L'AUTODÉFENSE

L'origine sociale des dirigeants de l'autodéfense

On peut connaître les directions de l'autodéfense parisienne, grâce aux comptes rendus des congrès fédéraux de la Seine et aux ouvrages de Jacques Kergoat et de Jean Rabaut. Quant à Bruno David, il affirme que « la hiérarchie militante se calque sur la hiérarchie du savoir* » à partir d'une analyse des directions de la SFIO et du PSOP. N'en est-il pas de même pour l'autodéfense socialiste, avec une surreprésentation de cadres et de professions intellectuelles aux postes de responsables? Intéressons-nous aux profils socioprofessionnels de ces responsables, en nous appuyant sur les notices du dictionnaire Maitron** et sur les fiches des Renseignements généraux.

On trouve cinq dirigeants des Groupes de défense, pour la période 1929-1934. En 1929, ils sont trois, avec Robert Jardel et Pierre Audubert, placés sous la responsabilité d'Émile Farinet. Ensuite, Robert Jardel est le seul responsable déclaré des GD. En 1931 et 1933, la direction des GD est confiée à René Horviller. Enfin, en 1934,

* DAVID Bruno, *Récurrences et figures de l'autonomie ouvrière, histoire sociale du piveertisme*, op.cit., p. 425.

** *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, publié sous la direction de Jean Maitron, quatrième partie : 1914-1939. De la Première à la Seconde Guerre mondiale, les Éditions ouvrières, 1986.

c'est François Chabrier*, qui est chargé de la réorganisation des GD. Pour trois d'entre eux, leurs professions sont les suivantes : Émile Farinet est ouvrier-monteur aux PTT, Robert Jardel est employé de commerce et François Chabrier, inspecteur des assurances sociales. Il s'agit donc d'un ouvrier qualifié et de deux employés, ce qui correspond à la sociologie de la base des groupes de combat socialistes.

L'état-major des TPPS est le second groupe de dirigeants. Jacques Kergoat** et Jean Rabaut*** divergent sur sa composition. D'après le premier, l'état-major est composé de Marceau Pivert, Georges Balay, Henri Molinier, dit Marc Laurent, et René Ruhl. S'y ajouteraient, d'après le second, André Weil-Curiel et René Cazanave. La composition du groupe a certainement évolué au cours des années 1935-1938, avec, notamment, le départ des trotskistes Georges Balay et Henri Molinier. Il est vraisemblable que René Cazanave et André Weil-Curiel, deux proches de Marceau Pivert, aient remplacé les deux militants trotskistes à la direction des TPPS en 1936.

Dans ce groupe, il est frappant de constater qu'il n'y a aucun ouvrier ni même d'employé. L'état-major des TPPS comprend trois professeurs : Marceau Pivert qui enseigna les sciences physiques avant d'être rétrogradé instituteur pour activité révolutionnaire; René Ruhl, professeur

* Les textes des congrès fédéraux de la Seine ne donnant que les noms, nous en avons déduit qu'il s'agissait de François Chabrier en fonction de ses charges de secrétaire de section de la région parisienne et de suppléant à la CAP.

** KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert « socialiste de gauche »*, op. cit., p. 81.

*** RABAUT Jean, *Tout est possible!*, op. cit., p. 142.

d'éducation physique; et René Cazanave, dont la fiche des Renseignements généraux indique qu'il est instituteur. André Weil-Curiel est quant à lui avocat à la cour de Paris. Georges Balay, le dernier membre du groupe exerce en tant qu'administrateur de société. Les travailleurs intellectuels sont donc bien prépondérants dans l'état-major des TPPS. Cela confirme que la hiérarchie militante se fonde sur la hiérarchie sociale et du savoir dans cette structure.

Les responsables des services d'ordre socialistes

En plus des mandatés à la direction de l'autodéfense, d'autres militants socialistes sont appelés à prendre la tête des groupes du service d'ordre socialiste lors des grandes manifestations du Front populaire. Il nous est impossible de savoir s'il s'agit de «centainiers» ou s'ils sont simplement désignés pour l'occasion. Grâce aux notes des Renseignements généraux et aux articles du *Populaire* et de *L'Humanité*^{*}, on en recense 22, parmi lesquels seuls 12 sont identifiables dans le dictionnaire Maitron^{**}. À ce groupe, nous ajoutons Maurice Levillain, responsable du service d'ordre d'une réunion publique parisienne, le 18 décembre 1931^{***}.

* Ces deux journaux annoncent, le jour de la manifestation, la constitution du service d'ordre et le nom de leurs dirigeants, à l'occasion de trois grands événements : le 14 juillet 1935, le 16 novembre 1936 et le 17 mars 1937. Le service d'ordre « ouvrier » de la manifestation du 14 juillet 1936 est également décrit par les Renseignements généraux : APP, BA 1862.

** Les militants que nous n'avons pas pu identifier sont : Thilly, Lhuillier, Méréle, Boucheny, Brechamp, Chenu, Gravier, Bayle, Schwartz, Pare et Gibier (21 mars 1937).

*** *L'Humanité*, 19 décembre 1931.

Parmi ces 13 responsables se trouvent trois ouvriers qualifiés : Étienne Duchemin*, plombier, Maurice Jousse, contremaître, et Maurice Levillain, ouvrier mécanicien, puis agent commercial. On trouve également trois employés : Roger Deniau, Auguste Collin, contrôleur aux Transports en commun de la région parisienne (TCRP), et Armand Maurice, comptable. Il y a également deux enseignants : Pierre Métayer, instituteur et André Joublot, professeur. Un artisan et un commerçant viennent compléter la liste, avec André Derichebourg, patron de café, et Maurice Caille, orfèvre. Nous ne connaissons pas la profession des autres militants. Dans ce groupe, les membres des professions intellectuelles sont donc proportionnellement moins nombreux et l'on y retrouve des ouvriers et des employés. Il est socialement plus mixte que le groupe de direction des TPPS, même si dominant les classes moyennes. Dernier fait notable, tous ces cadres de l'autodéfense ont aussi des responsabilités politiques dans le parti, qu'ils soient élus, secrétaires de section ou membres de la commission exécutive de la fédération de la Seine.

Au regard de ces données, plus les organismes d'autodéfense se structurent et plus l'écart social se creuse entre une base majoritairement ouvrière et une direction plutôt intellectuelle. La hiérarchie du savoir donnerait une fois de plus le ton de la hiérarchie militante. L'étude de la 15^e section de la fédération de la Seine confirme ces caractéristiques sociales des TPPS.

* Étienne Duchemin n'est pas répertorié dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, mais nous connaissons sa profession grâce au répertoire des adhérents de la 15^e section, étudié dans le chapitre V.

LA 15^E SECTION DE LA FÉDÉRATION DE LA SEINE :
UN MILIEU DE RECRUTEMENT PRIVILÉGIÉ DES TPPS

Pour Jean Rabaut, la 15^e section est le « berceau des TPPS* ». C'est en effet celle de Marceau Pivert, l'un de leurs piliers. Milieu de recrutement privilégié, cette section mérite notre attention, à défaut de disposer d'archives pour cerner avec précision la sociologie des groupes de combat. D'abord, il faut présenter les sources et la méthode de notre analyse de cette section, avant de distinguer les caractéristiques sociales des militants qui la compose. On s'appuiera sur un unique document particulièrement riche : le registre des militants de la 15^e section, tenu par Marceau Pivert jusqu'à son départ de la SFIO en 1938**.

I.

SOURCE ET MÉTHODE

Un registre riche en informations

Ce registre se présente sous la forme d'un carnet d'adresses. Il contient des informations sur 2 122 militants,

* RABAUT Jean, *Tout est possible!*, op. cit., p. 142.

** CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP 1.

tous inscrits dans la 15^e section. Pour chaque militant, il indique le nom, le prénom, la profession, la date d'entrée à la SFIO, et parfois l'entreprise. Il y a aussi des informations complémentaires comme les relations maritales, pour les femmes, avec un autre militant de la section; le départ du parti ou le transfert dans une autre section, et même le décès. Devant chaque nom, une croix rouge indique le passage au PSOP; le carnet étant tenu à jour après le congrès de Royan. Après guerre, ce carnet est encore consulté et modifié, puisque la mention « collabo? » est apposée à l'un des noms.

La méthode

Ces milliers d'informations ont été retranscrites par regroupement et croisement. D'éventuelles erreurs ne devraient néanmoins pas altérer gravement les résultats de l'étude. Nous avons déduit du prénom, de l'emploi du féminin ou du masculin dans la mention de la profession et parfois de la mention « compagne », le sexe des militants, en dehors de 12 adhérents. Nous avons également défini les catégories socioprofessionnelles (CSP) des militants, quand les informations le permettaient : 93 % des effectifs ont ainsi pu être classés selon les CSP. À partir d'une première lecture de la liste des métiers, nous avons déterminé une dizaine de catégories : celle des ouvriers spécialisés, qui comprend tous les manœuvres; celle des ouvriers qualifiés et techniciens, qui va des

brocheuses aux chauffeurs mécaniciens, où dominent largement les ajusteurs; celle des artisans, qui englobe des fleuristes et des serruriers; les employés de bureau, de banque, de commerce, de ministère, etc.; celle des commerçants et cadres commerciaux, dans laquelle sont réunis des métiers comme épicier ou négociant en vin; celle des professions intellectuelles, artistiques et cadres, où les professeurs prédominent; celle des chefs d'entreprise, aux effectifs rares; et celle des inactifs. Nous avons aussi créé une catégorie pour les retraités, leur ancienne profession n'étant pas mentionnée.

L'absence de précision dans la mention de la profession rend parfois difficile l'exercice de classification. Seule la possession des moyens de production distingue en effet l'artisan de certains ouvriers très qualifiés, alors que la faible qualification d'autres ouvriers ne les distingue qu'à peine des ouvriers spécialisés. Entre employés et cadres, les frontières sont elles aussi floues. De nombreux adhérents de la section ne donnent parfois pour seule indication que la mention «employé». Est-ce parce qu'ils estiment que leurs emplois peu qualifiés ne méritent pas d'être précisés, d'autant plus s'ils sont précaires et amenés à en changer? Ou est-ce parce qu'ils cherchent à atténuer la distance qui les sépare de la classe ouvrière érigée en sujet révolutionnaire? Probablement les deux à la fois. Nos catégorisations sont donc imparfaites, mais au regard des informations fournies, elles permettent de saisir la composition sociale de la section et donc celle des TPPS.

2.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES SOCIOLOGIQUES
DE LA 15^E SECTION

*Une section majoritairement masculine
et dynamisée par le Front populaire*

S'il y a une information qui saute aux yeux, c'est le déséquilibre dans la répartition entre hommes et femmes parmi les adhérents de la 15^e section. Les effectifs masculins représentent en effet 88 %, soit 1 855 militants. Les femmes ne sont que 256. Les TPPS, et avant eux les GD, forment des groupes principalement masculins ; sur ce point-là, ils ne diffèrent donc guère de leur milieu de recrutement.

L'essentiel des effectifs adhère dans la seconde moitié des années 1930, et plus particulièrement entre avril 1936 et avril 1937. On constate un pic d'adhésion entre mai et octobre 1936, avec l'arrivée de centaines de militants enthousiasmés par la victoire du Front populaire. On remarque également une première hausse des adhésions dès septembre 1935, traduisant probablement le dynamisme de l'unité d'action et, dans une moindre mesure, l'entrée du Groupe bolchevik-léniniste dans la SFIO. Les TPPS ont été créés quelques mois auparavant et profitent d'une forte propagande dans la presse piverliste. On relève aussi un ralentissement des recrutements entre octobre 1936 et janvier 1938, mais le nombre

d'adhésions reste en moyenne supérieur à celui de la période d'avant mai 1936. En janvier 1938, la victoire de Marceau Pivert au sein de la fédération de la Seine donne un nouveau souffle au recrutement socialiste dans le XV^e arrondissement, mais il tourne court avec la crise de la fédération. Marceau Pivert recrute probablement ses TPPS parmi une nouvelle génération militante, mais il est difficile de faire le lien entre l'activité des groupes de combat et l'afflux d'adhésions à la section.

Une section ouvrière

La composition sociale de la 15^e section a les allures de celle d'un parti de classe, à l'instar du PCF et à l'image de ce que revendique Marceau Pivert. Les ouvriers qualifiés et les ouvriers spécialisés représentent 44 % des effectifs totaux, soit 939 adhérents. Les employés forment le deuxième groupe social le plus représenté avec 26 % des effectifs. Ils sont 545. Ces employés se classent aux côtés des ouvriers dans un ensemble salarié. Les classes populaires sont donc largement majoritaires dans cette section, puisqu'elles représentent 70 % des adhérents.

Viennent ensuite les professions intellectuelles et cadres qui constituent 8 % des militants. La grande majorité de ces 172 membres font partie des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie. Il y a 52 instituteurs, professeurs, directeurs d'école et maîtres d'internat, pour sept avocats. Les 152 artisans de la section – 7 % des effectifs

complètent ce second groupe. Par la nature de leur travail et la possession des moyens de production, ils appartiennent à la petite bourgeoisie, mais nombre d'entre eux peuvent avoir un niveau de vie équivalent à celui d'un ouvrier qualifié d'une grande entreprise.

Parmi les 15 % restants, la moitié n'a pu être déterminée et seulement 5 % des effectifs appartiennent à la catégorie des commerçants ou cadres commerciaux. Les chefs d'entreprise représentent à peine 1 % de la section.

En affinant la répartition des catégories socioprofessionnelles et en distinguant entre les hommes et les femmes de la section, on remarque un certain nombre de variations. Les ouvriers spécialisés sont trois fois plus nombreux, proportionnellement, chez les hommes que chez les femmes, où les ouvrières sans qualification ne comptent que pour 4 %. Les ouvrières qualifiées représentent 12 % des effectifs féminins, alors que la catégorie des ouvriers qualifiés réunit 36 % des hommes de la section ; ils sont, là aussi, trois fois plus nombreux, proportionnellement, que les femmes.

À l'inverse, les employées représentent 32 % des femmes de la section, alors que les employés ne représentent que 24 % des effectifs masculins. Les 38 femmes des professions intellectuelles et cadres représentent 15 % des effectifs féminins, alors que les 134 membres masculins de cette catégorie socioprofessionnelle ne représentent que 7 % des hommes de la section. Dernière différence notable entre les hommes et les femmes : les femmes inactives ou à la retraite sont près de 7 %, alors

que ces catégories n'existent quasiment pas chez les hommes. Les proportions d'artisans et de chefs d'entreprise sont à peu de chose près les mêmes. Les commerçants et cadres commerciaux sont plus représentés dans les effectifs masculins, mais il n'y a pas de grand écart avec leur proportion dans les effectifs féminins.

Douze entreprises emploient le plus grand nombre d'ouvriers qualifiés et spécialisés de la 15^e section. Pour 443 des 939 ouvriers de la liste, l'employeur est en effet indiqué. Il y a d'abord l'usine automobile de Citroën Grenelle (XV^e arrondissement) avec 160 militants. Vient ensuite l'entreprise aéronautique Nieuport, devenue la Société nationale de construction aéronautique de l'Ouest après sa nationalisation en 1937 avec 74 militants, exclusivement des hommes. Pour ceux-ci, les autres principaux employeurs sont Sauter (46 ouvriers qualifiés socialistes et 7 ouvriers spécialisés), ainsi que l'industrie du livre avec l'Imprimerie nationale et les éditions Hachette (47 ouvriers). Les ouvrières socialistes du XV^e sont très peu employées par ces entreprises. Elles ne sont que huit à travailler à l'usine Citroën et quatre à l'Imprimerie nationale.

La 15^e section recrute bien parmi les classes populaires, avec une majorité relative d'ouvriers, où prédomine la figure du travailleur de la grande industrie moderne, qu'il s'agisse de l'automobile ou de l'aéronautique, et celle de l'ouvrier révolutionnaire de la vieille industrie de l'imprimerie.

Les pivertistes

Connaissant l'importance des pivertistes dans le développement des TPPS, nous pouvons, en resserrant l'analyse de la section sur les militants passés au PSOP en 1938, cerner davantage le profil du militant potentiel de l'autodéfense socialiste. La 15^e section est connue pour la forte influence de son secrétaire Marceau Pivert, mais lorsqu'en 1938 la Gauche révolutionnaire fonde le PSOP, ils ne sont que 16 % des militants à rejoindre le nouveau parti. Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à adhérer au nouveau parti, puisque 78 d'entre elles, soit 30 % des effectifs féminins, quittent la SFIO. Les hommes ne sont que 14 % à suivre le même chemin, cela représente 258 militants. Il y a donc, dans la 15^e section, proportionnellement plus de femmes passant au PSOP que d'hommes.

Les catégories socioprofessionnelles des militants rejoignant le PSOP ne sont pas non plus exactement les mêmes que celles de la 15^e. On remarque la part moins importante des ouvriers qualifiés ou spécialisés, qui sont respectivement de 27 % et 8 %, contre 33 % et 11 % pour l'ensemble de la section. La part des employés est, elle aussi, moins importante pour les militants passés au PSOP que pour l'ensemble de la 15^e section, alors que nous pouvions au contraire penser que la plus grande proportion de femmes allait augmenter la part de cette catégorie. Les employés ne sont que 24 % à opter pour le PSOP, contre 26 % pour l'ensemble de la section. La part

des inactifs, à l'inverse, est sensiblement supérieure ; vraisemblablement en raison de la part plus importante des femmes au foyer. Les artisans, les commerçants, les cadres commerciaux et les professions intellectuelles, sont également proportionnellement plus nombreux chez ceux qui adhèrent au PSOP. Les artisans forment ainsi 11 % des effectifs passés au PSOP, contre 7 % pour la section. Les cadres commerciaux représentent 7 % des scissionnistes contre 5 % dans le milieu de départ. Les cadres et professions intellectuelles représentent 9 % des pivertistes, alors qu'ils ne sont que 8 % dans la 15^e section.

Bien que les effectifs ouvriers passés au PSOP soient proportionnellement inférieurs à la part des ouvriers dans l'effectif global de la section, les propos de Daniel Guérin semblent exagérés quand il écrit dans *Front Populaire révolution manquée* que la plupart des adhérents pivertistes de la 15^e section ne sont que des « petits bourgeois », aux « origines non ouvrières* ». Les classes populaires composent 59 % des effectifs passés au PSOP, alors que la petite bourgeoisie et les classes moyennes ne représentent qu'entre 20 % et 27 % des pivertistes.

L'évolution des adhésions à la SFIO des militants passés au PSOP montre à peu de chose près les mêmes évolutions que pour l'ensemble des militants de la 15^e section. Il semble néanmoins que les adhésions tardives, de janvier à mars 1938, soient plus nombreuses, proportionnellement, chez les militants passés au PSOP que pour

* GUÉRIN Daniel, *Front populaire révolution manquée*, op. cit., pp. 109 et 128.

l'ensemble de la section. Le pic de janvier-mars 1938 est en effet deux fois moins important que la vague de recrutements de 1936, chez les pivertistes, alors qu'il est trois fois moins important pour l'ensemble de la section.

La composition sociale des militants pivertistes du XV^e arrondissement et de ses alentours est, à quelques nuances près, à l'image de celle de leur section. Bien que les ouvriers soient proportionnellement moins nombreux parmi les partisans de Marceau Pivert, ils le sont suffisamment pour ne pas invalider l'hypothèse d'une base ouvrière et socialiste révolutionnaire des TPPS. Dans cette section, la part importante des employés doit néanmoins nous mettre en garde contre une vision sans nuances de la sociologie des groupes de combat. L'ouvriérisme exalté des témoins, comme des acteurs, n'est peut-être pas pour rien dans les représentations sociales des groupes de combat. Il se peut que les éléments ouvriers soient en effet mis en avant, mais que les TPPS soient aussi, en réalité, composés de nombreux employés et de quelques artisans et professeurs.

3.

UN REGISTRE DES TPPS ?

Conservées entre deux pages du carnet de la 15^e section, six feuilles volantes constituent un autre registre. Elles ne portent pas de titre et rien n'indique formellement qu'il s'agit de la liste des membres des TPPS du

secteur du XV^e arrondissement, mais un certain nombre d'indices le laisse penser.

Un fichier bien renseigné

Ce second registre est contemporain du précédent, au regard des noms et de son archivage, mais il est impossible de le dater précisément. Dans celui-ci sont inscrits 89 militants qui, au vu des échantillons que nous avons comparés avec le fichier des adhérents de la 15^e section, font partie de la section pivertiste. Avec le nom des militants sont notées sept autres informations : le prénom, l'adresse, la date de naissance, le lieu de travail, le numéro de téléphone, l'organisation politique et, quand c'est le cas, le concubinage avec un autre militant de la liste.

Si cette liste peut être celle des TPPS, c'est parce que le registre donne trois informations primordiales pour réunir rapidement les militants, qui, lorsqu'ils font partie des TPPS, doivent « répondre immédiatement aux appels du secrétaire fédéral à l'autodéfense* ». Avec l'adresse personnelle, l'adresse du lieu de travail et le numéro de téléphone, les militants de cette seconde liste peuvent effectivement être contactés à tout moment. Par ailleurs, ces informations ne figurent pas dans le registre général des militants de la 15^e section. Ce carnet fournit non seulement des éléments permettant de mobiliser rapidement les militants en question, mais il donne aussi la date de

* 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine, 26-27 octobre 1935, *op. cit.*

naissance. L'âge est en effet un élément déterminant pour la condition physique*. Ces indications rappellent les précisions demandées sur la fiche d'inscription aux Groupes d'autodéfense du Front commun : âge, adresse, numéro de téléphone et situation maritale. Enfin, parmi les membres de la liste figurent deux TPPS connus : Marceau Pivert et René Lhuillier, responsable d'un groupe du service d'ordre de la manifestation du 21 mars 1937.

Il y a d'autres indices qui viennent corroborer notre hypothèse, à commencer par les 89 noms notés, ce qui correspond à peu de chose près à une centaine, l'unité d'organisation des TPPS. Il faut ajouter que chaque secrétaire de section a pour tâche d'entretenir ce genre de liste selon les consignes de Marceau Pivert.

Cette liste ne peut être...

Cette liste pourrait être celle des TPPS de la 15^e section, mais elle pourrait avoir d'autres utilités. Elle ne peut pas être celle des militants de la 15^e section passés au PSOP, puisque, comme déjà dit, ces derniers sont plusieurs centaines et que ce document n'en comprend que 89. À l'inverse, les TPPS ne sont que quelques centaines sur toute la région parisienne et il est donc possible que la 15^e section, qui est un de ces lieux de recrutement privilégiés, concentre entre 10 % et 20 % d'entre eux.

* Nous pouvons imaginer que les sixaines des TPPS sont constituées notamment en fonction de ces indications.

Cette liste ne peut pas être non plus celle des militants des Jeunesses socialistes du XV^e arrondissement. De nombreux militants ont bien plus de 26 ans en 1930, ce qui est l'âge limite pour appartenir aux Jeunesses. Elle ne peut pas non plus être celle des adhérents de la 15^e section à la Gauche révolutionnaire, qui est la tendance d'un seul parti, alors qu'une colonne du registre indique l'organisation politique de chaque militant. Pour la même raison, cette liste n'est pas davantage celle des militants actifs de la 15^e section, que l'on pourrait distinguer des simples adhérents. À l'inverse, nous savons qu'il est un temps envisagé de recruter les TPPS en dehors de la SFIO, dans l'optique de constituer une milice d'autodéfense ouvrière. Lors de la séance de la commission exécutive du 23 décembre 1935, qui prolonge Marceau Pivert à la tête des TPPS, Balay propose en effet au vote que :

« La fédération de la Seine [...] donne l'ordre à toutes ses sections d'appeler la classe ouvrière à empêcher, par tous les moyens, la réunion des fascistes dans des lieux publics ou privés, la formation de leurs repaires. La fédération de la Seine du Parti socialiste n'admet pas que la lutte intransigeante de classe soit remplacée par des jongleries parlementaires. Elle répondra à cette nouvelle trahison des intérêts du parti et de la classe ouvrière par le recrutement direct dans les masses des TPPS* . »

* CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP1.

Marceau Pivert répond qu'il approuve l'esprit du texte, tout en en désavouant les termes.

Tous les militants de la liste appartiennent à la SFIO alors que les TPPS sont conçus comme les cadres d'une milice populaire potentielle, dépassant les rangs de la SFIO. Marceau Pivert écrit ainsi dans *La Gauche révolutionnaire* que « toute division du prolétariat dans la recherche de ses réactions de défense est une faiblesse* ». La colonne « organisation politique » de ce document est probablement tracée dans la perspective de création de groupes d'autodéfense du Front populaire.

Cette liste enfin n'est pas celle des membres de la CAP ni celle de la commission exécutive de la Seine. Elle n'est pas davantage celle des membres des amicales socialistes, puisqu'une liste des responsables des amicales d'entreprises existe déjà dans le carnet. En procédant par élimination, ce registre est bien celui d'un groupe de TPPS. Tirons quelques hypothèses de son analyse.

Quelques hypothèses

Les premières données fournies montrent que ce groupe correspond au profil sociologique des groupes d'autodéfense socialistes définis précédemment : l'activité professionnelle de certains des membres de la liste, grâce aux informations données dans la colonne « lieu de

* « La 15^e section socialiste répond au rayon communiste », *La Gauche révolutionnaire*, novembre 1935, n° 2.

travail ». Quatorze d'entre eux travaillent dans les grandes usines du XV^e arrondissement : Alsthom, Renault et, surtout, Citroën. À ces derniers s'ajoutent 10 autres ouvriers, qualifiés ou non. Ils sont 14 travailleurs dans le secteur tertiaire, dont trois sont indiqués comme employés, et cinq autres comme vendeurs, caissière ou garçons de café. Il y a aussi deux commerçants, deux représentants de commerce, un artisan naval et, sans doute, deux travailleurs de l'Éducation nationale. Il y a enfin quatre chômeurs. Le profil sociologique du groupe est donc bien prolétarien, avec une prédominance d'ouvriers et de nombreux employés, même si on trouve un chirurgien-dentiste.

En 1938, fin de notre période d'étude, la moyenne d'âge* et l'âge médian sont de 38 ans, soit à peu près celle des dirigeants des différents groupes de combat. Le plus jeune est né en 1917, il a donc 18 ans en 1935. Le plus âgé a 68 ans en 1935, ce qui est surprenant pour un membre des groupes de combat. S'il est sûrement trop âgé pour participer à des affrontements, il ne faut cependant pas perdre de vue que le travail de renseignement, de structuration et de commandement des TPPS requiert d'autres compétences que physiques. Ainsi, Émile Farinet explique que les membres des groupes de combat doivent être contactés par « convocations adressées par porteurs** ». Le fait de trouver un retraité ou un invalide dans cette liste, comme la part importante des femmes, n'infirmes donc en

* Nous connaissons la date de naissance de 81 des 89 membres de la liste.

** CHS, fonds Zyromski, carton 35-39, dossier « Fédération de la Seine », « Réunions d'information des secrétaires fédéraux du 15 avril 1934 ».

rien notre hypothèse. Si ces dernières représentent en effet 21 % des effectifs, il faut noter que 74 % sont mariées avec un homme de la liste.

À grands traits et par hypothèse, nous avons distingué le profil de ces militants qui se différencient par leurs origines populaires, parfois immigrées, quand ils ne sont pas étudiants, et qui se distinguent par leur adhésion à une conception du militantisme animée de l'esprit de « soldat du socialisme ».

CHAPITRE VI
LES SOLDATS DU SOCIALISME

Les organes d'autodéfense socialistes de la région parisienne peuvent compter sur cette nouvelle génération d'adhérents radicalisés qui fondent leur militantisme sur les principes de l'action directe. Les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise n'ont en effet plus rien de comparables avec les comités électoraux du Parti radical-socialiste, auxquels elles étaient souvent comparées. Cette génération est animée du sentiment de pouvoir agir radicalement sur l'évolution politique de la France et de l'Europe. « Tout est possible! », écrit ainsi Marceau Pivert en juin 1936, alors que les grandes grèves avec occupations d'usines font renaître l'espoir dans le camp révolutionnaire.

L'activité croissante des Croix-de-Feu et des ligues fait parallèlement grandir la peur d'un coup de force « fasciste ». Les activistes de l'autodéfense socialiste s'estiment confrontés à l'alternative « socialisme ou fascisme » et cherchent à réinventer leur militantisme dans un souci d'efficacité. Militarisé, ce militantisme emprunte davantage les mots et les méthodes des hommes des tranchées. Il s'accompagne également d'une promotion de valeurs considérées comme l'apanage de la virilité, sans se distinguer radicalement, sur ce point, des pratiques des autres militants socialistes.

I.
LES GROUPES DE COMBAT,
L'EXPRESSION D'UNE CONCEPTION NOVATRICE
DU MILITANTISME AU SEIN DE LA « VIEILLE MAISON »

Pour se réinventer à partir de 1929, l'autodéfense socialiste peut s'appuyer sur une nouvelle génération, entraînée dans la SFIO par la dynamique du Front populaire. Ces militants des groupes de combat développent une culture où l'action occupe une place centrale. Majoritairement masculins, ils entretiennent un rapport à la virilité qui pose question. Enfin, il faut comprendre le rapport au militarisme de ces hommes, tant les objectifs et la structuration des groupes de combat les placent au cœur d'une problématique nouvelle pour les socialistes.

Des militants « épris d'action »

Alors que par tradition pacifiste et antimilitariste la majorité des militants de la SFIO restent réservés, voire hostiles, à la création de milices ou de groupes d'autodéfense, cette nouvelle génération défile en rangs serrés avec les JGS ou s'entraîne au maniement des armes avec les TPPS. À l'inverse de leurs aînés, ils ne sont pas des missionnaires du socialisme, dont la tâche serait d'éduquer le prolétariat en attendant patiemment la fin du capitalisme. Ainsi, Lucien Weitz titre un article : « Dans les Jeunesses socialistes pas d'éducation

socialiste sans action révolutionnaire!* » Il y appelle les JGS à la hardiesse et à l'action illégale pour écraser « l'ennemi de classe ». Pierre Bloch relève l'aspiration de la jeunesse à l'action dès le congrès national du Parti socialiste de mai 1934**.

La Gauche révolutionnaire l'a aussi compris. Dans un article, un auteur moque même la dénonciation par la section socialiste de Roubaix des « appels au meurtre » lancés dans la presse de Jean Reynaud et la réclamation de dissolution des Croix-de-Feu. Procéder ainsi « c'est avouer son impuissance et souligner sa répugnance envers les seules méthodes par lesquelles le prolétariat, toujours, a défendu ses droits : l'action directe de masse ». Il y oppose les propositions de la Gauche révolutionnaire consistant à « corriger les salopards » : « Tout vendeur de ce torchon fasciste sera chassé [...]. Tout adhérent de la Solidarité française qui osera se marquer par son insigne sera châtié***. »

Yvan Craipeau fréquente cette nouvelle génération dans les Jeunesses de la Seine : elle est « ardente, bruyante et turbulente, activiste, toujours prête à se bagarrer contre les fascistes et les flics. Une jeunesse radicalisée qui a soif d'absolu**** ». Cela n'a pas toujours été le cas, puisque, dans ses Mémoires, André Essel se souvient du sentiment mitigé qui l'habitait à la sortie de sa première réunion des Étudiants socialistes, au lendemain du 6 février 1934 : « Je m'attendais à quelque chose de plus ardent, de plus combatif, de

* *La Gauche révolutionnaire*, n° 6, 25 février 1936.

** 31^e congrès socialiste de Toulouse, 20-23 mai 1934, compte rendu sténographique, Librairie populaire, p. 262.

*** « Les deux méthodes », *La Gauche révolutionnaire*, n° 1, 20 octobre 1935.

**** CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure*, op.cit., p 120.

moins intellectuel. » Cette déception momentanée est caractéristique de l'envie d'action immédiate de ces jeunes gens gagnés au socialisme par la lutte antifasciste*.

De ces activistes animés du sentiment de l'inéluctable affrontement, Daniel Guérin dira qu'ils manquent « périlleusement de sens politique » et sont « parfois épris d'action pour l'action** ». Marceau Pivert a un « tempérament sportif » et « trouve quelques satisfactions » sur le terrain, où « on décrit volontiers son poing fermé qui monte très haut et redescend comme une massue*** ». Pour Yvan Craipeau, Marceau Pivert « était en tout cas un homme d'action, courageux et qui donnait de sa personne**** ». Son courage et sa force physique font l'admiration de ses partisans. Ainsi, René Modiano rapporte, non sans ironie pour le journaliste, les propos de l'envoyé de *L'Écho de Paris* au congrès socialiste, décrivant Marceau Pivert comme « un grand gaillard musclé, bien découpé » et à l'air « inquiétant***** ». Cette admiration de la force physique du chef n'est pas sans nous interroger quant au rapport à la virilité qu'entretiennent les membres des organes d'autodéfense socialistes.

Un militantisme viril

L'historien George L. Mosse affirme que la *brutalisation* de la société allemande de l'entre-deux-guerres

* ESSEL André, *Je voulais changer le monde*, *op. cit.*, p. 26.

** GUÉRIN Daniel, *Front Populaire révolution manquée*, *op. cit.*, p. 109.

*** KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert*, « socialiste de gauche », *op. cit.*, p. 81.

**** CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure*, *op. cit.*, p. 119.

***** « Ça aurait pu être un beau congrès », *La Gauche révolutionnaire*, n°9, 15 juin 1936.

procède notamment de l'invasion du *Mannesideal*, ou « idéal de virilité », dans le champ politique. C'est une notion centrale héritée du premier conflit mondial. Elle se définit par la camaraderie, la volonté et la violence, dont la plus grandiose expression est la mise à mort de l'ennemi. Dans son étude sur les pratiques militantes de la social-démocratie autrichienne, Paul Pasteur décrit les *Schutzbund*, la ligue paramilitaire des sociaux-démocrates autrichiens forte de 80 000 hommes au début des années 1930, comme « une structure essentiellement masculine* ». Autre exemple européen : lors de la guerre civile espagnole, les combattantes anarcho-syndicalistes des *Mujeres Libres* sont rapidement écartées du front militaire** et reléguées à des tâches considérées comme plus féminines. En France, à l'instar de ces milices, 98 % des membres des groupes de combat du PCF sont des hommes***.

Au regard de ces quatre cas, où la violence politique est l'apanage des hommes, quelle est la place de la virilité dans les rangs des groupes d'autodéfense socialistes ? D'autant que ces groupes ne font pas exception à la règle : Eugène Boucherie affirme n'avoir jamais vu

* PASTEUR Paul, *Pratiques politiques et militantes de la social-démocratie autrichienne 1888-1934*, Belin, 2003, p. 74.

** RIPA Yannick « Féminin/masculin : les enjeux du genre dans l'Espagne de la Seconde République au franquisme », *Le Mouvement social*, n° 198, janvier-mars 2002, Les éditions de l'Atelier/éditions ouvrières, p. 122.

*** BOULOUQUE Sylvain, « Les cadres communistes et la violence : "Expériences de formation et pratique politique : 1920-1939" », communication lors de la journée d'études « La violence militante en France des années 1920 aux années 1960 », Nancy, 8 juin 2010.

que des hommes dans les rangs des TPPS*. Les clichés des services d'ordre des réunions ou des manifestations socialistes, présents dans le fonds Marceau-Pivert le confirme. Parmi les 25 responsables ou cadres des GD, des TPPS et des groupes de service d'ordre, on ne retrouve aucune femme.

Elles ne sont pourtant pas absentes des groupes de combat socialistes. Yvan Craipeau affirme que sa femme (et camarade) Maria « est toujours au premier rang dans les bagarres comme dans les débats** ». La participation de Solange Demangel, militante socialiste morte sous les balles de la police, à Clichy, le 16 mars 1937, nuance également ce portrait viril. Membre de la section socialiste du XVIII^e arrondissement, de la Gauche révolutionnaire et des TPPS, elle participe à cette manifestation de Clichy qui tourne à l'émeute.

Les femmes sont donc présentes dans l'action, mais leur place dans les documents internes de formation des TPPS*** est limitée à des rôles subalternes de guetteuses dans les attaques des militants adverses. Il semblerait aussi que leur fonction dans les structures d'autodéfense socialistes soit généralement orientée vers la parade, l'aspect propagandiste et non violent de l'autodéfense. On les voit ainsi défiler dans les rangs des JGS le 7 juin 1936 au Vélodrome d'Hiver****.

* Entretien de l'auteur avec Eugène Boucherie en mars 2011.

** CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste*, op.cit., p. 121.

*** CERMTRI, carton « 1935 », « Attaque », p. 2.

**** Voir les photographies, annexes VII et IX .

Il n'empêche que les organes d'autodéfense socialistes sont avant tout masculins et que la virilité y est brandie comme une haute valeur révolutionnaire. Marceau Pivert écrit en 1942 :

« Les victimes et les opprimés doivent regarder vers les militants socialistes comme vers des frères courageux et virils, des combattants hardis et décidés, des hommes libres de préjugés, généreux et modestes, toujours solidaires du faible et inaccessibles à la peur* . »

Ces propos sont influencés par les débuts de la Résistance, qui militarise davantage le militantisme, mais ils traduisent une vision antérieure du militant. À la virilité sont associées les qualités d'un bon soldat : le courage, la hardiesse et l'inaccessibilité à la peur. L'association de ces caractères au genre masculin est très ancrée dans la société occidentale du début du xx^e siècle et les militants de l'autodéfense socialiste ne sont sans doute pas davantage « virilistes » que le reste de leurs camarades. La SFIO assimile d'ailleurs la puissance du parti, du gouvernement de Front populaire ou du prolétariat, aux traits caractéristiques de la virilité.

Cela est particulièrement visible sur les affiches imprimées par le parti – ou ses différentes tendances. Leur

* *Morale socialiste et politique opportuniste* (1942), CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP3

iconographie est marquée par la figure de l'ouvrier, allégorie exagérément virile du prolétariat ou de la SFIO. Sur une affiche de la Gauche révolutionnaire (voir annexe II) en février 1936, on retrouve cette effigie encadrée du slogan « c'est bientôt qu'on va régler les comptes ». Le dessin de l'homme qui regarde de face le lecteur grossit délibérément les traits : le poing gauche fermé est d'une taille disproportionnée, tout comme la largeur des épaules et des avant-bras, au-dessus desquels la chemise est retroussée. Sur une deuxième affiche probablement publiée en juin 1936, le gouvernement de Front populaire est représenté sous les traits d'un homme à la carrure herculéenne mettant à genoux le monde de la finance en contractant un biceps disproportionné.

Les militants de l'autodéfense socialiste sont imprégnés des normes de genre de leur temps et associent leur engagement physique aux valeurs morales qu'ils considéraient comme viriles, sans se différencier sur ce point du reste du parti. *A contrario*, ils s'en distinguent par une conception militariste du militantisme.

Une militarisation du militantisme

Les uniformes, les défilés en rangs, les états-majors et les secteurs de défense, voilà autant de mesures prises par l'autodéfense socialiste qui renvoient à une forme de militarisation de l'organisation. Au sein d'une SFIO viscéralement antimilitariste, cela ne va pas sans poser problème.

Dès 1934, la proposition de constituer des groupes de défense et des Jeunes Gardes heurte la sensibilité antimilitariste des congressistes de Toulouse. Arol, le délégué de l'Isère, doit intervenir pour expliquer que toutes les mesures prises le sont au nom de la lutte contre le fascisme et qu'elles ne relèvent pas d'une logique de militarisation du parti :

« Avons-nous l'intention de militariser le parti? Certainement non; mais les milices fascistes existent. Nous défendrons-nous contre elles? Nos milices, nos groupes de défense, organisons-les partout, sous le contrôle du parti. On craint de militariser le parti mais les militaires ont comme caractéristique un uniforme qu'ils sont contraints de porter, qui leur est imposé. Nos jeunes gens peuvent porter un uniforme, nous n'allons pas nous chicaner sur des questions de "liquettes". Un uniforme porté volontairement n'est pas un uniforme militaire. Préparer nos jeunes à défendre le parti qu'ils représentent, ce n'est pas militariser le parti* . »

Malgré ces justifications, de forts accents guerriers ne laissent aucun doute quant à l'émergence d'un discours militariste au sein de la SFIO. Ainsi le journal des Jeunesses titre en une : « Libérés de l'armée bourgeoise! Engagez-vous dans l'armée socialiste. » Dans ses pages, René Dumon exulte : « À la trique messieurs! [...] Plus que jamais, pour

* 31^e congrès socialiste de Toulouse, 20-23 mai 1934, *op. cit.*, p. 249.

un œil, les deux yeux, pour une dent, toute la gueule. Jeunes Gardes socialistes, en avant pour la liberté et le socialisme!*

En février 1936, l'article intitulé « Deux ans après le putsch : où en sommes-nous? » écrit par Marceau Pivert, fait écho au *Cri des jeunes*, évoquant les « différents bataillons de l'armée révolutionnaire » et leurs « états-majors » au lieu des partis et de leurs directions. André Essel raconte combien « cette sorte de militarisation » heurte les « sentiments socialistes » des jeunes de la Seine. La majorité l'accepte cependant, « ulcérée » par les défaites face à l'extrême droite**. D'autres, comme Eugène Boucherie, assument pleinement la fascination qu'ils ont pour la militarisation du Parti socialiste. L'ancien Jeune Garde assure ainsi que s'il avait eu connaissance des entreprises d'armement des TPPS, il en aurait « d'autant plus été excité*** ».

Si la jeune génération de militants accepte avec plus ou moins d'enthousiasme le caractère militaire des mesures de défense de la SFIO, qu'en est-il des socialistes de « la génération du feu »? Le rôle important joué par les anciens combattants de l'Arac dans les Groupes de défense antifasciste du PCF ou celui des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque à l'extrême droite est bien connu. Quel est celui des anciens combattants dans la tentative de militarisation du Parti socialiste?

Les socialistes tentent, comme les communistes ou le colonel de La Rocque, d'organiser sur des bases politiques

* « À la trique! », *Le Cri des jeunes*, n° 90, 7 novembre 1934.

** ESSEL André, *Je voulais changer le monde*, op.cit., p. 41.

*** Entretien de l'auteur avec Eugène Boucherie en mars 2011.

les anciens combattants dans une Fédération ouvrière et paysanne qui ne jouera aucun rôle dans l'autodéfense socialiste. Pourtant, cette génération est bien présente dans les cadres des groupes de combat franciliens. Dix-neuf cadres dont la date de naissance est connue sont nés autour de 1900. Ils sont 11 à avoir été en âge de combattre en 1918. Les notices du *Maitron* indiquent la participation au premier conflit mondial pour seulement quatre d'entre eux, mais il est quasi certain que l'apparition d'un lexique martial, dans la sphère socialiste, est un héritage de la Grande Guerre.

Au-delà, c'est le sentiment de l'alternative entre fascisme et socialisme qui pousse la majorité des militants socialistes de la région parisienne à accepter les mesures à caractère militaire de ces organes.

2.

ÊTRE À LA HAUTEUR DES ENJEUX HISTORIQUES

La victoire du nazisme en Allemagne, le 6 février 1934 à Paris, et la guerre civile espagnole provoquent dans les milieux socialistes français une profonde crise de conscience. La peur d'une contagion fasciste gagne la France et la perspective d'une guerre civile, dont le 6 février ne serait que les prémices, se fait jour dans la population. Pour Serge Berstein cette « guerre "franco-française" radicalisée par le verbe apparaît avant tout

comme un simulacre* ». Dès le congrès de Mulhouse, la direction « paul-fauriste » estime le danger fasciste passé. Dans les rangs socialistes, la perspective d'un affrontement mène une partie de la SFIO à croire qu'il n'y a plus d'autre alternative qu'entre fascisme et socialisme ; en particulier les TPPS et les JGS de la région parisienne. À gauche comme à droite, la peur d'une confrontation majeure fait naître de nombreux fantasmes sur les préparatifs du camp adverse.

*L'ombre de la guerre civile,
dans la société française et le Parti socialiste*

« Et voici que le 6 février un doute s'insinue dans notre sérénité** », écrit André Essel, qui vit les événements à la radio. Si le 7 février au matin, la République est sauvée, pour nombre d'antifascistes il ne s'agit que d'un répit. Dans la société, comme dans le parti, se profile la perspective d'une guerre civile.

Le magazine *Vu* se pose cette question en une : « Si les Français se battaient, Front populaire contre Front national, qui vaincrait?*** » Sa ligne éditoriale est clairement antifasciste, mais *Vu* n'est pas une revue militante et la question posée relaie une crainte générale dans l'opinion publique. Dans ses pages se succèdent des articles qui

* BERSTEIN Serge, « L'affrontement simulé des années 1930 », in *Vingtième Siècle*, volume 5, n° 1, pp. 39-54, 1985.

** ESSEL André, *Je voulais changer le monde*, op. cit., p. 16.

*** *Vu*, hors série, 30 novembre 1935.

évoquent un certain nombre de scénarios. Ainsi, Pierre Dominique se demande « La Rocque attaquera-t-il? » Il envisage différents paramètres comme « un gouvernement complice », « un gouvernement faible » ou « le Front populaire au pouvoir ». Suit un dossier de quatre pages sur « ce que serait un coup de force à Paris** », illustré par des photographies de la nuit d'émeute du 6 février 1934. La possibilité d'une grève générale insurrectionnelle n'est pas non plus écartée, bien qu'elle soit placée « aux frontières de l'utopie ». Elle fait l'objet d'un dossier de sept pages, statistiques-fictions et « cartes des centres névralgiques de la France » à l'appui***.

Marceau Pivert cède lui aussi à la tentation de la politique-fiction. Il expose trois scénarios de coup d'État des ligues, le premier se concluant par leur victoire rapide, le deuxième par une réaction victorieuse de la gauche et le troisième par un échec temporaire des ligues, puis par leur victoire. Chacune des hypothèses dépend bien sûr des mesures prises par les partis de gauche****. Ces quelques exemples participent, autant qu'ils en témoignent, d'une peur réelle de la guerre civile dans les sphères antifascistes. Dans les milieux socialistes, certains voient dans la réaction populaire antifasciste et dans le vote de lois visant à empêcher le développement des milices les meilleures garanties contre le danger d'extrême droite. *L'Éveil ouvrier et paysan* titre son éditorial

* *Ibid.*, pp. 28-29.

** *Ibid.*, pp. 34-37.

*** *Ibid.*, pp. 41-47.

**** « De quelques hypothèses », *La Bataille socialiste*, n° 77 bis, 15 mars 1934.

« Le déclin du fascisme », considérant le danger des liges circonscrit par les mesures parlementaires*.

La peur d'un coup d'État d'extrême droite paraît reculer au sein du Parti socialiste à partir de 1935, la réaction populaire ainsi que le système parlementaire ayant fait preuve de solidité; mais la crainte d'un coup d'État à gauche, comme d'une révolution à droite, continue de se nourrir des dénonciations, des rumeurs et des entreprises d'intoxication sur les préparatifs militaires de l'ennemi.

Un climat de guerre civile entretenu

Depuis le 6 février 1934, la presse socialiste fait régulièrement mention des préparatifs de guerre civile de l'extrême droite, alors que chaque meeting des Croix-de-Feu est comme une répétition de l'assaut final. *Le Populaire* publie en une un article dénonçant les entreprises individuelles d'armement des ex-Croix-de-Feu en Alsace-Lorraine, dans les départements devant précisément servir de « points d'appui à un éventuel mouvement factieux ». Selon le journal, dans les armureries de la région de Mulhouse, les ligueurs auraient acheté plus de 700 fusils de chasse pour gros gibier**. La veille, toujours dans *Le Populaire*, Jean-Maurice Hermann s'emploie à dévoiler la réorganisation des stocks d'armes des ex-Croix-de-Feu, qui possèderaient des grenades lacrymogènes, mais aussi

* *L'Éveil ouvrier et paysan*, n° 63, 14 décembre 1935.

** « Dans l'Est, les fascistes s'arment par tous les moyens », *Le Populaire*, 15 octobre 1936.

des mortiers Brandt. L'auteur assure que les hommes du colonel de La Rocque posséderaient un millier d'armes automatiques dans la région parisienne*.

Ici, peu importe la véracité des faits, c'est l'atmosphère de conflit créée par ces articles qui compte, propice à la légitimation de l'action des organes d'autodéfense. Sans une étude systématique, il est difficile de déterminer la fréquence et l'importance de ce type d'articles dans la presse de gauche, mais les inquiétudes de la préfecture de police de Paris, à propos de la propagation « des bruits alarmistes », au second semestre 1936, le confirment. Une communication de Charles Magny, directeur général de la Sûreté nationale, rapporte ainsi, le 23 octobre 1936, que « la crainte d'un prochain mouvement révolutionnaire causerait une vive émotion parmi les populations de certaines régions** ». L'extrême droite participe aussi de ce climat jouant des peurs d'une révolution. Au cours d'une réunion organisée par les Croix-de-Feu le 20 janvier 1935, le délégué régional affirme : « Nous savons, si le gouvernement ne sait pas, où sont les dépôts de matériel pour le Front commun à Paris (parabellums, grenades, gaz et même mitrailleuses)***. »

Cette atmosphère de tension permanente produit chez les partisans de l'autodéfense socialiste le sentiment d'un inéluctable affrontement.

* « Les ex-Croix-de-feu disposent d'un armement considérable », *Le Populaire*, 14 octobre 1936.

** APP, BA 1862, dossier « Septembre 1936, bruits alarmistes ».

*** BA 1909, note de la direction générale de la Sûreté nationale du 29 janvier 1935.

Un sentiment d'acculement

Aux yeux des membres des organes d'autodéfense socialiste, leur action est légitimée par le sentiment d'être acculés au défi du fascisme. Au chapitre « préparation morale » de la circulaire de formation des TPPS*, il est ainsi enseigné :

« Vous devrez être des animateurs. Donc pas d'âme de vaincu d'avance parmi vous, mais des cœurs bien trempés décidés à vaincre, que rien ne doit rebuter. La responsabilité est lourde, les délais sont courts avant la bataille décisive qui doit mener soit au triomphe du fascisme, soit à la prise du pouvoir. Balayez les illusions à ce sujet. Il n'y a plus de stabilisation, plus de retour en arrière possible. Après l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, c'est au tour du prolétariat français de livrer la bataille décisive. »

Ce sentiment de responsabilité envers le prolétariat participe au développement de ce qu'Éric Nadaud nomme « l'esprit de soldat du socialisme** », bien exprimé par Daniel Guérin, favorable à la création de milices ouvrières, dans une conférence de la SFIO tenue le 12 février 1934 : « Il est une heure, où il faut savoir se sacrifier pour ses enfants,

* CERMTRI, carton 1935, « Pourquoi ces cours ? Rôle TP. Organisation défense socialiste », document de formation des TPPS.

** NADAUD Éric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire (1934- 1936) », *op. cit.*, p. 9.

pour la génération ouvrière de demain, donnons-nous tout entier dans la bataille et jusqu'à notre vie* . »

Les révolutionnaires de la SFIO n'hésitent pas à utiliser ce sentiment afin de justifier leur politique d'auto-défense, avec pour conséquence de l'entretenir. Coeylas, le délégué de la Seine-et-Oise au congrès de Toulouse, rappelle à la tribune : « Et si nous insistons pour que vous formiez vos organisations de combat, vos groupes de défense, vos troupes de choc, c'est parce que... nous voyons grandir très rapidement le péril fasciste** . » Dans *La Bataille socialiste*, puis dans *La Gauche révolutionnaire*, Marceau Pivert met systématiquement en avant cette alternative entre fascisme et socialisme, comme lorsqu'il en appelle aux « proscrits » italiens, allemands et autrichiens pour témoigner de la rapidité de la mise en place de la « terreur blanche si rien n'est fait », ce qui lui permet de justifier « l'emploi d'armes empruntées au fascisme*** ».

Selon le schéma en trois étapes de « construction d'une cause révolutionnaire violente au nom de la classe ouvrière » proposée par Isabelle Sommier, la deuxième étape passe par l'élaboration d'un « discours de légitimation de la violence à double face », où l'on s'accorde sur le « caractère historiquement et éthiquement nécessaire de la violence**** ». La dénonciation du péril fasciste et

* BDIC, fonds Daniel-Guérin, F delta 721/50, dossier « Notes pour conférences diverses ».

** 31^e congrès socialiste de Toulouse, 20-23 mai 1934, *op. cit.*, p 284.

*** « France : faut-il lutter contre le fascisme ? Un singulier article de JB Severac », *La Gauche révolutionnaire*, n°2, novembre 1935.

**** SOMMIER Isabelle, *La Violence politique et son deuil*, *op.cit.*, p. 33.

la nécessité de l'action directe révolutionnaire correspondent dans ce cas précis à cette « deuxième étape ». Au regard de l'affrontement entre réformistes et révolutionnaires au sein de la SFIO, l'enjeu pour ces derniers est de légitimer l'action violente, de l'expérimenter, et de refonder le militantisme socialiste sur des principes d'action directe. Le mouvement antifasciste de masse, qui naît le 12 février 1934, et les organes d'autodéfense fournissent les ferments de cette refondation du militantisme.

La rue devient alors le « lieu d'un renouvellement de l'apprentissage sociopolitique, avec ses rites et ses symboles* ». C'est dans la rue, mais également dans les grandes salles de meeting, que les membres des groupes de combat socialistes contribuent à renouveler les pratiques socialistes, au nom de la lutte contre le fascisme.

* BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969, acteurs, discours, moments et lieux*, MSHA, Pessac, 2009, p. 475.

TROISIÈME PARTIE

L'AUTODÉFENSE EN PRATIQUES :
PROPAGANDE ET ACTIONS

Les travaux d'Éric Nadaud et de Christine Bouneau démontrent à quel point les organes d'autodéfense ont participé au renouvellement des pratiques militantes socialistes. Mais ils ne proposent pas une typologie de ces dernières. Après l'histoire de l'autodéfense socialiste et le profil de ses militants, il faut s'attacher à leurs actions durant la période des TPPS, qui est la plus riche en expériences.

L'autodéfense socialiste et les JGS prennent une nouvelle dimension propagandiste dans les meetings ou les manifestations du Front populaire. Par la discipline de leurs défilés, les insignes qu'ils arborent et les « rites » qu'ils adoptent, ils donnent à voir le nouvel ordre socialiste. Par leur jeunesse et leur dynamisme ils désirent également susciter l'adhésion des jeunes travailleurs antifascistes au Parti socialiste. Ce redéploiement de l'autodéfense socialiste sur le terrain de la propagande suit un plan d'ensemble élaboré par Serge Tchakhotine, un psychobiologiste russe ayant œuvré auparavant pour le Parti social-démocrate allemand (SPD).

L'autodéfense socialiste s'illustre aussi dans les affrontements qui l'oppose aux organisations fascistes. En défendant des réunions publiques, en sécurisant les locaux du parti et en protégeant les militants lors des ventes de journaux, les TPPS rendent possible le nouveau dynamisme des fédérations socialistes de la région parisienne. Fidèles à la stratégie d'« autodéfense active », les TPPS et les JGS ne se cantonnent pas à l'action défensive et n'hésitent pas à mener l'assaut contre les manifestations ou les réunions

de leurs ennemis politiques. Dans ces actions, les groupes d'autodéfense socialistes peuvent agir seuls ou s'inscrire dans un cadre plus large, comme lors des grandes contre-manifestations où ils adoptent un rôle de troupe de choc.

Le 16 mars 1937, les événements sanglants de Clichy sont l'une de ces contre-manifestations antifascistes spectaculaires menées par les TPPS. Ils voient s'opposer des militants de base du Front populaire à la police aux ordres du ministre de l'Intérieur socialiste Marx Dormoy. C'est l'étincelle qui provoque, dans les rangs du Front populaire, une irréversible division entre révolutionnaires et réformistes. Les uns n'acceptent pas la pause des réformes décrétée par le gouvernement, considérant qu'il faut profiter de la vague de mouvement populaire pour abattre les organisations d'extrême droite et remettre en cause le capitalisme, alors que les autres cherchent à donner des gages de stabilité, pour l'émission d'un grand emprunt national.

CHAPITRE VII

L'AUTODÉFENSE DANS LA PROPAGANDE SOCIALISTE DE LA FÉDÉRATION DE LA SEINE

Les défilés au pas cadencé des ligues d'extrême droite des années 1930 sont l'expression d'une propagande, d'un discours sur l'ordre et la discipline et des démonstrations de force. Dans une société encore marquée par la militarisation des années de guerre, cela n'est pas sans efficacité. Certes, la France ne connaît pas le niveau de militarisation de la vie politique que traverse l'Allemagne où, au début des années 1930, les groupements paramilitaires réunissent des centaines de milliers d'hommes. Le pacifisme y est aussi une valeur majoritaire, mais il n'empêche que dans les rangs mêmes des anciens combattants, on ne perd pas le goût pour les parades militaires, comme le prouvent les défilés des Croix-de-Feu.

Dans les fédérations franciliennes de la SFIO, les dirigeants de la propagande et des groupes de défense ont la volonté de combattre la propagande nationaliste sur le terrain symbolique des défilés. Ils peuvent pour cela compter sur Serge Tchakhotine, théoricien socialiste et témoin des expériences paramilitaires sociales-démocrates allemandes. Les JGS et, dans une moindre mesure, les TPPS jouent donc, durant les années 1934-1938, un véritable rôle dans la propagande socialiste dont il faut

mesurer l'impact à l'aune de leur écho dans la presse d'opinion, de gauche comme de droite.

I.

LE PLAN FLAMME

En 1934, le plan Flamme est un programme de propagande antifasciste, conçu et proposé par Serge Tchakhotine pour la SFIO. Inspirateur, auprès de Marceau Pivert, des groupes d'autodéfense sous leur forme la plus aboutie combinant TPPS et JGS, Tchakhotine se fait également appeler « Docteur Flamme ».

Serge Tchakhotine, scientifique propagandiste

Russe, immigré en Allemagne, Serge Tchakhotine met ses compétences de docteur en biologie au service de la propagande du Parti social-démocrate allemand en 1931. Il prend la direction de la « propagande scientifique » qui accompagne le développement des milices sociales-démocrates, le *Eiserne Front* (« Front de fer* »). Contre le KPD** et le NSDAP***, les sociaux-démocrates sont en effet à la recherche de nouvelles méthodes de propagande et d'intervention. Ancien assistant d'Ivan Pavlov,

* VERGNON Gilles, « Le “poing levé”, du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *Le Mouvement social*, 2005/3, n° 212, p. 82.

** Parti communiste allemand.

*** Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

le théoricien des « réflexes conditionnés », Tchakhotine est un tenant de la psychologie objective, c'est-à-dire qu'il considère que les ressorts de la psychologie individuelle et sociale sont de nature biologique*. Contrairement à son maître, il place l'instinct de lutte et la peur, son « corrélatif négatif », au premier plan**.

Pour lui, si le capitalisme en crise des années 1930 valide bien les analyses marxistes, la société n'est cependant pas mécaniquement mûre pour la révolution : « Il ne suffit pas de trouver une formule politique et économique claire pour être appuyé par les masses. » Selon le Docteur Flamme, le discours marxiste classique qui vise « l'instinct de nutrition » (qui est à la base de l'économie dans la société humaine) ne peut suffire à capter les masses. La social-démocratie ne peut faire l'économie de s'adresser à l'instinct de combat, le « stimulus le plus efficace dans la propagande politique à sa base*** ». Or, le *Kampf*, la culture du combat héritée de la Première Guerre, est le domaine de propagande du parti nazi****. Si les antifascistes continuent à « agir exclusivement sur le domaine des motifs de la raison », ils ne peuvent être victorieux face au fascisme et il n'y a « nul espoir d'arriver au succès s'[ils] ne combatt[ent] pas les ennemis par les mêmes armes***** ».

* ELLUL Jacques, TCHAKHOTINE Serge, *Le Viol des foules par la propagande politique*. Nouvelle édition revue et augmentée, *Revue française de science politique*, 1953, vol. 3, n°2, pp. 416-418.

** CHS, fonds Jean-Zyromski, 35-39, « Plan Flamme ».

*** *Ibid.*

**** VERGNON Gilles, « Le “poing levé”, du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *op. cit.*, p. 82.

***** CHS, fonds Jean-Zyromski, 35-39, « Plan Flamme ».

Certains jeunes dirigeants du SPD se sont intéressés à ces théories et elles ont été expérimentées par la direction nationale du Front de fer. Elles ont également été appliquées à Heidelberg, puis, à l'occasion des élections régionales de juin 1932, en Hesse, mais Serge Tchakhotine ne réussit pas à les imposer dans l'ensemble du SPD. Après la victoire d'Hitler, il gagne la France, où il se met immédiatement au service de la SFIO. Installé à Paris, il est inscrit dans la 15^e section*. Il joue le rôle de conseiller auprès de la direction de la SFIO et de Marceau Pivert. Selon Bruno David, dans le rapport de 1935 de Marceau Pivert sur l'autodéfense pour le congrès de la fédération de la Seine, « le propos reprend [...] presque mot pour mot les assertions de Tchakhotine qui affirme que les défilés, les uniformes, les saluts collectifs, l'exhibition des symboles impressionnent les masses et exaltent leurs passions agressives** ». Bruno David fait ici référence à l'œuvre majeure de Serge Tchakhotine, *Le Viol des foules par la propagande politique****, publiée pour la première fois en 1939. Tchakhotine réalise en effet un travail de « spécialiste » auprès de la SFIO, en proposant des conférences, notamment sur l'« activation socialiste par la propagande antifasciste**** ». Sous son impulsion les TPPS et les JGS

* CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP 1, registre des militants de la 15^e section socialiste de la fédération de la Seine.

** DAVID Bruno, *Récurrences et figures de l'autonomie ouvrière, histoire sociale du pivertisme (1935-1940)*, op. cit., p. 665.

*** Il cite la page 271.

**** CHS, fonds Jean-Zyromski, 35-39, « Plan Flamme ».

endossent un rôle propagandiste, en adoptant un certain nombre de rites et de symboles.

*L'autodéfense, les « rites soldatiques »
et les symboles dans la propagande socialiste*

« Les rites soldatiques » désignent un ensemble de pratiques militantes ritualisées qui renvoient à une symbolique guerrière*. Le poing levé trouve son origine dans les milices communistes allemandes et ce symbole de la combativité révolutionnaire gagne les rangs socialistes en 1933, à partir des Faucons rouges et des Jeunes Gardes du Pas-de-Calais**. Ils le découvrent à l'occasion des grands rassemblements réunissant les Jeunesses socialistes de toute l'Europe. Si, dans un premier temps, les socialistes n'en font pas usage dans un plan d'ensemble de propagande, dans les défilés des TPPS et des JGS, le rite du poing levé retrouve son sens « soldatique », comme sur le cliché qui suit du défilé des JGS le 14 juillet 1935***. Il est délibérément intégré au cérémonial des défilés socialistes défini par la « nouvelle propagande » de Serge Tchakhotine, qui se veut « agressive » en direction des travailleurs, « c'est-à-dire les prenant du côté de l'instinct de la lutte, leur parlant de notre force et de notre décision de livrer le combat sans fléchir

* VERGNON Gilles, « Le “poing levé”, du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *op. cit.*, p. 79.

** *Ibid.*, p. 84.

*** Voir le cliché, annexe IV.

et par tous les moyens* ». Lever le poing s'accompagne souvent de la scansion de mots d'ordre, sur le modèle des pratiques du Front rouge allemand. Aux « contre la guerre et le fascisme » lancés par les responsables des défilés, les rangs répondent en chœur « JGS!** ». Les JGS défilent dans la manifestation de commémoration des victimes de la fusillade de Clichy au rythme de « dissolution à coups de bâtons*** ».

À ces rites propres à la fédération de la Seine s'ajoute l'utilisation de symboles comme les chemises et les cravates de l'uniforme des JGS; en fait des répliques des uniformes des Jeunesses patriotes ou des solidaristes. Dans son rapport pour le 5^e congrès administratif de la fédération de la Seine, le secrétaire à l'autodéfense définit ainsi le rôle et le « caractère décoratif » des JGS : « chemise bleue, cravate rouge et leur présentation ordonnée, leurs cris rythmés, leurs gestes sont des éléments de propagande et d'agitation en faveur du parti et des JS**** ».

Le second symbole fort inventé par Serge Tchakhotine et adopté par la fédération de la Seine et ses groupes d'autodéfense est celui des trois flèches. Portées en insigne, en brassard ou cousues sur la manche des uniformes de JGS, elles symbolisent l'activité, la discipline et l'unité*****. Ce symbole représente aussi « la structure du mouvement

* Fonds Jean-Zyromski, 35-39, « Plan Flamme ».

** Entretien de l'auteur avec Eugène Boucherie, mars 2011.

*** *L'Avant-Garde*, 27 mars 1937.

**** 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine, 26-27 octobre 1935, *op. cit.*

***** VERGNON Gilles, « Le "poing levé", du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *op. cit.*, p. 82.

socialiste » : avec son acteur politico-intellectuel (le parti), son acteur économique (le syndicat) et son acteur physique (« les sportifs ouvriers ainsi que les organisations de la défense ouvrière* »). Dirigées vers le bas, dessinant trois diagonales parallèles, les flèches peuvent être utilisées pour recouvrir les inscriptions fascistes sur les murs. Elles sont en effet conçues comme « symbole graphique d'intimidation** ». Pour finir, elles sont un symbole du nouvel ordre socialiste que les groupes d'autodéfense veulent incarner dans les défilés.

2.

DANS LES MANIFESTATIONS ET LES MEETINGS,
SE MONTRER EN PARTI DU NOUVEL ORDRE

Donner à voir le nouvel ordre socialiste

Les nombreuses manifestations du Front populaire donnent l'occasion aux responsables de l'autodéfense socialiste de la région parisienne d'innover dans leurs démonstrations de rue. Pour la première fois, le 14 juillet 1935, on peut observer un défilé en rangs de plusieurs centaines de Jeunes Gardes et de TPPS. La pratique est étrangère à la tradition socialiste antimilitariste. Elle trouve son inspiration dans les cortèges des organisations

* Fonds Jean-Zyromski, 35-39, « Plan Flamme ».

** VERGNON Gilles, « Le "poing levé", du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *op. cit.*, p. 82.

fascistes. Le Parti communiste, qui tente l'expérience dans les années 1920, semble lui-même s'en détourner. Pour les théoriciens socialistes de cette nouvelle pratique, il s'agit avant tout de concurrencer les organisations d'extrême droite, dans une société profondément marquée par l'ordre militaire. Fernand Coll déclare que l'organisation des JGS « est nécessaire car ils donnent une impression imposante de force et de discipline. Ils montrent que le socialisme n'est pas le désordre et l'anarchie ». Il affirme aussi que « les JGS doivent maintenir l'ordre républicain contre le fascisme » et que leurs défilés sont des modèles de discipline*.

À Creil, le 28 mars 1937, le rassemblement des JGS est certainement la plus importante démonstration de discipline organisée par les Jeunesses socialistes. C'est la première rencontre nationale des JGS de France qui réunit, selon les organisateurs, 10000 Jeunes Gardes. Rassemblés dans le stade Salengro de Creil, après avoir assisté aux prises de parole des ministres et leaders socialistes, les JGS forment un cortège pour défilé par colonnes de trois dans les rues de Creil. La manœuvre se déroule en dix minutes et sous la direction de Florimond Lecomte, qui donne les directives par microphone. En tête une fanfare joue *La Jeune Garde* et les autres classiques socialistes. Elle précède le conseil national mixte des Jeunesses et les centaines de drapeaux des groupes. Malgré leur volonté affichée d'unité et de discipline, les JGS trahissent cependant leurs traditions

* « Rapport des JGS », *Le Cri des jeunes*, n°167, avril 1937.

fédéralistes par la couleur des chemises, différente selon les fédérations, parfois rouges et parfois bleues*...

En région parisienne, se souvient Eugène Boucherie, les opportunités de défilé ne manquent pas pour les JGS. Il y a les grandes occasions, comme le défilé du 14 juillet 1936, où les JGS forment « comme des compagnies d'infanterie [...] par front de 10 ou 12, au carré** ». Il y a également les plus petites, en banlieue parisienne, où les JGS sont appelés à parader***. C'est le cas lors du rassemblement de la Jeunesse de la Courneuve du 27 septembre 1936 : un défilé des JGS est en effet organisé entre un match de football et une démonstration de danse rythmique d'un groupe de la Fédération sportive et gymnique du travail.

Dans les meetings, les JGS ne font pas seulement qu'assurer l'ordre : ils l'illustrent. Sur une photographie de Robert Talpain (voir annexe V), on peut les voir remonter l'allée centrale par rangs de trois, à l'occasion d'une réunion publique du Vélodrome d'Hiver, le 7 juin 1936. Ils assurent ensuite la scénographie, en accueillant les nouveaux ministres socialistes par des haies de drapeaux. À la direction des opérations, on trouve la commission socialiste de propagande****. Dans *Le Populaire* du lendemain, le « Docteur Flamme » est remercié pour cette réalisation « grandiose ».

* « Le rassemblement des JGS à Creil », *Le Cri des jeunes*, avril 1937, n° 167.

** Entretien de l'auteur avec Eugène Boucherie, mars 2011.

*** *Ibid.*

**** « Grandiose meeting au Vel'd'Hiv' », *Le Populaire*, 8 juin 1936.

Les groupes d'autodéfense incarnent l'ordre et la discipline dans les rangs des manifestations du Front populaire, transformant la foule en cortège.

Organiser l'ordre manifestant

« Le service d'ordre a pris toutes dispositions pour assurer à la manifestation un grand caractère d'ordre, de calme, de dignité et de sécurité. Malgré le grand nombre de commissaires, sa tâche est énorme. Il fait appel à l'esprit de discipline de tous, il demande à chacun de ne rien faire pour compliquer son travail, d'observer les consignes, d'écouter les indications des commissaires, de permettre par l'effort de tous de donner à Paris le spectacle grandiose de la grande et unanime puissance, volontairement disciplinée, du peuple parisien », lit-on dans *Le Populaire**. Le service d'ordre a donc pour mission d'organiser la discipline des manifestants, avant d'assurer la protection contre une attaque extérieure. Au-delà de la parade, les groupes d'autodéfense socialistes ont une seconde fonction propagandiste : organiser l'ordre manifestant.

Les mots d'ordre dispensés par *Le Populaire*, les jours des premières grandes manifestations du Front populaire, viennent appuyer le travail des services d'encadrement. Le 14 juillet 1935, le quotidien socialiste affiche « Du sang-froid, de la discipline, obéissez aux ordres des camarades commissaires »; le 16 février 1936, pour la manifestation en réponse à l'agression contre Léon Blum, le mot d'ordre est « Discipline!

* « Instructions concernant le service d'ordre », *Le Populaire*, 14 juillet 1935.

Discipline!! Discipline!!! Attention aux agents provocateurs ». Si la SFIO prend autant de soin à appeler au bon déroulement des manifestations, c'est parce qu'elles prennent une dimension sans précédent, tant par le nombre de participants que par le rassemblement des forces politiques et syndicales. C'est également parce qu'il s'agit des premières expériences pour de nombreux manifestants. Pour la SFIO, ces journées sont aussi celles du retour aux pratiques manifestantes initiées le 12 février 1934. Le service d'ordre a donc une grande responsabilité dans leur bon déroulement.

Les services d'ordre prennent toutes les dispositions nécessaires et ne lésinent pas sur le nombre de leurs membres. Chaque cortège est encadré par plusieurs centaines de militants, organisés par groupes de 10 et disposés en serre-files*. À leur tête, un commissaire muni d'un porte-voix donne les instructions aux différents groupes depuis une voiture. Des groupes sont également disposés aux carrefours pour assurer la bonne convergence des cortèges qui viennent parfois de rues différentes**. Tous sont convoqués sur place une heure et demie en avance, afin de distribuer les consignes et donner forme aux cortèges. Les membres du service d'ordre se distinguent par le brassard distribué par leur organisation ainsi que par l'insigne ou le macaron du Front populaire, sur lequel sont inscrits le groupe et le grade***.

* « Instructions importantes pour le service d'ordre », *Le Populaire*, 14 juillet 1936.

** Le 14 juillet 1936, les premiers cortèges arrivent ainsi de la rue de Rivoli et les seconds du boulevard Beaumarchais.

*** « Service d'ordre », *Le Populaire*, 14 juillet 1937.

Une fois la manifestation en marche, le service d'ordre doit non seulement s'assurer de son bon déroulement et de sa protection contre les perturbateurs, mais également d'une multitude de petites tâches. Il contrôle que seuls les insignes autorisés par le rassemblement sont vendus*, qu'aucune autre pancarte ou drapeau que ceux autorisés par le rassemblement n'est brandi. Il doit aussi faciliter le travail des opérateurs de prise d'images. Pour éviter tout désordre, il a pour mandat d'empêcher les retardataires d'intégrer les cortèges et, en cas d'incidents, de veiller à ce que le cortège ne s'arrête jamais. Les incidents sont rares et minimes, la police veillant à ce que les provocateurs restent à l'écart du défilé**.

Grâce à la jeunesse des membres de ses organes d'autodéfense, la SFIO tient l'opportunité de dépoussiérer l'image du parti. À ceux qui n'y voient qu'un rassemblement de comités électoraux, JGS et TPPS renvoient une impression de renouvellement et de dynamisme.

*Les visages de l'autodéfense socialiste :
jeunesse et dynamisme*

Éric Nadaud relève que les militants de la nouvelle génération qui fournissent les rangs des groupes d'autodéfense « se singularisent par leur aspect physique*** ».

* « Instructions diverses pour le service d'ordre », *Le Populaire*, 21 mars 1937.

** APP, BA 1862, dossier sur la manifestation du 16 février 1936.

*** NADAUD Éric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du front populaire », *op. cit.*, p. 9.

Jeunes, ils sont souvent « glabres » et ne portent pas les attributs classiques du militant guesdiste, « la moustache, la barbe, la lavallière et le chapeau de feutre à large bord ». Le contraste entre les hommes de l'autodéfense et les dirigeants de la SFIO est particulièrement saisissant, sur la photographie (voir annexe VII) de la tribune du meeting du 7 juin 1936. On y voit Léon Blum, portant moustache et costume trois pièces, protégé par des JGS, imberbes et les cheveux plaqués en arrière à la manière d'Errol Flynn dans *La Charge de la brigade légère**. Revêtus d'une chemise aux manches retroussées, ils ont une allure plus sportive.

Dans les manifestations le contraste est tout autant saisissant : sur un cliché pris par Robert Talpain du défilé socialiste lors des obsèques de la fusillade de Clichy, en mars 1937, on peut voir les TPPS, coiffés d'une casquette plate ou tête nue, encadrant le carré des dirigeants socialistes. À l'inverse, les dirigeants portent tous le chapeau de feutre à large bord des guesdistes. L'allure des membres de l'autodéfense est l'expression du renouveau socialiste. La propagande par l'autodéfense peut donc compter sur ces jeunes gens pour assurer l'attractivité de la SFIO auprès d'une jeunesse en quête d'action. Quel est l'impact de la propagande socialiste des groupes de combat ? La presse de l'époque peut en mesurer l'écho.

* *The Charge of the Light Brigade*, film de Michael Curtiz de 1936. Le célèbre acteur australien, bien que jouant le rôle d'un cavalier anglais de la fin du XIX^e siècle, nous donne une idée de la mode capillaire de son temps.

3.

LE RETENTISSEMENT DE L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE DANS LA PRESSE

L'autodéfense dans la presse socialiste

Si le plan Flamme est adopté par la fédération de la Seine et la Gauche révolutionnaire, qui n'hésite pas à promouvoir les TPPS dans son mensuel, ce n'est pas le cas dans le quotidien national de la SFIO. La direction socialiste impose en effet une certaine discrétion à l'égard de ses groupes de défense et va jusqu'à nier publiquement leur existence. *Le Matin* rapporte les promesses de dissolution des groupes d'autodéfense socialistes faites par Roger Salengro en réponse aux accusations d'Ybarnégaray, lors d'un débat à la Chambre des députés sur la dissolution des ligues*. Lors des débats à ce sujet, les dirigeants socialistes se sont montrés parfois embarrassés par l'existence de leurs propres groupes de combat. Léon Blum est amené à se justifier devant les députés : « Depuis le 6 février, dans une bien faible mesure, nous avons été amenés à constituer des groupes d'autodéfense. Voilà ce qui existe de notre côté, rien d'autre**. »

En janvier 1936, Marceau Pivert dénonce « la prudence » du *Populaire*, qui n'ose pas mettre en valeur les organes

* « Les interpellations à la Chambre sur la dissolution des ligues », *Le Matin*, 1^{er} juillet 1936.

** « Une déclaration de Léon Blum », *L'Humanité*, 7 décembre 1935.

d'autodéfense de la SFIO*. Il est vrai que le quotidien socialiste met rarement en avant les TPPS, même lorsque leurs actions connaissent un véritable retentissement. Ils ne sont pas mentionnés dans les récits des affrontements avec Solidarité française, le 13 juillet 1935, ou encore dans l'attaque d'une réunion de l'Action française, rue Asseline à Paris. De manière générale, la propagande de la SFIO n'a recours aux représentations violentes qu'à grand-peine. Le compte rendu de la manifestation parisienne du 14 juillet 1935 n'accorde, par exemple, qu'une brève allusion au défilé des JGS et des TPPS. L'iconographie du *Populaire* ne recourt que très rarement à l'imagerie des milices. En février 1936, après l'agression de Léon Blum, Marceau Pivert voit triompher ses thèses**. *Le Populaire* publie alors une sorte d'allégorie des groupes de combat représentée sous les traits d'un homme, torse nu, précédant une foule ouvrière et proclamant : « Vous comprendrez que nos poings nus sont plus solides que toutes vos matraques!*** » Il s'agit là d'une exception que l'on peut expliquer par la réaction indignée de l'ensemble du Parti socialiste après l'agression de son chef.

L'organe central de la SFIO ne promeut pas les groupes de combat socialistes pour la propagande du parti, alors

* « Jeux dangereux », *La Gauche révolutionnaire*, n° 5, janvier 1936.

** APP BA 1862, dans un rapport de police du 18 février, il est dit que Marceau Pivert « triomphe sans modestie, en regrettant » d'avoir annoncé ce type d'événement et que de nombreux socialistes le rejoignent sur le projet de création de milices.

*** *Le Populaire*, 16 février 1936. La réplique est certes belliqueuse, mais l'on note que la référence aux « poings nus » va à l'encontre de l'appel à l'armement du prolétariat de la Gauche révolutionnaire.

que la fédération de la Seine n'hésite pas à les mettre en avant dans sa presse. Toujours après l'agression de Léon Blum, les fédérations socialistes de la région parisienne impriment et collent sur les murs de la capitale une affiche déclarant la classe ouvrière en état de légitime défense et affirmant que « les travailleurs sont décidés à défendre leurs organisations, leurs hommes, leurs libertés ». Le placard se conclut par « discipline pour l'action ». *Le Cri des jeunes*, qui est d'abord le journal des Jeunesses de la Seine puis celui d'une tendance, fait régulièrement la promotion des JGS dans ses pages. Quel est l'écho des groupes d'autodéfense socialistes dans le reste de la presse ?

L'autodéfense socialiste dans la presse d'opinion

La presse d'opinion permet d'entendre le retentissement obtenu par l'action des groupes d'autodéfense socialistes, tout en prenant garde à l'effet grossissant de la rhétorique de l'époque. Dans un camp comme dans l'autre, on fait « des préparatifs » à la « guerre civile » de l'adversaire un argument politique. Certains n'hésitent pas à dénoncer les plans d'attaque du Front populaire, tandis que les partis de gauche profitent des émeutes du 6 février 1934 pour se poser en partis d'ordre face « aux partis de coup d'État ». La presse de droite saisit toutes les opportunités pour mettre à mal leur posture. *L'Ami du peuple* tient ses comptes : depuis le 9 février 1934, 376 agents de police ont été blessés à Paris par

des manifestants de gauche ; en province, on comptabilise 220 blessés parmi les forces de l'ordre*.

Au départ, les troubles fomentés par les partis du Front populaire font l'objet d'un recensement soigneux dans la presse de droite, mais les organes d'autodéfense ne sont jamais au centre des polémiques. *La Victoire* dénonce les entraînements aux émeutes des Jeunes socialistes de Toulouse, qui s'exercent au tir à la fronde dans la banlieue de la Ville rose et auxquels on fournit même des assurances-vie, mais ne fait pas référence aux JGS**. La presse réactionnaire ne peut pourtant pas ignorer l'existence de ces Jeunes Gardes qui se montrent depuis peu au grand jour. Les raisons de cette discrétion sont certainement liées au caractère d'ordre associé aux JGS. La presse nationaliste peut difficilement dénoncer les copies de gauche des groupements qu'elle encense dans son camp. *L'Ami du peuple* doit reconnaître que les « éléments de choc des organisations d'extrême gauche [...] attestaient un sens net de la discipline*** » lors du défilé du 14 juillet 1935. Pour dénoncer les violences de la SFIO, elle préfère caricaturer Léon Blum en apache**** ou en gangster de Chicago.

Après la dissolution de l'Action française et des autres ligues d'extrême droite, la presse nationaliste fait souvent référence aux organes d'autodéfense, et

* « Les récentes bagarres créées à Toulouse par les émeutiers du Front commun sont évoquées à la tribune », *L'Ami du peuple*, 1^{er} juillet 1934.

** « Pour la guerre civile – le parti SFIO entraîne et arme ses troupes pour l'émeute », *La Victoire*, 3 juillet 1934.

*** *Les Cahiers d'information du militant*, « Le défilé de la Bastille d'après les journaux du 15 juillet », n° 8, août 1935.

**** « Encore des scènes d'émeute à Lorient et à Anzin », *La Victoire*, 25 juin 1934.

spécialement aux JGS. Elle se saisit des défilés et des concentrations de Jeunes Gardes pour appeler à leur dissolution, dans un processus de renversement rhétorique. Parfois confondus avec les Faucons rouges, l'organisation de l'enfance socialiste, dont les tenues sont les mêmes que celles des JGS, ces derniers sont au centre des attaques. La revue de presse du *Cri des jeunes*, faite au lendemain du rassemblement de Creil, donne une idée de l'utilisation par la droite de ce type de défilé. *Le Jour*, *Le Temps*, *Le Journal*, *Le Figaro* dénoncent « les chants de marche », les « coutelas gainés de cuir », les « formations militarisées », ou encore « la jeune armée de la révolution* ».

À gauche, *L'Humanité* profite de cette campagne de presse pour condamner à son tour le rassemblement de Creil : « On ne peut passer sous silence l'utilisation que la réaction fait du rassemblement de 6000 Jeunes Gardes. Cette attitude des droites était à prévoir... On comprend à merveille que ces outrances visent à innocenter les ligues factieuses. Encore peut-il paraître fâcheux de fournir, sans utilité, prétexte à de telles campagnes de la bourgeoisie**. » La presse communiste a trouvé son angle d'attaque pour dénoncer la constitution de milices populaires, que les dirigeants communistes associent au trotskisme. Les néo-socialistes*** associent aussi les organes de défense socialistes

* « Les JGS et la presse, au lendemain d'un grand rassemblement », *Le Cri des jeunes*, n° 167, avril 1937.

** *Ibid.*

*** Le Parti néo-socialiste de France est fondé en 1933 à la faveur d'une scission provoquée par l'aile droite de la SFIO, menée par Marcel Déat. Les néo-socialistes

de la région parisienne au trotskisme. Dans une saynète surréaliste intitulée «TPPS», l'hebdomadaire des néos les présente comme « les Toujours prêts pour le service, consacrés à la défense trotskiste et léniniste des institutions républicaines, contre les menaces de coup d'État fasciste ». Les TPPS y sont caricaturés en fractionnistes se réclamant de Paul Faure et de Jacques Duclos, s'excluant les uns les autres*. Le journal de Marcel Déat dénonce le cantonnement au service d'ordre des Jeunesses du Parti socialiste, auxquelles on retire toute possibilité de réformer la SFIO**.

Si les organes d'autodéfense socialistes sont dénoncés, condamnés et même tournés en dérision, c'est que leur impact n'est pas négligeable. Mais leur tâche essentielle réside dans la protection des initiatives socialistes, des « quartiers ouvriers », « des libertés ouvrières »... Autant de causes qui donnent lieu à des mobilisations importantes.

prônent une stratégie réformiste et planificatrice par l'action de l'État. Marcel Déat et une partie des « néos » se rapprochent du fascisme en 1940 et adoptent une politique de collaboration totale.

* « TPPS », *Le Front socialiste républicain français*, 14 décembre 1935.

** « Le Front des jeunes », *Le Front socialiste républicain français*, 11 novembre 1936.

CHAPITRE VIII
TYPOLOGIE DE L'ACTION DE L'AUTODÉFENSE
SOCIALISTE EN RÉGION PARISIENNE

Comme le rappelle Danielle Tartakowsky, « la crise de février 1934 se solde par 37 morts en cinq semaines et plus de 2000 personnes atteintes dans leur chair ». Ces événements « sont l'occasion de la plus grande poussée de violence politique depuis la Commune ». En outre, les manifestations « abandonnent [...] le système référentiel convenu depuis 1919 pour adopter les modèles prérévolutionnaires ou révolutionnaires* ». Dans ce contexte, quelles sont les pratiques des groupes de combat socialistes?

Au Quartier latin, la violence est le lot quasi quotidien des Étudiants socialistes, confrontés aux Jeunes Patriotes en quête d'une bagarre. Les Jeunes Socialistes adoptent des rituels guerriers, comme la collection d'insignes des Jeunes Patriotes ou de leurs cannes plombées**, alors que la confrontation avec ces derniers devient une forme d'adoubement politique et procède des mécanismes d'intégration au groupe***. Pour les TPPS, la violence peut aussi survenir à tout moment à l'image des affrontements de la place des Ternes. Yvan

* TARTAKOWSKY Danielle, *Le Pouvoir est dans la rue, crises politiques et manifestations en France*, op. cit., p. 110.

** « La lutte contre le fascisme à l'université de Paris », *L'Étudiant socialiste*, 10^e année, n° 4, janvier 1935.

*** BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France*, op.cit., p. 447.

Craipeau raconte la déroute qu'y essuient les TPPS face à 300 francistes, alors qu'ils mènent des exercices de manœuvre*. Les TPPS doivent assurer également quotidiennement des fonctions de protection des locaux, ceux de la « Maison du Parti » ou du *Populaire***.

Selon lui, « le temps était à la violence. Les adversaires avaient recours généralement aux barres de fer, très rarement aux armes à feu. Pourtant des fusillades éclataient parfois sur la place de la mairie*** [de Conflans-Sainte-Honorine] ». Il reste à connaître la réalité des affrontements, des armes utilisées, des modes opératoires, des conséquences physiques et juridiques des actions pour les militants. L'activité d'autodéfense comporte trois volets. Le premier correspond à la préparation : mise en place d'une structure pyramidale, formation aux affrontements physiques, travail de renseignement. Le deuxième est l'action autonome d'autodéfense, que ce soit pour protéger les colleurs d'affiches, les réunions publiques, ou, à l'inverse, pour attaquer celles des ligues ainsi que leurs manifestations. Le troisième volet concerne l'action des groupes de combat socialistes dans les mobilisations de masse.

* CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste*, op. cit., p. 119.

** 22^e congrès national, Mulhouse les 9, 10, 11 et 12 juin 1935. Compte rendu sténographique, p. 71. Marceau Pivert répond ici à une accusation de Lebas de ne pas avoir été assez vigilant et d'avoir laissé les Croix-de-Feu cambrioler le local de la fédération de la Seine.

*** CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure*, op. cit., p. 127.

I.
UNE ORGANISATION PRÊTE POUR L'ACTION

Pour ceux qui s'apprêtent à lutter dans la rue, la préparation au combat est fondamentale.

Structurer l'autodéfense

Les TPPS sont structurés par centaines, trentaines puis sixaines d'hommes, comme le prouve le témoignage d'Yvan Craipeau* et le rapport du centainier Greiss, chef de secteur de Sartrouville**. Cette structuration militaire assez classique est probablement inspirée de celle des Jeunes Gardes antifascistes, que les communistes organisent depuis la fin des années 1920. Les services de renseignement de la police en ont reconstitué l'organigramme : ils sont eux aussi charpentés par brigades de 100 hommes, divisées par trentaines, subdivisées en équipes de six***. La création des JGA étant antérieure à celle des TPPS, il est probable que les socialistes de la Seine, qui ont été durant des années complexés par la capacité d'intervention des communistes, s'en soient inspirés. La trentaine n'est cependant pas une invention communiste, puisque les pelotons de l'armée française sont eux-mêmes composés ainsi.

Les TPPS suivent une organisation pyramidale, au sommet de laquelle se trouve l'état-major, qui agit

* CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure*, *op.cit.*, p. 119.

** CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP 1.

*** Archives de la préfecture de police de Paris (PP), BA 1910.

théoriquement en lien étroit avec les secrétaires des fédérations parisiennes et de la commission spéciale du parti. En réalité, la commission spéciale est très peu active et la direction des TPPS peut parfois agir à contre-courant des décisions prises par les commissions exécutives des deux fédérations. L'échelon suivant de la hiérarchie est le centenaire, responsable d'un secteur de défense comprenant trois « trentaines ». Il peut être assisté de deux adjoints et de trois plantons, sur le modèle des JGA. Quatre agents de liaison sont prévus pour assurer le contact avec les trois « trentaines » du secteur et la direction des TPPS. Les « trentaines » sont elles-mêmes dirigées par un « trentainier » sur le modèle d'organisation des JGA, assisté d'un adjoint, ainsi que de quatre agents de liaison. Ces derniers assurent le lien avec les quatre « sixaines » qui ont chacune à leur tête un « sixainier ».

Cette structuration*, avec un commandement centralisé et des relais hiérarchiques clairement définis, permet une mobilisation rapide des TPPS. Elle facilite également une bonne coordination sur le terrain même si les groupes possèdent une réelle autonomie d'action.

Entraînement et préparation au combat

Dans les premières années des Groupes de défense, le recrutement des sportifs est privilégié pour leurs aptitudes physiques. En 1931, Émile Farinet écrit que c'est parmi

* On peut voir en annexes un schéma de la structuration des TPPS

les « groupes sportifs des municipalités socialistes qu'[ils peuvent] trouver d'excellents éléments pour la constitution de groupes de défense de la liberté de parole* ». Ils peuvent également compter sur les associations sportives du parti, comme la Jeunesse sportive ouvrière (JSO) du XX^e arrondissement. La JSO est probablement créée en 1930 ou 1931 par les Jeunes Socialistes du XX^e arrondissement épaulés par la section adulte. Les séances de culture physique sont assurées par le professeur de boxe Lepetit, bientôt remplacé par l'haltérophile Héliès. Les Jeunes Socialistes peuvent disposer d'une salle municipale deux fois par semaine ainsi que du gymnase Rosset, où ils apprennent des mouvements de gymnastique et de lutte gréco-romaine**.

La pratique des sports de combat occupe une place importante dans la formation de militants de l'autodéfense socialiste. La fédération de la Seine met ainsi à disposition des JGS la salle de la Montmartroise sportive ouvrière. Ils y apprennent le maniement de la canne ou de la matraque et la boxe***. Au sein des TPPS, un impératif : « Le sizainier doit savoir se battre et savoir enseigner aux autres à se battre****. » La formation physique s'apparente davantage à de la « self-défense ». Dans une brochure de

* Congrès fédéral de la Seine, 52^e congrès administratif du 21 et 22 février 1931, rapport moral.

** « La JSO 20^e », *Le Cri des jeunes*, n° 52, 15 janvier 1932.

*** BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France, op. cit.*, p. 471. La boxe pied-poing, ou savate, issue du chausson marseillais, est, semble-t-il, l'un des sports les plus prisés par les services d'ordre des années 1930. Sylvain Boulouque explique que les JGA communistes mettent ostensiblement en avant la pratique de cet art forgé pour le combat de rue.

**** CERMTRI, carton « 1935 », circulaire de formation interne, « Pourquoi ces cours? ».

formation, il est en effet préféré l'apprentissage « de coups simples et efficaces* » accessibles à tous, à des techniques sportives exigeant souplesse et endurance.

Dans ce même document, il est précisé que « le sizainier doit savoir utiliser ses armes ». Fred Zeller explique que les TPPS vont « incognito » dans le Vexin s'exercer au tir « avec des armes à feu personnelles** ». En bon combattant, le TPPS doit également être un technicien, capable d'utiliser tous les moyens modernes de protection. La suite du document enseigne ainsi comment aménager des locaux sûrs, « avec porte blindée », « grillages » et « plaques de blindage mobiles » ou encore « masques à gaz ».

Conçus comme les cadres de futures milices ouvrières, les TPPS doivent élaborer des plans d'attaque et de défense. Il leur est donc enseigné les principes de protection d'une manifestation, de locaux et de réunions publiques. Ils sont également formés à des tactiques offensives contre les locaux, les permanences, ou encore les vendeurs de journaux adverses. Les questions de la mobilisation politique de la population et la protection des TPPS envers la loi sont prises en compte. Par exemple, on leur conseille de disposer des membres non identifiés politiquement aux abords des scènes de combat, susceptibles de fournir de faux témoignages à la police en cas d'arrestation. La formation des Jeunes Gardes va au-delà des entraînements de boxe. Eugène Boucherie se rappelle ainsi : « Au bout de deux ou

* *Ibid.*

** NADAUD Éric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire (1934- 1936) », *op. cit.*, p. 23.

trois réunions on m'a fait étudier les réseaux d'égouts du X^e arrondissement. C'était en cas de coup dur* . »

La formation des membres de l'autodéfense socialiste se résume en trois points : la préparation physique, aux travers de pratiques sportives ou de méthodes simples de combat; l'apprentissage du maniement des armes de poing pour les sixainiers; et l'enseignement de tactiques de défense et de combats de rue. La préparation de l'autodéfense socialiste passe enfin par un travail de renseignement sur ses ennemis.

Le renseignement

C'est la pierre angulaire de l'autodéfense socialiste, qui craint l'action clandestine des ligues. Le Parti socialiste possède dans ses rangs un certain nombre de militants dont les fonctions ou les réseaux permettent une action efficace. C'est le cas d'Yvan Craipeau, chef d'une sixaine de TPPS et employé aux communications téléphoniques de la poste de Conflans-Sainte-Honorine :

« J'en profite pour écouter les conversations politiques, écrit-il dans ses Mémoires. Les fascistes ont l'excellente idée de communiquer la nuit. Ils ne sauront jamais pourquoi leurs rassemblements sont surpris par les TPPS et les JGS. Je me rappelle notamment une de ces anecdotes : les voitures et les camions des Croix-de-Feu se regroupaient, près

* Entretien de l'auteur avec Eugène Boucherie, mars 2011.

de Triel, en pleine nuit, pour je ne sais quelle expédition punitive, à la manière des *squadristi* fascistes d'Italie ; mais nous les attendions au rendez-vous et leur dispersion a dû se faire plus tôt que prévu* . »

Les mouvements des Croix-de-feu sont particulièrement surveillés par les socialistes, qui réussissent à se procurer des documents internes, comme une circulaire de mobilisation pour la grande concentration qu'ils organisent le 22 septembre 1935, en région parisienne**. La presse socialiste fait ainsi régulièrement état du travail de veille de ses militants. *Les Cahiers d'information du militant* sont par exemple régulièrement dotés d'une rubrique « L'activité des Croix-de-Feu » dans laquelle sont racontés les faits marquants du mois. Une circulaire interne de l'Union des intérêts économiques, une officine nationaliste, retrouvée dans les archives personnelles de Marceau Pivert, montre que l'autodéfense socialiste focalise son attention sur toutes les organisations d'extrême droite.

Dans le travail de renseignement, les organes d'autodéfense socialistes sont supposés collaborer avec les organisations du Front populaire. Selon Marceau Pivert, les délégués se sont mis d'accord, au cours d'une réunion unitaire du 14 mars, pour échanger leurs renseignements sur d'éventuelles attaques fascistes. La direction des TPPS peut également compter sur d'autres canaux d'information,

* CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste*, op. cit., p. 125.

** CHS, archives Marceau-Pivert, 559 AP1

notamment à travers la franc-maçonnerie, à laquelle sont liés Marceau Pivert et René Ruhl. C'est très probablement grâce à ce réseau que Marceau Pivert obtient une liste détaillée des chefs de la police parisienne*. Il a ainsi une liste de 33 noms de commissaires d'arrondissement désignés «réactionnaires», où sont indiquées des mentions diverses, comme « très mauvais », « arriviste », « pistonné », « ivrogne », « Croix-de-Feu » ou encore « dangereux ». Ce dossier comprend en outre un rapport très détaillé sur la direction des Renseignements généraux de la préfecture de police de Paris, dans lequel sont mentionnés les orientations politiques, les réseaux (notamment les fidélités à Chiappe) et l'attitude lors du 6 février 1934 de ces hauts fonctionnaires.

Les ministres socialistes du Front populaire ne semblent pas avoir collaboré avec les responsables de l'autodéfense et la CAP du parti en matière de renseignement. Lors de la réunion de la CAP du 24 novembre 1937, des membres interrogent Marx Dormoy « sur le complot fasciste ». Selon Maurice Deixonne, le ministre se contente d'une réponse évasive. Aux questions posées sur l'existence d'une liste nominative des factieux – probablement du CSAR**, sur les preuves de leurs liaisons avec les trusts et les hommes du 6 février, et la réalité des bruits concernant une perquisition au domicile de Tardieu –, Marx Dormoy « ne veut visiblement rien dire de précis, tout en affirmant que les histoires colportées

* *Ibid.*

** Le Comité secret d'action révolutionnaire, surnommé la « Cagoule », est une organisation terroriste d'extrême droite, active dans les années 1930.

par la presse ne signifient rien et qu'il faut être extrêmement circonspect* ».

2.

L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE EN ACTION

Les groupes de combat socialistes sont utiles au quotidien, en ces temps de fortes tensions politiques, qu'il s'agisse de coller des affiches, de vendre des journaux, d'être présents lors des grands événements, comme les meetings ; ou encore contre les manifestations d'extrême droite.

*Affrontements autour de l'affichage
et à l'occasion des ventes de journaux*

À l'ère de la presse écrite, occuper les murs et la rue avec ses affiches et ses journaux est un enjeu fondamental pour les organisations politiques. C'est également l'occasion pour les militants socialistes de se constituer en équipes et d'arpenter les quartiers en groupes. Logiquement, les affrontements surgissent souvent à la faveur d'un collage d'affiches, d'une diffusion de tracts ou d'une vente de journaux.

Jeunes socialistes et militants adultes se donnent rendez-vous le dimanche matin sur les marchés pour vendre *Le Populaire* à la criée. C'est aussi le moment privilégié par les vendeurs de la presse d'extrême droite et les deux camps

* OURS, archives Maurice-Deixonne, 1 APO 5, dossier « Gauche révolutionnaire ».

n'hésitent pas à jouer des poings lorsqu'ils se croisent*. La presse politique fait ainsi régulièrement état des bagarres survenues entre vendeurs, comme cet article du *Populaire* qui se félicite de la déroute des vendeurs du *National* et de *L'Action française* au marché aux Moines (XVII^e arrondissement) et devant la mairie du XVIII^e arrondissement**. Au moment des tensions qui suivent l'agression de Léon Blum par des Camelots du roi, vendre les quotidiens d'extrême droite dans les quartiers populaires n'est pas chose commode. En revanche, la vente à la criée de la presse socialiste prend des allures d'expédition dans les quartiers où l'extrême droite est massivement présente. Ainsi, une vente du *Cri des jeunes* dans le V^e arrondissement est saluée par *Le Populaire* d'autant plus fortement que les Jeunes Socialistes en ont profité pour « corriger » les vendeurs de *L'Action française****.

Bien souvent les affrontements n'impliquent que des effectifs réduits, qui ne comprennent que les vendeurs et leurs groupes de protection. *Le Populaire* rapporte que, lorsqu'une équipe de vendeurs du quotidien socialiste est attaquée par des Camelots et des militants solidaristes, la bagarre ne réunit qu'une dizaine de socialistes contre une trentaine de nationalistes****. Lorsque la police procède à des

* ESSEL André, *Je voulais changer le monde*, op.cit., p. 25.

** « Le vendeurs des journaux fascistes sont chassés du XVIII^e », *Le Populaire*, 17 février 1936.

*** « Les Étudiants socialistes ont vendu *Le Cri des jeunes* sur le boulevard Saint-Michel », *Le Populaire*, 16 février 1936.

**** Il est bien possible que ces chiffres ne soient pas tout à fait exacts, les auteurs pouvant exagérer la différence de nombre dans les effectifs impliqués afin de souligner l'héroïsme des uns et la lâcheté des autres, mais ils donnent une idée du nombre de belligérants.

arrestations, ces confrontations musclées connaissent un épilogue judiciaire. Les peines se limitent généralement à des amendes symboliques et à de la prison avec sursis. C'est le cas, par exemple, pour le militant socialiste Charles Caron qui est condamné en juillet 1935 pour avoir, au mois de septembre précédent, attaqué un groupe des Jeunesses patriotes venu diffuser un tract à Sarcelles-Saint-Brice*.

L'affichage est également une pratique potentiellement dangereuse pour les militants, parce qu'elle implique de possibles rencontres avec des équipes de colleurs du camp adverse et parce qu'elle exige aussi de s'assurer du maintien des placards sur les murs. Les militants doivent procéder rapidement et organiser méthodiquement la surveillance des rues ainsi que la protection des colleurs. Ils passent alors à l'action de nuit afin d'éviter les mauvaises rencontres**. Ces précautions prises, c'est lors de la surveillance des affiches que les bagarres surviennent le plus souvent. Ainsi, le 26 septembre 1936, des militants antifascistes déclenchent une rixe avec des militants du PSF devant les affiches qu'ils avaient pour mission de protéger des lacérations***.

L'autodéfense socialiste s'illustre aussi dans la protection des réunions publiques, et à l'inverse dans l'attaque de celles de leurs ennemis politiques.

* *Le Populaire*, « Justice de classe ! Les antifascistes de Sarcelles sont condamnés », 14 juillet 1935. On peut légitimement penser que les « amis » socialistes de Charles Caron sont en réalité des TPPS, puisqu'ils sont intervenus après avoir été « alertés » de la présence des Jeunes Patriotes.

** ESSEL André, *Je voulais changer le monde*, op.cit., p. 25.

*** « Un flic ex-Croix-de-Feu se fait arrêter par des agent républicains », *Le Populaire*, 27 septembre 1936.

Les réunions publiques et l'autodéfense

Les meetings sont des endroits où l'expression des oppositions politiques risque de glisser vers la confrontation physique. Les réunions publiques de la SFIO ou du Front populaire font donc l'objet de la plus grande attention de la part de l'autodéfense socialiste. Concentrer des sympathisants socialistes, en un lieu annoncé à l'avance et publiquement, souvent en soirée, c'est les exposer au risque d'attaques. Pour les mêmes raisons, les meetings d'extrême droite sont également des cibles privilégiées des socialistes qui, surtout après l'attentat contre Léon Blum, n'hésitent plus à s'en prendre aux réunions du PSF ou de l'Action française. Faire échouer une réunion publique est un enjeu, sinon militaire, du moins symbolique pour les hommes de Marceau Pivert qui revendiquent la dissolution des ligues par l'action autonome du prolétariat.

Le 25 juin 1934, salle Wagram, alors que les organisations du Front populaire sont réunies à l'initiative du Front commun, des militants de l'Action française et des Jeunesses patriotes se rassemblent aux abords du meeting dans l'intention de le perturber. À 23 heures, les Renseignements généraux en dénombrent une centaine, assis aux terrasses des cafés de l'avenue de Wagram, de la place de l'Étoile et de la place des Ternes*. Si le service d'ordre imposant, auquel participent les JGS, armés de cannes, empêche toute intrusion

* APP, BA 1909, rapport des Renseignements généraux, « Correspondance, 26 juin 1934, meeting organisé par Front commun ».

d'extrême droite en ayant recours aux fouilles corporelles, des affrontements éclatent dans la rue, à la fin du meeting. Des Camelots du roi et des Jeunes Patriotes attaquent en effet simultanément deux groupes de jeunes antifascistes à la sortie du meeting, vers minuit et demi, à l'entrée de la station de métro de la place de l'Étoile, ainsi que dans la rue Saint-Honoré*. Lors de cet événement, comme dans la majorité des cas, la police, présente en nombre, met rapidement fin aux pugilats. On dénombre trois arrestations et une terrasse ravagée. Le matériel – chaises, tables, bouteilles, etc. – est utilisé comme projectiles par les belligérants. Les blessés sont également représentatifs de la majorité des cas que nous avons rencontrés : les plus graves souffrent de plaies au cuir chevelu ou au visage et leurs séjours à l'hôpital ne sont que de courte durée.

Au cours de la période, les méthodes de protection des réunions publiques ne semblent guère évoluer et se résument à éviter toute intrusion et rassemblement d'ennemis au sein des meetings, par une présence imposante du service d'ordre aux entrées, ainsi que dans la salle. Sur la photographie d'un meeting socialiste, le 7 juin 1936 (voir annexe IX), on peut voir une rangée de TPPS encadrant la tribune et regardant vers la salle. Cette disposition, qui donne ostensiblement à voir le service d'ordre, a un objectif dissuasif. Parfois, les dispositions prises par le service d'ordre sont plus complexes, comme au cours de la soirée de meetings du 29 juin 1934

* « Des bagarres marquent la sortie du meeting tenu à la salle Wagram par le Front commun », *L'Ami du peuple*, 26 juin 1934.

organisée par le Front populaire, à l'occasion de laquelle des liaisons motorisées sont mises en place entre les différents lieux de réunion et les locaux des partis de gauche.

Encouragée par la dissolution des Croix-de-Feu en juin 1936, l'autodéfense socialiste tente dès qu'elle le peut, en région parisienne, de perturber les réunions publiques ou privées du Parti social français du colonel de La Rocque. En janvier 1937, le responsable TPPS de la centaine de Sartrouville résume un mois de mobilisation contre les réunions du PSF et les dorgèristes*. Le mode opératoire privilégié est la «ronde» de groupes de TPPS aux abords de la réunion et l'accrochage avec les éléments des services d'ordre adverses placés à l'extérieur de la salle**.

L'attaque la plus retentissante et la plus brutale menée par les TPPS est dirigée contre une réunion publique de l'Action française, le soir même de l'agression de Léon Blum. L'affaire occupe la première page de *L'Action française* durant les dix jours qui suivent l'événement. Les royalistes en profitent pour tenter d'allumer un contrefeu médiatique à « l'attentat contre Léon Blum ». Dans la soirée du 13 février 1936, une expédition punitive est organisée contre une réunion de l'Action française au 2 de la rue Asseline dans le XIV^e arrondissement. L'attaque est soudaine : les

* Henri Dorgères : journaliste agricole à la tête d'un empire de la presse, il est le leader d'un mouvement d'inspiration fasciste dans les années 1930 : les Chemises vertes. Les comités de défense paysanne qu'il fonde en 1934 organisent rapidement des dizaines, voire des centaines, de milliers d'agriculteurs dans les campagnes du Nord et de l'Ouest.

** CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP 1, « Rapport du centainier Greiss ».

assaillants brisent la glace de la permanence royaliste à l'aide de pierres et de morceaux de fonte puis saccagent la permanence. Huit Camelots du roi sont blessés. L'un d'eux, grièvement atteint par un morceau de verre au visage, perd un œil*. *Le Populaire*, quelque peu embarrassé par l'événement, prétend qu'il s'agit d'une réaction spontanée des travailleurs du XIV^e arrondissement alors que c'est André Weil-Curiel qui dirige les opérations**. Selon le témoignage d'un chauffeur de taxi présent sur les lieux, recueilli par *L'Action française*, les assaillants seraient une centaine, certains venus en camion bâché. Un communiqué des JSR reconnaît la participation des trotskistes à l'attaque, ainsi que celle des communistes***, bien que ces derniers s'en désolidarisent clairement dans *L'Humanité*****. Si aucune arrestation n'est opérée le soir même, la police interpelle dans les jours qui suivent un militant socialiste puis un trotskiste, mais l'affaire ne va pas plus loin. Cet épisode connaît un retentissement national, puisque les ligues de Marseille s'emparent de l'affaire pour une campagne d'affichage intitulée « Deux justices!***** ».

* « L'agression de la rue Asseline », *L'Action française*, 16 février 1936.

** « Dans le XIV^e, les travailleurs infligent une correction aux Camelots du roi assassins », *Le Populaire*, 14 février 1936. RABAUT Jean, *Tout est possible! op.cit.*

*** « L'attentat de la rue Asseline était organisé et prémédité », *L'Action française*, 19 février 1936. « Il faut dissoudre les organisations communistes et socialistes », *L'Action française*, 25 février 1936.

**** « La bagarre de la rue Asseline », *L'Humanité*, 14 février 1936. On apprend dans cet article que le rayon communiste du XIV^e arrondissement diffuse un tract dénonçant les opérations de ce genre.

***** « Il faut dissoudre les organisations communistes et socialistes », *L'Action française*, *op. cit.*, « Une affiche », *L'Action française*, 21 février 1936.

Il y a un autre type d'actions menées par les organes d'autodéfense socialistes : l'attaque des manifestations d'extrême droite.

Interdire les manifestations d'extrême droite

L'attaque des manifestations nationalistes relève du même intérêt politique pour les socialistes que les raids contre les réunions publiques. Le 13 juillet 1935, les TPPS réussissent à disperser la manifestation de la Solidarité française, place de la République. Menée par Marceau Pivert, l'opération est racontée dans le quotidien socialiste du lendemain*.

C'est à 14 heures que les militants de la Solidarité française se réunissent au pied de la statue de la République, afin d'y déposer des bouquets de fleurs. L'autodéfense socialiste, prévenue du rendez-vous, est déjà présente sur place et, lorsque les «solidaristes» font apparaître leurs uniformes à chemises bleues, les socialistes créent un attroupement, Marceau Pivert n'hésitant pas à monter sur le socle de la statue pour haranguer la foule. Dans un premier temps, la police réussit à empêcher le contact physique entre les deux groupes et c'est en chantant *Marseillaise* contre *Internationale* que l'affrontement a lieu. Sous la pression du nombre, les militants de la Solidarité française sont contraints de reculer et leurs gerbes sont saccagées par les contre-manifestants.

* « Qu'il est brave le commandant Jean Renaud! », *Le Populaire*, 14 février 1935.

Ces derniers attaquent par deux fois les solidaristes qui battent en retraite, en blessant sérieusement certains d'entre eux. La police procède à huit arrestations dans les rangs des TPPS, mais elle est contrainte de les relâcher au bout de deux heures. Une délégation composée de socialistes, de radicaux et de communistes, choisis parmi les membres de la conférence de préparation de la manifestation du 14 juillet, permet leur libération rapide. La préfecture est probablement prête aux concessions pour s'assurer du bon déroulement de la manifestation du Front populaire du lendemain. La manœuvre est habilement menée par les TPPS, mais elle est condamnée par la direction de la fédération de la Seine*.

Les risques importants pris lors des attaques contre les manifestations d'extrême droite font de ces pratiques un phénomène rare, en dehors d'une attaque particulièrement violente contre une concentration de Croix-de-feu en septembre 1935.

En effet, on trouve dans les archives de Marceau Pivert un papier autocollant sur lequel est inscrit au crayon : « Opération TPPS sur C de F, 22/9/35**. » Une revue de presse du lendemain mentionne qu'un convoi de Croix-de-Feu se rendant à une commémoration de la bataille de la Marne, près de Lizy-sur-Ourcq, a été attaqué la veille***. De même, la caravane du Calvados, qui apporte

* KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert, « socialiste de gauche », op.cit.*, p. 81.

** CHS, fonds Marceau-Pivert, 559 AP1.

*** « Réunis au nombre de 80 000, les Croix-de-feu commémorent la bataille de la Marne », *Le Petit Parisien*, 23 septembre 1935.

son soutien au rassemblement de la région parisienne, est attaquée sur la route de Paris, dans les environs de Caen, dans la nuit du 22 septembre. Il ne s'agit pas réellement de la zone d'intervention des TPPS, bien que cela se déroule non loin de la région parisienne, mais outre l'étrange auto-collant, il est possible que les TPPS soient les auteurs du guet-apens : dans le même dossier, on trouve une circulaire de mobilisation d'une section parisienne des Croix-de-Feu; preuve que les TPPS suivent très attentivement les préparatifs et connaissent les trajets choisis*. Il faut ajouter que *Le Populaire* du lendemain de l'événement divulgue avec précision le déroulement de la mobilisation des hommes de La Rocque**. Selon *L'Action française*, le convoi des 400 Croix-de-Feu est arrêté en pleine nuit par des arbres couchés en travers de la route. Les voitures sont immédiatement criblées de pierres, lancées par une cinquantaine d'individus, qui font voler les pare-brise en éclats. Des coups de feu sont même entendus***. Vingt-cinq nationalistes sont blessés par les jets de pierres, dont cinq assez sérieusement, tandis qu'une quarantaine de voitures abandonnées sont incendiées****.

Quand les TPPS et les JGS ne participent pas à ce type d'action commando, ils peuvent aussi jouer un rôle

* CHS, fonds Marceau-Pivert, « Croix-de-Feu et brisquards – 16^e section », 559 AP1.

** « Le colonel Casimir de La Rocque a fait sa rentrée », *Le Populaire*, 23 septembre 1935. Il est à noter que le quotidien se garde bien de faire état de l'incident, l'évoquant simplement, alors que les autres journaux lui consacrent pour la plupart un paragraphe.

*** L'article précédemment cité du *Petit Parisien* rapporte aussi ce fait.

**** « Les Croix-de-Feu ont célébré la victoire de la Marne », *L'Action française*, 23 septembre 1935.

d'entraîneurs de foule, ou plutôt de « cadres », comme ils le définissent eux-mêmes.

3.

L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE ET L'ACTION DE MASSE

Le 6 février

Après le 6 février 1934, les dispositions prises par les directions fédérales impliquent non seulement la mobilisation des Groupes de défense et des Jeunes Gardes, mais également celle de l'ensemble des militants des fédérations franciliennes. Dès le 4, François Chabrier donne l'alerte à tous les militants de la fédération de la Seine*. Pour s'assurer de la mobilisation de la fédération, une permanence est assurée rue Feydeau durant tout le dimanche 4**. Groupes de défense et JGS sont convoqués à la première heure et les autres militants de la Seine sont conviés à entrer en contact avec la direction fédérale. Dans l'édition du lendemain, on apprend qu'« un nombre extrêmement important » de socialistes sont passés à la permanence, qui a aussi reçu plus de 200 appels téléphoniques***. Le 5 février, les consignes sont renouvelées : chaque section doit tenir une permanence en présence de son secrétaire, ou de son adjoint, et entrer en liaison avec la direction fédérale. Les secrétaires de section

* « Alerte aux militants de la fédération de la Seine », *Le Populaire*, 4 février 1934.

** *Ibid.*

*** « Aux militants de la fédération de la Seine », *Le Populaire*, 5 février 1934.

ont également pour mission de prévenir chaque militant individuellement des mesures à prendre*.

L'autodéfense de la région parisienne semble « exactement informée de l'ampleur et de la gravité de la tentative fasciste qui se préparait ». En effet, « dès le 5 au soir les “cadres” des Croix-de-Feu “explorent” la place Beauvau et envoient leur circulaire d'alerte, que les Groupes de défense socialistes se procurent »**. Le soir même, quelques membres des Groupes de défense sont, toujours selon ce récit, envoyés sur le terrain pour tenir informée la direction fédérale de l'évolution de la situation. Pour cette tâche les membres des groupes de combat ne sont pas les seuls mis à contribution. Ainsi, Daniel Guérin se rend place de la Concorde quand il apprend que l'on s'y bat et fait son rapport à Marceau Pivert, du téléphone d'un bistro***.

« En cette journée d'émeute, raconte Marceau Pivert dans son tapuscrit, les militants socialistes accompliront méthodiquement leur concentration, depuis la lointaine banlieue, dès la sortie du travail, vers les permanences ; les estafettes motocyclistes font la liaison en permanence avec la rue Feydeau, où se retrouvent des membres de deux CE, des parlementaires ayant pu traverser les Tuileries au moment de la fusillade sur le pont de la Concorde. [...] Nos 10 000 militants des deux fédérations étaient, eux, concentrés aux points immédiats de la périphérie de Paris ou dans quelques arrondissements ouvriers ; sauf ceux qui

* *Ibid.*

** CHS, 559 AP 3, dossier « 1934 », tapuscrit sans titre.

*** GUÉRIN Daniel, *Front populaire, révolution manquée*, op.cit., p. 68.

furent déplacés de la rue Asseline pour aller protéger *Le Populaire* et ceux qui gardaient la rue Feydeau, tous les autres sont restés dans les permanences car ils étaient pris, comme les ouvriers conscients de toutes tendances, entre cette double nécessité : ne pas affaiblir la résistance républicaine et ne pas se confondre, ni avec un camp ni avec l'autre. Les groupes de défense socialistes seront précieux, dans la nuit du 11 au 12, pour assurer le débrayage de certains points essentiels*.

De son côté, Marceau Pivert affirme que les militants socialistes observent scrupuleusement durant toute la nuit le mot d'ordre de François Chabrier : « Du cran, du sang-froid et de la discipline** ». Il admet que « les militants rassemblés font connaître leur nervosité », s'interrogeant sur les choix de leurs dirigeants qui ne les envoient pas dans « la bagarre », mais assure qu'ils sont tous restés à leur poste dans les permanences socialistes. Que penser donc des affirmations de *L'Humanité* qui, le 6 février 1954, prétend que 2 000 militants socialistes quittent les permanences pour rejoindre les communistes dans l'émeute alors que Serge Bernstein ne fait pas mention d'un tel événement*** ? Il s'agit là d'une réécriture de l'histoire par des communistes assumant avec difficulté leur participation à l'émeute aux côtés des organisations d'extrême droite.

* CHS, 559 AP 3, dossier « 1934 », tapuscrit sans titre.

** « Aux militants de la fédération de la Seine », *Le Populaire*, *op. cit.*

*** BERSTEIN Serge, *Le 6 février 1934*, Gallimard, 1975.

Les contre-rassembléments

L'expérience d'autodéfense par l'action de masse des socialistes se prolonge au-delà du 6 février 1934. Durant le Front populaire, les combats mettant aux prises des centaines de militants sont monnaie courante. Par exemple, entre le 22 et le 24 juin 1936, alors que les ligues d'extrême droite sont officiellement dissoutes, la gare Saint-Lazare devient le théâtre d'affrontements entre nationalistes et membres du Front populaire. Les bagarres réunissent, à certains moments, 1 500 militants de gauche contre 1 200 anciens ligueurs du Front national*. Il n'est donc pas rare que la violence organisée dépasse le simple cadre des groupes spécialisés. C'est aussi le cas lors de la première commémoration des émeutes du 6 février.

Le premier anniversaire de l'événement est en effet redouté par les organisations du Front populaire qui craignent une forte agitation de la part des ligues. Comme l'année précédente, elles organisent une large mobilisation. Pourtant les Croix-de-Feu n'appellent pas à manifester et se contentent d'une commémoration officielle et religieuse dans la cathédrale Notre-Dame**. Dans le camp antifasciste, c'est maintenant au nom du Front populaire que l'on organise une riposte coordonnée. Le 6 février 1935, on trouve ainsi en une de *L'Humanité* et du *Populaire* l'appel du comité de coordination. Les mots d'ordre sont de « se

* APP, BA 1862, dossier « Manifestations diverses ».

** « Les ligues fascistes se soumettent », *Les Cahiers d'information du militant*, n° 3, mars 1935.

tenir en état de répondre immédiatement et en masse à toute tentative d'agression fasciste », dans les locaux des organisations politiques et de ne pas organiser des contre-manifestations de rue, en l'absence de manifestations des ligues*. Au Parti socialiste de la région parisienne, les agents de liaison sont convoqués le 6 au soir au siège de la fédération de la Seine**. Les Étudiants socialistes sont également tous appelés à s'y rendre, mais dès le matin. Le parti est en état d'alerte; chaque militant doit se tenir prêt.

Jeunes Patriotes, solidaristes et Camelots tentent bien vers 18 heures de fomenter des manifestations, place de la Concorde. Le comité de coordination entre socialistes et communistes réagit en envoyant des militants sur place***. La préfecture prend cependant vigoureusement la main. Le service d'ordre policier procède à 1 200 arrestations et disperse les cortèges des ligues qui ne réussissent à créer que de légers incidents****. Les anti-fascistes ne sont pas ménagés non plus par la préfecture : à peine sortis du métro ou des bus qui les acheminent vers la place, 600 d'entre eux sont arrêtés. La plupart sont détenteurs d'un revolver ou d'une matraque; voire de chiffons imbibés d'essence*****.

* « Appel du comité de coordination : aujourd'hui 6 février vigilance! », *L'Humanité*, 6 février 1935.

** « Appel aux militants socialistes de la région parisienne », *Le Populaire*, 6 février 1935.

*** « Le 6 février 1935 n'a pas été une journée fasciste », *Le Populaire*, 7 février 1935.

**** « La commémoration des heures tragiques du 6 février 1934 s'est accomplie dans le calme et la dignité qui convenaient », *Le Petit parisien*, 7 février 1935.

***** « Le 6 février 1935 n'a pas été une journée fasciste », *Le Populaire*, *op. cit.* Nous nous appuyons ici sur le communiqué de la préfecture de police, qui est en

Le Tout-Paris antifasciste est mobilisé. Les ouvriers du livre mettent en place des « groupes d'action du Livre parisien » qui tiennent des permanences dans la nuit du 6 février. Dans le Quartier latin, le front antifasciste ne peut empêcher les commémorations des ligues, mais une cinquantaine de militants socialistes et communistes retranchés dans les murs de la Sorbonne assurent le maintien des cours*. En fin de journée, les antifascistes, qui quittent l'université, sont assaillis par des Camelots installés aux terrasses des cafés. Des coups de feu sont tirés en direction d'une permanence socialiste, rue Mademoiselle, vers 22 heures**, mais le grand choc est évité grâce à un dispositif policier imposant. Socialistes et communistes ont cependant fait preuve de leur capacité à mobiliser très largement leurs militants pour « barrer la route » aux ligues nationalistes. Les autres commémorations du 6 février 1934 ne prendront jamais plus une telle importance pour les antifascistes. À l'occasion du troisième anniversaire, *Le Populaire* évoquera symboliquement les émeutes et la puissante réaction antifasciste qu'elles ont engendrée.

L'action de l'autodéfense socialiste de masse prend parfois une dimension plus locale, comme lors des affrontements de Villepinte du dimanche 6 octobre 1935, auxquels les municipalités antifascistes de la banlieue rouge prennent une part essentielle. À 13 h 30, 200 voitures et camions acheminent un millier de Croix-de-Feu à la ferme

partie repris par l'article. Il ne précise pas le nombre d'armes saisies.

* *Ibid.* Et « Aux morts du 6 février », *L'Action française*, 7 février 1935.

** *Le Populaire*, « Le 6 février 1935 n'a pas été une journée fasciste », *op. cit.*

Dejeffe*, au cœur du village de Villepinte, en Seine-et-Oise. Les sections socialistes des environs – Sevrans, Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil, Livry-Gargan, Vert-Galant, Mitry-Mory, Vaujours et Villeparisis – sont prévenues et se tiennent mobilisées**. Les affrontements débutent dès 14 h 30, alors qu’une partie de la population de Villepinte tente d’intercepter les derniers convois Croix-de-Feu. Le choc au corps à corps est très violent et le commissaire de Pontoise, présent sur les lieux, est lui-même grièvement blessé à la tête. Le maire communiste de Villepinte fait mettre en batterie l’autopompe des pompiers de la ville pour disperser les Croix-de-Feu qui se réfugient dans la ferme***. Les antifascistes ont le temps de capturer un chef de groupe Croix-de-Feu, qui est remis à la police, avec son revolver et sa matraque****. La volonté des organisations locales du Front populaire d’éviter l’affrontement avec les gardes mobiles arrivés en nombre est manifeste.

Durant une demi-heure, antifascistes et Croix-de-Feu s’affrontent, les uns criblant la ferme de pierres et les autres ripostant en ouvrant le feu une quarantaine de fois. Ce n’est que vers 18 heures que les ligueurs peuvent quitter les lieux, encadrés par un important dispositif des gardes mobiles, alors que 2000 personnes font encore le siège de la ferme. Dans la bataille, 15 militants socialistes sont blessés, dont

* « Rassemblés dans une ferme à Villepinte, des Croix-de-Feu sont en prise avec la population communiste », *Le Petit Parisien*, 7 octobre 1935.

** « Les Croix-de-Feu provoquent à Villepinte une sanglante bagarre », *Le Populaire*, 7 octobre 1935.

*** « L’activité des Croix-de-Feu au mois d’octobre 1935 », *Les Cahiers d’information du militant*, n° 10, novembre 1935.

**** « Les Croix-de-Feu tirent à Villepinte », *L’Humanité*, 7 octobre 1935.

deux par balles*. Si la SFIO compte autant de victimes dans ses rangs, c'est certainement parce qu'elle a particulièrement mobilisé ses équipes militantes et les TPPS. Ces derniers étaient opportunément réunis à Livry-Gargan pour leur fête. Marceau Pivert s'est rendu lui-même sur le terrain en voiture. Dans cette action, les TPPS saisissent l'occasion de s'illustrer comme les troupes d'élite de la lutte antifasciste, au sein d'une mobilisation large et unitaire.

L'action des groupes de combat socialistes repose essentiellement sur une structuration très forte et pyramidale, en rupture avec la tradition fédéraliste socialiste. C'est par un travail de formation et de renseignement permanent que TPPS et JGS – dans une moindre mesure – acquièrent un caractère de troupes d'élite du Front populaire. Leur intervention est défensive, puisque leur mission principale est de protéger les initiatives socialistes; mais elle peut être offensive lorsque la sauvegarde de la République est invoquée. Dans leurs combats, les organes d'autodéfense socialistes n'hésitent pas à recourir aux armes. Ils possèdent des revolvers mais, bien qu'ils sachent s'en servir, les ligueurs sont le plus souvent à l'origine des coups de feu qui éclatent lors des rixes. Les socialistes ont principalement recours aux matraques, barres de fer, coups de poing américains et aux jets de pierres, qui rendent le combat au corps à corps particulièrement dangereux. Nombre de blessés de ces affrontements souffrent de plaies au visage,

* *Le Populaire*, 7 octobre 1935.

au crâne et de fractures. Il y a également des blessés par balles. Les risques sont certains, bien que l'on recherche davantage des victoires symboliques que la mort de l'ennemi. Les morts sont effectivement rares et les six décès de l'émeute du 16 mars 1937 à Clichy confèrent à l'événement un caractère exceptionnel.

CHAPITRE IX
CLICHY, 16 MARS 1937 :
FRONT POPULAIRE DE COMBAT
CONTRE FRONT POPULAIRE DE GOUVERNEMENT

Le 16 mars 1937, le Parti social français du colonel de La Rocque organise au cinéma Olympia de Clichy une projection cinématographique sur les relations aéronautiques entre la France et le continent sud-américain. La soirée n'est pas annoncée publiquement par les anciens Croix-de-Feu, mais les organisations de gauche en ont rapidement connaissance. Le comité antifasciste de Clichy convoque alors un contre-rassemblement devant la mairie de la cité ouvrière, après d'infructueuses démarches auprès du ministre socialiste de l'Intérieur Marx Dormoy. Le gouvernement, qui vient de décréter la pause dans les réformes, n'a pas l'intention d'interdire une réunion privée organisée par un parti légal. Il tient à donner des gages de respect de la légalité républicaine, le jour même de l'émission de la deuxième tranche du grand emprunt national de trois milliards de francs*.

Le maintien de la manifestation antifasciste du 16 mars au soir entraîne la plus importante émeute de gauche du Front populaire. Elle fait six morts parmi les manifestants et entraîne une profonde déchirure entre le Front populaire de gouvernement et son aile gauche, qui n'accepte ni la pause

* «L'emprunt», *Le Populaire*, 16 mars 1937.

ni le refus du pouvoir de dissoudre toutes les organisations d'extrême droite. Au sein de la SFIO, la Gauche révolutionnaire est accusée d'avoir fomenté les attaques contre les policiers, alors que la fédération de la Seine édite une affiche dénonçant la pause gouvernementale*. Clichy est le déclencheur d'une rupture prochaine entre la majorité du Parti socialiste et sa tendance révolutionnaire.

Les TPPS sont bien présents durant les événements de Clichy. C'est même l'une des plus retentissantes actions de l'organe d'autodéfense socialiste. L'enquête administrative dont ils font l'objet permet de reconstituer leur implication et les différentes étapes de l'affaire. Pour cette étude, une grande partie des éléments de l'enquête administrative demandée par le ministre de l'Intérieur se trouve dans les fonds de la préfecture de police de Paris. On y retrouve de nombreux rapports des Renseignements généraux, des témoignages de policiers, mais aussi des manifestants. Parmi les pièces du dossier figure également un témoignage d'André Derichebourg, le responsable de l'autodéfense socialiste de Clichy, qui n'est cependant pas conservé dans sa totalité. Ces éléments sont recoupés avec les récits journalistiques de la soirée.

Voyons d'abord comment se sont déroulés les préparatifs, puis les affrontements. Puis, interrogeons-nous sur les responsabilités de chaque partie dans la fusillade. À chaque étape, on retrouvera les TPPS à l'avant-garde des combats de rue et la Gauche révolutionnaire à la pointe du combat politique.

* KERGOAT, *Marceau Pivert*, « socialiste de gauche », *op. cit.*, p. 121.

I.

LA DÉTERMINATION ANTIFASCISTE
FACE AUX PRÉPARATIFS NATIONALISTES ET POLICIERS

« Ce soir à Clichy rassemblement antifasciste!* » L'appel à la contre-manifestation ne figure qu'en deuxième page du *Populaire*, dans un petit encadré, mais il connaît un véritable retentissement dans les milieux de gauche parisiens grâce à la vigoureuse mobilisation du comité antifasciste de Clichy. Durant les jours qui précèdent la soirée du 16 mars, dans un camp comme dans l'autre, on ne ménage pas ses efforts pour en assurer la réussite. Pour le PSF, l'enjeu est de réussir à maintenir la projection prévue, malgré la pression de la rue. Pour le comité antifasciste de Clichy, il s'agit de laver « l'affront » fait à la cité ouvrière. Marx Dormoy refusant de céder aux demandes d'interdiction de la réunion du PSF, la préfecture de police prépare le maintien de l'ordre et la protection des anciens Croix-de-Feu. La détermination du ministère de l'Intérieur et du comité antifasciste augure des affrontements.

Les préparatifs du Front populaire

Si *Le Populaire* et *L'Humanité* n'accordent que quelques lignes à l'annonce du contre-rassemblement antifasciste de Clichy, le comité local du Front populaire mène une intense activité : il fait placarder les murs de

* « Ce soir à Clichy rassemblement antifasciste! », *Le Populaire*, 16 mars 1937.

la cité ouvrière d'affiches et multiplie les diffusions de tracts*. La mairie de Clichy fait également éditer une affiche appelant au rassemblement, signée par le maire SFIO Charles Auffray, le député Maurice Honel et le conseiller général Maurice Naile**, tous deux communistes. Il est à noter que Charles Auffray et Maurice Naile sont deux anciens responsables du Parti d'unité prolétarienne*** (PUP), une organisation de dissidents du PCF. Ce sont toutes les composantes du Front populaire de Clichy qui participent activement à la préparation de la soirée. *La Voix populaire*, l'organe local du Parti communiste, annonce ainsi : « Nous nous réjouissons de l'attitude de nos camarades de la section socialiste de Clichy qui, comme nous, se sont montrés décidés à tout faire pour que les factieux, genre La Rocque et Doriot, ne viennent provoquer la classe ouvrière de Clichy****. »

C'est dans cette atmosphère unitaire que la gauche se prépare à l'arrivée des Équipes volantes de propagande (EVP), le service d'ordre du PSF. La police a ainsi vent de la confection clandestine d'une centaine de matraques par des ouvriers dans une usine de câbles des établissements Geoffroy-Delore*****. Sur les manifestants antifascistes arrêtés durant la soirée du 16 mars, la police

* APP, BA 2360 et APP, BA 1866, rapport de police du 16 mars 1937.

** Naile est un ancien du PUP retourné au PCF au moment des événements de Clichy. APP, BA 2360.

*** *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*.

**** « Alerte, de La Rocque à Clichy », *La Voix populaire*, 12 mars 1937.

***** APP, BA 1865, rapport de police du 15 mars 1937. La police n'a pas réussi à confirmer cette information, bien qu'après enquête elle estime l'opération tout à fait possible.

retrouve d'ailleurs des matraques en caoutchouc*, qui auraient pu être fabriquées à partir de chutes de câbles. Le secteur d'autodéfense socialiste de Clichy est sur le pied de guerre. Dès le 15 mars au soir, son responsable, André Derichebourg, organise la surveillance de la permanence du PSF à Clichy et du cinéma Olympia, où doit se tenir la soirée des nationalistes**. Avec d'autres antifascistes, il tente une dernière fois d'obliger les gérants de la salle à annuler la séance en occupant les lieux, mais l'intervention de la police municipale les en empêche***. L'autodéfense socialiste mobilise au-delà du secteur de Clichy, et parmi les socialistes blessés on identifie des militants de la 18^e section ou encore des Jeunes Gardes de la 15^e section. La fédération de la Seine a d'ailleurs organisé la mobilisation de tous ses militants.

Les organisations de gauche se réunissent le 15 mars, à 18 heures, pour évoquer les dernières dispositions techniques****. Le Parti communiste participe au service d'encadrement, comme le prouvent les cartes rouges estampillées « service d'ordre communiste » retrouvées par la police sur des manifestants arrêtés. Malgré l'interdiction de la manifestation, le comité antifasciste prévoit de défiler en cortège dans la ville. Le rendez-vous est donc fixé à 19 heures devant la mairie. Le parcours doit ensuite former une boucle pour encercler le cinéma, partant de la rue Villeneuve et revenant

* APP, BA 1865, rapport de police, 23 mars 1937.

** APP, BA 2360, déposition de Derichebourg.

*** APP, BA 1866, rapport de police du 16 mars 1937.

**** APP, BA 2360, déposition de Derichebourg.

par la rue Jean-Jaurès*. Toutes ces dispositions prouvent bien que du côté des organisateurs de la manifestation du Front populaire règne la plus grande détermination.

Les dispositions du PSF

Bien qu'il ne s'agisse que d'une réunion privée, pour le parti du colonel de La Rocque, la soirée du 16 mars est l'occasion de tester sa capacité à intervenir dans la banlieue de la capitale. Clichy est, comme les autres villes de la ceinture rouge, une place forte du Front populaire. La réunion étant autorisée, le PSF a tout intérêt à la maintenir et à mettre ainsi le gouvernement issu du Front populaire et sa base devant leurs contradictions. Pour y parvenir, le PSF sait qu'il doit déployer de grands moyens, ayant connaissance des préparatifs du comité de Front populaire**. La prudence est donc de mise et il n'est pas prévu que le colonel de La Rocque se rende en personne à Clichy, contrairement à ce qu'annonce le comité antifasciste.

Toutes les dispositions sont donc prises pour assurer la tenue de la projection. À peine la salle de l'Olympia est-elle vidée des éléments du Front populaire par la police municipale que, le soir du 15 mars, une équipe d'une vingtaine d'individus appartenant au PSF vient prendre possession du cinéma. L'occupation dure toute la nuit et la journée du lendemain, l'équipe de nuit étant relevée au petit matin***. Elle

* APP, BA 1866, rapport de police du 16 mars 1937.

** APP, BA 1865, rapport de police non daté.

*** *Ibid.*

s'organise en accord avec les autorités. Un certain Lemoine, chef de la section de Clichy du PSF, se rend ainsi au commissariat de la ville pour faire savoir les intentions du PSF*.

À 19 heures, une centaine de membres des Équipes volantes de propagande protège les abords du cinéma, mais toutes les équipes du service d'ordre du PSF n'y sont pas concentrées. D'autres EVP, certainement celle de la section des Batignolles**, ont rendez-vous dans une salle de la rue de Montenotte, à Paris, le soir même de la projection, pour être dirigées ensuite vers Clichy en fonction des besoins***. Selon la police, il est probable que d'autres rendez-vous de cette nature soient organisés en d'autres points de la capitale. Le service de protection du PSF prend également d'autres dispositions afin d'assurer le calme durant leur réunion, comme l'envoi de cartons d'invitation aux personnes autorisées à s'y rendre****.

Les préparatifs policiers

Comme évoqué plus haut, la préfecture de police de Paris s'intéresse de très près à la préparation de la contre-manifestation et multiplie les enquêtes des Renseignements généraux, non seulement en raison des enjeux politiques, mais aussi à cause des difficultés que ce type d'événement implique en termes de maintien de l'ordre. Son fondement

* APP, BA 1866, rapport de police du 15 mars 1937.

** La section du PSF des Batignolles est convoquée au même endroit et au même moment. APP, BA 1866, rapport de police du 16 mars 1937

*** *Ibid.*

**** *Ibid.*

même repose sur une bonne estimation du nombre de manifestants. L'exercice est, dans le cas présent, rendu plus difficile par la multiplication des paramètres aléatoires peu saisissables par les services de renseignement. Ils doivent en effet évaluer l'importance de deux rassemblements concomitants, influant l'un sur l'autre.

La contre-manifestation peut en effet décourager une partie de l'auditoire familial du PSF, mais également entraîner une plus importante mobilisation des Équipes volantes de propagande et d'autres éléments d'extrême droite attirés par les promesses de bagarre. La mobilisation antifasciste n'est pas non plus évidente à évaluer ; les organisations ayant pris connaissance des intentions du PSF tardivement* ne disposent que d'une huitaine de jours pour la préparer. Elle est intense, d'un caractère unitaire dans les rangs de la gauche et peut s'appuyer sur le mouvement ouvrier local. Un rapport de police note que lors du rassemblement des travailleurs de la fonction publique, le dimanche 14 mars à Clichy, le secrétaire des syndicats de la région parisienne lance un appel au rassemblement antifasciste**. Les services de renseignement sous-estiment très largement le nombre de manifestants de gauche et n'en annoncent que 2 000*** dans un premier temps. Ce n'est que le jour même qu'ils rectifient leurs estimations, en annonçant la participation

* « Ce que nous disent : M. Auffray », *France soir*, 17 mars 1937.

** APP, BA 1865, rapport de police du 15 mars 1937.

*** *Ibid.*

de 5 000 à 8 000 antifascistes*. À l'inverse, ils surévaluent la participation du PSF, en annonçant 1 200 spectateurs et 300 membres des EVP**, alors que le nombre total ne dépasse jamais 500.

Malgré ces mauvaises évaluations, les effectifs policiers sont importants ce soir-là. La direction générale de la police municipale prévoit environ 1 800 policiers et gardes mobiles pour boucler la place de la mairie, où est prévue la manifestation antifasciste. Les effectifs sont composés de 300 gardiens de la paix, 40 cyclistes, 40 agents en civil, 25 cavaliers de la Garde, 40 pelotons*** de gardes mobiles, ainsi que cinq autres pelotons de gardes mobiles en réserve****. Une centaine d'agents a pour mission d'interdire la place de la mairie et de refouler les manifestants vers la place du marché, qui se trouve en face. Huit barrages sont prévus, aux alentours de la mairie, sur les rues Jaurès, de l'Union, Villeneuve, Dagobert et Marte, notamment.

De part et d'autre, ces préparations à l'affrontement ne sont pas sans rappeler les événements d'octobre 1935 à Villepinte, où des manifestants antifascistes mobilisés par la mairie et entraînés par les troupes de choc de gauche prennent d'assaut une réunion privée de Croix-de-Feu préparés à l'affrontement. À Villepinte, si la police ne réussit pas à empêcher les heurts, elle parvient cependant à éviter qu'ils ne dégèrent. En suivant le déroulement de

* APP, BA 1865, rapport de police du 16 mars 1937.

** *Ibid.*

*** Un peloton est composé de 20 à 30 personnes.

**** APP, BA 1866, lettre non datée du directeur général de la police municipale au préfet de police.

la soirée du 16 mars 1937, il faut maintenant comprendre les mécanismes qui mènent au « massacre de Clichy* ».

2.

« LES FORCES DE POLICE DU GOUVERNEMENT DE FRONT
POPULAIRE » CONTRE « LES ÉLÉMENTS OUVRIERS DE CE
MÊME FRONT POPULAIRE »

Par quel « enchaînement les forces de police du gouvernement de Front populaire » se sont retrouvées confrontées « aux éléments ouvriers de ce même Front populaire », s'interroge le quotidien de la SFIO deux jours après la nuit sanglante de Clichy**. Avant de tenter de discerner les responsabilités de chacun, il convient de reconstituer le déroulement des événements.

Le récit policier des événements

L'enquête administrative produit différents récits policiers de cette soirée. Les archives de la préfecture de police de Paris contiennent de nombreux rapports écrits sur le terrain pour la direction centrale des opérations. On y trouve également des rapports des Renseignements généraux, dont les agents observent les agissements des manifestants. Il y a aussi

* Titre de l'article de Simon Kitson, sur le sujet. KITSON Simon, « The police and the Clichy massacre », dans BESSEL Richard et EMSLEY Clive, *Patterns of Provocation*, Oxford Berghan, 2000, pp. 29-40.

** « La tragédie », *Le Populaire*, 18 mars 1937.

les rapports de la direction de la police, produits *a posteriori*. Enfin, nous disposons d'un certain nombre de rapports ou de témoignages de gardiens de la paix et de gardes mobiles. Ces différents éléments permettent de reconstituer un récit cohérent du 16 mars du point de vue policier*.

Dès 18 h 30, au moment de la mise en place du dispositif policier, 500 antifascistes font le siège du cinéma, selon un des responsables du service d'ordre. André Derichebourg affirme dans sa déposition qu'il a donné rendez-vous aux TPPS boulevard Victor-Hugo, près de Saint-Ouen, à la même heure**. Les manifestants sont refoulés sans heurts par les gardiens de la paix qui installent leurs barrages, tandis que les quelques militants du PSF retranchés dans le cinéma reçoivent le soutien de nouvelles EVP. À 19 h 30, l'entrée du cinéma Olympia, qui n'est qu'à une centaine de mètres de la place de la mairie, fait l'objet d'une importante protection des EVP, une centaine de membres selon les Renseignements généraux. Tout au long de la soirée, les effectifs du service d'ordre du PSF n'augmentent plus. Les spectateurs sont moins nombreux que prévu, puisqu'à l'ouverture des portes, à 20 heures, ils ne sont que 400 à pénétrer dans le cinéma.

Du côté antifasciste, la foule s'accroît rapidement et, à 19 h 10, ils sont déjà un millier aux abords de la mairie. Une demi-heure plus tard, la police compte 2500 manifestants

* Quand nous ne précisons pas la source, nous nous appuyons sur trois documents issus du carton BA 1866, pour ce qui est des rapports d'un dénommé Poirson et du résumé de la soirée par Goret ainsi que du carton BA 1866, pour ce qui est d'un rapport des Renseignements généraux.

** APP, BA 2360, « Copie de la déposition d'André Derichebourg, au cabinet de M. Beteille ».

et, à 20 heures, ils sont encore un millier de plus. C'est peu de temps après qu'éclatent les premiers affrontements : les manifestants enfoncent plusieurs fois le barrage de la rue de l'Union qui mène au cinéma, mais la police charge et réussit à les refouler. À 20 h 30, Maurice Naile a beau faire partir le rassemblement antifasciste en cortège vers la porte de Clichy, par le boulevard Jean-Jaurès, la queue de la manifestation scissionne et retourne sur la place de la mairie, où les affrontements se poursuivent entre la police et 3 000 antifascistes. Dès le début de soirée, le rassemblement antifasciste se fait en deux points différents de la place, mais on ne sait pas si la jonction est rendue impossible par les forces de l'ordre ou s'il s'agit d'un premier signe de divergence entre les manifestants. Le cortège mené par les élus communistes, qui ne compte qu'un millier de personnes, gagne la place du marché où est organisée une prise de parole. La police compte 1 000 antifascistes de plus à 21 heures.

Sur la place, le désordre devient alors « inouï », les charges de police succédant à celles des manifestants qui bombardent littéralement le dispositif policier de bouteilles, de pierres et même de morceaux de fonte arrachés aux grilles de la mairie. Lorsque les renforts demandés par le commissaire de Clichy arrivent sur les lieux à 21 h 15, ils sont criblés de projectiles divers et de nombreux policiers sont blessés avant même de sortir des cars, comme en témoigne le gardien de la paix Paul Marillier*.

* APP, BA 2360, « Renseignements concernant un gardien blessé au cours d'une manifestation », 16 mars 1937.

La fusillade de Clichy

À 21 h 45 éclatent les premiers coups de feu, que la police attribue aux manifestants. La sirène municipale est alors mise en marche par les antifascistes réfugiés dans la mairie. Les manifestants rassemblés place du marché, ainsi prévenus, regagnent la place de la mairie et les forces de police doivent alors faire face à 6 000 personnes. Les rapports de police les accusent d'avoir ouvert le feu les premiers, depuis le toit et les fenêtres de la mairie et d'un immeuble du boulevard Jean-Jaurès*. D'autres policiers racontent que les coups de feu proviennent directement du « front des manifestants** ». Si, du côté des forces de l'ordre, certains ripostent avec leurs armes de service, il ne s'agit là, selon la direction de la police, que d'actes individuels en état de légitime défense. Les affrontements et les fusillades se prolongent jusqu'à 22 h 30, toujours selon la police. À 2 heures du matin, les derniers manifestants quittent la mairie.

Les nombreux impacts de balles relevés sur la façade au lendemain des affrontements et le nombre de blessés ou de morts par balles dans le camp antifasciste infirment la version policière. Les manifestants comptent en effet 48 blessés par armes à feu et six morts, alors que les forces de l'ordre n'en comptent qu'un. André Blumel, membre du cabinet de Léon Blum, est lui-même atteint d'une balle au flanc

* APP, BA 2360, « Coups de feu tirés sur le service d'ordre à Clichy », 17 mars 1937.

** APP, BA 2360, « Rapport du policier Raymond Picot », 23 mars 1937.

droit et d'une autre à la cuisse droite*. Certaines dépositions enregistrées dans le cadre de la commission d'enquête témoignent d'exactions policières. Georges Heracle, cantonnier municipal de Clichy, raconte comment un policier le blesse au visage d'un coup de revolver tiré à bout portant, alors qu'il essaie de secourir un manifestant blessé**.

Bilan humain et politique

Le bilan humain de cette fusillade est très lourd, d'un côté comme de l'autre des barricades : du côté des manifestants, on recense 276 blessés, dont 54 doivent être hospitalisés***. La plupart souffrent de plaies à la tête, causées par des coups de matraques ou de crosses, selon la déposition d'un pharmacien de Clichy. Une rapide lecture des bilans dressés par l'hôpital Beaujon et par la clinique Marmottan, qui reçoivent les manifestants les plus gravement atteints, vient le confirmer****. La part des blessés par balles est bien plus importante chez les manifestants hospitalisés. Treize arrestations sont également effectuées, mais aucune ne fait l'objet de poursuites judiciaires*****. Si le Parti communiste compte le plus grand nombre de blessés, avec 35 membres ou sympathisants qui doivent recevoir des soins, la SFIO n'est pas en reste avec huit

* APP, BA 2360, « Le directeur général de la police municipale à Monsieur le préfet de police ».

** APP, BA 2360, déposition de Georges Heracle, le 19 mars 1937.

*** APP, BA 1865.

**** APP, BA 1865, bilan de l'hôpital Beaujon et de la clinique Marmottan.

***** APP, B 2360, dépositions des manifestants arrêtés.

blessés identifiés comme membres ou sympathisants. Parmi ces derniers, on retrouve notamment un certain Acard, membre de la 15^e section de la fédération de la Seine et de l'Entente des Jeunes, attestant de la mobilisation des JGS*. Du côté des forces de l'ordre, on relève 157 gardiens de la paix et 98 gardes mobiles blessés.

Dans les récits, la mort du gardien de la paix Auguste Meunier est souvent oubliée**. Il décède le 11 mai suivant, après avoir été atteint au foie par un morceau de fonte. Les cinq premières victimes dans les rangs du Front populaire – toutes membres du PCF – sont élevées au rang de martyrs de la lutte antifasciste. Le dimanche 21 mars, l'une des manifestations les plus massives du Front populaire leur rend hommage***. Solange Demangel meurt peu de temps après et a également droit à de grandes funérailles politiques****.

Au-delà de la comptabilité macabre et de la division profonde qui se fait jour au sein du Front populaire, l'opération est une victoire pour les chantres de la lutte par l'action directe. Malgré la forte présence et la détermination policières, les antifascistes ont tout de même réussi à faire annuler la réunion des anciens Croix-de-Feu. Les spectateurs du PSF ont dû quitter la salle au bout de dix minutes et regagner Paris sous escorte. Du côté de

* APP, BA 1865, fichier des Renseignements généraux sur les membres du Front populaire hospitalisés.

** *Le Journal*, « Le gardien de la paix Meunier, blessé au cours des bagarres de Clichy, est décédé », 11 mai 1937.

*** *L'Humanité* du 22 mars 1937 parle de plus d'un million de manifestants et *Le Petit journal* indique que le cortège a défilé durant six heures.

**** « Les Travailleurs du XVIII^e ont accompagné Solange Demangel à sa dernière demeure », *Le Populaire*, 7 mai 1937.

la Gauche révolutionnaire, l'heure n'est pourtant pas au triomphalisme, mais à la dénonciation des « capitulations » du gouvernement de Front populaire.

3.

LA QUESTION DES RESPONSABILITÉS

Dans la division de la gauche, la recherche des responsabilités de la fusillade de Clichy prend une tournure politique. Marx Dormoy accuse la Gauche révolutionnaire, les TPPS et les « gauchistes » d'avoir donné l'assaut aux barrages de police alors que ces derniers dénoncent le gouvernement de Front populaire et la direction de la SFIO. La police, quant à elle, explore la piste des provocateurs fascistes.

Provocations fascistes... Provocations « gauchistes »

Après trois jours d'indécision, la SFIO, par la plume de Jean-Maurice Hermann dans *Le Populaire*, donne enfin sa version des responsabilités dans la fusillade de Clichy*. Le quotidien socialiste, à l'instar de la direction du PCF, impute les événements de Clichy aux chefs du PSF. Pour Jean-Maurice Hermann, les ex-Croix-de-Feu sont coupables, par leur programme politique autoritaire et leur activité d'agitation – attaques de réunions

* « Pourquoi Clichy : les provocations et les intentions des ex-Croix-de-Feu », *Le Populaire*, 21 mars 1937.

socialistes, exercices de concentrations – du légitime émoi qui s'est emparé des manifestants de Clichy. Selon cet article, le PSF aurait voulu briser l'unité du Front populaire en opposant sa base et la police grâce à la provocation d'une réunion nationaliste dans la ville ouvrière. Si cette interprétation des événements de Clichy maintient un consensus de façade, elle laisse cependant entendre que la fusillade résulte de l'agitation des manifestants.

Cette version laisse la place à l'idée selon laquelle des éléments d'extrême gauche seraient à l'origine des provocations. Pourtant, les services de renseignement de la préfecture de police de Paris n'ont identifié qu'une poignée de trotskistes et d'anarchistes sur les lieux. Aucune organisation trotskiste n'a appelé au contre-rassemblement et, après enquête, il est avéré que les membres de l'Union anarchiste n'ont pas pris une part active aux événements de Clichy*. Une autre enquête menée auprès des milieux ouvriers de Clichy rapporte que ces thèses n'ont aucun crédit auprès d'eux**. Au-delà des cercles clichyens, peu de monde y adhère et les manœuvres des directions socialistes sont rapidement dénoncées dans la presse. Alex Delpeyrou écrit ainsi dans *Le Jour* : « Rendre les éléments trotskistes responsables du massacre de Clichy, c'est facile pour la raison bien simple que le trotskisme, quant à présent du moins, est impersonnel, inconsistant, mystérieux. On l'agite comme un épouvantail devant l'œil du militant orthodoxe. »

* APP, BA 1865, rapport du 20 mars 1937.

** APP, BA 1865, correspondance du 20 mars 1937.

*Front populaire de combat
contre Front populaire de gouvernement*

La rumeur des manipulations trotskistes et anarchistes ne masque donc pas longtemps la division au sein du Front populaire quant aux responsabilités de chacun. Les mises en cause de Marx Dormoy contre Marceau Pivert ne tardent pas à être rendues publiques par une presse d'extrême droite trop heureuse d'exploiter les divisions du camp adverse. *L'Action française* se fait l'écho des querelles intestines qui secouent la SFIO*, rapportant que Marx Dormoy fait reposer ses accusations sur les résultats de l'enquête de l'inspecteur général Imbert. Selon le quotidien royaliste, ceux-ci mettent clairement en cause les groupes de combat socialistes : « Cette enquête a établi tout simplement qu'à Clichy avaient fonctionné ces milices ouvrières ou groupes d'autodéfense dont le camarade Marceau Pivert s'acharnait à demander la création. Ce sont ces groupes de combat qui ont empêché qu'on éloignât de la réunion les contre-manifestants et qui ont enfoncé prestement les barrages de la garde mobile. La rapidité avec laquelle ils ont opéré prouve un entraînement poussé** ». »

Le 18 avril, au conseil national extraordinaire de Puteaux, Marceau Pivert ne remet pas en cause la participation des TPPS lors des affrontements de Clichy, mais dément toute participation spécifique de la Gauche révolutionnaire***.

* « Clichy », *L'Action française*, 6 mars 1937.

** « Publiera-t-on les conclusions de l'inspecteur général Imbert sur les incidents de Clichy ? », *L'Action française*, 17 avril 1937.

*** PIVERT Marceau, HÉRARD Lucien et MODIANO René, *Quatre discours et un programme*, supplément des *Cahiers rouges*, mai 1937.

Au-delà des exactions policières, pour la tendance révolutionnaire de la SFIO comme pour l'ensemble de l'extrême gauche française, le gouvernement porte la responsabilité politique des événements en ayant autorisé la réunion des Croix-de-Feu, afin de donner des gages de stabilité politique à la bourgeoisie. *Le Libertaire* estime ainsi que le gouvernement de Front populaire mérite « l'invective » de « gouvernement d'assassins » et que la social-démocratie française a maintenant « son Noske* ». Marceau Pivert déclare :

« Mais en même temps, la réaction et les radicaux sommaient le gouvernement de ne pas toucher au service d'ordre et l'idée qui a circulé dans tous les esprits exaspérés par ces événements, c'est qu'ils avaient une logique interne... oui, on a rapproché (et rien ne sert de fermer les yeux sur cette réalité) les mesures prises par le gouvernement pour rétablir la confiance des possédants et les mesures de protection de la réunion des Croix-de-Feu. Oui, on a difficilement compris que le rassemblement populaire, la fédération de la Seine, la municipalité socialiste de Clichy, convoquent une contre-manifestation et que le ministre de l'Intérieur, socialiste, n'interdise pas la réunion fasciste** . »

* *Le Libertaire*, 18 mars 1937. Gustave Noske (1868-1946), est membre du Parti social-démocrate allemand et ministre de la Guerre en 1919, lors de l'insurrection spartakiste. Il mène alors une répression sanglante contre les révolutionnaires berlinois.

** PIVERT Marceau, HÉRARD Lucien et MODIANO René, *Quatre discours et un programme*, op. cit.

Les jours qui suivent consacrent la rupture entre le Front populaire de gouvernement en quête de stabilisation politique et le Front populaire de combat – Front révolutionnaire, selon l'Union anarchiste – où se retrouve l'ensemble de l'extrême gauche, rejointe dans l'action directe par des milliers de militants de base de la SFIO et du PCF.

Un guet-apens nationaliste ?

Si les enquêtes de police démontent la thèse des provocations trotskistes et anarchistes, elles révèlent en revanche les manœuvres d'hommes de main d'une organisation fasciste présents parmi les manifestants de Clichy. Le 24 mars 1937, Alliane Mokrane et Danneker sont arrêtés par la police après qu'ils ont attaqué à coups de matraque un rassemblement de grévistes*. Les enquêteurs apprennent que ces individus et une vingtaine de repris de justice sont embauchés pour une quinzaine de francs par jour et armés par le Comité de rassemblement antisoviétique (Cras), afin de perturber des réunions de gauche. Le Cras n'est en fait rien d'autre qu'une tentative de reconstitution du Parti franciste**. La police découvre alors qu'Alliane Mokrane fait partie des blessés recensés à Clichy. Il lui avoue sa présence sur les lieux de l'affrontement avec une vingtaine d'autres hommes de main.

Si l'enquête ne dit pas qu'ils ont ouvert le feu les premiers afin de déclencher la fusillade comme la Gauche

* APP, BA 1866, « Rapport du 26 mars, pour Marx Dormoy ».

** APP, BA 2360, « Le commissaire de police André Roches, à Monsieur le procureur de la République, 25 mars 1937 ».

révolutionnaire le prétend*, la police estime la chose possible puisque cela semble faire partie de leurs méthodes. Le Cras est en effet impliqué dans d'autres affaires similaires. Il est donc entendu que l'extrême droite avait l'intention de profiter du contre-rassemblement de Clichy pour provoquer la discorde au sein du Front populaire. Que des éléments d'extrême droite aient ouvert le feu les premiers ou non, il est avéré que ce sont les groupes d'autodéfense du Front populaire qui ont conduit les attaques contre les barrages de police, TPPS en tête, mais aussi probablement l'entourage de Maurice Naile, que les ouvriers « modérés » de Clichy présentent comme violent et « capable des plus basses besognes** ». La responsabilité des différents échelons de la police dans les fusillades est plus difficile à déterminer : les coups de feu étaient-ils le fait de gardiens de la paix en déroute comme le prétendent les responsables de la police, ou des officiers factieux ont-ils réellement donné l'ordre de tirer sur la foule, comme l'affirme *Le Prolétaire de Clichy****?

Quoi qu'il en soit, ce sont les responsabilités politiques du gouvernement et de la Gauche révolutionnaire qui sont mises en cause dans la querelle qui conduit à l'exclusion de la fédération de la Seine en janvier 1938 et à une profonde rupture entre réformistes et révolutionnaires.

* PIVERT Marceau, HÉRARD Lucien et MODIANO René, *Quatre discours et un programme*, op. cit.

** PP, BA 1865, rapport des Renseignements généraux « Incidents de Clichy, 20 mars 1937 ».

*** PIVERT Marceau, HÉRARD Lucien et MODIANO René, *Quatre discours et un programme*, op. cit.

CONCLUSION

En 1938, la dissolution de la fédération de la Seine de la SFIO* signe la fin d'une expérience originale d'organisation de lutte contre le fascisme et de protection du Parti socialiste. En région parisienne, celle-ci s'inscrit dans une tradition d'avant-guerre que les socialistes redécouvrent par l'intermédiaire de leurs partis frères allemand, autrichien ou belge et, plus paradoxalement, par l'intermédiaire du Parti communiste. Comme les Jeunes Gardes révolutionnaires, les groupes d'autodéfense socialistes s'affrontent aux ligues nationalistes au Quartier latin et dans les arrondissements populaires de la capitale. Comme avant 1914, deux orientations se dessinent entre partisans des groupes de combat destinés à l'action directe et ceux des services d'ordre pour assurer le bon déroulement des manifestations. Les parallèles ne manquent pas entre l'autodéfense d'avant-guerre et celle des années 1930 : durant ces deux périodes, elles sont animées par des tendances révolutionnaires de la SFIO, qui y voient un moyen de promouvoir l'action directe. De même, la sociologie de leurs partisans est assez semblable, majoritairement composée

* Lors du congrès de Royan, en juin 1938, la motion d'orientation de la Gauche révolutionnaire remporte plus de 17,2% des mandats. Cette importante progression de la tendance au sein du Parti socialiste inquiète la direction, qui ne cesse d'essayer ses critiques. La Gauche révolutionnaire explique son exclusion et la dissolution de la fédération de la Seine par la volonté de la direction socialiste de rejoindre l'Union nationale et, pour ce faire, de se débarrasser d'une opposition interne.

de jeunes prolétaires et d'étudiants. L'originalité de l'auto-défense des années 1930 réside ailleurs.

Ses principaux éléments sont la structuration poussée des TPPS, la dimension spectaculaire des JGS, le rôle politique des groupes de combat face au fascisme. En France, jamais groupe de combat socialiste n'a connu une organisation aussi forte, s'appuyant sur une hiérarchie et des fonctions bien définies. Les JGS, les Groupes de défense, puis plus tard les TPPS, se distinguent aussi dans l'histoire de la SFIO par l'importance de leurs effectifs.

L'originalité de l'expérience repose aussi sur le projet de rationalisation de la propagande socialiste, dans un plan d'ensemble impliquant les organes d'autodéfense et de la période de crise que nombre de socialistes analysent comme un moment prérévolutionnaire. Dans ce contexte, l'autodéfense socialiste n'est jamais considérée par la Gauche révolutionnaire comme l'acteur principal d'une prise de pouvoir socialiste, mais comme un point d'appui du prolétariat dans un processus de masse. La direction du parti lui attribue, quant à elle, un rôle de défense de la République. Dans les deux cas, il y a une rupture radicale avec la tradition blanquiste du coup d'État.

La spécificité de l'autodéfense socialiste de la région parisienne se mesure à l'aune de la SFIO des années 1930. En effet, les organes d'autodéfense se distinguent du reste de la SFIO par la jeunesse de leurs membres appartenant aux classes populaires. Alors que

la sociologie du parti socialiste n'est plus déterminée par un recrutement ouvrier, la figure du travailleur de l'automobile ou du typographe semble dominer dans les rangs des groupes de combat.

Ces militants ont bien souvent adhéré au Parti socialiste lors des grandes vagues d'adhésions des années 1934-1936; ils renouvellent et modernisent les pratiques de la « vieille maison ». Ils font sortir la SFIO du cadre verrouillé des campagnes électorales pour reconquérir la rue face aux ligues nationalistes et concurrencer le PCF. Bien que la SFIO reste antimilitariste, ils popularisent durant un temps les défilés en uniformes des JGS et les entraînements aux combats de rue. Ils renouent également avec un certain nombre de pratiques violentes du mouvement révolutionnaire, dont la SFIO avait perdu l'habitude avec la scission du congrès de Tours.

De ces expériences naissent une nouvelle utilisation et une nouvelle conception de la violence politique. Issue d'un compromis entre les révolutionnaires de la SFIO et la direction du parti, cette conception se situe à mi-chemin entre la violence insurrectionnelle et la légitime défense à laquelle toute organisation peut légalement recourir. La stratégie d'autodéfense active ne limite pas les groupes de combat à la simple protection des locaux ou des manifestations, mais elle les détourne le plus souvent de la lutte contre les forces de l'ordre. Elle reconnaît en revanche l'intérêt politique d'attaquer l'ennemi nationaliste, tout en conservant certaines limites au-delà

desquelles les organes d'autodéfense se lanceraient dans « l'aventurisme politique ». À notre connaissance, les groupes de combat socialistes n'ont jamais recours à l'assassinat politique. L'accession légale au pouvoir du Front populaire en 1936 sans opposition militaire de l'extrême droite ne les entraîne pas à franchir le pas de l'affrontement symbolique. L'autodéfense socialiste reste conditionnée par la basse intensité du conflit politique français.

En participant à une forme de *brutalisation* du champ politique français, ces groupes de combat sont les héritiers de la Grande Guerre. La génération du feu est aux postes de direction, l'organisation est inspirée de celle de l'armée française. On y ressent sans doute la camaraderie et la solidarité des tranchées. Enfin, ces groupes de combat sont des éléments avant-coureurs du prochain conflit mondial, montrant qu'il ne peut y avoir de solution pacifique à l'expansion du fascisme en Europe.

Quelle est la nature de l'affrontement des années 1930 entre Front national et Front populaire ? En 1985, Serge Berstein écrivait que les Français avaient su recourir à temps au « verbe », « pour en venir aux compromis inévitables », simulant l'affrontement et le cantonnant au domaine idéologique et au discours politique*. Pour lui, le 6 février 1934 n'est qu'un simulacre que l'on ne saurait comparer « aux véritables guerres civiles qui ont marqué le XIX^e siècle, et surtout pas à cette Commune de Paris à

* « L'affrontement simulé des années 1930 », BERSTEIN Serge, *Vingtième siècle*, op. cit., pp 39-54.

l'aune de laquelle on le mesure volontiers* ». Si la France n'a pas connu de guerre civile, au regard de l'histoire de l'autodéfense socialiste, de ses efforts pour structurer des forces combattantes, de ses craintes d'un coup d'État fasciste et de ses expériences, il est possible de dire que l'affrontement n'a pas toujours été simulé et limité au verbe, marginalement peut-être, avec une faible intensité sûrement, mais il a bel et bien eu lieu.

L'ancien JGS Eugène Boucherie a prolongé son engagement antifasciste en rejoignant l'armée française en 1940. Fait prisonnier, il a pu regagner la capitale où il a poursuivi le combat. Il a rejoint la Résistance et a pris part à la libération de Paris. André Weil-Curiel, l'ancien responsable des TPPS, s'est quant à lui mis au service de la France libre dès 1940. D'autres militants des groupes d'autodéfense socialistes ont probablement prolongé leur engagement antifasciste et leur expérience de l'action dans la Résistance. Peut-on cependant imaginer que les organes socialistes d'autodéfense ont été une école de formation pour de futurs résistants? Rien de moins évident si l'on fait le parallèle avec l'histoire du Parti communiste, dont Georges Vidal souligne que « le service d'ordre ne semble pas avoir constitué une pépinière de cadres militaires [...] pendant la Seconde Guerre mondiale** ». La question reste ouverte.

* *Ibid.*, p. 48.

** VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *op. cit.*, p. 921.

APPENDICES & DOCUMENTS



DOCUMENT I.

Photographie de Gaston Bergery (3^e en partant de la gauche), aux côtés de membres de ses groupes de combat, publiée dans *Le Document*, en juillet 1935. Sur ce cliché, Gaston Bergery se montre parmi quatre jeunes militants frontistes à l'allure résolument moderne : blousons, cheveux gominés plaqués en arrière et visages glabres. Les cinq hommes, penchés au-dessus d'un document ouvert sur une table, semblent étudier un plan à la manière de stratèges militaires. Cette mise en scène et la légende accompagnant l'illustration – « Une permanence de GAD au Front social » – expriment parfaitement la stratégie de propagande appuyée sur les organismes d'autodéfense du mouvement frontiste.



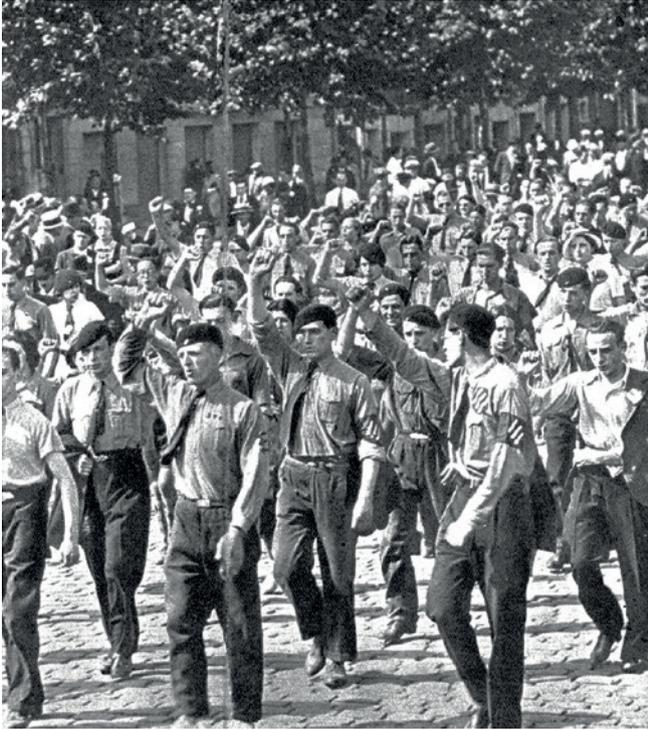
DOCUMENT II.

Affiche de la Gauche révolutionnaire, février 1936, photographie de Jean Outin, fonds Marceau-Pivert (CHS)



DOCUMENT III.

Affiche anonyme, juin 1936, photographie de Jean Outin, fonds Marceau-Pivert (CHS)



DOCUMENT IV.

Photographie du défilé des JGS, lors de la manifestation du 14 juillet 1935 à Paris, parue dans le numéro spécial de *Vu* du 30 novembre 1935. On peut y observer tous les rites et symboles soldatiques de la propagande socialiste assurée par l'autodéfense. On retrouve les poings levés, coudes cassés du salut antifasciste, les uniformes des JGS – chemises, cravates et bérets – ainsi que les trois flèches portées en brassard ou cousues sur la manche gauche (visibles sur les trois militants au centre du premier plan).



DOCUMENT V.

Défilé des JGS de la région parisienne, lors du meeting socialiste au Vélodrome d'Hiver. On peut les voir parader, par colonne de trois, parmi les 25 000 auditeurs. Photographie de Robert Talpain, fonds Marceau-Pivert, CHS.



DOCUMENT VI.

Un serre-file du service d'ordre de la manifestation du 14 juillet 1936.
Photographie de Robert Talpain. CHS, fonds Marceau-Pivert.



DOCUMENT VII.

Léon Blum à la tribune d'un meeting socialiste au Vélodrome d'Hiver, le 7 juin 1936. Au premier plan à droite, faisant face à l'auditoire, de jeunes militants en chemise assurent la protection des orateurs socialistes. Ce sont aussi ces visages que l'autodéfense socialiste donne à voir dans les réunions publiques de la SFIO. Photographie de Robert Talpain. CHS, fonds Marceau-Pivert.



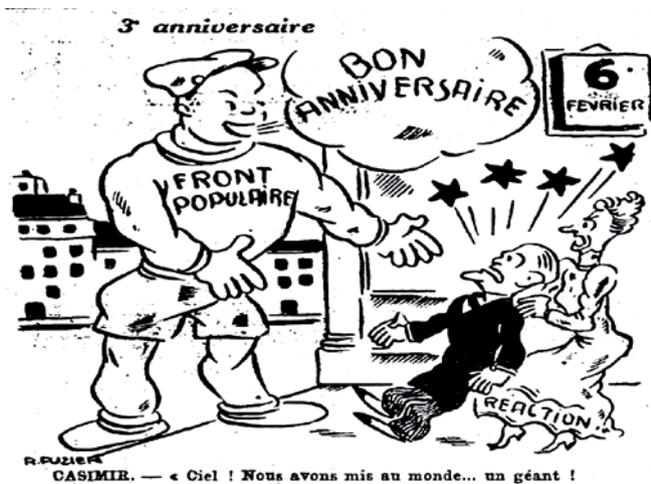
DOCUMENT VIII.

Illustration du *Cri des jeunes*, n° 159, janvier 1937. Les JGS sont ici représentés sous les traits d'un géant portant la cravate et les trois flèches des Jeunes Gardes. Il menace du poing le colonel de La Rocque, Jacques Doriot, et une allégorie de la bourgeoisie représentée par un homme en costume trois pièces et chapeau haut de forme. Le poing est brandi à la façon du Front rouge allemand : coude cassé et paume vers l'avant.



DOCUMENT IX.

Meeting socialiste, à Paris, le 7 juin 1936. Photographie de Jean Outin, fonds Marceau-Pivert (CHS). On peut y observer le service d'ordre protégeant la tribune.

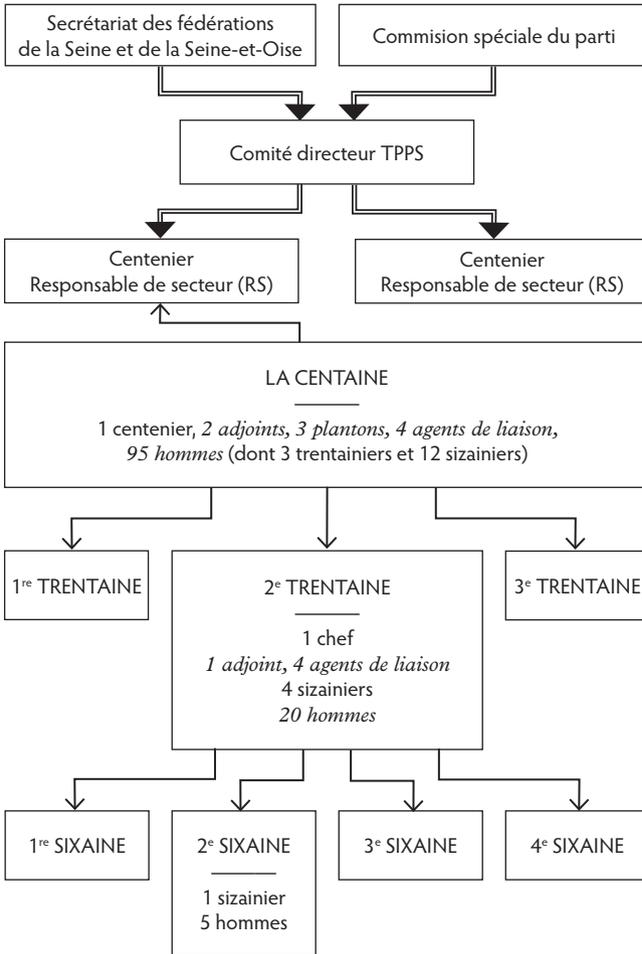


DOCUMENT X.

Caricature de R. Puzier dans *Le Populaire* du 6 février 1937.

Le Front populaire y est représenté par un géant barrant la route au colonel de La Rocque accompagné d'une allégorie de la « réaction ».

ORGANISATION DES TPPS



 : rapport hiérarchique

Italique : hypothèse

LES TPPS

Extrait du rapport du responsable de l'autodéfense pour le 56^e congrès administratif de la fédération de la Seine du 26-27 octobre 1935 :

« 1. Les TPPS sont des volontaires qui se mettent à la disposition du parti pour assurer sa protection et répondre immédiatement aux appels du secrétaire fédéral à l'autodéfense.

2. Leur organisation a été décidée par le congrès de Toulouse et confirmée par le congrès de Mulhouse. Les modalités d'application de ces décisions générales sont placées sous l'autorité de la commission spéciale du Parti.

3. Plusieurs assemblées de secrétaires de section ont expliqué le caractère et les objectifs des TPPS, depuis le 6 février 1934 (les sections non représentées à ces réunions ont retardé la mise au point du réseau défensif).

4. Les TPPS n'ont pas d'uniforme, aucun caractère militaire ne les distingue; mais ils sont obligés de se constituer un système de discipline et de moyens de reconnaissance pour rendre efficaces leurs rencontres avec les fascistes.

5. Les JGS, section de réserve des TPPS, ont au contraire un caractère décoratif : chemise bleue, cravate rouge, et leur présentation ordonnée, leurs cris rythmés, leurs gestes sont des éléments de propagande et d'agitation en faveur du Parti et des JS.

6. Les TPPS ne sont pas une organisation clandestine : au contraire, c'est l'organisme officiel de l'autodéfense active du Parti dans la région parisienne. Seule la mise au point, l'élaboration collective, la critique intérieure des techniques de l'autodéfense active font l'objet de réunions fermées.

7. Les TPPS ne sont que les exécutants d'une direction politique choisie par la fédération.

8. Les responsables des TPPS ont pour directive générale la mesure du rapport de force avant l'action. C'est aux formations fascistes qu'ils s'opposent directement. En fait, aucun accident sérieux n'a jamais été relevé du côté TPPS depuis leur fonctionnement.

9. Le devoir absolu de tous les militants quels qu'ils soient, et plus particulièrement des secrétaires, est de faciliter la tâche des TPPS en empêchant tout sabotage, tout dénigrement, toute tentative de démoralisation qui feraient le jeu de l'ennemi fasciste.

10. Les TPPS sont tous membres du Parti. Si dans certaines circonstances leur fonction d'encadrement des masses s'impose, dans l'action, la constitution des TPPS ne permet pas le recrutement permanent des inorganisés.

11. Les deux bureaux fédéraux et le comité directeur des TPPS ont précisé certains points important au cours d'une séance qui a eu lieu le 1^{er} juillet. (Le document complet adopté à cette séance, a été remis à chaque responsable des TPPS pour fixer le cadre de son activité et de ses initiatives).

Pas de défensive sans contre-offensive

Recherche de la supériorité morale et physique sur les troupes de choc ennemies.

L'autodéfense organisée doit se lier à l'autodéfense de masse, animer, encadrer, décider en tenant compte des techniques spéciales étudiées à l'avance, et enfin, expliquer aux masses le sens d'une action effectuée contre les bandes fascistes.

Les TPPS doivent rechercher les liaisons avec toutes les formations similaires des syndicats ou des autres organisations antifascistes.

À des fascistes armés il faut opposer des hommes armés.

Le nettoyage des quartiers ouvrier de la vermine fasciste est une tâche à remplir par les TPPS, sous la direction de leurs responsables.

Pour une action qui dépasse le cadre local, la décision du Bureau fédéral est nécessaire.

Les TPPS ne peuvent pas intervenir en tant que tel dans les discussions politiques, ni au service d'une fraction contre une autre.

12. Malgré les améliorations considérables du fonctionnement des TPPS dues à la sélection de responsables sûrs, actifs, prudents et dévoués, il ne faut pas se dissimuler que nous avons beaucoup de progrès à faire dans le sens de l'homogénéité, de l'initiative, de l'entraînement, de l'information sur l'ennemi, de la mobilité (moyens de transports), etc. »

LE CHANT DES JEUNES GARDES

Paroles de Montéhus.

Nous somm' la Jeune France
Nous somm' les gars de l'avenir
Él'vés dans la souffrance
Oui nous saurons vaincre ou mourir
Nous travaillerons pour la bonn' cause
Pour délivrer le genre humain
Tant pis si notre sang arrose
Les pavés sur notre chemin

Prenez garde
Prenez garde
Vous les sabreurs, les bourgeois, les gavés
V'là la Jeun' Garde
V'là la Jeun' Garde
Qui descend sur le pavé
C'est la lutte finale qui commence
C'est la revanche de tous les meurt-la-faim
C'est la révolution qui s'avance
C'est la bataille contre les coquins
Prenez garde
Prenez garde
V'là la Jeun' Garde

Enfants de la misère
De forc' nous somm' les révoltés
Nous vengerons nos mères
Que des brigands ont exploitées
Nous ne voulons plus de famine
À qui travaille il faut des biens
Demain nous prendrons les usines
Nous sommes des hommes et non des chiens

Nous n'voulons plus de guerre
Car nous aimons l'humanité
Tous les homm' sont nos frères
Nous clamons la fraternité
La république universelle
Emp'reurs et rois tous au tombeau
Tant pis si la lutte est cruelle
Après la pluie le temps est beau

SIGNIFICATION DES SIGLES

AF : Action française
ARAC : Association républicaine des anciens combattants
BS : Bataille socialiste
CAP : commission administrative permanente
CGT : Confédération générale du travail
CGT-U : Confédération générale du travail unitaire
CRAS : Comité de rassemblement antisoviétique
CUAA : Comité d'unité d'action antifasciste
ES : Étudiants socialistes
EVP : Équipes volantes de propagande
GBL : Groupe bolchevik-léniniste
GD : Groupes de défense
GAD : Groupes d'autodéfense
GDA : Groupes de défense antifasciste
GR : Gauche révolutionnaire
JEUNES : Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale
JGA : Jeunes Gardes antifascistes
JGR : Jeunes Gardes révolutionnaires
JGS : Jeunes Gardes socialistes
JP : Jeunesses patriotes
JS : Jeunesses socialistes
JSO : Jeunesse sportive ouvrière
JSR : Jeunesses socialistes révolutionnaires
KPD : Parti communiste allemand.
PCF : Parti communiste français
POI : Parti ouvrier internationaliste
PSF : Parti social français
PSOP : Parti socialiste ouvrier et paysan
SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière (Parti socialiste)
SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne
TPPS : Toujours prêts pour servir
SIA : Solidarité internationale antifasciste
UA : Union anarchiste

GLOSSAIRE*

AUDUBERT Pierre (?-?). Membre de la SFIO à sa création, il reste fidèle à la « vieille maison » au lendemain du premier conflit mondial, auquel il a pris part. Il est membre de la 5^e section de la fédération de la Seine, dont il est le secrétaire à plusieurs reprises. Il est également trois fois candidat au conseil municipal du V^e arrondissement entre 1928 et 1935. Pour la fédération de la Seine, il assure la direction des Groupes de défense, de 1929 à 1934.

AUFFRAY Charles (1887-1957). Ajusteur mécanicien et ouvrier ajusteur syndiqué à la CGT devenu marchand de vin, il rejoint la SFIO en 1918 et fait le choix de la III^e Internationale en 1921. Signataire de la « Lettre des 250 » (1925) contre la bolchevisation du Parti communiste, il le quitte en 1929. Il fonde alors, avec les dissidents communistes de Clichy et les socialistes-communistes, le Parti ouvrier paysan (POP), qui devient le Parti d'unité prolétarienne (PUP). En 1936, il revient à la SFIO. Il est maire de Clichy de 1925 à 1941, et plusieurs fois député entre 1924 et 1936.

BALAY, Georges (1896-1973). Engagé volontaire dans l'armée en 1914, il est blessé à deux reprises lors de la Première Guerre mondiale et obtient la légion d'honneur en 1933. C'est à cette date que les services de renseignement signalent le début de son intense activisme pacifiste. Il adhère à la SFIO au début des années 1930 et devient membre de la commission exécutive de la fédération de la Seine. Il participe à la direction des TPPS et se rapproche alors de la tendance bolchevik-léniniste du parti, ce qui lui vaut d'être exclu en 1936. Il rejoint ensuite le Parti communiste (PCI), puis le PSOP.

* Les notices qui suivent ont été rédigées à partir du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* et de fonds d'archives publiques et privées.

BERGERY Gaston (1892-1974). Ancien combattant et membre des « Jeunes Turcs » du Parti radical, il est élu député de la Seine-et-Oise en 1928. Il rompt avec le Parti radical en 1933 pour fonder le Front commun qui devient, en 1934, le Parti frontiste, une formation antifasciste aux accents anticapitalistes. En 1940, poursuivant une longue dérive à droite, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et devient ambassadeur de l'État français à Ankara.

BLOCH Pierre, de son vrai nom : Jean PIERRE-BLOCH (1905-1999). Né dans le X^e arrondissement d'un père industriel et d'une mère originaire d'Alger, Jean Pierre-Bloch adhère à l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine dans les années 1920. Il en est alors le délégué à la propagande. Il est également secrétaire national des Jeunesses socialistes (JS). En 1930, il entre au *Populaire*, où il débute sa carrière de journaliste. Figure importante de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (Lica) et élu député en 1936, il entre dans la Résistance et est arrêté en 1941. Après une évasion réussie, il rejoint Londres, où il se met au service du général de Gaulle, au sein du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). De 1944 à 1945, il est commissaire au gouvernement provisoire de la République.

BOIVIN Pierre (1906-1937). Étudiant en philosophie à l'École normale supérieure (ENS) au début des années 1920, il adhère à la 5^e section de la fédération de la Seine et à l'Entente des Étudiants socialistes. Il en devient le secrétaire pour la fédération de la Seine. Il occupe également la fonction de rédacteur en chef de *L'Étudiant socialiste*. En 1932, il est l'un des 11 signataires du manifeste *Révolution constructive*. Sous le gouvernement de Front populaire, il est chef de cabinet de Jean Zay, au ministère de l'Éducation nationale. Il meurt d'un cancer en 1937.

BOUCHERIE Eugène (1919-2014). Orphelin de guerre ayant perdu sa mère à l'âge de 10 ans, il est apprenti chez un traiteur du X^e arrondissement lorsqu'il voit défiler les cortèges antifascistes du 9 février 1934 et rejoint les JS et les JGS de son quartier. Se situant sur la gauche du parti, il est exclu de la SFIO en 1938. En 1940, il est fait prisonnier par l'armée

allemande. À sa sortie du *stalag*, il rejoint les réseaux de la Résistance à Paris, au sein desquels il joue le rôle de courrier et participe à l'insurrection parisienne d'août 1944. Après guerre, il rejoint les rangs du PCF puis se rapproche de divers milieux gauchistes des années 1960-1970. Il se souvient avoir recueilli à Cannes le clandestin Georges Fontenis, à la fin des années 1950, poursuivi pour la politique de soutien de la Fédération communiste libertaire au FLN algérien.

BOVILLE Henri (1896-1978). Ouvrier boulanger, il s'engage au Parti communiste au lendemain du congrès de Tours. Il est alors un syndicaliste actif dans la fédération de l'alimentation. Sa dénonciation de la stratégie de « classe contre classe » du PCF entraîne son exclusion en 1929. Il entre ensuite à la SFIO, puis dans la franc-maçonnerie en 1933 et devient secrétaire fédéral adjoint de la CGT. Sous le gouvernement de Vichy, il occupe un poste au ministère du Travail, est responsable de la Fédération nationale des travailleurs de l'alimentation. Il est arrêté à la Libération et accusé de collaboration avec l'ennemi.

CAZANAVE René (1911- ?). Venu des Jeunesses communistes, il occupe, à la SFIO, un poste de direction au sein des TPPS. Il est également connu des services de police pour son engagement syndicaliste révolutionnaire dans l'Éducation nationale. En 1938, il milite au PSOP, où il est membre de la commission de contrôle.

CHABRIER François (1903- ?). Inspecteur des assurances sociales, il adhère au Parti socialiste en 1924, dans la section de Nogent-sur-Marne, dont il devient le secrétaire en 1930. Cinq ans plus tard, c'est au titre de secrétaire de la 20^e section de la fédération socialiste de la Seine qu'il signe l'appel à la création de la Gauche révolutionnaire. En 1934, il est responsable de la réorganisation des Groupes de défense.

COEYLAS René (1879-1961). Journaliste, il accède au conseil municipal de Draveil, en Seine-et-Oise, sous l'étendard de la SFIO en 1925. Après avoir perdu son siège en 1929, il le reconquiert en 1935. Il est délégué de la Seine au congrès SFIO

de Toulouse, en 1934. Au congrès précédent, René Coeylas soutenait la motion de Paul Faure, mais il rejoint la Bataille socialiste pour le congrès de 1937.

COLL Fernand (1907-1981). Adhérent de la fédération socialiste de Haute-Garonne, il est élu secrétaire de la fédération des Jeunesses socialistes et membre du comité mixte des Jeunesses au début des années 1930. En 1936, il devient secrétaire national du Conseil national mixte des JS. Proche de Paul Faure et de Vincent Auriol, il s'est notamment illustré dans l'opposition à la Bataille socialiste et à la Gauche révolutionnaire lors du congrès fédéral du Lot en 1937. Il est exclu du PS en 1941, pour avoir détruit un stock du *Populaire* clandestin, dont un article dénonçait la collaboration de Paul Faure. Il est réintégré en 1946.

COLLIN Auguste (1894- ?). Contrôleur à la TCRP (ancêtre de la RATP), il est membre de la SFIO et secrétaire de la section de Thiais. En février 1936, il est responsable d'un groupe de service d'ordre de la SFIO.

CRAIPEAU Maria, née ROTHENBERG (1916-1998). Née en Pologne, elle adhère en 1930 à la Jeunesse communiste à l'âge de 14 ans et doit s'exiler pour son action politique. Immigrée en France, elle milite aux usines Renault de Boulogne-Billancourt. En 1933, après la victoire d'Hitler, elle rejoint l'opposition trotskiste, avant d'adhérer aux JS un an plus tard. Elle est exclue de la SFIO en 1935, avec les autres membres de la tendance bolchevik-léniniste, qu'elle suit dans la constitution des Jeunesses socialistes révolutionnaires et du Parti ouvrier internationaliste dont elle devient l'une des responsables de la région parisienne dans la clandestinité durant l'Occupation.

CRAIPEAU Yvan (1911-2001). Il adhère aux Jeunesses communistes de Vendée en 1930 et en est exclu en 1934. Proche de la Ligue communiste qui organisait les trotskistes au sein du PCF, il adhère peu après aux JS de la fédération de la Seine, dans une stratégie d'entrisme. Il suit alors le parcours classique des bolcheviks-léninistes de la SFIO : il est exclu en 1935 et figure parmi les fondateurs du Parti ouvrier internationaliste.

Lors de son passage à la SFIO, il occupe des responsabilités au sein des TPPS. Sous l'Occupation, il est responsable militaire et de la presse du POI.

DEIXONNE Maurice (1904-1987). En 1926, il rejoint le groupe des Étudiants socialistes de l'École normale supérieure. Il y milite jusqu'à l'obtention de l'agrégation en 1930 et sa mutation dans le Nord, puis dans le Cantal. En 1932, il signe le manifeste *Révolution constructive*, mais c'est après 1934 qu'il se consacre pleinement au militantisme. Il préside notamment le comité antifasciste local. Son approche alternative de la pédagogie et son engagement lui valent de nombreux démêlés avec l'Éducation nationale. Il en est exclu en 1943. Il est député socialiste de 1946 à 1958.

DENIAU Roger (1899-1971). Adhérent de la fédération socialiste de la Seine en 1931, il devient un militant de premier plan au sein de la CGT clandestine, du Comité d'action socialiste et du réseau Libération-Nord durant l'Occupation. Il entre à la direction nationale du réseau en 1943 et sera brièvement député de la IV^e République.

DERICHEBOURG André (?-?). Militant socialiste à Clichy, dans l'entre-deux guerres, ce patron de café est notamment responsable des TPPS de la ville. Il rejoint le Groupe bolchevik-léniniste de la SFIO en 1934 et suit les tribulations du groupe trotskiste jusqu'à la fondation du POI.

DESBALS (probablement) René (?-?). En 1931, il occupe le poste de trésorier adjoint de la fédération des JS de Haute-Garonne. Il a, semble-t-il, également occupé des responsabilités au sein des JGS de son département. En 1936, il est secrétaire de la section socialiste de Toulouse.

DESCOURS (probablement) Paul (?-?). Membre des Jeunesses socialistes de Haute-Garonne en 1936 et militant de la section de Toulouse, il est mandaté à la commission exécutive de la fédération de Haute-Garonne en 1938. Il poursuit son engagement antifasciste dans la Résistance dans le groupe Libérer et Fédérer.

DESCOURTIEUX Eugène (?-?) Il est à la tête de la fédération socialiste de Seine-et-Oise, lorsqu'en 1934-1935 est réorganisée l'autodéfense socialiste parisienne et en partage la responsabilité politique au côté de Marceau Pivert. Probablement membre de la Bataille socialiste, il cosigne avec Marceau Pivert un article intitulé « La marche à l'unité d'action antifasciste », dans *La Bataille socialiste* (15 décembre 1934).

DOLLET Henri (1893-1965). Mutilé de guerre, il est tour à tour enseignant, directeur de brasserie puis négociant en spiritueux à Nédonchel dans le Pas-de-Calais. Militant socialiste, il est maire de cette ville de 1929 à 1941. Sous l'Occupation, il rejoint le réseau résistant Voix du Nord.

DUMON René (1905-?). Ouvrier mécanicien dans les chemins de fer, syndiqué à la CGT, il adhère à la SFIO en 1919 et milite dans les fédérations de la Seine, de la Seine-et-Oise et du Nord. En 1928, il est secrétaire de la Fédération nationale des JS et prône une plus grande autonomie pour les JS. En 1934, il s'investit dans le combat antifasciste et pour l'unité d'action avec les JC.

ESSEL André (1918-2005). Il adhère aux Jeunesses socialistes de la Seine au lendemain des émeutes du 6 février 1934 et se rapproche de Fred Zeller et des trotskistes de la SFIO. Au moment de leur exclusion, il les suit dans la création des JSR et du POI. Sous l'Occupation, il participe à la direction du parti trotskiste. Après la Libération, il croit au réveil des organisations traditionnelles et adhère à nouveau aux Jeunesses socialistes, dont il devient rapidement un dirigeant de la fédération de la Seine avant d'être exclu en 1947 pour avoir condamné la politique du gouvernement du socialiste Paul Ramadier (hostilité aux mouvements de grève, opérations militaires au Vietnam). Il cesse de militer en 1949 et sera l'un des fondateurs de la Fnac.

EVRARD Just (1898-1972). Adhérent à la fédération socialiste du Pas-de-Calais en 1913, il en devient une figure importante durant l'entre-deux-guerres. Démobilisé à la fin de la

Première Guerre mondiale, il prend la direction des Jeunesses socialistes de son département. Il fait partie de la Jeune Garde qui redynamise le parti dans les années 1930, en prenant la responsabilité de la propagande de sa fédération. Sous l'Occupation, il participe à la reconstitution clandestine du Parti socialiste et, lorsqu'en 1942 il gagne la zone sud, il participe à la Résistance armée au sein du réseau Brutus. Son action lui vaut de siéger à l'Assemblée consultative provisoire. Il est élu député en 1958. C'est le frère de Raoul Evrard (1879-1944), député du Pas-de-Calais de 1919 à 1938.

FARINET Émile (1887-1937). Ouvrier monteur aux PTT et adhérent de la fédération postale, il devient militant socialiste dès les années 1910 dans le XIV^e arrondissement de Paris. Dans les années 1930, il anime la propagande de la fédération de la Seine et participe à la mise en place des GD. Membre de la Bataille socialiste, il milite pour l'unité d'action avec le PCF en 1934.

FAUSSECAVE Gaston (1895-1957). Militant communiste dès la création du PCF, il en est exclu en 1928 et rejoint le groupe d'Albert Treint, L'Unité léniniste. En 1936, il adhère au PCI de Pierre Frank et devient membre du comité central. Il milite dans la section du XV^e arrondissement. Gaston Faussecave exerce tour à tour les professions de typographe, linotypiste et correcteur à *L'Humanité*, dans la presse trotskiste puis, après guerre, au *Monde*.

GILBERT Boris, dit Boris GOLDENBERG (1905-1980). Né à Saint-Pétersbourg, mais de nationalité allemande, il débute sa carrière militante au sein des Jeunesses du SPD de Berlin. Membre du KPD, il est proche de l'opposition dite de droite. Après son exclusion, il se rapproche du KPO (Parti communiste opposition) puis du SAP (Parti socialiste ouvrier d'Allemagne). Il prend alors contact avec Léon Trotski, auquel il s'oppose en 1934, sur la constitution de la IV^e Internationale. En 1933, Boris Goldenberg se réfugie en France, où il continue à représenter le SAP, tout en adhérant à la 15^e section socialiste de la Seine. Il est l'un des membres fondateurs de la Gauche révolutionnaire. Réfugié à Cuba en 1940, il retourne en Allemagne en 1960.

GOLDSKY Jean, pseudonyme de GOLDSCHILD (1890-1969). Anarchiste individualiste à 16 ans, il tente l'expérience de la colonie communautaire de Saint-Germain-en-Laye. N'attendant pas son échec, il se rapproche de Gustave Hervé et d'Almeryda. Il participe à la création des Jeunes Gardes avant d'être condamné à trois ans de prison en 1907. Comme son mentor Gustave Hervé, Goldsky est gagné par le patriotisme de 1914. Il participe au premier conflit mondial, avant de revenir à une position pacifiste en 1917. Il est arrêté et condamné pour intelligence avec l'ennemi à huit ans de prison. S'éloignant de ses convictions de jeunesse, il rejoint le Parti radical dans les années 1930.

GUÉRIN Daniel (1904-1988). Né dans une famille bourgeoise progressiste, les premières années de son militantisme sont marquées par son engagement anticolonial, qu'il poursuivra sa vie durant, notamment lors de la guerre d'Algérie. Militant syndicaliste révolutionnaire, il adhère une première fois à la SFIO en 1931. Jugeant le parti trop électoraliste, il le quitte avant de reprendre sa carte à la section des Lilas. Militant antifasciste, Daniel Guérin publie une série d'articles sur le nazisme allemand dans *Le Populaire*. Membre de la tendance Gauche révolutionnaire, il adhère ensuite au PSOP et se rapproche de la IV^e Internationale. Après guerre, il entreprend de faire la synthèse de l'anarchisme et du marxisme. Il s'engage alors dans l'Organisation révolutionnaire anarchiste puis à l'Union des travailleurs communistes libertaires. Daniel Guérin est également considéré comme le «grand-père» du mouvement d'émancipation homosexuel.

HERMANN Jean-Maurice (1905-1988). Les débuts de sa carrière journalistique coïncident avec son engagement en 1930 dans la SFIO. Après avoir travaillé plusieurs années au *Quotidien* et pour plusieurs revues, il collabore au *Populaire* à partir de 1932 et couvre notamment la guerre d'Espagne. Il milite dans la 9^e section de la fédération de la Seine, où il porte les orientations de la Bataille socialiste. Engagé dans la Résistance et déporté, il rejoint le PCF après guerre.

HERVÉ Gustave (1871-1944). En 1902, il adhère à la fédération socialiste de l'Yonne et participe au processus d'unification des mouvements socialistes français. Il devient membre de la CAP de la SFIO en 1905 et le reste jusqu'en 1911. Il se situe durant toute cette période à l'extrême gauche du parti, prêchant un antimilitarisme et un antipatriotisme intransigeants. Dans *La Guerre sociale*, le journal dont il est le rédacteur, il défend, à partir de 1908-1909, des orientations syndicalistes révolutionnaires. Il est condamné durant cette période à plusieurs années de prison pour ses écrits d'où son surnom de « Blanqui de la III^e République ». En 1912, il sort de prison en ayant perdu tout espoir de sursaut pacifiste en France comme en Allemagne et prône un patriotisme belliqueux. Ce revirement radical lui vaut d'être exclu de la fédération de l'Yonne en 1916. Dans l'entre-deux-guerres, il appelle à la constitution d'une république autoritaire dirigée par le maréchal Pétain. Il ne collabore cependant pas au gouvernement de Vichy et reste jusqu'à la fin de sa vie critique par rapport aux politiques antisémites de l'État français.

IZARD Georges (1903-1973). Fils d'instituteur agnostique, il se tourne vers le protestantisme puis le catholicisme lors de ses études. En 1932, il participe au mouvement de la « Troisième Force » qui fusionne avec le Front commun, deux ans plus tard, pour fonder le Parti frontiste. En 1936, ce socialiste chrétien devient député de Briey, en Meurthe-et-Moselle. Un an plus tard, il rejoint la SFIO. Durant l'Occupation, il participe à la Résistance (organisation civile et militaire) et revient brièvement à la SFIO avant de se consacrer à sa carrière d'avocat lors du procès Kravtchenko (1949) et des manifestations du Néo-Destour en Tunisie (1952).

JARDEL Robert (1890-1940). Militant de la SFIO de la section du XX^e arrondissement, il en devient le secrétaire dans les années 1930. En 1929 et 1931, il est élu à la commission exécutive de la fédération de la Seine. Il est responsable de la propagande pour le 3^e secteur. À ce titre, il participe à l'organisation des GD. En 1930, il est élu à la Chambre des députés, qu'il quitte six ans plus tard. Il est au même moment exclu du

PS pour ne pas avoir respecté les accords de désistement au profit du premier candidat du Front populaire au premier tour des élections.

JOUBLOT André (1902-1987). Employé de banque à Paris, il rejoint les Jeunesses socialistes à l'âge de 21 ans et devient secrétaire de l'Entente jusqu'en 1928. Dans les années 1930, il est membre de la commission exécutive de la fédération de la Seine. Ce partisan de la Bataille socialiste siège à la CAP du parti de 1937 à 1938. Il est chargé de reconstruire la fédération de la Seine, après sa dissolution en 1938. Après guerre, André Joublot soutient Guy Mollet, puis s'oppose à sa politique coloniale. En 1958, il rejoint le Parti socialiste autonome (PSA) puis participe à la création du PSU.

LAGORGETTE Louis (1895-1937). Il adhère à la SFIO à l'âge de 17 ans, alors qu'il étudie au lycée de Clermont-Ferrand. Ancien combattant et membre de l'Arac, il milite à la fédération de la Seine à la fin des années 1920, dans la tendance Bataille socialiste. Il est secrétaire général des Jeunesses socialistes en 1935, lorsque Fred Zeller et 12 autres membres de la gauche du parti sont exclus. Au même moment, il se rapproche de Paul Faure, qui le nomme secrétaire particulier, en 1936.

LEBAS Jean-Baptiste (1878-1944). Il grandit dans le milieu des ouvriers du textile de Roubaix et adhère au POF de Jules Guesde en 1902. Militant de la SFIO, il devient maire de Roubaix en 1912, puis député du Nord en 1932 et ministre du Travail du Front populaire. Au sein du Parti et de la CAP, il est le gardien de l'orthodoxie guesdiste. Sous l'Occupation, il organise les socialistes du Nord dans la Résistance, avec le Comité d'action socialiste. Il est arrêté en mai 1941 par la Gestapo et meurt en 1944, au camp de Sonneburg.

LECOMTE Florimond (1905-1959). Adhérent des Jeunesses socialistes de Lille à l'âge de 17 ans, il mène l'essentiel de son activité militante dans cette ville. Il est le secrétaire de la fédération du Nord des Jeunesses de 1928 à 1936 et le fondateur de son organe national, *Le Cri des jeunes*. En 1935, il

est inculpé pour des faits de violence contre des militants des Jeunesses patriotes, mais relaxé grâce à une défense menée par Léo Lagrange. Dans les débats internes de la SFIO, il est un ferme opposant aux tendances trotskistes et Gauche révolutionnaire de la fédération de la Seine. Sous l'Occupation, il résiste dans le réseau Libération-Nord. À la Libération, il participe à la reconstruction de la SFIO.

LEVILLAIN Maurice (1892-1974). Ouvrier mécanicien puis agent commercial, il adhère aux Jeunesses socialistes à l'âge de 16 ans. Il est pilote lors de la Première Guerre mondiale et fait prisonnier sur le front oriental en 1917. Dans les années 1920 il milite à nouveau à la SFIO et se montre un rude concurrent pour le PCF. En 1923, il devient conseiller municipal du quartier de Charonne et considère cette victoire comme la première face au Parti communiste dans un quartier populaire. Dans les années 1920, il est l'un des animateurs de la dynamique section du XX^e arrondissement. En 1940, il choisit le mouvement de Marcel Déat. Cela lui vaut une condamnation aux travaux forcés à la Libération. Il est gracié en 1951.

LEVY Louis (1885-1952). Après avoir exercé peu de temps son métier d'avocat, il se consacre au journalisme et devient l'une des plumes du *Populaire* dans les années 1920. De 1926 à 1934, il est secrétaire du comité national mixte des Jeunesses socialistes. Il siège également à la CAP de la SFIO de 1926 à 1939, un temps proche de Paul Faure, avant de se rapprocher de la Bataille socialiste. Il prend ensuite ses distances avec Jean Zyromski, gêné par sa proximité avec le PCF. Il se réfugie à Londres en 1940. Il y reste, jusqu'à la fin de sa vie, en tant que correspondant du *Populaire*.

LIVIAN Marcel (1901-1988). Né à Braïa (Roumanie), il s'installe à Paris, pour ses études, en 1920. De retour dans son pays d'origine, il adhère au Parti socialiste. En 1925, il immigre en France pour s'installer à Paris dans le quartier du Père-Lachaise. Parallèlement à ses études de droit, il milite activement à la section socialiste du XX^e arrondissement. Dans les années 1930, il devient l'un des responsables des

questions de l'immigration, faisant notamment le lien avec les organisations d'immigrés juifs d'Europe de l'Est. Durant la Seconde Guerre mondiale, il entre dans la Résistance. Après guerre, il continue de militer au sein de la SFIO.

MÉRIC Victor (1876-1933). Évoluant d'abord dans les milieux libertaires parisiens, il rejoint Gustave Hervé et Almereyda au Parti socialiste et à *La Guerre sociale*, peu de temps après sa création, et milite activement pour l'antimilitarisme que l'entrée en guerre n'altère pas, à l'inverse de Gustave Hervé. C'est encadré par les gendarmes qu'il gagne le front comme sapeur d'un régiment du génie. Après la guerre, il tente l'expérience du Parti communiste, mais, refusant la bolchevisation, il est exclu en 1923 et participe alors l'Union socialiste-communiste. En 1931, il fonde la Ligue internationale des combattants pour la paix. Il meurt deux ans plus tard d'un cancer.

MERLE Eugène (1884-1946). Proche des milieux anarchistes à Marseille, il rejoint Gustave Hervé et l'équipe de *La Guerre sociale*. En 1911, il adhère à la SFIO et milite à l'extrême gauche du parti. Il purge alors plusieurs peines de prison. Engagé volontaire dans le conflit, il collabore au journal d'Almereyda, *Le Bonnet rouge*. Au lendemain de la guerre, il rompt définitivement avec les milieux libertaires et se consacre au journalisme. Il crée notamment *Paris-soir* et travaille pour *Le Petit Parisien*. Il conserve cependant des liens avec la gauche, dont viennent d'ailleurs les principaux membres de la rédaction de *Paris-soir*.

MÉTAYER Pierre (1905-1979). Jeune professeur, il adhère à la SFIO en 1926. Il milite à la fédération de Seine-et-Oise. Il est alors affilié à la tendance Bataille socialiste. Il est suppléant de Jean Zyromski à la CAP de la SFIO de 1938 à 1940. Mobilisé à cette date, il est fait prisonnier. Au *stalag*, il organise un réseau d'évasion. À la Libération, il est député de Seine-et-Oise et ministre de la IV^e République. Il soutient Guy Mollet jusqu'en 1958, puis devient un farouche opposant à la V^e République.

MODIANO René (1910- ?). Au cours de ses études à Henri IV puis à la Sorbonne, il rejoint la Ligue d'action universitaire

républicaine et socialiste, puis les Étudiants socialistes en 1927. Cinq ans plus tard il en devient le secrétaire pour le groupe parisien. Adhérant de la 14^e section de la fédération de la Seine, il se situe à la gauche du parti, dans la tendance Bataille socialiste, puis Gauche révolutionnaire. En 1937, il siège à la CAP pour sa tendance. Exclu du PS, il est l'un des fondateurs du PSOP, où il défend une ligne résolument pacifiste. En 1940, il est mandaté pour seconder Daniel Guérin au secrétariat d'Oslo. Il y est arrêté au moment de l'invasion allemande, avant d'être libéré huit mois plus tard. Il abandonne par la suite l'action militante.

MOLINIER Henri, dit Marc Laurent (1898-1944). Lors de sa démobilisation, en 1918, c'est un pacifiste convaincu proche de la démocratie chrétienne de Marc Sangnier. Il évolue rapidement pour se retrouver au côté des oppositionnels du PCF. Il rencontre Pierre Frank et participe à la structuration du courant trotskiste en France. Cet ingénieur chimiste est membre de la Ligue communiste dès 1930 et rejoint la SFIO avec ses camarades. Il y est membre de la commission exécutive de la fédération de la Seine et de la direction des TPPS. Il n'est exclu de la SFIO qu'en 1936. Il fonde alors le PCI et défend la thèse du capitalisme d'État en URSS, prenant ses distances avec Trotski. Durant l'Occupation, il est mandaté par le Comité communiste international pour infiltrer le Rassemblement national populaire de Marcel Déat. En 1944, il prend part à l'insurrection de Paris durant laquelle il est tué.

MOLINIER Raymond (1904-1994). Figure marquante et controversée du mouvement trotskiste français, il adhère au début des années 1920 aux Jeunesses communistes puis rejoint l'opposition de gauche. Il est exclu une première fois en 1924, avant d'être réintégré en 1928. En 1929, il rencontre Trotski en Turquie et se met à son service. En 1934, il soutient le projet d'entrisme au sein de la SFIO et prend part à la direction des TPPS. Une fois exclu, il fonde le PCI, avant de retenter l'expérience entrisme au PSOP. Interdit d'y adhérer, il quitte la France en 1939 pour former avec Pierre Frank une direction du PCI à l'étranger. Après avoir vécu et milité en Argentine, il regagne la France en 1977 et adhère à la Ligue

communiste révolutionnaire. Lorsqu'il ne milite pas, il entreprend différentes affaires qui lui servent parfois à financer ses organisations, d'où les accusations d'affairisme au sein de sa famille politique.

MONNET Georges (1898-1980). Ancien combattant et diplômé d'une licence de lettres, il s'installe à Celles-sur-Aisne, où il dirige une exploitation agricole. En 1925, il devient maire de sa ville et dynamise la fédération socialiste de son département. En 1928, il intègre la Chambre des députés. Il se fait, au sein de la SFIO, le spécialiste de la question agricole et siège à la CAP en 1933, sur la liste de Vincent Auriol, puis en 1935 sur la liste de la Bataille socialiste. Parallèlement, il adhère au mouvement pacifiste d'Henri Barbusse, puis au Front commun de Bergery. En 1936, il hérite du portefeuille de l'Agriculture, où il s'applique à mettre en place l'Office national interprofessionnel sur le blé. Partisan de la fermeté contre les régimes totalitaires, il refuse de voter les pleins pouvoirs à Pétain, mais ne participe pas à la Résistance. Après guerre, il s'installe en Côte-d'Ivoire et se met au service de Houphouët-Boigny, au début des années 1960.

MONTÉHUS, pseudonyme de Gaston BRUNSWICK (1872-1952). Tambour dans le 153^e régiment de ligne de Toul, il quitte l'armée lors de l'affaire Dreyfus et rejoint Paris en 1900, chassé par l'antisémitisme ambiant de Châlons-sur-Marne, où il s'était présenté sous l'étiquette républicaine. Franc-maçon et humanitaire, il est progressivement gagné par le socialisme de Gustave Hervé et rejoint le Parti socialiste à la fin des années 1900. Il est l'auteur du chant *La Jeune Garde* dédié aux hommes d'Almeryda. Partisan de l'Union sacrée, il s'éloigne de son public dans l'entre-deux-guerres. Il le retrouve à la fin de sa vie, après la Libération, dans les tournées des fêtes socialistes.

NOCHER Jean (1908-1967). Diplômé de l'ENS, il se lance dans le journalisme au début des années 1930 écrivant dans *L'Œuvre*. En 1934, il lance les JEUNES (Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale), une petite organisation révolutionnaire qui prône l'abondance et la

distribution planifiée. Très critique sur la politique réformiste de la SFIO, il l'est aussi de la non-intervention dans la guerre d'Espagne et des accords de Munich. Jean Nocher est résistant à partir de 1941 et se rapproche du général de Gaulle. À la Libération, il prend la tête du journal *L'Espoir*. Il est un temps député de la Loire sous l'étiquette RPF, puis retourne au journalisme à la fin des années 1950.

PAZ Magdeleine (1889-1973). Pacifiste, elle adhère au Parti communiste au lendemain de la Première Guerre mondiale. Elle collabore parallèlement au mouvement Clarté d'Henri Barbusse. Au sein du PCF, elle milite dans l'opposition de gauche et subit le sort des oppositionnels exclus en 1929. Un temps proche de Trotski, elle rejoint, avec son mari Maurice Paz, les rangs de la SFIO. Elle anime alors la campagne pour la libération de Victor Serge et alerte l'opinion publique sur les procès de Moscou. Durant toute cette période, elle poursuit son combat pacifiste. Préoccupée par la diffusion de l'art et de la culture dans les masses, elle anime l'association Mai 36. L'entrée en guerre signe la fin de son engagement en politique.

PAZ Maurice (1896-1985). Démobilisé à la fin de la Grande Guerre, Maurice Paz rejoint la SFIO dans les rangs de la 9^e section de la fédération de la Seine. Avocat, il défend Pierre Monatte et ses co-inculpés, arrêtés après la grande grève des cheminots de 1920. Maurice Paz suit la majorité du parti au congrès de Tours. Proche de l'opposition russe, il est accusé de déviationnisme social-démocrate en 1926. Il crée alors la revue *Contre le courant* et vient en aide à Trotski, réfugié en Turquie. Quand le « Vieux » fait le choix de la jeune équipe dirigée par Pierre Naville, Maurice Paz rompt ses liens avec l'opposition communiste russe. En 1931, il retourne dans « la vieille maison », où il se situe bientôt sur la ligne défendue par Léon Blum, avant de rejoindre celle de Paul Faure. Il se tient à l'écart de l'action politique sous l'Occupation, ce qui ne l'empêche pas de reprendre sa carte à la SFIO à la Libération. Il se consacre essentiellement à son activité au barreau de Paris, puis à celle d'historien.

PERCEAU Louis (1883-1942). En 1901, il gagne Paris et se rapproche de Gustave Hervé. Antimilitariste, il ne suit pas les dérives politiques du leader insurrectionnaliste durant la Grande Guerre. En 1920, il refuse l'adhésion à la III^e Internationale et suit Marcel Déat lors de la scission des néo-socialistes en 1933, mais refuse ensuite sa dérive fascisante. Lors d'un passage à la prison de la Santé en 1906, il se découvre une passion pour la littérature et se tourne vers la poésie, collaborant notamment avec Guillaume Apollinaire.

PIVERT Marceau (1895-1958). Élève de l'École normale appelé au front, il ressort du premier conflit mondial grièvement blessé et profondément pacifiste. Devenu professeur, il se syndique et milite au Syndicat national des instituteurs. Il est aussi initié à la franc-maçonnerie, dans la loge de l'Étoile polaire. En 1924, il intègre le Parti socialiste, dans la fédération de l'Yonne, avant de gagner celle de la Seine, une fois nommé en poste à Montrouge. Militant dynamique, il devient rapidement secrétaire de l'importante 15^e section. Il s'affirme à la gauche du parti, dont il est membre de la CAP depuis 1933, tenant d'une action révolutionnaire de classe. Il est membre de la Bataille socialiste qu'il quitte cependant en 1935, ne partageant pas les orientations de Zyromski sur la lutte contre les régimes fascistes. Il crée alors la Gauche révolutionnaire, qui regroupe les partisans du Front populaire de combat. Avant d'être exclu en 1938, avec la fédération de la Seine dont il est à la tête, Marceau Pivert est l'un des rénovateurs du parti, à l'origine des TPPS et des services de propagande cinématographiques. Il est nommé chargé de mission auprès de la presse dans le premier gouvernement de Léon Blum, mais démissionne au début de l'année 1937, alors que le Président du conseil vient de décréter la pause. L'émeute de Clichy, la non-assistance aux révolutionnaires espagnols et l'abdication face au Sénat du deuxième gouvernement Blum finissent de l'éloigner de la « vieille maison ». Il fonde le PSOP, qui se désintègre lors de l'entrée en guerre. Depuis Mexico, il appelle ses camarades à entrer en résistance et propose son concours au général de Gaulle. En 1946, il rentre en France et retourne dans les rangs de la SFIO. Il consacre les dernières années de sa vie à militer contre le colonialisme. Il démissionne

du PS, avant de mourir, pour protester contre l'attitude de Guy Mollet face à l'insurrection algérienne.

PRENANT Marcel (1893-1983). Fils d'un universitaire de gauche, il adhère à la V^e section de la SFIO au début des années 1910 durant ses études à la Sorbonne. En 1914, il est envoyé au front. À son retour de la guerre, il retrouve sa section sur laquelle il porte un regard rétrospectif assez sévère. Il prend le parti de la SFIC et devient l'un des intellectuels en vue du PCF après avoir passé l'agrégation de sciences naturelles. Il quitte cependant discrètement le PCF dans les années 1930, pour se consacrer pleinement à sa carrière professionnelle. Fait prisonnier en 1940, il est libéré l'année suivante. De retour à Paris, il renoue avec le PCF. En 1942, il devient chef d'état-major des FTP, chargé des relations avec les organisations gaullistes. En 1944, il est arrêté et déporté. Survivant, il poursuit son action politique avec le PCF, qu'il quitte pour la deuxième fois en 1958.

RABAUT Jean (1912-1989). Issu d'une famille de Juifs d'Europe de l'Est, il se tourne au moment de ses études vers les Étudiants socialistes de Paris. Il n'y reste que peu de temps, puisqu'en 1929, il adhère aux JC et à l'Union fédérale des étudiants. Rallié au trotskisme, il est exclu du PCF en 1932. Il se rapproche de Boris Souvarine avant de reprendre sa carte à la SFIO, en 1934, où il milite dans la tendance Spartacus de René Lefevre, puis à la Gauche révolutionnaire. Durant la guerre, il gagne le sud de la France et devient l'adjoint du commandant FFI des Basses-Alpes en 1944. Après guerre, il se lance dans le journalisme à la RTF. Il quitte à nouveau la SFIO en 1958 et milite au PSA, puis au PSU, avant de reprendre pour la troisième fois sa carte au PS en 1969. Il le quitte définitivement en 1985 pour protester contre l'affaire du Rainbow Warrior.

RUHL René (1903- ?). Enseignant d'éducation physique et militant socialiste en Corse puis à Paris, il y assure le secrétariat de la 18^e section. Devenu docteur en droit, il adhère au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et devient

l'un des secrétaires de la fédération socialiste de la Seine en 1938 avant de rejoindre le PSOP.

SEVERAC Jean-Baptiste (1879-1951). Issu de la petite bourgeoisie républicaine héraultaise, il rejoint le groupe des Étudiants socialistes à l'université de Montpellier. Professeur de philosophie en région parisienne, il rejoint la fédération de la Seine. Face à la guerre, il soutient la politique d'Union sacrée. Au congrès de Tours, il dénonce l'adhésion à la III^e Internationale et reste fidèle à la SFIO. Il en devient le secrétaire général adjoint en 1924, et ce jusqu'en 1940. Devenu pacifiste, il soutient les accords de Munich. Après la défaite, il se retire des affaires politiques. Il est exclu de la SFIO à la Libération.

TALPAIN Robert (1899-1985). D'abord chauffeur dans des établissements de métallurgie parisiens, il rentre à la société des films Tolbis, en 1929. Trois ans plus tard, il adhère, par pacifisme, à la fédération de la Seine. Convaincu par les manifestations antifascistes de 1934 de la nécessaire propagande par le film, il propose ses services à sa fédération. Encouragé par Marceau Pivert, il crée le service cinématographique de la fédération de la Seine en 1935. En 1937, il fonde la coopérative « L'Équipe » chargée de produire les films de la propagande socialiste. Politiquement, il évolue du paul-faurisme à la Gauche révolutionnaire et suit Marceau Pivert au PSOP. Sous l'Occupation, il tente de maintenir les liens entre les militants du PSOP. Après guerre, il milite à nouveau à la SFIO, puis au PSA et au PSU.

TCHAKHOTINE (1883-1973). Scientifique d'origine russe, il gagne l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale pour y soutenir une thèse de biologie. S'appuyant sur les travaux d'Ivan Pavlov et du sociologue français Gustave Le Bon, il théorise la propagande scientifique. Il rejoint le parti social-démocrate allemand et propose ses services, au début des années 1930, afin de lutter contre le fascisme. Sa stratégie de contre-propagande n'est cependant appliquée qu'en quelques rares endroits. En 1935, il gagne la France et adhère à la 15^e section de la fédération socialiste de la Seine. Il aide alors Jean Zyromski et Marceau Pivert à moderniser la propagande du Parti socialiste.

En 1939, il publie son œuvre majeure : *Le Viol des foules par la propagande politique*. En 1958, il gagne l'URSS, où il poursuit ses recherches sur la psychologie des masses.

TISSIER Émile (1875- ?). Typographe puis employé de banque, il rejoint les milieux anarchistes du XVII^e arrondissement à l'âge de 19 ans. Après avoir fréquenté les milieux libres et les colonies libertaires, il se tourne vers *La Guerre sociale* de Gustave Hervé. Il participe à toutes les batailles antiparlementaires et antimilitaristes des années 1900. Cela ne l'empêche pas de suivre Gustave Hervé dans sa conversion au nationalisme et d'œuvrer à la rédaction de *La Victoire* pendant la Première Guerre mondiale.

TRONTIN Jean (?- 1936). Avant d'adhérer à la section SFIO de Colombes, il avait milité dans les sections d'Oyonnax et de Lyon tout en adhérant au comité Amsterdam-Pleyel. Dès l'automne 1936, il rejoint la colonne Durruti et met ses compétences d'« officier de guerre » dans le commando Berthomieu. Il est tué au combat, à Perdiguera en Aragon, le 16 octobre 1936.

VIGO Jean-Baptiste (1883-1917), dit Miguel ALMEREYDA. Assistant-photographe, il évolue politiquement dans les milieux anarchistes de la capitale. Il vit différentes expériences militantes, de la collaboration au *Libertaire* au faux monnayage. Cela lui vaut d'être très tôt condamné à des peines de prison. En 1904, celui qui se fait surnommer « Almereyda » devient le responsable français de l'Association internationale antimilitariste. Alors qu'il est emprisonné pour avoir signé l'affiche antimilitariste « Aux conscrits », il se rapproche de ses codétenus Eugène Merle et Gustave Hervé. Ils fondent ensemble *La Guerre sociale*, organe de presse révolutionnaire particulièrement apprécié des syndicalistes. Par la plume et le geste, il soutient différentes grèves, Francisco Ferrer, lutte contre les Camelots du roi dans les rues du Quartier latin. À partir de 1910, il suit Gustave Hervé dans ses errements politiques. Devenu riche grâce aux ventes de *La Guerre sociale*, il se rapproche de Caillaux, qu'il soutient dans *Le Bonnet rouge*. Financé par le ministère de l'Intérieur jusqu'en 1916,

le journal se situe à l'aile gauche de l'Union sacrée. *Le Bonnet rouge* est ensuite racheté par Émile Duval, soupçonné d'intelligence avec l'ennemi en 1917. Almercyda est arrêté et emprisonné. Opiomane depuis sa jeunesse, il est dans un état de santé précaire; ce qui n'explique cependant pas sa mort en prison. Il est le père du cinéaste Jean Vigo.

WEIL-CURIEL André (1910-1988). Il adhère aux Jeunesses socialistes de la Seine à 19 ans. Il mène alors des études de droit qui le conduisent au barreau de Paris quelques années plus tard. Militant de la section du VI^e arrondissement, il milite dans la tendance Gauche révolutionnaire. De 1936 à 1938, il est responsable de la propagande pour la fédération de la Seine. Il est également membre de l'état-major des TPPS. Il rejoint la CAP du PSOP lors de sa fondation mais la quitte peu de temps après. Bien que pacifiste, il dénonce les accords de Munich. En 1940, il répond à sa mobilisation. Il est fait prisonnier par l'armée allemande la même année mais parvient à s'évader. Il rejoint alors la Résistance auprès de De Gaulle. À la libération, il revient à la SFIO, avant de la quitter à nouveau, en 1962, et de s'engager dans la mouvance des gaullistes de gauche.

WEITZ Lucien (1912-1972). Élève de Marceau Pivert, il devient correcteur d'imprimerie et adhère aux Jeunesses socialistes de la Seine en 1934. Il y défend la ligne de la Gauche révolutionnaire à partir de 1935. En 1936, il devient membre de la commission exécutive des Jeunesses de la Seine, puis son secrétaire fédéral. La même année, il participe à la fondation du Comité d'action socialiste pour l'Espagne. Hispanophone, il participe à la campagne de soutien au POUM, un parti révolutionnaire espagnol proche de la Gauche révolutionnaire. Il signe la manchette « Huit milliards pour l'emprunt, cinq morts à Clichy. L'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers » qui, dans l'organe des Jeunesses socialistes de la Seine, dénonce le massacre du 16 mars 1937. Cela lui vaut d'être exclu du Parti socialiste. En 1938, il rejoint le PSOP, dont il assure le secrétariat national des Jeunesses. Après avoir dénoncé les accords de Munich, il est condamné à deux ans de prison pour « provocation de militaires à la désobéissance » mais réussit à

s'évader en 1940. Il vit ensuite dans la clandestinité et participe à l'expérience du Mouvement national révolutionnaire de Jean Rous. À la Libération, il adhère à nouveau la SFIO avant d'en être exclu en 1956. Il milite ensuite au PSA et au PSU.

ZELLER Fred (1912-2003). Élève à l'École des arts décoratifs de Paris, il adhère aux Étudiants socialistes de la Seine en 1931. Il accède ensuite à la commission exécutive des Jeunesses de sa fédération avant de siéger au comité national mixte des JS en 1934. Il y défend une ligne de gauche, mais s'oppose à la tendance bolchevik-léniniste. En 1935, la tendance Jeunesses socialistes révolutionnaires qu'il a fondée devient majorité dans l'Entente de la Seine. Il finit par se rapprocher de ses anciens adversaires de la tendance bolchevik-léniniste et subit le même sort qu'eux. Exclu, il crée en 1936 les Jeunesses socialistes révolutionnaires qui rejoignent le POI. Sous l'occupation, il se rapproche du MNR de Jean Rous. Après guerre, il milite brièvement au PCI, puis abandonne progressivement le militantisme, pour se consacrer à sa loge maçonnique et à la peinture.

ZYROMSKI Jean (1890-1975). Dans l'entre-deux guerres, il est l'un des piliers de la fédération socialiste de la Seine. Il en est le secrétaire de 1929 à 1930 et participe régulièrement à la commission exécutive. C'est surtout au travers de la tendance Bataille socialiste, qu'il anime, que son influence dans la fédération et les instances nationales se fait sentir. Fondée en 1927, la BS a pour vocation de faire vivre l'héritage guesdiste dans la SFIO. Depuis 1912, date à laquelle il adhère à la SFIO, il reste fidèle à cette conception du socialisme. Lors de la Grande Guerre, il est mobilisé et justifie le ralliement à la défense nationale par l'idée qu'une révolution prolétarienne ne peut advenir que dans une nation libre. Dans les années 1930, il est l'un des artisans de l'Unité d'action avec le PCF. Grand propagandiste du Parti socialiste, il défend tous les projets de modernisation et d'adaptation de la SFIO : propagande par le cinéma, groupe d'autodéfense active, nouvelles méthodes d'apparition dans les manifestations de rue, etc. Sous l'Occupation, il participe aux tentatives de reconstitution clandestine du PS, mais s'en éloigne à la Libération pour adhérer au PCF.

SOURCES

Le lieu d'édition n'est pas mentionné lorsqu'il s'agit de Paris.

I. ARCHIVES

Archives nationales :

Fonds dit « Panthéon » : dossiers individuels et d'affaires du fichier central (1880-1945). F/7/28 : Pivert (Marceau), homme politique : 15 991. Fonds de l'association des amis de Marceau Pivert (22 AS 1-5).

Archives de la préfecture de police de Paris :

BA 1862 ; BA 1910 ; BA 2360 ; BA 1865 ; BA 1866 ; BA 1650 ; BA 1956 ; BA 1909 ; BA 1899 ; BA 1944

Bibliothèque nationale de France :

Congrès nationaux de la SFIO de 1934 à 1938 ; *L'Humanité* ; *Le Populaire* ; *L'Action française* ; *Le Petit Parisien* ; *Le Front socialiste républicain français*.

Bibliothèque d'information et de documentation contemporaine (BDIC) :

Dans le fonds Daniel-Guérin :

F delta 721/50 ; F delta 721/52 ; F delta 721/54.

La Vague : GF P 4724

Centre d'histoire sociale (CHS) :

Fonds Marceau Pivert : 559 AP 1 ; 559 AP 2 ; 559 AP 3 ; 559 AP 3 bis.

Fonds photographique de Robert Talpain / Marceau Pivert

PIVERT Marceau, HERARD Lucien et MODIANO René, *Quatre discours et un programme*, supplément des *Cahiers rouges*, mai 1937.

PICART Victor et PIVERT Marceau, *L'Armée prétorienne des trusts*, (brochure)

Fonds Zyromski : 21-31 ; 35-59

Fonds André Marty : CHS AM 5.

Office universitaire de recherche sur le socialisme (Ours) :

La Gauche révolutionnaire; *L'Étudiant socialiste*; *Le Document*; *Vu*;
La Bataille socialiste, juin 1936.

Fonds Germaine-Degron; Fonds Maurice-Deixonne; Fonds
André-Blumel

Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskistes et
révolutionnaires internationaux (CERMTRI) :

Carton « Marceau Pivert – Gauche révolutionnaire – articles de 1936
à 1940 »

Carton « Marceau Pivert – correspondances – articles de presse »

Carton « 1935 »

II. TEMOIGNAGES

CRAIPEAU Yvan, *Mémoires d'un dinosaure trotskiste : secrétaire de
Trotski en 1933*, L'Harmattan, 1999.

ESSEL André, *Je voulais changer le monde, mémoires*, Mémoire du livre, 2001.

GUERIN Daniel, *Front populaire révolution manquée, témoignage mili-
tant*, Maspero, 1970 (réédition par Agone, 2013).

LIVIAN Marcel, *Le Parti socialiste et l'immigration, le gouvernement
Léon Blum, la main-d'œuvre immigrée et les réfugiés politiques (1920-
1940)*, Anthropos, 1982.

MERIC Victor, *Coulisses et tréteaux : à travers la jungle politique et litté-
raire*, Valois, 1931.

PRENANT Marcel, *Toute une vie à gauche*, Encre éditions, 1980.

ZELLER Fred, *Trois points c'est tout!*, Robert Laffont, 1976.

III. ENTRETIEN

Entretien avec Eugène Boucherie, ancien militant des Jeunes Gardes
socialistes de la 15^e section de la fédération de la Seine.

BIBLIOGRAPHIE

*Sur la manifestation de gauche
et les pratiques politiques de rue dans les années 1930*

- FAVRE Pierre (dir.), *La Manifestation*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.
- QUERTIER Cédric, « 1827-1934 : “de journées” en “manifs”, les Français protestent dans la rue », *Tracés, Revue de Sciences humaines*, ENS éditions, n° 5 « La rue », 2004.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Les Manifestations de rue en France : 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1997.
- TARTAKOWSKY Danielle, *Le Pouvoir est dans la rue, crises politiques et manifestations en France*, Aubier, 1998.

*Sur les services d'ordre et groupes d'autodéfense de gauche
dans les années 1930*

- SOMMIER Isabelle, « La CGT, du service d'ordre au service d'accueil », *Revue canadienne de science politique*, volume XVII, juin 1984, p. 325-349.
- VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *Presse universitaire de France, Revue historique*, n° 640, 2006, p 901-922.

Sur la SFIO.

- AUDRY Colette, *Léon Blum ou la politique du juste*, Denoël, 1970.
- BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969, acteurs, discours, moments et lieu*, MSHA, Pessac, 2009.
- GOUNOT André, « Communisme offensif contre socialisme défensif? Le mouvement sportif ouvrier européen et la perspective de la guerre civile », *Communisme*, n° 78-79, 2004, p. 83-104.
- HEURÉ Gilles, « Itinéraire d'un propagandiste : Gustave Hervé, de l'antipatriotisme au pétainisme (1871-1944) », *Vingtième Siècle*, n° 55, juillet-septembre 1997. pp. 16-28.
- LEFRANC Georges, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, tome 2, Payot, 1977.

*Sur la gauche de la SFIO, le PCF
et les révolutionnaires du Front populaire*

CHAUBEREUIL Annie-France, *Marceau Pivert, biographie politique*, thèse de 3^e cycle, Paris-I (date inconnue).

DAVID Bruno, *Récurrences et figures de l'autonomie ouvrière, histoire sociale du pivertisme*, thèse, EHESS, 1996.

DUCOULOMBIER Romain, *Camarades! La naissance du Parti communiste en France*, Perrin, 2010.

GEORGI Frank, *La Première Bataille socialiste ; histoire et portrait d'une tendance dans le Parti socialiste SFIO (1927-1935)*, mémoire de maîtrise, sous la direction d'Antoine Prost, 1983.

JOUBERT Jean-Paul, *Les Révolutionnaires de la SFIO : Marceau Pivert et le pivertisme*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1971.

JOUBERT Jean-Paul, *Le Pivertisme de la vieille maison au parti révolutionnaire (étude d'un courant socialiste entre la SFIO et le PCF)*, thèse pour le doctorat de sciences politiques, université des sciences sociales de Grenoble, juillet 1972.

KERGOAT Jacques, *Marceau Pivert « socialiste de gauche »*, Les éditions de l'atelier, 1994.

KRIEGLER Annie, « Le Parti communiste français sous la Troisième République (1920-1939). Évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique*, 16^e année, n^o 1, 1966, pp. 5-35.

NADAUD Éric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire », *Le Mouvement social*, n^o 153, Les éditions ouvrières, octobre-décembre 1990.

NADAUD Éric, *Une tendance de la SFIO : la Bataille socialiste, 1921-1923*, ANRT, 1988.

NICK Christophe, *Les Trotskistes*, Fayard, 2002.

RABAUT Jean, *Tout est possible! Les « gauchistes » français 1929-1944*, éditions Denoël, 1974. (Réédition Libertalia, 2015)

RIOUX Jean-Pierre, *Révolutionnaires du Front populaire*, 10/18, Union générale d'éditions, 1973.

Sur la violence politique et la question de genre

BALIBAR Étienne, « Violence : idéalité et cruauté », dans *De la violence*, tome 1, séminaire de Françoise Héritier, Odile Jacob, 2005.

BRAUD Philippe (dir.), *La Violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, L'Harmattan, 1993.

BESSEL Richard et EMSLEY Clive, *Patterns of Provocation*, Oxford Berghan, 2000, pp. 29-40.

BOULOUQUE Sylvain, « Usage, sens et fonction de la violence dans le mouvement communiste en France de 1920 à 1936 », *Communisme*, n° 79, 2004, pp. 105-130.

GURR Ted, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

HONDERICH Ted, *Political violence*, London, Institute of Commonwealth Studies, 1982.

KITSON Simon, « The police and the Clichy massacre », dans SOMMIER Isabelle, *La Violence politique et son deuil, l'après-68 en France et en Italie*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008.

NIEBURG H. L., *La Violenza politica (1969)*, Napoli, Guida, 1974.

RIPA Yannick « Féminin/masculin : les enjeux du genre dans l'Espagne de la Seconde République au franquisme », dans *Le Mouvement social*, n° 198, janvier-mars 2002, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, pp. 111-127.

SOMMIER Isabelle, *La Violence révolutionnaire*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008.

*Sur la « brutalisation » des sociétés européennes,
les anciens combattants et l'extrême droite en France*

BERSTEIN Serge, « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième siècle*, volume 5, n° 1, pp. 39-54, 1985.

MOSSE George L., *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, trad. Edith Magyar, Hachette, 1999.

PAXTON Robert O., *Le Fascisme en action*, Seuil, 2004.

PROST Antoine, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*, Presses de la FNSP, 3 vol., 1977.

VERGNON Gilles, « Le "poing levé", du rite soldatique au rite de masse. Jalons pour l'histoire d'un rite politique », *Le Mouvement social*, n° 212, 2005, p. 77-91.

WINOCK Michel (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Seuil, 1993.

Sur les social-démocraties et les partis socialistes européens

PASTEUR Paul, *Pratiques politiques et militantes de la social-démocratie autrichienne 1888-1934*, Belin, 2003.

PASTEUR Paul, « Le semeur, la semence et le fidèle combattant de l'avenir ou la masculinité dans la social-démocratie autrichienne (1888-1934) », *Le Mouvement social*, n° 198, 2002, p. 35-53.

ROVAN Joseph, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Seuil, 1978.

*Sur le peuple parisien et les immigrés
dans la France des années 1930*

NOIRIEL Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècles) : discours publics, humiliations privées*, Fayard, 2007.

PROST Antoine, « Les peuples du XVIII^e arrondissement en 1936 », dans *Paris le peuple, XVIII^e-XX^e siècles*, ROBERT Jean-Louis et TARTAKOWSKY Danielle (dir.), Publication de la Sorbonne, 1999, pp. 59-76.

Dictionnaires

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, publié sous la direction de Jean Maitron, quatrième partie : 1914-1939, De la Première à la Seconde Guerre mondiale, Les Éditions ouvrières, 1986.

INDEX

A

- Acard 231
- Action française, L' 17, 29, 30, 39, 41, 43, 70, 77, 99, 100, 108, 183, 185, 199, 201, 203, 204, 234, 207, 213, 204, 234, 235, 204
- Almeryda, Miguel 31, 32, 37, 38, 272, 276, 278, 283, 284
- Ami du peuple, L' 184, 185, 202
- Amsterdam-Pleyel (comités) 85, 90, 97, 103, 283
- ARAC (Association républicaine des anciens combattants) 88, 90, 156, 274
- Arol 155
- Association des fédéralistes anarchistes (AFA) 106
- Audubert, Pierre 45, 116, 127, 265
- Auffray, Charles 220, 224, 265
- Auriol, Vincent 55, 65, 268, 278

B

- Balay, Georges 73, 128, 129, 143, 265
- Bataille socialiste 26, 45, 63, 64, 72, 73, 78, 81, 83, 86, 94, 96, 159, 163, 263, 268, 270, 271, 272, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 285
- Bataille socialiste, La 26, 45, 63, 64, 72, 73, 78, 81, 83, 86, 94, 96, 159, 163, 263, 268, 270, 271, 272, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 285
- Bergery, Gaston 86, 96, 97, 98, 101, 102, 266, 278
- Berstein, Serge 17, 157, 158, 210, 242
- Bloch, Pierre 52, 149, 266
- Blum, Léon 20, 44, 55, 56, 57, 62, 65, 70, 77, 78, 80, 103, 108, 115, 120, 123, 125, 178, 181, 182, 183, 184, 185, 199, 201, 203, 229, 279, 280
- Boivin, Pierre 40, 266
- Boucherie, Eugène 68, 69, 115, 121, 124, 125, 126, 151, 152, 156, 174, 177, 194, 195, 243, 266
- Bouneau, Christine 40, 42, 43, 164, 167, 189, 193
- Boville, Henri 97, 267

C

- Cahiers d'information du militant, Les 185, 196, 211, 214
- Caille, Maurice 130

Camelots du roi 13, 17, 20, 29, 30, 31, 33, 34, 39, 41, 43, 51,
 68, 70, 199, 202, 204, 283, 212, 213, 204
 Cardon, Dominique 15, 19, 28, 36, 37, 88
 Caron, Charles 200
 Cazanave, René 74, 128, 129, 267
 CGT 87, 90, 94, 97, 103, 113, 122, 265, 267, 269, 270
 Chabrier, François 60, 128, 208, 210, 267
 Champy, Christian 43
 Charpier, Frédéric 99
 Chiappe, Jean 53, 197
 Coeylas 163, 267, 268
 Coll, Fernand 59, 176, 268
 Collin, Auguste 130, 268
 Comité de rassemblement anti-soviétique (Cras) 236, 237
 Craipeau, Maria 39, 73, 76, 104, 105, 122, 149, 150, 152, 190,
 191, 195, 196, 268
 Craipeau, Yvan 39, 73, 76, 104, 105, 122, 149, 150, 152, 190,
 191, 195, 196, 268
 Cri des jeunes, Le 51, 54, 58, 156, 176, 177, 184, 186, 193, 199,
 274
 Croix-de-Feu 13, 17, 53, 63, 71, 78, 91, 102, 118, 147, 149,
 156, 160, 161, 169, 190, 195, 196, 197, 200, 203, 206, 207,
 209, 211, 213, 214, 217, 219, 225, 231, 232, 235

D

Danneker 236
 David, Bruno 107, 125, 127, 172
 Davranche, Guillaume 31, 32, 35
 Deixonne, Maurice 40, 197, 198, 269
 Delpeyrou, Alex 233
 Demangel, Solange 82, 152, 231
 Deniau, Roger 130, 269
 Derichebourg, André 130, 218, 221, 227, 269
 Desbals 59, 269
 Descours 59, 269
 Descourtieux, Eugène 55, 65, 66, 70, 93, 270
 Descourtieux, René 55, 65, 66, 70, 93, 270
 Document, Le 92, 93, 102
 Dollet 78, 270
 Dollfuss, Engelbert 14
 Dominique, Pierre 159
 Doriot, Jacques 220
 Dormoy, Marx 20, 82, 168, 197, 217, 219, 232, 234, 236
 Duban 59
 Duchemin, Etienne 122, 130
 Dumon, René 155, 270

E

Écho de Paris, L' 150
Eiserner Front (Front de fer) 170
Équipes volantes de propagande (EVP) 220, 224, 263
Essel, André 68, 105, 149, 150, 156, 158, 199, 200, 270
Étudiant socialiste, L' 40, 47, 48, 49, 99, 189, 266
Éveil ouvrier et paysan, L' 159, 160
Evrard, Just 270, 271

F

Farinet, Emile 27, 45, 46, 47, 55, 57, 60, 117, 127, 128, 145, 192, 271
Faure, Paul 46, 55, 64, 65, 72, 82, 187, 268, 274, 275, 279
Fausse-Cave 106
Fédération ouvrière et paysanne (FOP) 157
Ferrer, Francisco 28, 36, 283
Figaro, Le 186
Flèche, La 98, 100, 102
Froideval, Raymond 97
Front commun 86, 87, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 104, 142, 161, 185, 201, 202, 266, 273, 278
Front social 99

G

Garde populaire 76
Gauche révolutionnaire, La 13, 20, 25, 26, 45, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 83, 86, 106, 107, 113, 125, 138, 143, 144, 149, 150, 152, 154, 163, 182, 183, 198, 218, 219, 232, 234, 236, 237, 239, 240, 263, 267, 268, 271, 272, 275, 277, 280, 281, 282, 284
GDA (Groupes de défense antifasciste) 156, 263
GD (Groupe de défense) 15, 20, 45, 46, 49, 50, 57, 58, 60, 61, 62, 66, 67, 115, 116, 117, 118, 127, 128, 134, 152, 263, 271, 273
Gilbert, B. 79, 271
Goldsky, Jean 31, 272
Gouttenoire, René 47
Greiss 122, 191, 203
Guérin, Daniel 38, 139, 150, 162, 163, 209, 272, 277
Guerre sociale, La 30, 31, 35, 36, 273, 276, 283

H

Héliès 193
Heracle, Georges 230
Hermann, Jean-Maurice 160, 232, 272
Hervé, Gustave 26, 29, 31, 35, 37, 100, 272, 276, 278, 280, 283
Heurtin, Jean-Philippe 15, 19, 28, 36, 37

Humanité, L' 27, 36, 41, 42, 46, 49, 82, 117, 118, 129, 182,
186, 204, 210, 211, 212, 214, 219, 231, 271

I

Imbert 234
Izard, Georges 273

J

Jardel, Robert 45, 46, 49, 116, 127, 128, 273
Jaurès, Jean 36, 222, 225, 228, 229
Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale 278
Jeunes gardes socialistes (JGS) 15, 20, 44, 58, 59, 61, 67, 68,
69, 73, 74, 75, 81, 82, 83, 118, 120, 121, 122, 124, 125, 126,
148, 152, 153, 156, 158, 169, 170, 172, 173, 174, 176, 177,
180, 181, 183, 184, 185, 186, 193, 195, 201, 207, 208, 215,
231, 263, 266, 269
Jeunesse sportive ouvrière (JSO) 193
Jeunesses socialistes (JS) 15, 61, 68, 69, 75, 80, 124, 148, 173,
174, 176, 263, 266, 268, 269, 270, 271, 274, 275, 284, 285,
286
Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) 204, 268, 285, 286
jeunes socialistes révolutionnaires 76
Joublot, André 130, 274
Jour, Le 186, 233
Journal, Le 186, 231
Jousse, Maurice 130

K

Kergoat, Jacques 19, 70, 71, 74, 78, 115, 120, 123, 127, 128,
150, 206, 218
Komintern 89, 90
KPD 170

L

Lacoste, Robert 97
Lagorette 75
Langevin, Paul 97
La Rocque, de, François 17, 156, 157, 159, 161, 203, 207, 208,
217, 220, 222
Laurent, Marc 105, 128, 277
Lebas, Jean-Baptiste 55, 190, 274
Lebrun, Maurice 49
Lecoin, Louis 107
Lecomte, Florimond 99, 176, 274
Lefèvre, Robert 97
Le Fur, Louis 41
Lemaître 61

Lepetit 193
Lépine, Louis 36
Levillain, Maurice 46, 129, 130, 275
Levy, Louis 63, 275
Libertaire, Le 235
Liberté, La 101
Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) 87, 266
Livian, Marcel 122, 123, 275

M

Magny, C. 161
Matin, Le 32, 82, 182
Maurice, Armand 130
Méric, Victor 30, 31, 32, 33, 276
Merle, Eugène 31, 276, 283
Métayer, Pierre 130, 276
Meunier, Auguste 231
Midi socialiste, Le 59
Modiano, René 150, 234, 235, 237, 276
Mokrane, Alliane 236
Molinier, Henri 73, 128, 277
Molinier, Raymond 73, 128, 277
Monnet, Georges 97, 278
Montéhus 34, 278
Mosse, George L. 150
Mujeres Libres 151

N

Nadaud, Éric 15, 19, 53, 118, 162, 167, 180, 194
Naile, Maurice 220, 228, 237
Nocher, Jean 103, 278, 279
Noske, Gustav 235
NSDAP 170

O

Osmin, Mireille 61

P

Parti communiste internationaliste 106
Parti ouvrier belge (POB) 58
Parti ouvrier international (POI) 104, 105
Parti radical-socialiste 87, 147
Parti social français (PSF) 78, 80, 200, 201, 203, 204, 219, 220,
221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 231, 232, 233
Parti socialiste (SFIO) 14, 15, 27, 31, 36, 38, 39, 43, 50, 55, 57,
58, 67, 81, 83, 87, 97, 102, 108, 123, 143, 149, 156, 158,

160, 167, 183, 187, 195, 212, 218, 239, 241, 267, 271, 274,
275, 276, 278, 280, 282, 284, 285
Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) 81, 82, 103, 127, 132,
138, 139, 142, 265, 267, 272, 277, 280, 282, 284
Pasteur, Paul 151
Pavlov, Ivan 170, 282
Paz, Magdeleine 97, 279
Paz, Maurice 97, 279
Perceau, Louis 31, 280
Petit Journal, Le 41, 42
Pivert, Marceau 13, 19, 26, 45, 55, 60, 63, 64, 65, 66, 67, 69,
70, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 78, 80, 81, 82, 85, 88, 92, 94, 97,
107, 108, 113, 115, 117, 118, 120, 122, 123, 128, 131, 135,
138, 140, 142, 143, 144, 147, 150, 152, 153, 156, 159, 163,
170, 172, 182, 183, 190, 191, 196, 197, 201, 203, 205, 206,
207, 209, 210, 215, 234, 235, 237, 270, 280, 282, 284
Populaire, Le 40, 43, 45, 50, 54, 60, 70, 74, 99, 114, 117, 120,
129, 139, 150, 160, 161, 177, 178, 179, 180, 182, 183, 190,
198, 199, 200, 204, 205, 207, 208, 210, 211, 212, 213, 215,
217, 219, 226, 231, 232, 233, 266, 268, 272, 273, 275, 204
Prenant, Marcel 29, 32, 33, 281
Proletaire de Clichy, Le 237
PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) 14

R

Rabaut, Jean 20, 67, 68, 96, 97, 98, 104, 115, 123, 125, 126,
127, 128, 131, 204, 281
Révolution 28, 68, 75, 86, 266, 269
Reynaud, Jean 149
Rodetsky, David & Joseph 99
Rot Front 89
Ruhl, René 74, 128, 197, 281

S

Salengro, Roger 176, 182
Scelle, Georges 41, 43
Schutzbund 51, 151
Secours rouge international (SRI) 90
Severac, Jean-Baptiste 72, 163, 282
Solidarité française 68, 70, 91, 99, 149, 183, 205
Solidarité internationale antifasciste (SIA) 107
Sommier, Isabelle 17, 113, 163

T

Taittinger, Pierre 43
Talpin, Robert 177, 181
Tardieu, André 197

Tartakowsky, Danielle 19, 44, 86, 123, 189
 Tchakhotine, Serge 19, 61, 167, 169, 170, 171, 172, 173, 174,
 282
 Temps, Le 186
 Teurlai 61
 Tissier, Émile 31, 283
 Toujours prêts pour servir (TPPS) 13, 15, 16, 19, 20, 26, 37, 40,
 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 82,
 83, 85, 86, 96, 104, 105, 109, 113, 114, 116, 119, 120, 121,
 122, 123, 124, 125, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 138,
 140, 141, 142, 143, 144, 145, 148, 152, 156, 158, 162, 167,
 168, 169, 170, 172, 173, 175, 180, 181, 182, 183, 187, 189,
 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 200, 202, 203, 205, 206,
 207, 215, 218, 227, 232, 234, 237, 238, 240, 243, 263, 265,
 192, 267, 269, 277, 280, 281
 Travailleur, Le 70
 Trontin, Jean 77, 283

U

Union anarchiste communiste révolutionnaire (UACR) 106
 Union anarchiste (UA) 86, 106, 107, 108, 233, 236

V

Valois, Georges 30
 Victoire, La 100, 185, 283
 Vidal, Georges 14, 88, 89, 90, 92, 243
 Voix populaire, La 220
 Vu 86, 87, 158

W

Weil-Curiel, André 74, 123, 128, 129, 204, 243, 284
 Weitz, Lucien 148, 284

Y

Ybarnégaray, Jean 182

Z

Zeller, Fred 75, 104, 194, 270, 274, 285
 Zyromski, Jean 19, 27, 45, 55, 56, 63, 65, 69, 72, 86, 95, 145,
 171, 172, 174, 175, 275, 276, 280, 282, 285

SOMMAIRE

PRÉFACE	7	
INTRODUCTION	13	
1929-1938		
DE LA PROTECTION DES RÉUNIONS PUBLIQUES À LA DÉFENSE DES LIBERTÉS OUVRIÈRES ET DU FRONT POPULAIRE	23	
1921-1933 : RENOUER AVEC LES TRADITIONS SOCIALISTES		
D'AUTODÉFENSE D'AVANT-GUERRE	27	
<i>1909-1911 : entre « hommes de confiance » et Jeunes Gardes révolutionnaires, deux orientations divergentes sur la violence politique au sein de la SFIO</i>	28	
<i>Dans le Quartier latin des années 1920, les étudiants socialistes à l'épreuve de la violence des ligues nationalistes</i>	38	
1934-1938 : L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE À LA CROISÉE DES CHEMINS ENTRE MILICES POPULAIRES ET LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE		53
<i>1934 : Face au spectre du fascisme, le Parti socialiste « en état de mobilisation permanente »</i>	55	
<i>1935-1936 : « Toujours prêts pour... servir! »</i>	65	
<i>1937-1938 : la cristallisation du conflit de tendances sur les questions d'autodéfense</i>	71	
L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE		
ET LE FRONT POPULAIRE EN RÉGION PARISIENNE	85	
<i>Une alliance minimale entre socialistes et communistes</i>	87	
<i>À gauche de la SFIO : le Front commun, un partenaire privilégié au sein du Front populaire</i>	96	
<i>L'autodéfense socialiste et le Front populaire de combat</i>	102	
LES MEMBRES DE L'AUTODÉFENSE SOCIALISTE – CARACTÉRISTIQUES SOCIOLOGIQUES		
ET RAPPORTS À LA MILITANCE	III	
LE RECRUTEMENT DES MEMBRES DE L'AUTODÉFENSE PARISIENNE ET SES CARACTÉRISTIQUES SOCIALES		115
<i>Une minorité d'activistes</i>	116	
<i>Milices ouvrières ; milices d'ouvriers ?</i>	121	
<i>Hierarchie sociale et hiérarchie politique : origine sociale des responsables de l'autodéfense</i>	127	

LA 15 ^e SECTION DE LA FÉDÉRATION DE LA SEINE :	
UN MILIEU DE RECRUTEMENT PRIVILÉGIÉ DES TPPS	131
<i>Source et méthode</i>	131
<i>Principales caractéristiques sociologiques de la 15^e section</i>	134
<i>Un registre des TPPS?</i>	140
LES SOLDATS DU SOCIALISME	147
<i>Les groupes de combat, l'expression d'une conception novatrice</i> <i>du militantisme au sein de la « vieille maison »</i>	148
<i>Être à la hauteur des enjeux historiques</i>	157
L'AUTODÉFENSE EN PRATIQUES :	
PROPAGANDE ET ACTIONS	165
L'AUTODÉFENSE DANS LA PROPAGANDE SOCIALISTE	
DE LA FÉDÉRATION DE LA SEINE	169
<i>Le plan Flamme</i>	170
<i>Dans les manifestations et les meetings,</i> <i>se montrer en parti du nouvel ordre</i>	175
<i>Le retentissement de l'autodéfense socialiste dans la presse</i>	182
TYPLOGIE DE L'ACTION DE L'AUTODÉFENSE	
SOCIALISTE EN RÉGION PARISIENNE	189
<i>Une organisation prête pour l'action</i>	191
<i>L'autodéfense socialiste en action</i>	198
<i>L'autodéfense socialiste et l'action de masse</i>	208
CLICHY, 16 MARS 1937 : FRONT POPULAIRE DE COMBAT	
CONTRE FRONT POPULAIRE DE GOUVERNEMENT	217
<i>La détermination antifasciste</i> <i>face aux préparatifs nationalistes et policiers</i>	219
<i>« Les forces de police du gouvernement de Front populaire »</i> <i>contre « les éléments ouvriers de ce même Front populaire »</i>	226
<i>La question des responsabilités</i>	232
CONCLUSION	239
APPENDICES & DOCUMENTS	245
SIGNIFICATION DES SIGLES	263
GLOSSAIRE	265
SOURCES	287
BIBLIOGRAPHIE	289
INDEX	293

Matthias BOUCHENOT

Tenir la rue

Préface de Frank GEORGI

Édition préparée par

Bruno BARTKOWIAK,

Charlotte DUGRAND,

Charles JACQUIER,

Nicolas NORRITO

Design graphique et maquette

par LE STUDIO AMÉRICAIN, Toulouse

www.le-studio-americain.com

Éditions LIBERTALLA

21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris

www.editionslibertalia.com

Indicatif éditeur : 978-2-9528292

Diffusion et distribution : Harmonia Mundi

harmonia mundi
livre

*Reproduit et achevé d'imprimer
par l'imprimerie La Source d'or
à Clermont-Ferrand, le 25 avril 2014
Premier tirage : 1 500 exemplaires
Dépôt légal : 2^e trimestre 2014
Imprimé en France*